

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
QUESTIONS RELIGIEUSES
DANS LES CAHIERS DE 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 15 Mars 1919, à 1 h. 1/2

PAR

A. DENYS-BUIRETTE

Licencié ès-lettres
Avocat à la Cour

Président : M. PAUL FOURNIER, professeur

Suffragants { *M. LARNAUDE, professeur*
 { *M. MEYNIAL, professeur.*

PARIS
JOUVE & C^o, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
QUESTIONS RELIGIEUSES
DANS LES CAHIERS DE 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 15 Mars 1919, à 1 h, 1/2

PAR

A. DENYS-BUIRETTE

Licencié ès-lettres
Avocat à la Cour



Président : M. PAUL FOURNIER, *professeur*

Suffragants { M. LARNAUDE, *professeur*
 { M. MEYNIAL, *professeur*.

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

LES

QUESTIONS RELIGIEUSES

DANS LES CHAMBRES DE 1789

THÈSE POUR LE DROIT

PAR M. DE LA FAYETTE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Imprimé chez M. DE LA FAYETTE

—

Imprimé chez M. DE LA FAYETTE

(M. DE LA FAYETTE, Propriétaire)

(M. DE LA FAYETTE, Propriétaire)

PARIS

TOUR & CO, ÉDITEURS

10, rue de la Harpe, 10

1840

LES QUESTIONS RELIGIEUSES

DANS LES CAHIERS DE 1789

INTRODUCTION

I. — Objet de l'étude

L'objet de cette étude est d'exposer l'opinion exprimée dans les Cahiers de 1789 concernant les questions religieuses. L'Eglise avait dans la société un rôle si important, moral, politique et économique grâce à sa situation d'ordre privilégié, à sa fortune considérable et au profond attachement du peuple à la religion catholique, qu'il n'est pas nécessaire de démontrer, l'intérêt d'une connaissance exacte de l'opinion nationale sur les nombreux problèmes que posaient des difficultés de tout ordre. Au surplus toute l'histoire de la Révolution est remplie de ces difficultés ; sa politique religieuse est une des plus fécondes en conséquences graves et de celles qui furent le plus passionnément accueillies, le plus âprement combattues et défendues ; n'est-ce pas là

la preuve que l'opinion religieuse, dont l'importance est de tous les temps et de tous les pays, revêt à l'époque que nous étudions un intérêt tout particulier.

Une telle étude pourrait par conséquent être abordée de bien des points de vue selon que l'on voudrait y chercher des arguments à l'encontre ou à l'appui d'une thèse préconçue. Nous avons voulu lui donner un caractère strictement historique, à l'exclusion de tout autre, par la méthode, par le but et, nous l'espérons, par les résultats. Voulant exposer l'opinion des Cahiers nous avons délibérément écarté toutes les autres manifestations d'opinion, quelle que fût leur originalité ou leur autorité (1) par contre nous avons dépouillé tous les cahiers que leur publication nous a rendus accessibles. Nous en avons extrait les questions qui s'y sont posées et celles-là seulement, nous en avons noté les solutions proposées et seulement ces solutions. D'autres questions, peut-être, auraient pu ou dû se poser, pour des motifs religieux, philosophiques, économiques ou politiques; en une autre époque elles se seraient peut-être posées; cependant elles n'ont pas retenu l'attention des hommes de 1789, nous n'en avons pas trouvé trace dans leurs cahiers, nous n'en parlerons

1. En particulier nous avons renoncé à faire état des nombreux mémoires rédigés en forme de Cahiers par des particuliers de toutes classes, sauf lorsque ces mémoires ont eu de l'influence dans la préparation des véritables Cahiers.

donc pas. De même, d'autres solutions auraient pu être envisagées et l'ont peut-être été par des écrivains isolés, des philosophes, des juristes, des théologiens chacun jugeant selon toute la rigueur de sa raison dans le cadre de son système ; si l'influence de ces considérations ne s'est pas traduite dans les cahiers nous ne les mentionnerons pas, quelle que soit leur valeur théorique. Notre sujet apparaît donc nettement délimité ; ainsi restreint il garde néanmoins son intérêt puisque l'opinion des cahiers c'est en somme l'opinion de la nation presque unanime.

Pourtant, cette source dont on reconnaît aujourd'hui l'importance primordiale fut longtemps négligée par les historiens et à peu près inutilisée. C'est que les cahiers des paroisses rurales, comme ceux des corporations urbaines, tous ces cahiers primaires qui traduisent le plus directement l'opinion populaire, et le plus exactement la souffrance populaire dans les innombrables articles d'une lamentation douloureuse et puissante, étaient dispersés dans des dépôts ignorés et d'accès difficile ; pour les rendre utilisables un travail préliminaire de mise en ordre et de publication était nécessaire. Peu à peu ce travail se fit ; on publia d'abord les cahiers généraux des trois ordres, et, au hasard, ceux des cahiers primaires que l'on retrouvait ; puis parurent les premiers recueils de cahiers de paroisses. L'approche du centenaire de la

convocation des Etats généraux accrut le nombre de ces publications. Enfin, l'élan étant donné, on coordonna les efforts individuels dispersés et l'on entreprit la publication méthodique et sur un plan uniforme de tous les cahiers des paroisses qu'un siècle d'abandon avait laissé subsister. C'est l'œuvre de la Commission de l'histoire économique de la Révolution, principalement, et des divers groupements qui s'inspirent de sa méthode et travaillent parallèlement.

Au fur et à mesure de ces publications, des études s'attachèrent à les utiliser et à dégager le sens de documents aussi précieux pour l'histoire de l'opinion et de la vie du pays, à la veille de la Révolution.

Taine, dans la préface de *l'Histoire des origines de la France contemporaine* avait dit en avoir dépouillé 176 volumes (1); il en cite quelques extraits; mais, malgré ces citations, il ne semble pas y avoir attaché une bien grande importance; d'ailleurs, à part quelques exceptions, les cahiers consultés ne sont que les cahiers généraux des trois ordres.

Mais d'autres ouvrages s'y consacrèrent spécialement; de Poncins : « *les Cahiers de 1789 et les vrais principes libéraux* », expose déjà d'une façon que les recherches ultérieures ont montré exacte, mais avec des préoccupations qui ne sont peut-être pas unique-

1. Taine, *Hist. des origines*, éd. in-16, t. I. Préface, p. X.

ment historiques, les idées dominantes sur les grands sujets traités par les cahiers. Là encore ce sont surtout les cahiers généraux qui ont été étudiés ; bien peu d'autres, d'ailleurs, étaient déjà publiés.

Enfin M. Edme Champion dans : « *la France d'après les Cahiers de 1789* » traitant le même sujet d'un point de vue un peu différent, utilisant plusieurs recueils de cahiers de paroisses, a fait un tableau qui, avec cette documentation et dans ces limites, paraît définitif.

Depuis, les analyses que l'on a données se restreignent à des points spéciaux ou à une seule région, bailliage ou département.

Il nous a paru qu'aucun de ces travaux antérieurs ne ferait double emploi avec celui que nous avons entrepris. En nous bornant à un seul ordre de questions, pour le traiter avec une ampleur suffisante, nous avons pu exposer des détails, noter des nuances, préciser des résultats acquis, restreindre certaines conclusions trop générales, d'une façon que le cadre des travaux antérieurs ne comportait pas.

Nous avons surtout élargi notre documentation puisant à toutes les sources où nos éminents devanciers avaient puisé, profitant de leur expérience et des résultats de leurs recherches, bénéficiant surtout de toutes les publications de cahiers qui ont été faites jusqu'à ce jour et les utilisant toutes. De sorte que si nous pouvons conclure avec un peu plus de cer-

titude, un peu plus de précision, apporter sur quelques points un peu plus de lumière, tout le mérite en revient à ceux dont le travail méticuleux et persévérant a mené à bien la publication des milliers de cahiers que nous possédons.

II. — Sources

Avant d'entrer dans le détail des sources que nous avons utilisées, il nous paraît nécessaire d'énoncer brièvement quels principes nous ont dirigé dans le choix et la critique de ces sources. — En effet, les documents, après avoir été très rares, s'offrent en si grand nombre et parfois de valeur tellement inégale que certains doivent être éliminés : ce sont ceux qui, se présentant avec les apparences de l'authenticité, ne sont pas de véritables cahiers, mais seulement des projets de cahiers, des additions non signées, des propositions non ratifiées, des mémoires œuvres de particuliers ou de groupes non qualifiés pour rédiger des cahiers, mais qui ont profité de l'occasion pour présenter dans la forme, où toute la France était invitée à le faire, la défense de leurs intérêts ou leur conception particulière de la réforme de l'impôt et du gouvernement des nations.

Quels sont donc les caractères du cahier régulier ? Nous ne saurions mieux faire que de citer ici M. Brette, dont le *Recueil des actes relatifs à la*

convocation des Etats généraux, est un guide si sûr et si précieux pour toutes les recherches concernant les cahiers de doléances ; voici la définition qu'il donne du cahier : (1).

« C'est l'ensemble des vœux émis, sous quelque titre que ce soit, par une assemblée de membres de l'un des trois ordres, réunis en exécution de lettres royales de convocation, pour rédiger leurs doléances, vœux, plaintes, remontrances, pétitions, etc., instructions ou pouvoirs, ou ceux de leurs mandants ou pour élire des députés porteurs de ces actes soit pour l'une quelconque des assemblées électorales successives, soit pour les Etats généraux eux-mêmes. »

On aura par conséquent des cahiers rédigés dans les assemblées des divers degrés, ceux des assemblées paroissiales portés à l'assemblée générale du tiers du chef-lieu du bailliage, et ceux de ces assemblées générales destinées à être portés aux Etats généraux. Maintes fois il y aura un degré intermédiaire ; lorsqu'il s'agira d'un bailliage trop peu important pour députer directement aux Etats généraux et réuni à cet effet à un autre bailliage, il se tiendra au chef-lieu du bailliage secondaire une assemblée préliminaire du Tiers-état, où l'on rédigera un cahier qui sera fondu dans le cahier général du bailliage principal.

1. Brétte, *Recueil de doc.*, t. I, p. LXX.

Enfin, dans les villes où cette organisation existera, nous aurons des assemblées de corps, communautés ou corporations où normalement un cahier de doléances sera le fruit des délibérations.

Que possédons-nous dans ces diverses catégories de sources ?

Les cahiers des bailliages, ayant été réunis pour être portés aux Etats généraux, ont moins souffert de la dispersion que les cahiers des paroisses ; l'attention s'est plus rapidement fixée sur eux ; cela devait être à cause même de leur ampleur et de leurs qualités de fond et de style ; ils ont été publiés plus tôt et en grand nombre ; beaucoup avaient déjà été imprimés en 1789 lorsque le recueil *les Archives parlementaires* en publia une collection considérable. Cette publication a malheureusement mérité de trop nombreuses critiques car son emploi est peu sûr (1) ; les graves erreurs signalées par les historiens et les érudits les plus autorisés, font que l'on éprouve le besoin de vérifier les textes ainsi publiés et lorsque cette vérification n'est pas possible, faute de terme de comparaison, on n'a pas la certitude d'avoir un texte exact, ni même parfois d'avoir un texte authen-

1. Voir notamment au sujet des *Archives Parlementaires* : Guiffrey, *Etudes sur la collection publiée sous le nom des Archives parlementaires*, Paris, 1889 ; Brette, *les Cahiers de 1789 et les Archives parlementaires* (*Revue de la Révolution française*, 14 juillet 1904) ; Bridrey, *Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin*, 1907, t. I. Introduction, p. 47.

tique. En outre, ces cahiers ayant été publiés sans ordre, sans notes, sans les procès-verbaux qui devraient les accompagner, leur critique est extrêmement difficile et très difficiles aussi les rapprochements, les confrontations par ailleurs si souvent féconds.

Quelles que soient les imperfections graves des *Archives parlementaires*, on est obligé de s'en servir puisque aucun meilleur recueil n'offre les éléments qui y sont rassemblés. Ce sont en effet 464 cahiers de bailliages qu'on y trouve et ceux qui sont publiés ailleurs ne forment qu'un léger appoint pour constituer la totalité de ceux dont nous disposons — une trentaine à ajouter au chiffre de 464 —. Comme le nombre des cahiers portés aux Etats généraux a dû être de 643, ce sont donc 150 cahiers généraux environ que l'on n'a pas encore retrouvés (1).

En ce qui concerne les cahiers primaires, nous en avons aujourd'hui de nombreuses publications. L'ensemble fait désirer que l'œuvre se poursuive, mais permet déjà d'apprécier les résultats acquis, d'avoir des renseignements sur les diverses régions de la France.

Pour Paris et la généralité de Paris, nous avons les cahiers publiés par les *Archives parlementaires* et par Chassin, les *Elections et les cahiers de Paris*,

1. Cf. Aulard, Quels sont les cahiers qui nous manquent (*Révolution française*, t. XXIX, p. 150 sq.)

ceux du bailliage de Versailles et du petit bailliage de Meudon publiés à part. Nous avons les cahiers du bailliage de Sens et nous avons ceux du bailliage d'Etampes ; au total 692 cahiers pour la généralité de Paris.

Pour le Nord de la France, deux recueils rassemblent plus de 400 cahiers ; ceux de la Flandre maritime qui formait le bailliage de Bailleul, et ceux des paroisses qui forment aujourd'hui le département du Pas-de-Calais. Il est permis de regretter que pour ce recueil on ait adopté le cadre du département (1) ; les cahiers se groupent plus logiquement par bailliages et ce groupement présente entre autres avantages celui de permettre la comparaison entre le nombre des paroisses qui ont rédigé un cahier, et le nombre de ceux que l'on a retrouvés.

Pour la généralité de Soissons, grâce à une publication déjà ancienne, nous connaissons 69 cahiers du bailliage de Vermandois ou de Laon, présentés avec de suffisantes garanties d'authenticité, mais malheureusement, par extraits, seulement pour 44 d'entre eux.

Pour la généralité de Châlons, 725 cahiers sont dès maintenant publiés, la plupart par les soins de la Commission de l'histoire économique de la Révolution, c'est-à-dire selon la meilleure méthode, avec

1. Cf. *Révolution française*, t. XXII, p. 179.

des notes nombreuses et utiles. Les bailliages de Châlons-sur-Marne, de Sézanne et Chatillon-sur-Marne, d'Epernay, de Troyes et Bar-sur-Seine nous sont ainsi connus. Quelques cahiers du bailliage de Reims nous sont transmis par une publication plus ancienne.

Les cahiers lorrains ont fait l'objet de diverses publications. Les bailliages de Vic et de Dieuze relevant, l'un de la généralité de Metz, l'autre de la généralité de Nancy, ont été publiés sous le patronage de la grande Commission déjà nommée. Les bailliages de Boulay et de Bouzonvillers l'ont été sous le patronage d'une Société savante de Metz ; les bailliages de Bruyères et de Mirecourt l'ont été dans la revue *la Révolution dans les Vosges* sous forme d'excellente analyse — mais pas *in extenso* —. Au total 530 cahiers lorrains publiés. Les recherches ont en outre donné la certitude que les cahiers des bailliages de Château-Salins, de Bitche, de Sarreguemines, de Lixheim, de Fenestrang, de Sarrelouis devaient être maintenant considérés comme perdus (1).

Pour la Normandie, nous avons également un grand nombre de cahiers, 368, de la généralité de Rouen, avec les excellentes publications des bailliages de Honfleur, de Cany et de Neufchatel-en-Bray ;

1. Cf., Cahiers de doléances des communautés lorraines en 1879 ; bailliages de Boulay et de Bouzonvillers, dans l'Introduction.

300 de la généralité de Caen avec le recueil parfait du bailliage de Cotentin, 190 de la généralité d'Alençon dont 115 pour le bailliage d'Alençon. D'autres cahiers nous ont été transmis par Hippeau : « *le Gouvernement de Normandie* ». On y a relevé des inexactitudes, des réserves doivent par conséquent être faites (1). La méthode de publication diffère beaucoup de celle qui nous apparaît aujourd'hui comme excellente ; des mémoires particuliers d'un intérêt médiocre sont mis sur le même plan que des cahiers réguliers. Néanmoins, ce recueil est utile, puisque les documents qu'il contient n'ont pas encore été publiés ailleurs.

Si nous restons dans l'ouest de la France, nous avons encore 534 cahiers pour la généralité de Tours, dont 356 pour la province du Maine et 178 pour la sénéchaussée d'Angers.

En Bretagne, nous avons 382 cahiers pour la vaste sénéchaussée de Rennes, publiés avec une sûreté de méthode qui fait de ce travail un modèle. Quelques cahiers de la région d'Ancenis nous sont donnés ailleurs.

Une centaine de cahiers des sénéchaussées de Niort et de Saint-Maixent nous apportent la contribution de la généralité de Poitiers ; et nous avons aussi quelques cahiers de Rochefort et de La Rochelle.

1. Voir notamment Bridrey. Cahiers du bailliage de Cotentin.

Dans le centre de la France nous avons pour la généralité de Limoges les cahiers des sénéchaussées de Limoges, de Tulle, d'Uzerche, d'Angoulême et du siège royal de Cognac. Nous avons ceux de la sénéchaussée de Guéret pour la généralité de Moulins.

Dans la généralité de Bourges 113 cahiers représentent le bailliage principal de Bourges et ses secondaires. La généralité d'Orléans nous est connue par 170 cahiers du bailliage d'Orléans et 178 cahiers des bailliages de Blois et de Romorantin. Toutes ces publications sont parues dans la Collection des documents de l'histoire économique de la Révolution.

Pour l'Auvergne, nous avons environ 80 cahiers. C'est tout ce qui subsisterait pour le vaste territoire de Haute et de Basse Auvergne sur plus de 900 paroisses (1).

Nous sommes un peu mieux documentés sur la Bourgogne grâce à 375 cahiers environ, relatifs pour le plus grand nombre, au bailliage d'Auxerre et au bailliage d'Autun. Quelques autres cahiers ont également été publiés pour les bailliages qui ont formé le département de Saône-et-Loire et pour ceux qui ont formé le département de l'Ain.

Pour la Provence, nous avons les cahiers de la sénéchaussée de Draguignan, ceux de la sénéchaussée

1. Cf. Mège, les Cahiers d'Auvergne.

d'Aix et ceux de la sénéchaussée de Marseille. Dans le Languedoc, les cahiers de l'importante sénéchaussée de Nîmes au nombre de près de 300.

La généralité de Montauban est représentée par les 107 cahiers de la sénéchaussée de Cahors.

Enfin, le Midi pyrénéen a exprimé des vœux qui nous sont connus par les cahiers du Pays de Soule, par ceux du Béarn et par quelques cahiers de la sénéchaussée de Pamiers.

De plus, nous avons, grâce à diverses publications, près de 360 cahiers des communautés urbaines appelées à en rédiger un ; ils nous donnent, dans une note un peu différente, la trace des préoccupations particulières qui les ont inspirés. Ils proviennent aussi de régions très diverses, de Bergues et de Limoges, de Rochefort et de Marseille, d'Orléans et de Saint-Maixent, de Bourges et d'Angoulême, d'Angers et de Troyes.

Nous pouvions donc dire en commençant cette énumération, que c'est sur la France entière que se répartissent les cahiers dont nous disposons et que l'on peut sans abus en tirer des conclusions assez générales.

Des évaluations autorisées ont fixé approximativement à 40.000 le nombre des cahiers primaires qui ont dû être rédigés (1). Nous en avons dépouillé

1. Cf. Aulard, *Révolution française*, t. XXIX, p. 150 sq.; d'après Brette, *Recueil de documents*.

6.500. Si important que soit ce chiffre, on aurait en s'en contentant, une idée inexacte du rapport entre les documents retrouvés et les documents restant à trouver. On sait, en effet, après les recherches minutieuses méthodiquement poursuivies, qu'un grand nombre de cahiers est perdu pour nous. Il importe, par conséquent de considérer quelle est l'importance des ressorts représentés par ces 6.500 cahiers.

Le cadre adopté pour leur publication a généralement été le cadre du bailliage ; et à juste titre, puisque le bailliage était la circonscription électorale de 1789. Pour la France métropolitaine, 176 circonscriptions, y compris la Corse, députèrent directement aux Etats généraux ; mais ces circonscriptions ne furent pas les seules. Si certains bailliages en constituèrent une à eux seuls, d'autres se virent adjoindre des bailliages secondaires ; d'autres furent réunis à un autre bailliage sans qu'il y eut de principal ni de secondaire. Enfin, certaines villes furent admises à députer directement, assimilées ainsi à un véritable bailliage. Au total, et seulement pour la France métropolitaine, 445 circonscriptions se partagèrent ainsi le territoire et les électeurs (1). Les cahiers que nous avons consultés en représentent 133, c'est-à-dire un peu moins du tiers, un peu plus du quart.

Si, voulant préciser encore ce rapport, nous com-

1. Cf Brette, *Recueil de documents et Atlas des bailliages*.

parons le nombre des cahiers au nombre des paroisses formant les circonscriptions représentées, nous obtenons un résultat analogue, mais un peu moins sûr pour deux raisons : la première c'est que l'évaluation du nombre des paroisses d'un bailliage n'est qu'approximative dans certains cas (1) ; la seconde c'est que certains cahiers de ces bailliages n'ont pas été publiés par les éditeurs, soit involontairement, soit volontairement ; lorsque, par exemple, le cadre adopté étant celui du département, on négligeait les cahiers de paroisses situées hors de ses limites. Ces réserves faites le total des paroisses des 133 bailliages ou circonscriptions assimilées, représentés par nos cahiers est de près de 13.000, c'est-à-dire le tiers de la France d'alors. Notons immédiatement que Paris est compris dans ce tiers — et que, par contre, il conviendrait de défalquer des deux

1. *Le Recueil des documents relatifs à la convocation des Etats généraux* de M. Armand Brette n'est pas terminé. Pour les bailliages dont les opérations électorales y sont étudiées, nous donnons le chiffre qui y est indiqué comme étant le nombre des paroisses formant le bailliage. Ce chiffre est généralement obtenu d'après le procès-verbal de comparution des paroisses ; exceptionnellement quand le procès-verbal est perdu ou lorsqu'il est incomplet d'après l'État des feux de chaque circonscription. Pour les bailliages qui ne figurent pas dans *le Recueil des documents* de M. Brette nous nous sommes reporté soit à Espilly : *Dictionnaire des Gaules et de la France*, soit aux cartes dressées par M. Brette, dans *l'Atlas des bailliages*. Les données ainsi obtenues — quoique se rapprochant de la vérité — ne sont évidemment qu'approximatives — lorsqu'elles ne sont pas tirées des procès-verbaux de comparution des paroisses.

autres tiers, les paroisses du Dauphiné qui s'abstinrent en bloc de rédiger des cahiers (1).

Telle est la valeur, en nombre, des sources que nous avons utilisées. Ajoutons que la plupart se présentent avec toutes les garanties d'authenticité qu'exige une saine méthode historique, et que pour les autres, nous n'en avons fait qu'un emploi très prudent, nous abstenant en particulier de tirer des conclusions générales pour les régions dont nous n'avions qu'un trop petit nombre de cahiers.

Nous donnons ailleurs la bibliographie détaillée des ouvrages que nous avons consultés. Mais nous devons une mention particulière au *Recueil des actes relatifs à la convocation des Etats généraux* de Brette si utile pour le classement, la mise en œuvre et la critique de nos sources.

Pour la vérification de la législation en matière ecclésiastique nous nous sommes reporté au *Recueil général des anciennes lois françaises*, par Isambert.

Enfin nous avons adopté le plan suivant pour notre bibliographie ; nous donnons à la fin du volume l'indication de nos sources et des ouvrages et recueils

1. Le Dauphiné ne rédigea pas de cahier. On peut néanmoins avoir une idée de sa situation économique d'après les réponses faites au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats en 1787. Cf. abbé Guillaume, *Recueil des réponses faites par les communautés de l'élection de Gap...* 1908 ; P. Conard, *les Cahiers du Dauphiné (La Révolution française*, juin 1903). D'ailleurs, le questionnaire ne le comportant pas on ne trouve exprimée aucune opinion concernant les questions religieuses.

principaux qui nous ont servi dans tout le cours de cette étude. Nous donnons en note, au commencement de chaque chapitre, quand il y a lieu, l'indication des sources et des ouvrages concernant spécialement ce chapitre. Un tableau annexé à la bibliographie indique, par bailliage, le nombre des cahiers publiés et utilisés.

III. — Plan de l'ouvrage

Le caractère historique de cette étude en a dicté le plan ; il est l'émanation des cahiers dont les idées sont exposées.

D'autres divisions eussent pu être proposées, avec des apparences de plus rigoureuse logique, telles que celles qui sont adoptées dans plusieurs travaux historiques. Mais, cet avantage n'aurait pas compensé ce grave inconvénient que l'opinion des documents étudiés en eut été moins fidèlement traduite. Essayer de faire entrer dans le cadre rigide d'une division théorique, conçue *in abstracto*, des vœux, des doléances, et des propositions inspirés seulement par les faits et extrêmement variés, dans leur forme comme dans leur objet, c'était renoncer à reproduire leurs aspects si divers, leur naturel et c'était en même temps briser le lien qui les unit tous et leur donne une physionomie commune. Aussi tout

en coordonnant ces vœux et ces propositions nous avons voulu les grouper d'une façon qui se rapproche assez étroitement des divisions existant plus ou moins nettement dans l'esprit du rédacteur des cahiers.

Mais l'appréciation de la valeur des cahiers de 1789 suppose une réponse à cette question préalable : Dans quelle mesure représentent-ils l'opinion du pays ? Dans le premier enthousiasme on leur fit un crédit illimité : en même temps qu'on en acceptait toutes les affirmations on y vit l'expression pure et sincère du sentiment populaire. Puis certaines constatations provoquèrent un mouvement de défiance qui entraîna certains à ne voir dans les cahiers que des formulaires, acceptés d'une façon purement passive par les communautés d'habitants à l'instigation des groupements politiques qui les leur avaient envoyés. Une telle incertitude si on passait outre, sans essayer de la résoudre, affaiblirait beaucoup les conclusions de toute étude sur les cahiers.

Nous étudierons d'abord, par conséquent en un chapitre préliminaire, l'élaboration et la rédaction des cahiers ; nous rechercherons les influences qui se sont exercées ; nous essayerons de préciser quelle part de spontanéité et de sincérité ces influences ont laissé subsister.

Abordant ensuite le vif du sujet, nous grouperons en trois parties la masse des doléances et des propo-

sitions relevées dans les 6.000 cahiers que nous avons dépouillés. Dans la première partie nous exposons l'opinion concernant la propriété ecclésiastique (1). Dans la deuxième partie l'opinion concernant le clergé, le statut et l'action de ses membres. Dans la troisième partie l'opinion concernant le rôle politique de l'Eglise et ses rapports avec l'Etat.

La première partie comportera en premier lieu l'examen de la contribution de l'Eglise aux charges publiques et de la suppression de ses privilèges pécuniaires. La question de la dette du clergé sera ensuite tout naturellement examinée en un deuxième chapitre.

Dans le chapitre III nous examinerons les diverses questions nées de la propriété foncière ecclésiastique en raison de son importance et du régime auquel elle était soumise.

La Dîme fera l'objet du chapitre IV avec les innombrables difficultés auxquelles donnait lieu sa perception et sa répartition et les nombreuses réformes qui furent proposées de toute part.

Dans chacun de ces chapitres nous exposerons d'abord brièvement la situation en 1789 ; la législation et la pratique générale avec les particularités

1. Les questions d'organisation matérielle et de propriété peuvent sembler secondaires en matière religieuse. Cependant nous les exposons en premier lieu en raison de l'importance qu'elles ont dans les cahiers et des répercussions qu'elles entraînaient sur toutes les autres questions.

que nous aurons relevées ; puis les plaintes qui se sont élevées au sujet de cette situation et les diverses réformes qui ont été proposées ; enfin l'attitude du clergé, intéressé dans l'affaire, en présence de ces plaintes et de ces réclamations.

La deuxième partie comportera également quatre chapitres.

Le premier consacré au curé et à la paroisse montrera toute l'importance de la vie paroissiale et des questions s'y rattachant dans les préoccupations des gens de 1789. Il est peu d'objets qui aient suscité un tel intérêt.

Le second chapitre consacré au haut clergé, aux évêques, aux chanoines, aux bénéficiers autres que les curés exposera les vœux que l'on formait au sujet de leur recrutement et de l'exercice de leurs droits et leurs devoirs. Les propositions de l'ordre du clergé sur le même objet y seront également exposées.

Le troisième chapitre consacré au clergé régulier rappellera les causes de faiblesse des ordres religieux déjà maintes fois exposées ; il montrera l'opinion publique hostile surtout à la richesse de certains grands couvents, hors de proportion avec leurs besoins, et l'opinion du clergé elle-même très divisée sur cette question.

Le quatrième chapitre précisera l'attitude de la nation foncièrement catholique en face de l'irréligion,

des protestants et des juifs, très souvent intolérante très rarement accueillante.

Enfin la troisième partie de l'étude considérera un autre aspect de l'opinion, plus particulièrement politique. L'apport des cahiers est naturellement moins abondant sur ce point ; il est aussi moins spontané. La question du rôle politique de l'Eglise et des rapports de l'Eglise, du Pape et du Roi n'est pas de celles qui ont passionné l'opinion des couches profondes de la nation et qui leur ont inspiré des propositions sincères et nombreuses. Par suite, elle les a trouvées toutes disposées à accepter avec cette passivité qu'on leur a injustement reprochée, sur d'autres points, les suggestions de théoriciens divers dont l'opinion ne représentait pas la leur. Nous aurons à examiner par conséquent d'une façon toute spéciale l'inspiration des cahiers dans cet ordre d'idées. Nous le ferons au fur et à mesure de l'exposé, le premier chapitre étant consacré aux rapports du Roi, de l'Eglise et du Pape ; le deuxième chapitre, au rôle politique et social du clergé. La question du privilège de juridiction de l'Eglise sera également examinée dans ce chapitre.

Nous aurons ainsi terminé la tâche d'exposition que nous nous étions proposée et il ne nous restera plus qu'à en résumer les conclusions.

D'ores et déjà, il nous paraît possible de dégager trois grands principes, qui, à travers toutes les

nuances et toutes les divergences, inspirent les cahiers de 1789, chaque fois qu'ils expriment une plainte ou un vœu, concernant la religion ou l'Eglise.

C'est d'abord un profond attachement à la religion catholique, une conviction sincère indiscutée, qui persiste malgré les souffrances si vives, malgré l'abandon moral si fréquent, malgré les récriminations si nombreuses et les abus dont on a tant d'exemples. L'indifférence d'un prélat, la cupidité et la dureté d'un décimateur, l'indignité d'un riche bénéficiaire égaré dans l'Eglise, n'affaiblissent pas cet attachement ; au contraire elles l'augmentent presque parfois, par le sentiment du malheur de l'Eglise, qui est si mal servie par ses membres.

Mais, si les Français de 1789, et spécialement les Français des campagnes, sont des chrétiens convaincus, ils sont aussi étroitement attachés à leurs biens. Nulle lésion de leurs intérêts, nulle violation de leurs droits ne les trouve inattentifs ou indifférents ; s'ils se taisent c'est par une longue et douloureuse accoutumance et parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ; mais ils ne se résignent pas à l'injustice, et nul sentiment, religieux ou autre, ne les empêchera de la ressentir, d'en souffrir et d'en souhaiter ardemment la réforme.

Un troisième principe inspire presque toutes les propositions ; sans être presque jamais formulé, il est presque partout supposé. C'est le droit qu'a le

Roi d'opérer toute réforme en matière ecclésiastique comme en toute autre et de sa propre autorité. Le même principe, énoncé d'une façon quasi-dogmatique, pivot de tout le gallicanisme, sujet d'après controverses, a été passionnément discuté dans les milieux instruits de la société. Si l'on considérait seulement l'ardeur avec laquelle le gallicanisme a été défendu, l'obstination avec laquelle il a été combattu, pour en déduire les sentiments de la France qui assistait en spectatrice à cette querelle séculaire de la Royauté et de la Papauté, on arriverait à une opinion très différente de la réalité. A la résistance des adversaires du gallicanisme on croirait qu'ils ont été soutenus par une partie de l'opinion populaire ; à l'ardeur de ses défenseurs on croirait qu'il avait besoin d'être défendu pour être accepté de tous. Et l'on s'imaginerait qu'une vive opposition d'opinions existait dans le peuple comme elle a existé parmi les théologiens, les philosophes et les légistes. L'opinion populaire, en 1789, est indifférente à la controverse ; le principe fondamental du gallicanisme, l'autorité du Roi sur l'Eglise de France, n'a pas besoin de lui être démontré ; par contre elle ne se passionne pas pour l'application de toutes ses conséquences logiques. Mais il est un fait que l'on accepte sans discussion, c'est la souveraineté du Roi. Le Roi est le vieux chef de son peuple et son peuple a confiance en lui. Le Roi peut faire toutes réformes ; il

est le maître de son Royaume, et comme il est le Roi très chrétien, il est le maître de son Eglise.

Ces trois principes expliquent les cahiers de 89. L'attachement à la religion fait qu'on ne s'attaque pas à la constitution même de l'Eglise, qu'on ne veut que des réformes de détails, si importantes soient-elles et qu'on les veut autant pour le bien de l'Eglise que pour le bien des fidèles. Cela explique aussi que tout le bas clergé, vivant au milieu du peuple et le connaissant ne se soit pas inquiété de ce vaste programme de réformes proposé en 1789 : les curés rendaient ainsi aux paysans la confiance que les paysans leur faisaient.

Mais le sentiment religieux n'excluant pas le sens des intérêts, le paysan de 1789 les défend, même contre l'Eglise. Il n'y a là rien de contradictoire avec sa piété. Il proteste quand on lui fait trop payer — c'est à-dire quand on lui fait payer plus qu'à d'autres — et un instinct vigoureux lui fait découvrir facilement qu'il paye trop d'argent. Il voit, où il sait qu'il y a du gaspillage et cela lui est encore plus pénible, à lui qui a tant de peine à gagner cet argent gaspillé.

Il souhaite des réformes, il les sent justes, et pour les opérer il songe tout naturellement au Roi, puisque le Roi lui demande de lui exposer ses besoins.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La rédaction et l'inspiration des cahiers

I. — La campagne électorale, les Polémiques. — II. Brochures et Modèles imprimés. — III. Le rôle des Présidents d'assemblées. — IV. Influences individuelles diverses. — V. Conclusion.

La question de la spontanéité, de l'originalité des cahiers des paroisses a déjà été bien souvent débattue. Plusieurs études y ont été spécialement consacrées et les éditeurs des derniers recueils l'ont également examinée (1). C'est que, après avoir accordé à ces témoignages une entière confiance, on avait cessé de les considérer comme représentant l'opinion de leurs signataires et on leur avait dénié toute originalité.

On s'était aperçu, en effet, que des ressemblances profondes existaient entre certains cahiers, que plu-

1. Voir les ouvrages et études cités dans la Bibliographie, relativement à la Préparation des Etats généraux et aux cahiers, notamment ceux de Champion, Onou, Cochin et Charpentier, Sagnac, Sée. Voir également l'Introduction des *Recueils de cahiers*, publiés par la Commission de l'histoire économique de la Révolution, notamment : Bloch (Orléans); Bligny-Bondurand (Nîmes); Sée et Lesort (Rennes); Bridrey (Cotentin); Moy (Angers).

sieurs même étaient identiques ; on avait découvert l'influence de divers personnages dans les opérations électorales ; on en avait conclu que les habitants des diverses communautés n'avaient fait que signer le modèle qu'on leur présentait ; on était allé jusqu'à dire qu'ils ne pensaient pas ce qu'ils avaient signé et que même ils ne le comprenaient pas (1).

De ce que certaines influences se sont exercées dans les campagnes au cours des diverses assemblées de 1789 on s'est trop hâté de conclure qu'elles avaient enlevé toute valeur aux cahiers. Tout d'abord un nombre important en est resté préservé ; quant à ceux qui les ont subies il importe de préciser dans quelle mesure et sous quelles formes.

Selon le genre d'influence qu'ils ont subie on peut distinguer diverses catégories de cahiers, les cahiers complètement originaux, et à l'opposé les plus impersonnels rédigés d'après un modèle imprimé circulant dans un grand ressort, parfois copiés intégralement. Entre ces deux sortes, ceux qui ont subi l'influence d'un président d'assemblée étranger à la paroisse ; enfin ceux qui ont été rédigés sous l'inspiration d'un des habitants les plus influents et les plus écoutés. Le large et intense mouvement d'opinion de 1788 et de 1789 avait, en outre mis, en quelque sorte à l'ordre du jour un certain nombre de questions que l'on

1. Dans ce sens voir les études de Onou et Wahl, citées dans la Bibliographie.

s'explique ainsi soit traitées par des paroisses très éloignées l'une de l'autre et sans rapports directs. Nous sommes ainsi amenés à étudier successivement ces diverses influences : 1° La campagne électorale de 1788-1789 ; 2° les brochures et modèles imprimés ; 3° les présidents d'assemblée ; 4° les influences individuelles diverses.

I. — La campagne électorale. Les Polémiques (1)

La France n'attendait pas passive les événements qui se préparaient ; de plus en plus nombreux ceux qui s'intéressaient à la politique, au problème financier échangeaient des idées sur la situation et les réformes fiscales. Les livres des philosophes avaient préparé les esprits ; on parlait et on écrivait beaucoup ; de toutes parts surgissaient les projets, œuvres d'innombrables bonnes volontés qui s'offraient.

L'exemple venait de haut. Le Gouvernement et la Cour, en présence de toutes les difficultés à résoudre

1. Voir les importantes brochures, les pamphlets, écrits de propagande, au catalogue de l'histoire de France de la Bibliothèque Nationale, série Lb, 39. Pour chaque région, voir l'introduction et la bibliographie des *Recueils de cahiers* de Paris, Nîmes, Rennes, Angers, Coutances, etc.

Quelques-unes des principales brochures, telles que celles de Sieyès, de Monnier, du comte d'Antraigues, etc., sont citées dans Lavis : *Histoire de France*, IX, 1, 377.

dre marquait de la nervosité et une complète absence d'unité de vue ; on le sentait osciller entre les partis, et les opinions opposées redoublaient d'efforts et s'enflaient pour triompher. Quand le Parlement dès le 3 mai 1788 publiait un manifeste proclamant « le droit de la nation d'accorder librement des subsides par l'organe des Etats généraux régulièrement convoqués et composés ;... le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit en aucune matière par devant d'autres juges que ses juges naturels qui sont ceux que la loi lui désigne ; et le droit... de n'être arrêté, par quelque ordre que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents », un tel écrit ne passait pas inaperçu ; il provoquait un actif mouvement d'idées et l'on retrouva dans la plupart des cahiers ces principes concernant la justice et la liberté individuelle.

Ce mouvement grandit avec la convocation des Etats généraux. La question du doublement du Tiers passionna le public lisant et écrivant. La fameuse brochure de Sieyès : *Qu'est-ce que le Tiers*, n'en est qu'une parmi des centaines d'autres. — On peut imaginer l'échauffement des esprits, l'enthousiasme des uns, la déception des autres, lorsque le « Résultat du Conseil » du 27 décembre 1788 trancha la question en faveur du Tiers malgré l'avis contraire de l'assemblée des notables.

Le nombre des brochures, des pamphlets, des

libelles de toutes sortes va s'accroissant sans cesse. C'est une véritable campagne électorale qui se déroule, si l'on peut user d'une expression que les contemporains eussent rejetée. La question du vote par ordre ou par tête restait en suspens ; pas un seul homme parmi ceux qui lisaient ne pouvait y rester étranger, tant le public était sollicité par les brochures qui en traitaient ; pas un seul homme non plus ne pouvait rester étranger à la réforme de l'impôt, à la suppression des privilèges pécuniaires, à la réforme de la justice. Dans tous les esprits, grâce à cette propagande aux origines multiples, les mêmes problèmes s'imposaient à l'attention ; les mêmes solutions s'offraient au choix ; elles apparaîtront dans les cahiers.

A Paris la campagne est particulièrement active (1) ; aux brochures générales s'ajoutent des brochures relatives aux difficultés entre le corps de ville et le gouvernement concernant les élections et les réunions des assemblées. Souvent ces libelles prennent la forme de projets de procès-verbaux, de projets de délibérations, d'arrêtés autrement dit de projets de cahiers. Sous cette forme leur influence est visible : elles sollicitent les membres des assemblées en concrétisant leurs vœux, leurs opinions, en leur évi-

1. Voir les très nombreuses pièces publiées *in extenso* ou par extraits dans Chassin, *les Elections et les cahiers de Paris*, notamment t. I et II (les tomes III et IV sont consacrés aux cahiers).

tant l'effort et la difficulté de les formuler. Tel un projet d'arrêté paru vers le 19 avril et que Mirabeau aurait inspiré proclamant « que tous les hommes sont nés libres et égaux en droits et que tout pouvoir dérive du peuple — qu'en conséquence aucune loi ne peut être faite, aucun impôt levé, aucun emprunt ouvert sans le consentement du peuple français ou de ses représentants — que le peuple français ou ses représentants ont le droit d'assigner, répartir ou vérifier l'emploi des fonds — qu'aucun citoyen ne peut être arrêté que par un décret d'un juge légal — que tous les citoyens ont le droit de penser, de parler, d'écrire, d'imprimer, de publier — qu'ils ont le droit de s'assembler en Etats généraux et que les Etats généraux doivent être également, librement et constitutionnellement élus » (1).

D'autre part on trouve dans le nombre, quantité de factums hostiles au courant qui entraîne tout ; sur un ton parfois ironique les assemblées y sont quelque peu ridiculisées et le résultat de leurs délibérations d'avance amoindri (2). Mais ceux-ci sont l'exception, à la fois moins nombreux et moins efficaces.

1. Arrêtés concernant le choix des électeurs de Paris, qui doit être fait le mardi 21 avril 1789, pris dans une assemblée de citoyens de Paris le 19 du même mois, 4 p. in-8°, Bibl. Nat. Lb³⁹ 1541. Chassin, *les Elections de Paris*, I, p. 470-472.

2. Quelques-unes indiquées par Chassin, ouvrage cité, 472 et n. 2.

A une époque où il n'y a pas de journaux (1), toutes ces petites brochures en tiennent lieu ; qu'elles aient créé ou simplement guidé l'opinion publique il n'est pas douteux qu'elles lui ont permis de prendre corps, et qu'elles ont par là agi sur les événements. Un érudit historien a pu se demander : « Sans ces feuillets à deux sols, à six liards — y compris Sieyès Condorcet, Mirabeau — les élections aux derniers Etats généraux auraient-elles produit la Révolution française ? (2) »

Ce n'est pas à Paris seulement que la campagne fut active ; elle s'étendit dans toute la France, rayonnant particulièrement semble-t-il, autour de certaines villes qui constituaient autant de centres régionaux, où les controverses et la propagande se développaient parallèlement à celles de Paris, mais sans être uniquement inspirées par elles ni les imiter simplement. Cette indépendance relative résultait de la lenteur des communications avec la capitale, du groupement de certains corps judiciaires aux traditions vigoureuses, de l'état des esprits préparés par telle ou telle grande question locale, de l'habitude qu'on avait de concentrer son attention faute d'autre aliment sur les affaires de la ville ou de la région, de tout ce

1. *La Gazette de France* existe cependant depuis le XVII^e siècle et le *Journal de Paris* depuis 1777. Mais ils ne prennent aucune part aux polémiques électorales.

2. Chassin, *op. cit.*, I, 474.

qui faisait enfin la vie provinciale plus intense et plus originale. Parmi les villes où cette campagne semble avoir été le plus active, on peut signaler Nîmes et plus près de Paris, Orléans, Rennes, Anger et toute la région Normande. Les recherches futures permettront de savoir plus exactement quelles furent les répercussions du mouvement dans des villes comme Bordeaux, Toulouse, Lyon, etc, pour lesquelles les cahiers et les documents utiles à la convocation des Etats généraux n'ont pas encore été publiés d'une manière complète.

A Nîmes apparaît un homme de premier plan dont le nom grandit pendant les années suivantes, Rabaut Saint-Etienne (1). Ministre protestant, il avait déjà répandu ses idées politiques et s'était fait connaître en publiant en 1788 ses *Considérations très importantes sur les intérêts du Tiers état* ; puis une *Exhortation pressante aux trois ordres de la province de Languedoc* pour réclamer en faveur de cette province le régime instauré dans le Dauphiné. Les circonstances favorisaient son action (2) ; la Cour des Comptes de Montpellier l'appuyait de sa haute autorité, par ses attaques contre les Etats du

1. Sur le rôle pendant la période électorale, de Rabaut Saint-Etienne voir Bligny-Bondurand, *Cahiers de Nîmes*. Introduction, p. XXVIII à XXXI.

2. « Ces écrits éloquentes firent l'effet d'une trainée de poudre », dit l'éditeur des cahiers de la sénéchaussée de Nîmes. Bligny-Bondurand, *op. cit*, *loc cit*.

Languedoc. Dans toute la province des assemblées et réunions de corps s'en autorisaient pour formuler des réclamations dans le même sens ; une certaine agitation régnait, tout à fait propice au succès d'une propagande hardie et claire, telle celle que Rabaut Saint-Etienne entreprit. Il réussit à ce point que, élu député aux Etats généraux, chargé de résumer dans le cahier général de la sénéchaussée toutes les doléances des paroisses, il put présenter ainsi son propre programme.

Pour la région de Rennes on saisit encore mieux la physionomie de la campagne grâce à l'étude qui en a été faite (1). L'émotion n'était pas encore calmée, de la lutte soutenue par le Parlement contre le duc d'Aiguillon. Sans doute, dans la bourgeoisie éclairée beaucoup se rendaient compte qu'il y avait dans cette résistance des Parlementaires, pour une grande part, l'hostilité de privilégiés menacés dans leurs privilèges. Néanmoins l'habitude de la discussion et de la polémique était prise et déjà les sujets de réforme qui furent exposés dans les cahiers étaient à l'ordre du jour. Là aussi le nombre des brochures fut considérable ; et en outre, certaines furent répandues à un grand nombre d'exemplaires ; même,

1. Sée et Lesort, *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes*. t. I, introduction. Voir également Sée, *les Cahiers de paroisses de la Bretagne (Révolution française, t. XLVI, p. 481 à 513 et t. XLVII, p. 28 à 46).*

pour atteindre plus sûrement un plus grand nombre de gens, certaines furent traduites en breton ; dans cette traduction la *Déclaration de l'ordre de la noblesse du 10 janvier 1789* fut répandue à 3000 exemplaires ; une autre circulaire en bas breton fut propagée dans les environs de Quimper. (1)

Anonymes ou signés des modèles circulaient dans toute la Bretagne. La « *Délibération de l'ordre du Tiers état de Rennes* » des 22-27 décembre 1788 en est un (2). Un autre parut sous forme de « *Lettre adressée le 5 janvier 1789, après la suspension des Etats aux paroisses de la province* ». On y demandait en matière ecclésiastique l'imposition du clergé dans la forme générale et l'augmentation des portions congrues des recteurs de campagne. Il y eut surtout un écrit qui eut une grande influence, c'est celui qui portait le titre de « *Charges d'un bon citoyen de campagne* ». On connaît son texte exact, car une paroisse remit la formule imprimée qu'elle avait reçue, aux délégués qu'elle envoyait à Rennes.

« Les Charges d'un bon citoyen de campagne » ne sont pas signées : mais on a pu relever les noms

1. Cahier de la Sénéchaussée de Rennes, t. IV, p. 340 et n. 2, 3, 4, 5.

2. Le texte de cette « Délibération » est donné dans le tome I des cahiers de la sénéchaussée de Rennes, ainsi que celui des autres modèles généraux indiqués ici notamment les « Charges d'un bon citoyen de campagne ». — Voir également « Arrêté des officiers municipaux de la ville de Nantes, » même recueil, t. IV, p. 313-322. — Délibération et arrêté de la ville et communauté de Saint-Brieuc, du 24 novembre 1788, *id.*, IV, 322-326.

de personnages qui avaient joué un rôle important dans la préparation des élections, et l'on a constaté que ces noms se retrouvaient parmi les commissaires nommés par les assemblées de villes pour la rédaction de leurs cahiers ; on peut juger par là de l'efficacité de leur action par le crédit de leur personne. Dorénavant et déjà, avant même d'examiner les modalités de cette action on peut apprécier sa réalité.

A Orléans (1) circulèrent aussi diverses brochures. De même qu'à Rennes on avait imprimé une délibération du Tiers du 27 décembre 1788, à Orléans on imprima la « *Délibération de l'assemblée générale de la ville d'Orléans tenue le 1^{er} décembre 1788, concernant plusieurs objets relatifs à la convocation des Etats généraux* ». On voit comment les villes tentaient de prendre la direction du mouvement et comment pourraient s'expliquer, à défaut d'autres renseignements, certains vœux d'ordre général et d'inspiration commune, contenus dans les cahiers des campagnes. Le duc d'Orléans essaya aussi de jouer un rôle connu partout où il possédait des domaines ou des droits seigneuriaux. Ses agents répandirent une « *Instruction donnée par S. A. S. Mgr le Duc d'Orléans à ses représentants aux bailliages, suivie de délibérations à prendre dans les assemblées* ». Sièyès en aurait, peut-être, été le rédacteur. Quoi qu'il en soit ces « délibérations » s'occupent fort peu

1. cf. Bloch, Cahiers du bailliage d'Orléans, t. I.

des questions religieuses hormis le vœu pour l'imposition du clergé que l'on trouve partout. En même temps circulaient, sans nom d'auteur, des « *Réflexions sur les pouvoirs et instructions à donner par les provinces à leurs députés aux Etats généraux* » et bien d'autres encore, qui pour avoir eu moins d'influence n'en contribuaient pas moins à maintenir l'attention en éveil et à alimenter les réflexions et les discussions des bourgeois et hommes de loi qui allaient diriger en maint endroit les assemblées des paroisses.

Les curés, de leur côté, ne restaient pas inertes ; eux aussi s'agitaient, discutaient, délibéraient et publiaient leurs délibérations comme cet « *Extrait des délibérations et arrêté des curés d'Orléans relativement à la convocation des états généraux* » du 28 janvier 1789, auquel répondit une « *Lettre d'un curé de campagne à MM. les curés... d'Orléans* » réclamant avec un raffermissement de la discipline une amélioration du sort des conquistes.

Cette énumération pourrait être continuée à l'occasion de chaque centre quelque peu important. En Normandie c'est l'*Avis des bons Normands à leurs frères tous les bons Français...* puis la *Suite de l'avis des bons Normands...* œuvre si influente de Thouret qui devint député.

En Auvergne (1) c'est le « *Projet d'instruction*

1. Mège, les Cahiers des bailliages et Sénéchaussées d'Auvergne et même auteur, les Cahiers des paroisses d'Auvergne en 1789.

pour les députés du Tiers état aux Etats généraux » et c'est surtout les « *Idées d'un citoyen sur les vœux... etc.* » dont certaines expressions et des phrases entières ont été littéralement reproduites dans plusieurs cahiers.

A Angers, l'intendant de Tours constatant la situation écrivait à Necker le 15 janvier 1789 : « la ville... devient un arsenal de brochures politiques presque aussi abondant que celui de Paris » (1). La lutte était âpre entre les « juges seigneuriaux » et les « bourgeois » ; ceux-ci finirent par avoir l'avantage. Des protagonistes actifs y donnèrent leur concours ; comme à Nîmes Labaut Saint-Etienne. A Angers La Revellière-Lepeaux se prodigua et en fut récompensé par son élection : Volney polémiquait dans le même sens ; leur principal adversaire, le comte de Serrant, ripostait par tous ses agents. On verra plus loin l'influence respective des différents modèles qu'ils répandirent dans toute la région (2).

En résumé partout surgissaient les brochures sous forme de conseils, de projets, d'appels, de réponses et de répliques. Sans doute cette agitation n'était peut-être que superficielle, elle ne remuait pas les campagnes lentes à s'émouvoir, mais elle atteignait

1. Arch. Nat. Ba 13, cité par Moy, *Cahiers de la Sénéchaussée d'Angers*, I, LX, n. 3.

2. A Agen, la délibération de la ville du 27 décembre 1788, publiée comme celle de Rennes et de Nantes, fut adoptée par 36 paroisses du ressort, et avec amendement par 10 autres paroisses.

les bourgeois des villes grandes et petites, les avocats et les magistrats de bailliage et par eux, les idées répandues allaient se propager.

II. — Brochures et modèles imprimés

Cette campagne dont on vient d'exposer les grandes lignes suffirait à expliquer une certaine ressemblance de fond dans les cahiers des régions où elle s'est exercée. On comprendrait qu'une telle propagande ait eu pour résultat de faire adopter par bien des assemblées rurales ou urbaines quelques-uns des articles si débattus pendant plusieurs mois. Mais la ressemblance des cahiers entre eux ne se borne pas à ces analogies générales quant au fond. La similitude complète de certains articles et même de cahiers entiers exige une autre explication. Nous avons indiqué plus haut l'influence des Présidents d'assemblée, et celle des modèles imprimés circulant dans un grand ressort ; nous avons vu qu'en plusieurs endroits la campagne avait pris cette forme, que le duc d'Orléans avait envoyé des projets de délibérations dans tous les pays où il possédait, que le comte de Serrant en avait fait autant dans l'Ouest, que ses adversaires avaient répliqué dans la même forme. Nous allons examiner quel fut d'après les renseignements dont nous disposons

l'effet de ces modèles imprimés proposés à l'adhésion des paysans.

Il n'est pas toujours possible de savoir quand un cahier a été rédigé d'après un modèle imprimé. Parfois les rédacteurs en ont modifié la forme, en ne prenant que quelques articles ; parfois ils s'en sont inspirés plus largement ; le ton général ne semble pas celui des habitants de la campagne, mais on ne connaît pas ce modèle, on n'en a pas retrouvé l'original et l'on ne peut rien affirmer.

En dehors de ces cas, et en sens opposé la présence du modèle est souvent manifeste, soit qu'on en connaisse l'original et qu'on en retrouve des articles, cas le plus fréquent, soit qu'on en retrouve des copies le reproduisant entièrement, soit que quelques mots du procès-verbal ou du cahier lui-même en fassent mention (1), soit enfin, cela s'est trouvé, que les habitants aient purement et simplement signé la formule imprimée qu'ils avaient reçue (2). On a pu ainsi dans chaque bailliage ou dans chaque sénéchaussée, grouper des cahiers d'après un modèle commun.

1. Cf. Cahiers du Bailliage d'Etampes ; cahier de la paroisse d'Andonville.

2. Cf. Cahiers de la Sénéchaussée de Rennes, paroisse de Plestan, t. III, p. 566-571. Cette paroisse s'est contentée d'envoyer comme cahier la formule imprimée qu'elle avait reçue ; c'est grâce à cette particularité que l'on connaît le texte intégral du modèle qui a eu tant d'influence dans la sénéchaussée de Rennes, sous le nom de « Charges d'un bon citoyen de campagne. »

Dans la sénéchaussée d'Angers, on a pu constituer quatre groupes de cahiers s'inspirant des modèles en circulation (1). L'un, comptant 41 cahiers procède des écrits de La Révellière-Lepeaux, *Plaintes et désirs* et *Doléances vœux et pétitions*. Une brochure de Volney *Des conditions nécessaires à la légalité des Etats-Généraux*, s'est reflété en outre en partie dans l'un de ces 41 cahiers. En matière ecclésiastique La Révellière et ses amis avaient inséré dans leurs projets de cahier un vœu en faveur des curés et vicaires, un vœu pour la suppression et la vente de tous les bénéfices, un autre pour la suppression de toutes charges ecclésiastiques en dehors des curés, évêques et chanoines de cathédrale, et avec l'abrogation du Concordat, le droit exclusif pour le roi de nommer à tous les emplois ecclésiastiques, sans aucune intervention du pape.

Une vingtaine de cahiers forment le second groupe, procédant de ceux des corporations de la ville d'Angers, rédigés quelques jours plus tôt.

Le troisième groupe réunit 20 autres cahiers inspirés du *Modèle de doléances* envoyé par le comte de Walsh de Serrant à toutes ses paroisses ; l'original n'ayant pas été retrouvé on a pu le reconstituer que par le contenu de ces 20 cahiers et la réponse de ses adversaires.

1. Moy, Cahiers de la Sénéchaussée d'Angers, Introduction, I, p. CLIV sq.

Un quatrième groupe enfin a pour sources deux « *Projets de procès-verbaux d'élection de députés et d'instructions et pouvoirs à donner aux dits députés par les Paroisses, Bourgs, Communautés...* » projets modérés en matière politique et muets en matière ecclésiastique ; on constatera ce silence en d'autres cahiers modèles, préoccupés surtout de la réforme politique et de l'établissement d'une constitution.

Cette remarque permet de donner plus de valeur au contenu des cahiers des paroisses concernant les questions religieuses, plus spontanément traitées. Il faut ajouter d'ailleurs que les 41 cahiers inspirés des modèles de La Révèllière-Lepeaux ne les ont pas reproduit textuellement. Sur la suppression du Concordat par exemple une dizaine de cahiers seulement ont reproduit le vœu du modèle, c'est la preuve que les gens savaient faire un choix et laisser de côté ce qui ne les intéressait pas. A noter surtout que sur un total de 177 cahiers 51 ne se rattachent à aucun de ces groupes.

Pour la sénéchaussée de Rennes, nous avons déjà indiqué les principaux modèles en circulation. Celui qui eut le plus de succès, les « Charges d'un bon citoyen de campagne » inspira un grand nombre de cahiers surtout dans l'évêché de Rennes et dans la région de Vitré ; cependant c'est une paroisse du diocèse de Saint-Brieuc, Plestan, qui remit à ses

délégués la formule imprimée elle-même grâce à quoi nous la connaissons. On demandait en particulier dans ces *Charges d'un bon citoyen* « qu'il soit établi dans chaque diocèse une caisse, pour le soulagement des pauvres et qu'il y soit versé un tiers du revenu de tous les biens ecclésiastiques. Que le sort du recteur soit amélioré et son revenu augmenté par la réunion à sa cure d'autres biens ecclésiastiques jusqu'à 2.400 livres au moins ». Ces deux vœux ont été repris par bien des cahiers :

En Normandie, un écrit qui paraît avoir eu une grande influence est la *Suite de l'avis des bons Normands*, de Thouret le futur Constituant alors avocat au Parlement de Rouen, qui fut élu député de ce bailliage et dont la brochure fut très répandue (1). Les Présidents des assemblées servirent souvent d'intermédiaires ; aussi tout en retrouvant fréquemment ces mêmes idées les voit-on exprimées avec quelques nuances (2).

Mais dans d'autres régions le modèle est copié avec beaucoup moins d'indépendance. Ainsi dans le bailliage de Sens, le Tonnerrois formait territorialement un groupe compact et séparé ; le cahier de Tonnerre, avec quelques variantes, est reproduit

1. A Saint-Lô, le cahier rédigé par des commissaires est inspiré cependant de la « *Suite de l'avis des bons Normands* ».

2. Dans le bailliage de Honfleur, qui comprend 23 paroisses, l'influence du modèle imprimé d'Equemanville se constate dans 10 cahiers.

par une vingtaine de cahiers (1), parfois quand on a voulu faire des adjonctions ou des modifications c'est en marge du texte proposé qu'on les a faites. Le rédacteur primitif serait un avocat de Tonnerre-Cherest, qui s'en est flatté lui-même (2). Et il est encore à noter que le cahier de Tonnerre ne formule aucune plainte, ne propose aucune réforme en matière religieuse.

Dans la région d'Angoulême, de Niort, de Saint-Maixent on rencontre fréquemment des cahiers divisés en deux parties : la première consacrée surtout à des doléances d'un caractère général, presque toujours les mêmes, la seconde consacrée à des doléances d'intérêt local. C'est probablement qu'un modèle fut proposé et adopté et qu'on éprouva le besoin d'y ajouter quelque chose.

Quelquefois on accepte sans y rien ajouter ; c'est le cas dans la sénéchaussée de Nîmes, de la paroisse de Montaren (3) qui « acquiesce bien volontiers » à des « plaintes, doléances et demandes générales » en 8 articles très courts dont aucun d'ailleurs n'a trait aux questions religieuses. Il semble au demeurant que dans cette sénéchaussée ce soient plutôt les présidents d'assemblées qui se soient fait les propagateurs des demandes de réforme.

1. Porée, Cahiers du bailliage de Sens; Tonnerre, p. 536 sq.

2. Cf. Porée, ouv. cit., XXII, n. 5 (Arch. Yonne, série L, § IV, fonds Lorin).

3. Sénéchaussée de Nîmes, paroisse de Montaren, I, 527.

En général l'existence des cahiers modèles, a été nettement mise en lumière par les éditeurs des recueils, quand il y avait lieu. Parfois cependant l'original n'ayant pas été retrouvé, et les cahiers des paroisses comportant des variantes on a pu d'abord les croire originaux. C'est le cas pour ceux de la sénéchaussée de Draguignan (1). La comparaison attentive des cahiers entre eux ne permet guère cette opinion. Si on relève en effet : 1° le préambule (2) ; 2° la formule finale : les habitants « déclarant au surplus que, quant à tous autres objets, soit généraux pour le royaume, soit particuliers à cette province ils s'en réfèrent absolument au cahier général, etc. » (3) ; 3° quelques-uns des articles revenant le plus fréquemment : a) « la réformation des Codes civil et criminel » ; b) « la suppression de tous les tribunaux inutiles ou onéreux » ; c) « l'abrogation de toutes lettres attentatoires à la liberté des citoyens » et si on compare avec chacun des cahiers, on s'aperçoit que 38 cahiers sur 53 contiennent 2 au moins des chefs de réclamation dans la même forme, et le préambule ou la formule finale ou l'un et l'autre. Il n'est pas jusqu'au numérotage des vœux qui ne soit

1. Mireur, Cahiers des paroisses de la Sénéchaussée de Draguignan.

2. Cahiers de Bagnols, Callas, Cotignac, Le Muy, Le Puget, Seillans.

3. Cahiers de Bargème, Callas, Calliau, Carces, Châteaudouble, Claviers, Comps, Figanières, Flassans, Flayox, La Garde près Figanières, Gassin, Grimaud, Meaux, Moissac, Montauroux, Montferrat, La Motte, Le Puget, Régusse, La Roque Esclapon, Trigance.

souvent le même ; parfois avec un procès-verbal de leur cru les habitants passent brusquement, sans transition au premier article « la réformation du Code civil et criminel » (1). D'autres fois après la formule finale habituelle, des doléances locales sont exprimées (2). Enfin parmi les 15 autres cahiers assez différents par la forme, on en trouve encore plusieurs qui ont au fond la même inspiration (3) et auxquels manquent les caractères d'originalité qui dans la même sénéchaussée distinguent, par exemple, le cahier de Lagarde-Frénét ou celui de Tavernes. Mais à considérer seulement les 38 cahiers ayant le même fond commun et de nombreuses expressions communes on ne peut manquer d'être frappé par l'importance de cette proportion sur le nombre total des cahiers de la sénéchaussée, 53. Nous concluons donc qu'il faut admettre l'existence d'un modèle, qui aurait été envoyé dans les paroisses et subsidiairement, la possibilité de modèles dérivés, inspirés du principal. Ce n'est pas le cahier de Draguignan qui a rempli cet office, il est assez développé et les formules types ne s'y trouvent pas ; il n'est cependant pas sensiblement différent quant au fond et il est possible que le

1. Cf. Cahiers de Meaux, Saint-Maxime, Flayox, etc.

2. Cf. Cahier de Callian, au sujet du casuel ; Cahier de Flayox, au sujet de la dime ; Cahier de Meaux, pour avoir un prêtre ; Cahier de la Môle ; Cahier de Mons ; Cahier de Le Muy ; Cahier de Roquebrune ; Cahier de Saint-Maxime.

3. Cahiers de Draguignan, Espérel, Fayence, Gassin, Villecroze, Tardieu, Saint-Tropez, peut être Fréjus.

modèle ait également inspiré les rédacteurs du cahier de Draguignan, possible aussi que les rédacteurs de cette ville aient été les rédacteurs du modèle présumé. On a vu d'autres villes où les commissaires chargés de rédiger le cahier, étaient ceux-là mêmes qui avaient déjà proposé des projets (1).

Ce sont ces cahiers modèles circulant dans un grand ressort, qui ont fait dire que le mouvement était parti de Paris et avait tout inspiré. On voit ce qu'il y a d'excessif dans cette supposition. Le nombre des cahiers originaux est important, les modèles ont été acceptés le plus souvent après délibération, avec des suppressions, des additions et des variantes, et enfin ces modèles sont l'œuvre de comités locaux ou de personnages de la région. Pour vaste qu'ait été leur champ d'action il ne s'étendit guère au delà des limites d'un bailliage, d'une grande sénéchaussée, d'une province.

Faut-il, allant plus loin, nier l'existence d'une propagande plus générale. Ce serait sans doute trop s'aventurer et s'exposer à être démenti par les faits. Tout d'abord ces modèles régionaux n'étaient pas sans rapports entre eux ; ceux qui les rédigeaient avaient de communés sources d'inspiration dont ils usaient librement, mais dont ils usaient cependant et cela donne aux cahiers qui en sont résultés un cer-

1. Cf. Cahier de Vitré, sénéchaussée de Rennes, I, 75-104.

tain « air de famille », signalé depuis longtemps. Il est possible même, que des formulaires aient été envoyés directement de Paris même, une indication en est fournie par la protestation du Curé de Cuchery (1), bailliage de Châtillon-sur-Marne, adressée au Directeur Général des Finances. Il se plaint que le cahier ait été rédigé d'après un modèle venu de Paris, que le contenu ne corresponde pas du tout aux vœux des habitants dont on a surpris la bonne foi et il ajoute que le même fait se serait passé dans toutes les paroisses du bailliage de Châtillon. L'accusation est précise, elle n'est pas invraisemblable. Mais nous remarquons encore une fois que précisément le cahier de Cuchery, dont les doléances sont d'ordre très général, ne contient ni doléances ni propositions en matière ecclésiastique.

Ce n'est pas là en effet la principale préoccupation de ceux qui cherchent à obtenir des campagnes une manifestation d'opinion. D'une manière générale, dans les divers modèles imprimés on insiste surtout sur les questions d'ordre politique (2) ; la réunion périodique des Etats généraux, le vote par tête, le vote d'une constitution, la réforme de l'impôt, voilà ce qu'on y trouve, le reste n'est qu'accessoire.

Enfin qu'elle qu'ait été, dans certaines régions

1. Arch. Nat. Ba 79 et BIII. 144 ; Cf. Laurent, Cahiers du bailliage de Châtillon-sur-Marne, p. 118 à 123.

2. Cf. Sénéchaussée de Nîmes : Cahier de Sénéchas. t. II, p. 382, sq.

l'influence de ces modèles, nous ne voyons pas que d'une façon générale ils aient constitué le mode d'action le plus directement efficace ; ils étaient trop froids, trop rigides, si quelque membre influent de l'assemblée ne les soutenait pas de son commentaire surtout s'ils se heurtaient à une proposition, émanée du Président de l'assemblée. C'est le rôle essentiel de ce personnage que nous allons examiner.

III. — Les Présidents d'Assemblées

Les assemblées électorales devaient être présidées en principe par le sénéchal de la juridiction seigneuriale. En fait il s'en acquitte rarement lui-même ; ceux qui le représentent sont généralement des hommes de loi, juges seigneuriaux, lieutenants de bailliage, avocats, notaires qui se rendent successivement dans plusieurs paroisses où se réunissent les habitants convoqués d'avance. L'influence de ce personnage varie considérablement suivant son intelligence, son caractère, ses conditions et la confiance qu'il inspire aux habitants. De nombreux cahiers y ont échappé, soit qu'il n'ait rien fait pour en diriger la rédaction, à ses yeux formalité sans importance, soit que les habitants assemblés aient rejeté ses propositions. Mais ce qui n'est pas douteux, c'est que sa fonction temporaire de président et sa profession habituelle de juge ou de prati-

cien lui facilitait la tâche (1) ; il était connu des habitants, il les connaissait un peu, sinon eux personnellement tout au moins, leurs besoins et leurs griefs habituels. Il pouvait varier ses conseils, les approprier à la situation, les développer, les faire comprendre, en atténuer au besoin ce qu'ils contenaient de moins conforme aux aspirations locales, y ajouter les vœux propres des paysans, bref en faire quelque chose de plus vivant, de plus personnel que le modèle imprimé, difficilement modifiable, et c'est ce qui se passa en effet. Les divers cahiers rédigés sous l'influence d'un même président ne sont généralement pas absolument identiques. Lorsque le président apportait un cahier tout fait il pouvait le remanier au cours de la séance dans le sens qu'on lui demandait ; lorsqu'il se contentait de diriger la délibération et de proposer ses propres idées, la forme en variait encore plus. Cette influence ne s'étendit enfin qu'à des groupes assez restreints de paroisses autant qu'un même homme en pouvait présider où en faire présider par un représentant direct, assez dévoué pour agir dans le même sens que lui. Par contre ces groupes de cahiers seront

1. *Mémoire du comte de Diziers* : « L'influence qu'ont dans les municipalités des baillis, procureurs fiscaux, notaires, etc., l'habitude où le peuple est de les consulter, ont réussi sur cet état l'emploi de rédiger leurs cahiers et de les faire valoir à l'assemblée générale du Tiers état... Seuls ils ont été choisis pour la rédaction des cahiers (exagération) ». Arch. Nat. Ba 22, plaquette 5, 15 mars 1789 ; Cf. Cahiers du bailliage de Blois, t. I, XLI.

très nombreux et l'on a ainsi, dans presque tous les bailliages, des groupes de cahiers ayant entre eux des ressemblances ou des affinités profondes, groupes correspondants au champ d'action d'un même président.

L'examen de quelques-uns des bailliages et sénéchaussées dont les cahiers ont été publiés montre l'importance de cette action.

Dans le bailliage de Blois on a pu constater 33 groupes de deux, trois ou quatre cahiers en partie semblables les uns aux autres, réunissant ainsi 76 cahiers sur 178 (1). La moitié de ces groupes était formée de paroisses ayant un même président.

Dans le bailliage d'Orléans, 21 groupes de cahiers parmi ceux qui furent adoptés sous la présidence d'hommes de loi orléanais (2).

Dans la sénéchaussée d'Angers (3) sur 163 paroisses pour lesquelles nous ayons l'indication du président au procès-verbal, 26 se sont tenues sous la présidence d'un sénéchal, 60 sous la présidence de procureurs fiscaux, notaires, avocats en parlement ; 77 sous la présidence de syndics ou membres de la municipalité. La proportion des hommes de loi est un peu moins forte qu'en d'autres bailliages (4).

1. Cahiers du bailliage de Blois, I, LIX à LXI.

2. Cahiers du bailliage d'Orléans, I, introduction.

3. Cahiers de la Sénéchaussée particulière d'Angers, I, CXL sq.

4. Dans le bailliage de Blois, 160 assemblées, sur 222 sont présidées par des hommes de loi.

Dans certaines paroisses on voit le président rédiger lui-même le procès-verbal et le cahier (1). Mais sans aller jusque-là son influence est tout aussi indéniable lorsqu'il l'a simplement dicté en entier ou pour certains articles.

En Normandie où nous avons déjà vu l'influence de Thouret et de ses écrits : *Avis des bons Normands* et *Suite de l'avis des bons Normands*, les présidents semblent avoir été surtout des propagateurs des idées généralement répandues dans la Province. C'est ce qui explique qu'on trouve, dans des paroisses assez éloignées les unes des autres, des vœux dénotant une commune inspiration sous une forme cependant variée. Aussi bien dans le bailliage de Honfleur et de Neufchâtel, que dans celui d'Alençon, et de Pont-Audemer ou dans celui de Coutances les idées développées par Thouret se retrouvent, le sens est le même, mais l'expression est assez dissemblable pour qu'on puisse penser que ce sont des avocats ou des officiers de justice imprégnés de ces idées qui ont été des inspireurs directs des cahiers plutôt qu'un même modèle imprimé envoyé dans toute la province.

Ainsi dans le bailliage de Coutances : 6 groupements de cahiers peuvent être distingués, dont 2 assez importants puisqu'ils réunissent l'un 9 cahiers paroissiaux et l'autre 6 (2).

1. Cf. Sénéch. d'Angers : Cahiers de Saint-Georges-du-Puy de la Garde, La Salle-de-Vihiers, Saint-Lezin d'Aubancé.

2. Cahier du bailliage de Cotentin, t. I, introduction.

Dans le bailliage de Neufchâtel un groupe de 6 cahiers est également inspiré de Thouret, 6 autres cahiers présentent de vives ressemblances, principalement pour la partie politique (1). Parfois sans qu'on puisse dire, en raison de dissemblances fréquentes, qu'un cahier ait été copié, il est manifeste qu'il y a eu plus qu'une rencontre d'expression résultant d'une communauté de besoins (2); il en est ainsi lorsqu'on voit le cahier de Buchy et d'une vingtaine d'autres, commençant par la même formule de début (3) continuant par les mêmes articles, notamment au sujet de la suppression du droit de contrôle et du rachat de la corvée (4). On a supposé pour expliquer ces ressemblances, qu'il s'était tenu une réunion préliminaire des syndics et des principaux habitants des paroisses et qu'un projet de cahier y avait été rédigé (5). Dans le même bailliage on constate encore un groupe de 12 cahiers (6), émanant de paroisses des environs de Neufchâtel et développés surtout au point de vue agricole. Dans le voisinage

1. Bailliage de Neufchâtel, cahier de Gaillefontaine, etc.

2. Cahiers du bailliage de Neufchâtel, introduction.

3. « Très humbles et respectueuses doléances que présentent au roi ses fidèles sujets composant la communauté des propriétaires et habitants de la paroisse ». Cf. Cahier de Buchy et 19 autres cahiers du bailliage de Neufchâtel-en-Bray.

4. « Que l'emploi des deniers du rachat de la corvée sera fait pour le rétablissement des chemins principaux de ladite paroisse de Buchy », 19 cahiers.

5. Cf. Le Parquier, Cahiers du bailliage de Neufchâtel, p. 6.

6. Cf. Cahier de Bouelle.

de Gournay, 7 autres paroisses reproduisent un article type sur l'impôt (1), et le cahier de Bailleul semble avoir inspiré 5 cahiers.

Dans le bailliage de Honfleur le lieutenant de bailliage inspire le cahier de Fourneville.

Dans le bailliage de Caux-en-Caux, presque tous les cahiers commencent par la même formule « Cahier des doléances, demandes et très humbles remontrances que présentent au Roi, leur souverain et seigneur, ses fidèles sujets habitants de la paroisse de... »

Dans le bailliage d'Alençon on voit à Alençon même l'influence du lieutenant particulier du bailliage (2), et dans le ressort celle de deux futurs conventionnels Valazé à Essai, et Plet-Beaupré à Séez.

Dans le bailliage d'Orbec, nous relevons encore dans plusieurs cahiers les mêmes articles traduisant même inspiration (3).

En Champagne l'influence des présidents d'assemblée paraît avoir été très active dans les paroisses de leur ressort. Dans le bailliage de Sézanne le cahier

1. Groupe de Beuvreil.

2. A noter que le cahier d'Alençon ne contient aucun vœu en matière ecclésiastique.

3. Outre les analogies constatables entre les cahiers du bailliage d'Orbec déjà publiés, Hippeau écrit que 173 cahiers de ce bailliage se trouvent aux archives du Calvados et qu'un grand nombre ont été copiés les uns sur les autres (Hippeau, *Gouvernement de Normandie*, t. VII, p. 187). De même en ce qui concerne le bailliage du Perche (Mortagne) Hippeau écrit : « un grand nombre des cahiers que contient cette précieuse collection, ayant été copiés les uns sur les autres, nous avons choisi pour les publier ceux qui ont un caractère original (*Gouvernement de Normandie*, t. VII, p. 112).

d'Anglure (1) est l'œuvre du juge seigneurial Noblot. Les cahiers d'Allemanche et de Launay en donnent des extraits, celui de Baudement en donne un résumé ; celui de Marsangis une copie ; à Esternay le cahier est dû au notaire Beaufort, le cahier de Courgivaux a la même indication. Entre les cahiers de Conflans-sur-Seine, d'Esclavelles, de Lurey, de Potangis, des similitudes sont dues à l'influence de l'avocat Socard. Les cahiers de Courbetaux, de La Celle-sous-Montmirail, de Maclaunay, de Mécringes, de Monteuls sont identiques ; ceux de Champigny, d'Al-libaudières, d'Ormes, de Viapres-le-petit présentent de profondes similitudes. Toutes ces paroisses sont situées dans la même contrée (2). L'influence de leur président respectif a donné à leurs cahiers un caractère particulier. Et ceci nous suggère une remarque qui peut s'appliquer partout. C'est que dans le cadre restreint d'un petit bailliage l'action des divers présidents pouvait s'exercer et s'exerçait effectivement avec une suffisante indépendance. Ces petits magistrats, ces notaires ruraux, ces avocats en Parlement ou en bailliage pouvaient bien recevoir de Paris des indications, des invites, dont ils faisaient leur profit, souvent sans le dire : mais ils n'étaient pas seulement des intermédiaires dociles proposant en leur nom des

1. Cf. *Bailliage de Sézanne*, p. CCIX, sq.

2. Ces paroisses forment aujourd'hui le sud de l'arrondissement d'Épernay.

modèles venus d'ailleurs. Ils étaient jaloux de leur indépendance, convaincus de leur dignité, pénétrés de leur importance ; souvent ils avaient des ambitions personnelles ; dans ce vaste système d'élections qu'ils avaient à diriger ils espéraient bien obtenir un mandat dont ils se jugeaient d'ailleurs les plus dignes ; ils avaient des idées personnelles, ou qu'ils jugeaient telles, fruit de leurs lectures, de leur expérience, de leur méditation, et de l'ambiance ; une occasion s'offrait à eux de donner à ces idées la consécration d'un vote populaire, ils n'allaient pas les sacrifier au succès de programme tout fait, venus de Paris ! Et cela répond à la crainte, que l'on a exprimée, que les cahiers ne soient que le résultat d'une campagne organisée à Paris, et menée dans les provinces par des notabilités locales qui se seraient ainsi réduites au rôle d'instrument. Ah ! ces hommes n'avaient pas une telle humilité et l'esprit de parti n'avait pas encore assez de force pour qu'on lui fit de tels sacrifices ; ces hommes ne s'effaçaient pas, et plus tard quand des événements importants se seront succédés, ils rappelleront encore publiquement (1) : « C'est moi qui ai fait adopter tel cahier ; le cahier de telle ville, qui eut tant d'influence, c'est moi qui l'ai rédigé ! » A plus forte raison, dans la fièvre des évé-

1. Par exemple, Chérest pour le cahier de Tonnerre ; Valazé pour le cahier d'Essai dans le bailliage d'Alençon. Voir les notes sous ces cahiers dans les recueils où ils sont publiés.

nements devaient-ils être fiers, et peu disposés à laisser amoindrir leur indépendance.

On a d'ailleurs déjà remarqué (1) que l'influence des présidents d'assemblée ne s'était pas toujours exercée dans le même sens, et que hormis dans les questions politiques, représentants d'intérêts contradictoires, ils auraient agi contradictoirement. Les juges seigneuriaux auraient constitué l'élément conservateur ; les avocats, notaires et praticiens auraient été les éléments révolutionnaires agitateurs. La distinction entre avocats et juges seigneuriaux, n'était peut-être pas aussi tranchée : car beaucoup d'avocats étaient en même temps juges seigneuriaux, et c'est précisément en cette qualité qu'ils ont généralement présidé les assemblées électorales. Il y a néanmoins à retenir de la remarque cette constatation que les hommes de loi exerçant les fonctions de président, n'agissent pas toujours dans le même sens, qu'ils ne se laissent pas imposer un même programme ; il faut ajouter quelque chose à cette distinction entre conservateurs et agitateurs : chacun se flattait à la vérité d'agir en toute indépendance, et de fait, ou qu'il ait pris les idées qu'il défendait, il les défendait pour son propre compte.

Il ne suffirait pas d'ailleurs de faire cette constatation pour connaître les conditions exactes dans

1. Onou, *les Elections de 1789 en France (Révolution française)* (Revue), t. LVI, p. 509).

lesquelles s'exerçait l'influence des présidents d'assemblée. Il faut examiner aussi comment elle était acceptée, quel accueil elle recevait. La personne du président, ses relations habituelles avec les habitants et surtout la nature des propositions qu'il leur apportait déterminaient cet accueil. C'est-à-dire qu'un homme connu de longue date, dont l'autorité et les conseils étaient incontestés et qui savait exprimer les sentiments souvent confus des habitants, les trouvait tous disposés à suivre ses indications.

Il arriva que, après délibération on repoussa le cahier proposé (1) ; tout au moins qu'on le modifia ; qu'on en supprima certaines parties ; ainsi dans une communauté du bailliage de Honfleur, un article proposé, et adopté dans 6 autres cahiers est biffé ; c'était un article en faveur des protestants ; pour ne pas avoir à modifier le numérotage, on le remplace par un vœu en faveur du rachat des corvées féodales (2). Il arriva qu'après avoir adopté le cahier on y ajouta soit d'autres articles, soit un cahier complet plus spécialement consacré à des plaintes et à des réclamations particulières à la paroisse, à sa triste situation économique aux abus dont elle aurait à souffrir. En un mot on discutait les propositions du président et quand on les acceptait c'est que pour une part elles exprimaient les sentiments des habi-

1. Cf. Bailliage de Sens. Cahier de Vézennes.

2. Cf. Cahier d'Ablon, Bailliage de Honfleur, p. 81.

tants, pour une autre part elle ne les choquait pas. On a dit sur l'ignorance et la crédulité des paysans de 89 des choses telles qu'il faudrait les supposer bien différents de ceux d'aujourd'hui. Rien n'autorise une telle supposition ; sans doute y avait-il plus d'illettrés, mais cela n'exclut pas un bon sens très avisé lorsqu'il s'agit des intérêts personnels ; cela n'implique pas qu'ils n'aient pas compris après lecture et explication les avantages matériels qu'ils retireraient des réformes demandées en matière d'impôt, d'assistance ou de recrutement. Et s'ils ont adopté en même temps tel article politique qui n'était vraisemblablement pas dans leurs préoccupations, faut-il en conclure qu'ils ne l'ont pas compris et que par conséquent ils n'ont rien compris à tout le reste ? Il est beaucoup plus logique de penser que l'essentiel à leurs yeux étant déjà dans le cahier, leur confiance était acquise à l'homme qui avait su l'exprimer, en l'espèce le président et ils acceptaient le reste, un peu parce qu'ils s'y ralliaient, un peu pour lui faire plaisir. Leur liberté restait entière.

IV. — Influences individuelles diverses.

La conclusion concernant le rôle du président dans les assemblées électorales s'appliquera également au rôle joué par divers autres personnages. On a déjà remarqué que certains cahiers traduisaient

une pensée qui n'était pas celle des habitants, dans des cas où ce ne peut être le président de l'assemblée qui est intervenu ; quel est alors l'inspirateur ? Il n'est pas toujours possible de le savoir ; on en est souvent réduit aux suppositions, d'après le texte des doléances. Bourgeois instruits vivant dans le commerce des philosophes et des économistes — avocats et légistes cherchant un mandat de député — curés actifs et réformateurs se sont en maints endroits mêlés aux habitants pour les conseiller ou les diriger.

L'influence des hommes de loi, déjà très grande par les présidents des assemblées, est caractéristique par la fréquence des propositions de réforme judiciaire et la précision de certaines d'entre elles. Certes le rajeunissement du Code civil et criminel, la simplification de la procédure et de l'enchevêtrement des ressorts, la diminution des frais de justice étaient toutes mesures excellentes pour le bien public. Mais leur urgence primordiale serait-elle apparue si nettement sans l'intervention des spécialistes en la matière. Il est permis d'en douter ; de même que lorsqu'on voit souhaiter maintes fois un stage préalable dans la profession d'avocat avant l'exercice des fonctions de juge : sans doute les justiciables eussent profité de cette sage réforme ; mais ils n'y étaient peut-être pas les principaux intéressés, et ils ne l'avaient peut-être pas conçue spontanément. Surtout quelle que soit la force de leurs désirs de réforme ils

n'auraient pas trouvé sans un secours extérieur les références de jurisprudence et de doctrine assez fréquemment invoquées (1).

Le concours de l'avocat pour la rédaction du cahier ne fut pas toujours gracieux ; il prit parfois la forme d'une consultation écrite, reconnue par des honoraires (2).

On saisit ailleurs, dans le texte d'une délibération quelles relations s'établissent entre les paysans et le bourgeois qui écrivait pour eux. Les habitants de Bourg-des-Comptes se sont adressés « à un bon bourgeois qui a bien voulu nous expliquer les délibérations de la ville de Rennes, après quoi nous lui avons dit nos raisons qu'il a écrites presque comme nous les avions dictées et en les mettant en meilleur français que nous n'aurions pu faire ; et après avoir écouté attentivement lecture de tout ce que dessus nous déclarons que c'est notre volonté à tous » (3).

1. Mège, *Cahiers des paroisses d'Auvergne*. Cahier de Vic-le-Comte (citation du juriconsulte Loyseau) ; cahier de Montcel. Ce cahier cite en indiquant les références, un discours du Roi à la séance des notables du 25 mai 1787 ; un discours du connétable de Bourbon aux États de 1481 ; un édit du Roi du 24 janvier 1789 ; et même un passage de Saint-Chrystôme, p. 225 du recueil.

2. La corporation des passementiers et corps réunis remit douze livres à Roger de Préménil, avocat à Caen, le 1^{er} mars 1789, « pour avoir fait leur cahier de doléances ». Cf. Mourlot, *le Cahier de la ville de Caen*, p. 119.

3. Délibération de la communauté de Bourg-les-Comptes. Cf. Dupont, *la Condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes, à la veille de la Révolution*, p. 212-213 et Sée et Lesort, *Cahiers de la Sénéchaussée de Rennes*, I, LXVI.

L'influence de ces hommes instruits, plus ou moins spontanément consultés, s'exerçait en sens variés conformément à leurs dispositions d'esprit, c'est par eux probablement que se sont traduites dans les cahiers certaines idées des philosophes. Ces manifestations sont d'ailleurs relativement rares dans les cahiers des paroisses, nombreuses au contraire dans les cahiers des bailliages. On en trouve cependant de-ci de-là au hasard des influences. Les théories et les écrits de Letrosne et des physiocrates sont invoqués dans plusieurs cahiers du bailliage de Blois (1). Lorsque c'est en matière ecclésiastique que se manifeste cette influence, c'est par exemple sur la question du Concordat, des rapports du roi et du pape, de la nomination des évêques, questions intéressant assez peu les habitants si l'on en juge par la rareté des cahiers qui en font mention et par le peu d'originalité de ces mentions.

Lorsqu'un programme détaillé de réforme ecclésiastique est proposé aux paysans, il émane souvent du curé lui-même. En principe les curés ne devaient pas prendre part aux assemblées du Tiers état ; mais si l'on songe que ces assemblées se tinrent le plus souvent dans les églises même ou dans les presbytères, les infractions à la règle durent être nombreuses sans que le procès-verbal en fit mention.

1. Cf. Cahier de Villamblain. Voir aussi, *Bailliage de Blois*, I, XLIX, sq.

Assez fréquemment d'ailleurs l'intervention du curé est constatée par sa signature au bas du procès-verbal ou du cahier ; enfin dans quelques paroisses il présida les assemblées ; fait généralement exceptionnel, sauf dans le bailliage de Bourges où 48 assemblées sur 108 étaient présidées par le curé (1). Dans ce cas le curé ne présidant qu'une assemblée celle de sa paroisse, les cahiers ainsi rédigés sont tous originaux dans la forme (2) ; ils contiennent de nombreuses doléances relatives au culte ou à la hiérarchie ecclésiastique ; les questions bénéficiales y sont traitées d'une manière plus approfondie, de même que les questions de discipline. L'influence du curé s'est d'ailleurs exercée en dehors des cas où il avait la présidence, soit qu'il ait rédigé le cahier (3), soit qu'il ait présenté un projet adopté par les habitants (4), soit qu'il ait suggéré certains articles (5) que l'on retrouve parfois dans un mémoire ou cahier personnel adressé par le curé à l'assemblée du clergé (6).

1. Gandilhon. Cahiers de doléances du bailliage de Bourges, p. 33.

2. C'est ce que remarque M. Gandilhon, (*loc. cit.*) : « les cahiers qu'ils (les curés) ont inspirés ne reproduisent jamais d'articles identiques ; ce qui les caractérise c'est l'abondance des doléances relatives au culte et à la monarchie ecclésiastique... etc »

3. Cahier de Boursay, *Bailliage de Blois*, I, 426.

4. Cahier de Lanneray, *Bailliage de Blois*, I, 378. Ce cahier, œuvre du Prieur Joliet, avait été proposé dans une autre paroisse, mais rejeté.

5. Cahier de Nanteuil-la-Fosse, œuvre du curé Servant, docteur en théologie. *Bailliage de Chatillon-sur-Marne*.

6. Cahier de Pellioux, *Bailliage de Bourg-en-Bresse* (E. Dubois, *Les Cahiers de l'Ain*, p. 11).

En somme toutes ces influences locales, légistes, bourgeois instruits, curés, n'ont pas aboli la liberté de décision des habitants : elles ont peut-être ôté à leurs doléances de la spontanéité ; elles n'en ont pas supprimé la sincérité.

V. — Conclusion.

Ces rapides constatations eussent pu être appuyées d'exemples par centaines et même par milliers ; le fond n'en eut pas été changé. La situation dans ses grandes lignes étant partout à peu près la même, les mêmes faits se sont produits ; les mêmes conclusions s'en dégagent. Un grand nombre, peut-être la plupart des cahiers, ne sont pas l'œuvre spontanée et originale des paysans, ils résultent d'une sorte de collaboration entre eux et la partie instruite et agissante de la nation.

A-t-on le droit d'en conclure que les cahiers n'expriment pas l'opinion de ceux qui les ont signés. Ce serait une exagération manifeste.

Certainement cette collaboration des paysans et d'autres éléments, constitue une déception pour ceux qui s'attendaient à des cahiers originaux par la forme comme par l'inspiration. Cette déception entraîne la défiance vis-à-vis du cahier.

Mais cette déception même est-elle légitime ; avait-on le droit de compter sur des cahiers rédigés tout

spontanément, sans aucune ingérence, sans aucune influence, sans aucune suggestion du dehors. Comment avoir eu cet espoir avec de telles assemblées ; souvent peu instruites ne devaient-elles pas être portées à chercher tout au moins des renseignements sur bien des questions peu claires pour elles, à chercher des conseils sur la façon de les exprimer ; même plus instruites, leur inexpérience les eut obligées à chercher ces conseils et ces renseignements ; subitement appelées à la vie politique, invitées à prendre part à l'œuvre infiniment complexe de réorganisation comment ne se fussent-elles pas trouvées maintes fois dans un grand embarras ? Comment ne se fussent-elles pas tout naturellement adressées à ceux qui, soit dans leur sein, soit en dehors, s'offraient à les éclairer et à les aider. Avoir pu penser que les assemblées rurales d'habitants ont été livrées à elles-mêmes à une heure aussi importante de l'histoire, c'est avoir méconnu l'existence même de tout ce que la société d'alors comptait d'hommes instruits et actifs ; c'est avoir cru, contre toute vraisemblance, à l'indifférence de ces hommes à l'égard des événements qui se déroulaient ; c'est avoir cru qu'une sorte de barrière les séparait moralement de tout le peuple des campagnes, alors qu'au contraire leurs relations étaient anciennes, fréquentes et intimes.

D'ailleurs, cette autonomie absolue de pensée, que l'on s'étonne de ne pas trouver dans les assemblées

paroissiales de 1789, est-elle donc la règle, même avec d'autres hommes et en d'autres circonstances ? Quelle est la spontanéité de toute décision prise en commun ? Sans parler des interventions du dehors, des idées du dehors, au sein même de l'assemblée il y a la réaction mutuelle, les uns sur les autres, des opinions des membres réunis. Et de quoi est faite chacune de ces opinions individuelles dont résulte la décision générale ? Dans quelle mesure est-elle libre et spontanée ? Par quel obscur et complexe enchaînement de causes et de conséquences les sentiments et les intuitions subconscientes parviennent-ils à la forme sous laquelle ils se manifestent en tant qu'opinion ?

C'est là le problème de toute assemblée délibérante ; il n'apparaît pas d'une gravité spéciale pour les assemblées paroissiales de 1789 et pour les opinions qu'elles ont exprimées.

En matière religieuse, particulièrement, les assemblées ont pu d'autant mieux délibérer librement, qu'elles n'ont pas subi de pression très vive. Les modèles imprimés attiraient surtout l'attention sur la réforme politique ; ils sont unanimes aussi pour une réforme de l'impôt et pour la suppression des privilèges pécuniaires du clergé. Mais la même unanimité existait dans tous les esprits et dans tous les cœurs.

Certains projets de réforme cependant, touchant à

l'organisation générale de l'Église ont été adoptés dans plusieurs cahiers. On verra que fréquemment ils intéressaient les habitants par quelque'une de leurs conséquences pécuniaires. Presque toutes ces doléances sont inspirées par des considérations pécuniaires : il fallait vivre d'abord.

Notre conclusion est donc celle-ci : très souvent les doléances viennent des paysans eux-mêmes, surtout parmi celles relatives à l'Église ; et quand elles leur ont été proposées par d'autres, ils y ont adhéré consciemment.

C'est ce qu'on a d'avance fort bien exprimé en écrivant (1) : « Dans la vie des nations il est des moments, des heures de transition pendant lesquelles la puissance de l'idée commune efface celles de toutes les pensées individuelles ; où la rapidité du courant qui entraîne la masse domine et fait disparaître tous les efforts privés. Dans ces cas-là l'homme déjà connu, qui obéit à l'impulsion commune, qui stimule le courant général, réussit et surnage. Mais la preuve que son rôle n'a qu'une importance secondaire, c'est que s'il veut lutter, il est englouti et disparaît sans retour. »

1. De Poncins, *les Cahiers de 89*, p. 33-34.

PREMIÈRE PARTIE

LA PROPRIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'Eglise et l'Impôt

- I. L'Eglise et les charges publiques à la fin de l'ancien régime. —
- II. L'Opinion des cahiers et les privilèges pécuniaires du clergé. —
- III. Les Cahiers du clergé et la suppression des privilèges pécuniaires. — Conclusion.

Le vœu le plus général et le plus ardent des cahiers de 1789 s'élevait en faveur d'un allègement des charges publiques : l'imposition des personnes et des biens privilégiés apparaissait à tous comme la réforme la plus urgente à opérer dans ce sens. Pour des raisons diverses, privilégiés et non privilégiés la considéraient comme la plus opportune. Les graves intérêts que l'Eglise y avait en font la première des questions religieuses. Ainsi se manifeste l'étroite connexité des affaires financières et des affaires ecclésiastiques en 1789 et le caractère tout à fait pratique des problèmes d'organisation religieuse à cette époque.

1. — L'Eglise et les charges publiques à la fin de l'ancien régime (1)

En 1789, l'Eglise, ordre privilégié, bénéficiait en principe de l'immunité fiscale ; en pratique elle supportait certaines charges, mais selon des règles spéciales d'imposition, de répartition et de perception.

Tout d'abord les membres du clergé étaient, selon une très ancienne tradition, dispensés de toute prestation personnelle, considérée comme incompatible avec les obligations du service divin (2). C'est ainsi qu'ils étaient exemptés du service militaire (leurs domestiques échappaient même au recrutement de la milice) ; ils n'étaient point tenus au logement des gens de guerre (3) ; ils n'étaient point soumis à la

1. Bibliographie. Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, part II, liv. III ; Migne *Encyclopédie théologique*, t. X. V° Immunité et Privilège ; Fleury, *Institution au droit ecclésiastique* ; Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, et les ouvrages généraux indiqués dans la bibliographie générale du volume ; Necker *De l'administration des finances de la France* ; Cans, *l'Organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV* ; Cans, *la Contribution du clergé de France à l'impôt de 1689 à 1715* ; Serbat ; *les Assemblées du clergé de France (origine, organisation et développement* ; Marion, *Histoire financière de la France, 1715-1789*, t. I ; Gérin, *Etude sur la commission des Réguliers (Revue des questions historiques 1875-1876-1877)*.

2. La première application de cette idée est dans l'exception des *personalia munera*, accordée aux clercs dans l'empire romain.

3. Déclaration du 16 avril 1571, ordonnance de mai 1574. Le privilège fut confirmé par arrêt du conseil du 13 novembre 1638.

corvée des chemins, non plus qu'à la taxe représentative en argent qui la remplaça. Ils devaient à la dignité de leur état de ne pas être emprisonnés pour dettes (1). Enfin on reconnaissait à l'Eglise un privilège de juridiction qui sera examiné dans un chapitre suivant.

Les biens ecclésiastiques jouissaient aussi à l'égard de l'impôt d'un statut privilégié en vertu de cette idée que dépendant exclusivement de Dieu, ils avaient leur destination propre, leurs charges spéciales et ne pouvaient être soumis à celles des sociétés humaines.

Cela apparaît clairement à l'égard des impôts directs et au premier chef à l'égard de la taille, tant personnelle que réelle. Les ecclésiastiques ne figuraient pas sur le rôle d'imposition et échappaient ainsi aux impôts accessoires qui se superposaient à la taille et frappaient tous les taillables (2). Cette exemption était traditionnelle ; il en avait été ainsi pour la taille seigneuriale que la taille royale ne fit que reproduire (3). Il existait aussi une forme réelle de cet impôt ; il portait alors sur le revenu des immeubles ; de même que les biens nobles les biens d'Eglise en étaient exempts. Comme c'était un impôt

1. Ordonnance de Blois, art. 53.

2. Esmein, *op. cit.*, 3^e édit., p. 557 et Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les impôts*, t. II, p. 113.

3. Esmein, *op. cit.*, p. 555.

de répartition, le nombre ou l'importance des exemptions accroissait d'autant les charges de chaque imposé ; on s'explique par là les plaintes si nombreuses qui s'élevaient et les abus si criants rapportés par les cahiers des paroisses.

Deux autres impôts s'ajoutaient encore à la taille, au marc le franc, la capitation et les vingtièmes (1). Ces taxes étaient établies d'après le revenu présumé des contribuables et pesaient en principe sur tous les sujets (2). Mais en 1784 Necker pouvait écrire : « Le clergé de France ne connaît ni le mot de vingtième, ni celui de capitation (3) ». C'est par la voie

1. Voici pour montrer l'importance relative de ces divers impôts ceux d'une paroisse pendant les années 1787-1788-1789. Le privilège des ecclésiastiques portait sur toutes ces impositions. Il s'agit de la paroisse de Courgenay, dans le bailliage de Sens. Elle avait alors 500 habitants et une superficie de 8.059 arpents (environ 4.100 hectares).

Impositions	1787	1788	1789
Taille.....	1.020 l.	1.070 l.	960 l.
Six deniers des collecteurs....	27 l. 10 s.	28 l. 15 s.	26 l.
Accessoires de la taille.....	524 l.	550 l.	494 l. 2 s.
Capitation.....	651 l.	683 l.	688 l.
Corvée.....	120 l. 17 s.	128 l. 2 s. 6 d.	115 l. 10 s.
Vingtièmes et 4 sols par livre.	969 l. 2 s.	969 l. 2 s.	969 l. 2 s.
Total.....	3.312 l. 9 s.	3.428 l. 19 s. 6 d.	3.252 l. 14 s.

Cf. Porée, *Cahiers du bailliage de Sens. Paroisse de Courgenay*, p. 443.

2. La capitation avait été établie en 1695, supprimée en 1697, rétablie définitivement en 1701. C'était devenu un supplément de la taille pour la commodité de la perception. Les vingtièmes avaient été fixés à ce taux en 1750 après avoir été d'abord du cinquantième. Doublié à partir 1756, cet impôt fut même triplé pendant les périodes de crise de 1760 à 1763 et après la guerre d'Amérique de 1783 à 1786.

3. Necker, *op. cit.*, p. 211.

de l'abonnement qu'il y avait échappé ; après avoir, de 1695 à 1698, puis de 1701 à 1710 versé une somme de 4 millions par an pour tenir lieu de la capitation, le clergé s'en racheta définitivement moyennant 24 millions. Si l'on considère que l'annuité de 4 millions constituait déjà une charge moins lourde que le droit commun, il n'est pas douteux que le rachat à ce prix était pour l'ordre une opération avantageuse. Le gouvernement s'y prêta d'ailleurs volontiers : c'était une solution conforme à ses intentions (1).

Quant aux vingtièmes, il avait été reconnu dès leur établissement qu'ils ne porteraient que sur les biens propres des ecclésiastiques et non pas sur les biens de l'Eglise, formant les bénéfices, et couverts par l'immunité. Des dons gratuits périodiques furent votés par les assemblées du clergé en représentation des vingtièmes dont l'assiette était ainsi restreinte.

Le clergé dit étranger (2), celui des provinces acquises depuis le xvi^e siècle, et qui n'envoyait pas de représentants aux assemblées générales, avait obtenu par des arrangements particuliers, à l'égard de la capitation et des vingtièmes des conditions diverses que Neker résumait ainsi : « Le clergé des

1. La Déclaration de 1695 établissant la capitation avait prévu le rachat par le clergé. Cf. Esmein, *op. cit.*, p. 565.

2. Le clergé étranger comprenait en 1789 l'Artois, la Flandre, le Hainaut, la Lorraine, l'Alsace, les bénéfices de la Sarre, du Luxembourg et du diocèse de Spire, la Franche-Comté, le Roussillon et la Corse. Par exception le Béarn et la Bresse faisaient partie du clergé de France (Cf. Cans, *op. cit.*).

Flandres, d'Artois, du Hainaut et du Cambrésis, contribue comme la noblesse aux impositions établies dans ces provinces ; les clergés d'Alsace, de Lorraine, des Trois Evêchés, du Roussillon, d'Orange et de Franche-Comté payent chacun les vingtièmes et la capitation d'après des abonnements séparés convenus avec le Trésor royal et susceptibles de variation. »

En résumé le clergé était partout exempt de la taille et de ses accessoires ; il était racheté de la capitation et abonné pour les vingtièmes sauf dans les provinces de Flandre, Artois, Hainaut.

Ses privilèges en matière d'impôts indirects étaient moins importants. Cependant les ecclésiastiques étaient exempts des aides pour la vente des récoltes de leurs bénéfices (1). A l'exception des établissements charitables, ils étaient soumis comme les roturiers à la gabelle (2) bien que selon des règles particulières dans les pays de grande gabelle où le sel faisait l'objet d'un impôt de répartition (3). Quant

1. Brunet de Grandmaison, *Dictionnaire des aides*. Paris, 1730. V. Exempts. Cf. Esmein, *op. cit.*

2. Moreau de Beaumont, *Mémoire sur la gabelle présenté à l'assemblée des Notables de 1787* ; Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les impositions et droits en Europe*, 1768, t. III, p. 84 sq.

3. Dans les pays où le sel faisait l'objet d'un impôt de répartition, comme les ecclésiastiques ne figuraient pas sur les rôles ils étaient individuellement « tenus de prendre au grenier leur sel de devoir à raison de 7 livres par tête ». Le mémoire de Moreau de Beaumont considère que cette obligation était plus onéreuse que le procédé de la répartition (cf. p. 172). M. Esmein n'est pas de cet avis, *op. cit.*, p. 572, n. 3.

aux autres impôts indirects, traites ou droits de douane, timbre, contrôle, les membres du clergé les supportaient évidemment quand ils accomplissaient les actes donnant lieu à leur perception.

Telle était la situation du clergé à l'égard des divers impôts ; mais il contribuait aux dépenses de l'Etat selon des règles particulières, au moyen d'organismes spéciaux. On va rappeler les unes et décrire sommairement les autres.

Depuis le xvi^e siècle se réunissaient périodiquement des assemblées générales du clergé. Elles ne comprenaient que les représentants du clergé des provinces formant le royaume de France à cette époque.

Tous les dix ans se tenait la grande assemblée, tous les dix ans également la petite assemblée de telle sorte qu'elles alternaient de cinq en cinq ans. La réunion ne se faisait que sur la convocation du Roi, et au lieu fixé par lui ; elle était précédée d'assemblées diocésaines, dont les représentants formaient les assemblées provinciales. Chaque assemblée provinciale nommait deux députés du premier ordre, choisis dans l'épiscopat et deux députés du second ordre, quand il s'agissait des grandes assemblées ou assemblées du contrat ; un seul de chaque ordre quand il s'agissait des petites assemblées ou assemblées des comptes. Le président et le vice président étaient élus dans le premier ordre ; les pro-

moteurs et les secrétaires dans le second ordre (1).

Les grandes assemblées seules renouvelaient le contrat fondamental de Melun et votaient la décime ordinaire ; toutes étaient qualifiées pour accorder les dons gratuits. Dans l'intervalle deux agents généraux du clergé nommés chacun par une province, selon une sorte de roulement et pour cinq ans veillaient sur les recettes et sur leur emploi ; la perception était assurée par un Receveur général et par divers titulaires d'offices, receveurs diocésains et receveurs provinciaux. La répartition des sommes à imposer sur les biens et les personnes ecclésiastiques était l'œuvre de « bureaux diocésains » composés de l'évêque et des députés des diocèses et chargés également de juger les contestations concernant les décimes et subventions du clergé. De sorte que l'ordre apparaît comme absolument autonome aussi bien pour le consentement, l'assiette, la perception que pour le contentieux de ses impôts.

Décime ordinaire et dons gratuits sont les deux formes de subventions accordées par le clergé au Roi, d'importance bien inégale à la fin du XVIII^e siècle.

La décime consentie par contrat depuis 1561, d'abord de 1.600.000 livres était passée à 1.300.000 livres en 1580 et faisait l'objet tous les dix ans d'une nou-

1. Les deux agents généraux qui sortaient de place, étaient généralement élus pour remplir ces emplois. Si par leur élévation à l'épiscopat, ils quittaient le second ordre ils ne pouvaient plus remplir leurs charges (Cf. Migne, *Encycl. théol.*, t. IX, v^e ass. du clergé).

velle fixation contractuelle à la suite d'une discussion avec les représentants du Trésor royal. Sous le règne de Louis XIV elle est en moyenne de 660.000 livres par an (1). En 1785 elle est réduite à 416.920 livres (2) et toujours affectée au paiement des rentes sur l'hôtel de ville.

Les dons gratuits devinrent réguliers à partir du règne de Louis XIV et s'accrurent beaucoup jusqu'en 1715. Pour la période de 1660 à 1690 ils forment un total de 17.100.000 livres ; pour la période plus courte de 1690 à 1715 ils forment un total de 143.500.000 livres. Sous le règne de Louis XVI pour la période de 1772 à 1788 c'est un total de 91.800.000 livres que versent sous forme de dons gratuits les 116 diocèses du clergé de France.

Que représentait l'ensemble des contributions du clergé. On en a fait le total pour le règne de Louis XIV (3).

1° 1660-1690 :

Dons gratuits.....	17.100.000 livres
Décimes 660.000 × 30.....	19.800.000 livres
Total...	36.900.000 livres
Moyenne annuelle.....	1.230.000 livres

2° 1690-1715 :

Dons gratuits.....	143.500.000 livres
Décimes 660.000 × 25.....	16.500.000 livres
Total...	160.000.000 livres
Moyenne annuelle.....	6.400.000 livres

La progression est remarquable de 1690 à 1715.

1. Cans, *la Contribution du clergé de France à l'impôt*, p. 96.

2. Cf. Boiteau, *Etat de la France*, p. 208, n. 1.

3. Cans, *op. cit.*, p. 96.

Pour la période de 1700 à 1750 on a évalué la contribution du clergé à 182 millions (1) ce qui ne ferait que 3.640.000 livres par an.

Et si l'on ne considérait, dans la période 1772-1788 que les dons gratuits et les décimes ordinaires le clergé de France n'aurait supporté qu'une charge annuelle de 6.200.000 livres environ. Mais il en était pour les impôts ecclésiastiques, quoique à un moindre degré, comme pour les impôts généraux ; les frais de perception les aggravaient sensiblement. Le service de la dette faisait sentir son poids (2) au point que le Roi dut accorder des subsides, rendant ainsi d'une main une partie de ce qu'il recevait de l'autre, 500.000 livres jusqu'en 1780, un million jusqu'en 1782, puis 2.500.000 livres. Et néanmoins le clergé devait lever sur les bénéficiers environ 8 millions ; à titre d'impositions diocésaines. 1.400.000 livres s'y ajoutaient ; et à titre de droits d'oblat, payés surtout par les abbayes de fondation royale trois cent mille livres, au total près de 10 millions étaient levés sur le seul clergé de France (3).

Quant au clergé dit « étranger » Necker évaluait sa contribution à 1.400.000 livres. C'est là ce que recevait l'Etat ; mais il faudrait sans doute augmen-

1. Marion, *Hist. financière*, t. 1.

2. Pour 182.750.000 livres versés à l'Etat de 1700 à 1750 le clergé a dû déboursier plus de 329 millions, avec les arrérages de la dette (Cf. Marion, *op. cit.*)

3. Cf. Necker, *De l'administration des finances*.

ter ce chiffre, comme on l'a vu pour le clergé de France, si l'on voulait connaître le montant de ce que devait payer le clergé étranger.

Il est plus difficile d'établir la proportion entre les sommes fournies par le clergé et les sommes fournies par l'ensemble du pays, ainsi que la proportion entre les contributions du clergé et ses revenus à cause de l'incertitude des diverses évaluations qu'il faut mettre en comparaison.

Pour le règne de Louis XIV les tableaux suivants ont été établis et ont donné ces résultats (1).

I. — *Ensemble des impôts de 1690 à 1715.*

Revenus ordinaires.....	2.934 millions
Capitalisation et dixième.	530 millions
Deniers extraordinaires ..	1.750 millions
Total...	5.214 millions
Contributions du clergé..	160 millions

La part du clergé représente 3 o/o de l'ensemble.

II. — *Proportion entre les sommes fournies par le clergé et ses revenus.*

Revenus du clergé 110 millions
Evaluation moyenne ; d'après Vauban : 75 millions ;
d'après Boisguillebert : 150 millions).

Contributions 1660-1690 : 1.230.000 livres par an, soit
11 o/oo.

Contributions 1690-1716 : 6.400.000 par an, soit 58 o/oo.

Mais à considérer seulement ces subventions régulières et périodiques de la décime et du don gra-

1. Ces tableaux sont empruntés à l'ouvrage de M. Cans, *la Contribution du clergé de France à l'impôt pendant la deuxième moitié du règne de Louis XIV*, déjà cité.

tuït on aurait une idée incomplète des charges que supportait la propriété ecclésiastique au profit du Trésor royal. Il faudrait encore y ajouter le produit des droits d'amortissement établis et le produit des économats. L'Economat était l'administration royale chargée de gérer les biens dont les revenus appartenaient temporairement au Roi ; il en était ainsi pour les évêchés vacants, en vertu du droit de régale ; il en était de même pour les biens d'une grande partie des monastères ou même des ordres entiers supprimés depuis vingt-cinq ans y compris la Compagnie de Jésus supprimée en France en 1762. Pourrait-on négliger enfin les pensions nombreuses que le Roi assignait à ses protégés sur les prieurés et abbayes qui avaient échappé à la commende. Pourrait-on négliger à plus forte raison les avantages qu'il retirait de la collation des bénéfices. Ces éléments sont les uns difficiles, les autres impossibles à évaluer ; mais il est nécessaire d'en tenir compte, pour apprécier dans quelle mesure l'Eglise pouvait disposer de ses revenus.

Enfin d'autres charges grévaient les bénéfices sinon au profit du fisc, du moins au profit de la nation sous forme de bienfaisance, d'assistance, d'éducation publique. Il restait certes, encore beaucoup à faire, et même tout ce qui eut pu être fait, ne l'était pas, les plaintes des cahiers en sont une indication ; néanmoins la charge était assez lourde et les services

rendus assez importants, pour que le clergé pût considérer de très bonne foi comme justifiés les privilèges pécuniaires dont il jouissait, et comme suffisamment compensés par les obligations dont il s'acquittait.

Cependant, au point de vue purement fiscal, la situation du clergé était caractérisée par ces deux faits privilégiés : il payait moins, et il ne payait que ce qu'il consentait. Par ce principe du consentement préalable à l'impôt, anomalie dans la société d'alors, le clergé a devancé les événements de plusieurs siècles et la Révolution se fit pour la généralisation de ce droit. Mais, par les avantages matériels qu'il en tirait, il compromit et perdit les formes particulières d'imposition, auxquelles il tenait plus encore peut-être, qu'aux profits qu'elles entraînaient.

II. — L'opinion des cahiers et les privilèges pécuniaires du clergé

« Le Tiers état d'Aubilly observe qu'il supporte seul l'impôt général, continu, perpétuel de la taille, capitation, industrie et accessoire tandis que les deux autres ordres de l'Etat, le Clergé et la Noblesse, en sont exempts à titre de prévilégiés, quoique possédant la majeure et la meilleure partie des biens du royaume (1) ».

1. Cahier d'Aubilly, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

A. Denys-Buirette

Cette observation que faisaient mélancoliquement, et dans cette forme si mesurée, les habitants d'une petite paroisse champenoise, toute la France roturière la faisait, parfois avec plus d'aigreur mais souvent avec la même modération.

Quelques chiffres feront apparaître l'importance de l'impôt dans les préoccupations des paysans de 1789. Dans le bailliage de Chatillon-sur-Marne 61 cahiers sur 76 demandent la suppression des privilèges pécuniaires ; dans le bailliage de Troyes 172 cahiers sur 249 ; dans le bailliage de Sens 104 sur 110 ; dans le bailliage de Bar-sur-Seine 22 sur 23 ; dans les sénéchaussées de Niort et de Saint-Maixent 80 sur 99 ; dans la sénéchaussée d'Angoulême 83 sur 91 ; dans la sénéchaussée de Cahors 74 sur 107 ; dans le bailliage de Bourges 88 sur 109 ; dans la sénéchaussée de Nîmes 220 sur 293 ; dans la sénéchaussée d'Angers 165 sur 178 ; dans les bailliages de Blois et de Romorantin 147 sur 178 ; parfois c'est l'unanimité comme dans la sénéchaussée de Rennes pour les paroisses de l'Evêché de Rennes.

Il y a des différences dans la forme des doléances ; il n'y en a guère sur le principe de la suppression des privilèges pécuniaires ; et, là où le cahier n'exprime pas formellement le vœu, on sent qu'il répondrait aux désirs des habitants surchargés d'impôts mais qu'ils n'osent pas tant espérer, comme ils l'avouent parfois : « La paroisse de Maslives...

n'ignore pas que ce n'est pas à elle de vouloir raisonner sur bien des objets tels que la convenance qu'il y aurait peut-être de voir payer les impôts également par les trois ordres de l'Etat (1) ». Ailleurs c'est une plainte douloureuse qui n'est suivie d'aucun vœu : « Les habitants... n'ont rien à eux ; ils paient au Roi... ce que leurs bras peuvent arracher pour la vie de leurs enfants ; ils ne savent pourquoi et se reposent sur la bonté du Roi et des Etats généraux (2) », ou bien c'est l'énumération de tous les impôts que doivent payer les habitants, l'affirmation qu'ils n'en peuvent plus, « qu'il faudra vendre leurs bestiaux ou leurs meubles, qu'il faudra donc laisser les terres incultes (3) », ou même qu'il faudra s'expatrier comme l'envisagent certaines paroisses de la sénéchaussée de Nîmes où l'on avait présent à la mémoire le triste exil des religionnaires fugitifs.

Tels sont les cahiers qui ne demandent pas explicitement l'imposition du clergé : cela est loin de signifier qu'ils désirent le maintien de l'état de choses. On est fondé, par conséquent, à penser que sur ce points, peut-être le seul, il y eut unanimité dans les esprits.

Il y a peu de points aussi pour lesquels il y eut plus

1. Cahier de Maslives, bailliage de Blois.

2. Cahier de Prin, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

3. Cahier d'Onrezy, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

de spontanéité dans les vœux ; car non seulement les cahiers rédigés par les paysans seuls, sans aucune ingérence étrangère, contiennent presque toujours une demande de réforme fiscale et parfois même ne contiennent que cela, mais encore dans les cahiers où l'on sent une influence extérieure à la paroisse et même dans ceux qui ont été rédigés d'après un modèle imprimé et l'ont reproduit plus ou moins servilement, il est extrêmement rare que sur la question de l'impôt au moins, les paysans n'aient pas eu quelque chose à ajouter de leur cru, quelque plainte particulière, quelque abus à signaler, quelque suppression d'imposition trop lourde à réclamer, ou bien qu'à l'appui du vœu général ils n'aient pas exposé le tableau comparé des ressources et des charges de leur paroisse, pour mettre en lumière leur situation critique.

Sans doute, presque tous les cahiers modèles comportent au moins un article sur la réforme de l'impôt; ils ont pu avoir une certaine influence sur les modalités de cette réforme ; mais sur le principe même, loin d'en avoir fait naître l'idée ils ont bénéficié de sa popularité et lui ont dû probablement une grande partie de leur succès : on prenait le tout pour être sûr que la question de l'impôt y soit traitée.

Unanimes sur le principe, les cahiers se distinguent par quelques nuances, résultant de la variété des impôts, de la variété des privilèges et des différences

d'opinions sur les suppressions à effectuer et les moyens de pourvoir à leur remplacement.

Le plus souvent on demande d'une manière générale « la suppression des exemptions d'impôt (1) » ou bien un impôt « également réparti sur les propriétés des trois ordres indistinctement (2) », ou encore « un impôt unique, plus égal, plus proportionnel qui tombât sur les trois ordres et embrassât les classes des citoyens dans la proportion de leur fortune ou de leur état (3) ». Parfois le ton s'élève et devient plus bref. « Que tous privilèges cessent, les trois ordres payant indistinctement selon leur fortune (4) », et encore plus acerbe comme à Bar-sur-Seine où l'on appuie la demande de ce commentaire : « Le clergé ne doit ses privilèges qu'à la piété peu éclairée de nos pères (5) ».

On savait d'ailleurs que le clergé était disposé à céder ; on avait connaissance de certaines manifestations par lesquelles il renonçait d'avance à cette catégorie de ses privilèges ; on s'en autorisait pour les rappeler et ne pas insister, en disant par exemple : « Nous désirons la suppression des privilèges pécuniaires des nobles et des ecclésiastiques ; mais nous nous voyons dispensés d'appuyer sur cet

1. Cahier général du Tiers du bailliage de Troyes et Bar-sur-Seine.

2. Cahier de Tonnerre, bailliage de Sens.

3. Cahier de Bouy, bailliage de Châlons-sur-Marne.

4. Cahier de Bierges, bailliage de Châlons-sur-Marne.

5. Cahier de Bar-sur-Seine, bailliage de Bar-sur-Seine.

article, ces deux ordres ayant à cet égard développé leurs sentiments pleins d'humanité, de justice et de générosité (1) » ; ou encore : « nous voyons que ces deux ordres respectables, à l'exemple des pairs du royaume, se sont soumis d'avance dans plusieurs provinces, en renonçant à tous leurs privilèges pécuniaires (2) ».

Mais ailleurs, soit qu'on n'ait pas eu connaissance de ces propositions d'abandon spontané, soit qu'on n'y ait pas eu confiance, les cahiers insistent sur la légitimité d'imposer le clergé et développent des arguments, inspirés surtout des vastes propriétés du clergé et de l'idée encore plus grande qu'on s'en faisait. On dit : « Il est reçu que le clergé possède le tiers des biens du royaume, il devrait par conséquent payer le tiers des impositions... (3) » « Les nobles, les évêques, l'ordre de Malte des deux sexes, parce qu'ils ne payent rien au souverain... nagent dans l'opulence...quelle abondante moisson ne trouverait-on pas dans l'allivrement de leurs possessions immenses... (4) » Ailleurs on attaque nettement le principe de l'immunité et l'on n'accepte pas que le clergé prétende se soumettre à l'impôt par le seul effet de sa générosité : (5) « Cette ordre se prétend

1. Cahier de Trémentines, sénéchaussée d'Angers, t. II.

2. Cahier de Montmoreau, sénéchaussée d'Angoulême.

3. Cahier de Puycabel, sénéchaussée de Cahors.

4. Cahier de Fontane-du-Causse, sénéchaussée de Cahors.

5. Cahier de Breuvery, bailliage de Châlons-sur-Marne. Ce cahier n'est probablement pas l'œuvre spontanée des habitants.

franc et exempt de toute imposition... Sa contribution aux charges de l'Etat n'est qu'à titre de don gratuit... Ses biens sont sacrés ; ils ne doivent être aucunement confondus avec tous autres biens pour subvenir aux charges du royaume; quelle illusion !... les biens lui viennent en plus grande partie de la pieuse libéralité de nos pères, qui n'ont pu faire que ces biens qui lorsqu'ils les possédaient, acquittaient... cessent d'être grevés de la même obligation... » A Saint-Maixent on écrit que (1) « la noblesse et le clergé possèdent au moins les 3/4 des biens fonds du royaume (2) »; à Orbec on attaque aussi les antiques prétentions à l'immunité (3) : « Dans tous les temps quand il a été question de faire payer quelques capitaux aux gens d'Eglise, ou de les gêner dans leurs privilèges, ils ont toujours crié mystiquement qu'on cherchait à détruire la religion, ce qui leur a conservé la faculté de ne rien payer, ou du moins peu de chose... Nous sommes

1. Cahier des Procureurs de Saint-Maixent, sénéchaussée de Niort et Saint-Maixent.

2. Un cahier va même jusqu'à écrire que le Clergé possède la moitié des biens du royaume. Cf. cahier de Serzy-Maupas, Bailliage de Châtillon-sur-Marne : « L'impôt est porté jusque sur la malheureuse journée d'un manouvrier, évaluée à 8 sols par jour, tandis que le clergé, qui n'a ni femmes ni enfants, jouit de près de la moitié des biens du royaume sans payer d'impôts ». Le curé de la paroisse écrit à ce sujet : « Les habitants ont toujours passé pour républicains méchants, dangereux » *Arch. de la Marne*, G I, 257, cf. Laurent, *Cahiers du bailliage de Châtillon-sur-Marne*, p. 331.

3. Cahier d'Orbec, bailliage d'Orbec-Hippeau, *Gouvernement de Normandie*.

intimement convaincus que les gens d'Eglise sont sujets du Roi comme les autres citoyens ; partant de ce principe certain ils doivent payer à proportion de leur fortune ».

Lorsqu'on se défiait autant de la sincérité du clergé, acceptant l'égalité devant l'impôt, on n'admettait pas qu'il conservât ses formes particulières de répartition et de perception ; on craignait que cela ne lui permit par une voie détournée, d'échapper à une partie des charges, et l'on spécifie souvent que l'imposition devra se faire dans les mêmes formes que pour le Tiers (1) : « Une distinction dans la manière ne ferait qu'exciter la défiance et la jalousie (2) » et « toutes distinctions en matière d'imposition étant avilissantes et flétrissantes (3) ».

On se plaint vivement ailleurs de l'intervention des ordres privilégiés dans la répartition des impôts qu'ils ne supportent pas : « ...il est inconcevable que non seulement les deux premiers ordres aient refusé jusqu'à présent de contribuer par une égale répartition aux impôts et aux charges de l'Etat... mais encore qu'ils aient la manie de vouloir assister à cette répartition et y présider, de quoi ils devraient avoir la délicatesse de se dispenser, dans ce cas excepté qu'ils

1. Cf. cahier de Sermaizes et les cahiers qui ont la même inspiration, bailliage d'Etampes.

2. Cahier de Niort, sénéchaussée de Niort.

3. Cahier de Reuil, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

ne veuillent imiter les inquisiteurs qui mènent les patients au bûcher en les embrassant. » (1) Mais ces commentaires violemment hostiles sont là très rare exception et ne sont pas l'œuvre spontanée des paysans.

En outre des demandes générales d'imposition égale pour tous, les cahiers contiennent parfois des doléances concernant telle ou telle exemption spéciale du clergé ou des biens ecclésiastiques, soit qu'ils aient voulu attirer particulièrement l'attention sur un point plus intolérable, soit que désespérant d'obtenir une réforme totale ils aient voulu au moins en provoquer quelques-unes de détail. L'extension de l'exemption de la taille donnait lieu à deux sortes de pratiques considérées comme abusives, partant à deux sortes de réclamations. D'une part, les biens ecclésiastiques régis par des roturiers continuaient à bénéficier de l'immunité et les paysans supportaient difficilement de voir un paysan comme eux échapper à l'impôt (2); d'autre part les ecclésiastiques qui

1. Cahier de Frayssinet-le-Gélat, Sénéchaussée de Cahors. Il convient d'ailleurs de remarquer que ce cahier très développé, et qui contient sur les questions de discipline ecclésiastique, des propositions très audacieuses allant jusqu'au mariage des prêtres, n'est pas l'œuvre des habitants, mais d'un avocat nommé Delord. Cf. Fourastié, Sénéchaussée de Cahors, p. 132, n° 1.

2. Les biens exploités par des ecclésiastiques ou des nobles, ou en leur nom, n'étaient exempts de la taille que jusqu'à concurrence de 4 charrues (Edit de mars 1697, édit de juillet 1766, enregistré à la Cour des aides le 17 août 1768). Mais cette restriction à 4 charrues ne concernait que les terres labourables. Les prés, vignes et bois exploités sur une seule paroisse étaient exempts totalement du moins dans l'Île-de-France (Cf. Porée, Cahiers du bailliage de Sens, 650, n° 1).

acquéraient des biens à titre de fermiers (et il semble que certains curés aient cherché là un moyen d'augmenter leurs maigres revenus) échappaient à la taille, lorsqu'elle était personnelle et c'était le cas le plus fréquent ; aussi voit-on des cahiers demander « que tous gens de main-morte qui s'emparent de la faisance-valoir soient assujettis à payer leur quote-part des impositions (1). »

La milice était insupportable aux paysans ; ils se plaignaient beaucoup des frais qu'elle entraînait pour eux et de la gêne pour l'agriculture. Or les domestiques des ecclésiastiques n'étaient pas compris dans le tirage au sort de la milice ; on se plaignait de cette inégalité : « les propriétés du clergé, disait-on, sont gardées comme les nôtres. Pourquoi ne paient-ils pas les troupes comme nous (2). »

La corvée des chemins avait été remplacée en 1776 par une taxe représentative en argent. Le clergé étant exempt de la corvée était naturellement demeuré exempt de cette taxe. On s'en plaint parfois (3) en faisant remarquer que les raisons d'exemp-

1. C. d'Auberville-la-Manuel, bailliage de Cany-en-Caux et Cahiers de Angerville-la-Martel, même bailliage.

2. Cf. Cahier de Chénier, bailliage de Châlons-sur-Marne. Il n'est évidemment jamais question de soumettre les membres du clergé au service militaire personnel. D'autre part la milice a donné lieu à des plaintes beaucoup plus importantes et très fréquentes et à des propositions de réforme beaucoup plus vastes. Elle était tout à fait impopulaire en 1789.

3. Voir notamment de nombreux cahiers du bailliage d'Auxerre.

tion n'existent plus puisqu'il s'agit d'une taxe en argent et non plus d'une prestation personnelle.

La grave question était de savoir comment se ferait la nouvelle répartition des impôts. Unanimes sur le principe de la réforme et de l'égalité devant les charges publiques, les cahiers le sont moins sur les moyens de pourvoir aux besoins de l'Etat. Tous souhaitent plus ou moins nettement que les subsides soient répartis « proportionnellement ... aux facultés de chaque individu » (1). Mais comment apprécier ces facultés ? Là s'opposent confusément et souvent inconsciemment les partisans d'un impôt sur le revenu et ceux d'un impôt sur le capital sous forme d'impôt territorial. L'impôt territorial est conforme aux aspirations du plus grand nombre, à qui il paraît offrir plus de garanties contre l'arbitraire et contre les privilèges. Et cela se comprend ; car c'est la fin de la taille personnelle, la forme la plus abhorrée de la taille ; on espère ainsi échapper aux inégalités de plus en plus lourdes que la faveur avait introduites au détriment des plus pauvres et des plus faibles ; on ne dissimule pas des biens fonds comme on dissimule des revenus. L'impôt territorial est donc demandé par la majorité des cahiers et très souvent à titre d'impôt unique.

Mais l'existence de la capitation, qui en principe

1. Cahier d'Angoulême. Sénéchaussée d'Angoulême.

devait être un impôt sur le revenu inspirait d'autres projets de réforme, généralement liés à l'impôt territorial. On demande aussi « un impôt unique... à titre de taille réelle sur toutes les propriétés... et à titre de capitation sur les personnes de tout état » (1), ou encore « que la capitation de la noblesse et du tiers compose un seul et unique rôle et que le clergé étant dispensé des dons gratuits supporte les mêmes impositions que la noblesse et le tiers » (2) « une imposition territoriale sur tous les biens du royaume... et une subvention personnelle sur tous les habitants » (3). On spécifie parfois « que l'impôt soit perçu sur les dîmes ecclésiastiques et inféodées ».

Le sens général est clair : plus de privilèges pécuniaires.

Cela n'exclut pas dans la pensée de beaucoup, certaines modérations en faveur des ecclésiastiques les moins aisés, les curés. On l'écrit à Arvord (4) : « Si les pasteurs des paroisses étaient seuls exempts de contributions, loin de songer à nous en plaindre, nous serions les premiers à nous opposer à ce qu'on les comprit dans les charges de l'Etat » et l'on admet pour le curé de campagne « l'exemption d'impôts

1. Cahier d'Aubigny, bailliage de Cany-en-Caux.

2. Cahier d'Aulnay-l'Aître, bailliage de Châlons-sur-Marne. Ce cahier répond à un questionnaire.

3. Cahier de la Ville de Caen, p. 159-160.

4. Cahier de La Rochefoucauld, sénéchaussée d'Angoulême.

5. Cahier d'Arvord, bailliage de Bourges.

pour sa maison, son jardin potager et un journal de pré pour la nourriture de son cheval » (1).

C'est une des formes de la sympathie qu'on éprouve pour les curés desservants des campagnes ; on ne voudrait pas que la réforme tournât contre eux (2).

Il est intéressant, sur cette question de l'impôt, de résumer l'opinion de la noblesse ; en effet, alors que sur d'autres matières ecclésiastiques c'est simplement l'avis d'un corps privilégié et relativement peu nombreux, en outre non directement intéressé, il y avait au contraire dans sa situation vis-à-vis de l'impôt une telle ressemblance avec celle du clergé ; les résolutions de leurs assemblées respectives en exercèrent fréquemment les unes sur les autres une telle influence mutuelle, qu'on ne peut les séparer complètement.

Nombreuses sont les assemblées de la noblesse qui se rallièrent au principe de l'égalité devant les charges publiques soit sous forme de déclaration générale, soit sous forme de renonciation, soit en visant spécialement le clergé.

La noblesse de Sens émet le vœu (3) « que tout

1. Cahier d'Aydat, sénéchaussée de Clermont.

2. Voir cependant en sens contraire le Cahier de Boudeville-sur-Fécamp, du bailliage de Caux-en-Caux — qui demande que tous les ecclésiastiques supportent les mêmes impôts « si mieux n'aime S. M. leur en faire supporter davantage puisqu'ils n'ont pas de charge de famille. » C'est une opinion isolée.

3. Cahier de la noblesse de Sens, bailliage de Sens. La citation est extraite de la délibération de la noblesse du bailliage qui

noble paye les subsides en proportion de son revenu suivant les genres d'imposition qui seront réparties entre les Etats généraux et qui seront également réparties entre les trois ordres » et l'assemblée du clergé suivit cet exemple. De même la noblesse de Blois (1) renonce aux privilèges pécuniaires et elle formule l'espoir que le clergé limitera, la même renonciation figure dans le cahier de la noblesse de Bailleul (2) et ceux de la noblesse de Paris (3) ; la noblesse d'Angoumois y introduit une nuance : « le sacrifice momentané des privilèges pécuniaires ne coûtera rien à la noblesse d'Angoumois (4) », dit-elle.

En beaucoup d'autres cahiers, on admet simplement ce principe d'un « impôt sur les trois ordres à raison des propriétés (5) » parfois dans les mêmes formes ou presque que les cahiers du Tiers.

Enfin certaines assemblées de la noblesse manifestent clairement leur désir de voir imposer le clergé ; il en est ainsi pour la noblesse du bailliage d'Orléans (6), pour la noblesse du bailliage de Reims (7)

précéda la rédaction du cahier. Cf. Porée, Cahiers du bailliage de Sens, p. XIII.

1. Noblesse de Blois, bailliage de Blois, t. II, p. 417 et 421. Cf. A. P.

2. Noblesse de Bailleul. Cahiers de la Flandre Maritime. Cf. A. P.

3. Noblesse de Paris *intra muros*, VI^e département, Chassin.

4. Noblesse d'Angoulême, art. 26, Sénéchaussée d'Angoulême. Cf. A. P.

5. Noblesse de Paris, X^e département, *op. cit.* Dans le même sens Cahiers de la noblesse du XIII^e département de Paris, de la Sénéchaussée de Nîmes, du bailliage de Bar-sur-Seine.

6. Noblesse d'Orléans, bailliage d'Orléans.

7. Noblesse de Reims, bailliage de Reims.

qui spécifie « en outre dans les mêmes formes », se rencontrant aussi avec la noblesse de Paris hors murs qui souhaite (1) « le clergé soumis pour les subsides au mode commun de répartition. » Une autre partie de la noblesse de Paris demande seulement une contribution forcée des gros décimateurs à la bienfaisance (2).

Ces extraits pourraient faire croire à une unanimité des cahiers de la noblesse comparable à l'unanimité des cahiers des paroisses ; ce serait une impression inexacte. Une réforme de l'impôt compromettrait trop sensiblement les intérêts des nobles pour qu'une certaine résistance ne se fut pas maintes fois produite ; elle vint surtout semble-t-il de la noblesse pauvre rurale, écartée des largesses de la Cour et pour qui l'exemption de l'impôt aidait beaucoup à l'équilibre d'un maigre budget. Il n'y a donc pas à s'étonner que certaines voix discordantes se soient fait entendre et que les abstentions aient été nombreuses. Néanmoins il est remarquable qu'en beaucoup d'endroits, la noblesse se soumettant d'avance à l'impôt général, se proposait en exemple au clergé, et mettait ainsi fin sans doute à maintes hésitations.

En présence des revendications si fortes et si sincères du peuple des contribuables, la résistance des privilégiés était dès le premier abord irrésolue et flé-

1. Noblesse de Paris hors murs. Chassin, *op. cit.*

2. Noblesse de Paris, XXV^e département. Chassin, *op. cit.*

chissante ; elle trouvait des adversaires convaincus dans son propre sein, tant la gravité de la situation financière et économique inspirait les mêmes solutions malgré les intérêts opposés.

Nobles et ecclésiastiques, également menacés par les revendications populaires, les accueillaient d'avance en partie.

III. — Les cahiers du clergé de la suppression des privilèges pécuniaires

Le clergé d'une manière générale, ne demeura pas en reste de désintéressement vis-à-vis de l'ordre de la noblesse. Nécessité faisant loi, les diverses assemblées admirèrent assez facilement pour l'avenir que le clergé fût soumis aux impositions communes.

Il semble que l'immunité théorique des biens ecclésiastiques ne fût guère défendue par ceux-là même qui avaient qualité pour le faire et qui y étaient intéressés (1). Les principales objections présentées furent d'ordre pratique et inspirées par les charges

1. Le principe de l'immunité avait cependant été maintes fois proclamé au XVIII^e siècle lorsque le gouvernement avait voulu soumettre le clergé à des impositions communes, notamment sous le contrôle général de Machault d'Arnouville, et à l'assemblée de 1788.

Voir les déclarations épiscopales citées dans Lavis, t. VIII et IX. Peut-être le grand nombre des curés dans les assemblées de 1789 a-t-il eu une influence sur le caractère pratique des cahiers. Peut-être très vraisemblablement, a-t-on pensé que ces déclarations de principe seraient vaines et que des sacrifices étaient nécessaires.

que le clergé et ses biens supportaient déjà ; elles ne visaient d'ailleurs qu'à obtenir certains égards et certaines modérations. Les curés qui formaient la majorité des assemblées étaient acquis à la réforme : ils ne devaient pas en souffrir ; mais le haut clergé, qui en devait supporter les conséquences ne s'y opposait pas non plus : la lutte devait être plus âpre sur la question des dîmes. Une répugnance plus vive se fit sentir à renoncer aux formes particulières de répartition ; mais le bas clergé n'avait aucune sympathie pour les chambres diocésaines : il les abandonna le plus fréquemment.

Le résultat le plus net de cet état d'esprit, c'est l'adhésion à la réforme de l'impôt :

« Les députés du clergé aux États généraux pourront faire tous les sacrifices pécuniaires que l'intérêt du royaume exige, dans les circonstances présentes, pour le bien de la paix et l'union des ordres (1). » Les termes de ce cahier du clergé de Coutances sont remarquables, parce qu'ils expriment clairement en même temps que la renonciation aux privilèges, le but espéré de cette renonciation qui est la paix et l'union entre les ordres. D'autres cahiers, sans être plus explicites reflétaient plus d'enthousiasme ; à Bar-sur-Seine (2) « le clergé... prononce le vœu solennel

1. Clergé de Coutances, Bailliage du Cotentin, t. III, p. 467 sq.

2. Clergé de Bar-sur-Seine, Bailliage de Troyes et Bar-sur-Seine, t. III.

de supporter dans une parfaite égalité... les impôts... de la province » ; à Marseille le chapitre de Saint-Victor (1), « a consenti unanimement et par acclamation à l'égalité de contributions avec l'ordre du tiers état » et à Angoulême le clergé précise que (2) « renonçant à tous les privilèges qui ne sont que pécuniaires, tous les impôts seront également répartis sur toutes les classes de citoyens ».

Ce désintéressement ne va cependant pas sans s'accompagner de quelques demandes de modération. Les curés congruistes en sont l'objet : ils en sont probablement aussi les auteurs. C'est ainsi que l'assemblée du clergé du baillage de Bailleul (3) demande l'exemption de toute imposition en faveur des congrues : « que dans le cas où les curés se trouveront dotés d'une manière qui excèdera la valeur de la portion congrue,... elles soient exemptes de toute charge jusqu'à concurrence de la dite portion congrue ; que si cette exemption ne pouvait pas se concilier avec la loi générale, qui assujettirait indifféremment toutes les propriétés au paiement des charges publiques, il serait accordé aux curés et vicaires un dédommagement convenable ». Et les décimateurs ont immédiatement spécifié que ce dédommagement ne devait pas être à leur charge.

1. Cahier du Chapitre de Saint-Victor, sénéchaussée de Marseille.

2. Clergé d'Angoumois, Sénéchaussée d'Angoulême, p. 489 sq.

3. Clergé de Bailleul. Cahiers de la Flandre Maritimes, t. II, 1^{re} partie, p. 521 et suiv., et *Arch. Parl.*, II, p. 168-171.

On a vu également dans les cahiers des paroisses quelques restrictions relatives à l'impôt, au profit des curés congruistes. Sans contester le sentiment conforme des habitants, il est permis de penser qu'il s'est rencontré sur ce point avec la discrète action du desservant de la paroisse et le désir de lui être utile.

Ces réserves au profit des congrues ne sont pas très fréquentes ; celles qui concernent les charges générales du clergé le sont beaucoup plus. Très souvent après le consentement à l'impôt général, on fait observer, que le clergé supporte déjà des charges très lourdes ; qu'on doit en bonne justice en tenir compte, dans l'organisation du nouveau régime fiscal.

Le clergé du bailliage de Troyes qui se prononce pour un impôt sur les trois ordres, demande que ce soit néanmoins « avec égard aux charges du clergé » (1). Les membres de l'assemblée du clergé de Sens qui proclament que, comme (2) « citoyens et sujets soumis et fidèles ils doivent partager le fardeau pénible des charges de l'Etat et participer aux avantages des autres membres de la nation » ajoutent également que la répartition doit être faite « en égard aux fonctions plus ou moins pénibles, plus ou moins dispendieuses et aux différentes charges,

1. Clergé du bailliage de Troyes, Troyes III, p. III et s.

2. Clergé du bailliage de Sens, Sens, p. 790.

qu'impose aux bénéficiers la nature de leurs bénéfices ». Le clergé d'Angoumois, dont on a vu la renonciation très nette à ses privilèges demande (1) « la suppression de tous les impôts qui ne seraient pas communs avec tous les autres ordres ». Il vise certainement par là les charges particulières au clergé telles que les décimes et dons gratuits et probablement aussi les taxes d'amortissement établies par l'édit de 1749 (2).

D'autres cahiers précisent, notamment en ce qui concerne les décimes celui de Châlons-sur-Marne ; en ce qui concerne les règles restrictives particulières aux biens de main-morte celui du bailliage de Troyes (3) qui considère que « le clergé devant être assujetti à tous les impôts comme les autres sujets, les biens ecclésiastiques jouiront des mêmes privilèges [c'est-à-dire des mêmes droits] que les deux autres ordres » il demande en conséquence la révocation de « tous édits, déclarations ordonnances et arrêtés qui en gênent l'administration et exploitation, notamment la déclaration de 1749 (4). »

Le clergé désirait également que la question de sa dette ne soit pas disjointe de celle de l'impôt ; cela fera l'objet du chapitre suivant.

1. Clergé d'Angoumois, art. 17.

2. Pour l'édit de 1749, voir Isambert: *Recueil général*, t. XXII, p. 223 et s.

3. Clergé de Troyes, art. 53, t. III, p. 118.

4. Voir le chapitre III sur les biens ecclésiastiques.

Les avis furent partagés au sujet des formes d'imposition. Certains cahiers tenant surtout à débarrasser l'ordre de sa dette comme une compensation bien due au consentement à l'impôt général pensaient que ce résultat serait obtenu par la suppression complète du régime particulier au clergé ; certains autres insistent pour que l'ordre répartisse lui-même les impôts, quelque lourds qu'ils soient, auxquels il se soumet. Parmi ceux-ci le cahier du clergé de Sens, un des plus nets cependant parmi ceux qui renoncent aux exemptions d'impôt (1), « observe néanmoins que le bien de la répartition semble exiger qu'il demande à conserver ses formes, c'est-à-dire à s'imposer lui-même ». De même à Coutances, où le clergé est résigné aux sacrifices, il souhaite « conserver ses formes et le droit de répartir ses impositions » (2).

Mais en regard de cette opinion, le vœu opposé est exprimé maintes fois.

Le clergé de Châlons demande l'abolition des chambres diocésaines en même temps qu'il demande celle des décimes ; à Paris le clergé de la paroisse de Saint-Paul veut être imposé (3) « selon la même forme que les deux autres ordres ». A Marseille (4) le chapitre de Saint-Victor demande la suppression

1. Clergé de Sens, art. 5.

2. Clergé du bailliage de Coutances, Coutances, t. III.

3. Cahier du Clergé de la Paroisse de Saint-Paul. Chassin, ouvrage cité, t. II.

4. Cahier du Chapitre de Saint-Victor, Sénéchaussée de Marseille.

des assemblées du clergé et des bureaux diocésains à raison de l'inégalité de répartition ».

L'inégalité de répartition ; voilà la raison qui décida de la condamnation des chambres diocésaines et des assemblées quinquennales dans l'esprit de la plupart des membres du bas clergé. Le système d'élection ne lui assurait pas une représentation efficace ; il avait l'impression que ses intérêts, mal défendus, sortaient lésés des délibérations où il n'avait qu'une part, à ses yeux insuffisante. Les vices attachés à l'ensemble du système ont déjà été signalés ; les frais de perception, les arrérages de la dette aggravaient singulièrement la charge des décimes et du don gratuit ; de 1700 à 1750 pour 182 millions 750.000 livres versés à l'Etat, le clergé a dû déboursier plus de 319 millions (1) ; un curé congruiste imposé à 60 livres alors que la congrue n'était que de 300 ne pouvait être attaché au régime fiscal qui avait pour lui de telles conséquences. Il renonce volontiers à une immunité aussi onéreuse et aux institutions qui la lui ont rendue si lourde. Une des raisons pour lesquelles le rétablissement des synodes et des conciles est demandé si fréquemment, c'est probablement parce que cela impliquait l'abolition de toutes les autres assemblées.

Haut clergé et bas clergé apparaissent donc en

1. Cf. Marion, *Histoire financière* de 1715 à 1789, t. I.

désaccord sur les formes de l'imposition. Sans doute dans la détermination du haut clergé entre-t-il des motifs d'amour-propre et des scrupules canoniques ; sans doute dans les vœux du bas clergé y a-t-il le souci avoué de ne pas se séparer du reste de la nation. Mais de part et d'autre on choisissait le plus conforme à ses intérêts.

La question était d'ailleurs secondaire, et sur le principe dans l'ensemble il n'y avait pas de divergences.

Conclusion. — Toute la nation était mûre pour cette réforme. Les uns résolus à l'exiger, en attendaient, comme conséquence directe, la fin de nombreuses misères et de nombreuses injustices. Les autres résignés au sacrifice, espéraient que bien des difficultés en seraient aplanies.

CHAPITRE II

La Dette du Clergé

I. — Origine et importance de la dette du clergé. — II. L'Opinion des cahiers du Tiers. — III. La question de la dette dans les cahiers du clergé.

I. — Origine et importance de la dette du clergé (1)

En renonçant à leurs privilèges pécuniaires les diverses assemblées du clergé considéraient généralement que cet acte devait avoir pour conséquence de mettre à la charge de la nation la dette particulière de l'ordre. Cette prétention rencontra une vive opposition dans les cahiers du Tiers qui s'en occupèrent et même dans plusieurs cahiers de la noblesse.

Y avait-il donc connexité entre la question de la dette du clergé et celle de l'impôt? Quelle était l'origine des emprunts faits par le clergé : sa conve-

1. Travaux consultés, Ouvrages généraux ainsi que Guyot, *Dictionnaire de Jurisprudence*; Marquis de Montesquiou; Rapport à l'Ass. constituante du 16 décembre 1790; Brette, *la Dette du clergé en 1789 (Révolution française, t. XLVI, p. 412 et suiv.)*.

nance propre ou le besoin de l'Etat ? Enfin quelle était l'importance de cette dette en 1789 ?

Le clergé prétendait que les emprunts qui avaient successivement constitué le passif important dont il était grévé, avaient toujours été faits pour le montant en être reversé au Trésor royal ; que l'Etat en avait par conséquent bénéficié de la même façon que de ses propres emprunts ; qu'il était par suite logique que du jour où l'on établissait l'égalité des charges publiques, le service des diverses dettes pesât sans distinction sur les divers ordres. — Les adversaires de cette solution répondaient que le clergé n'avait jamais payé que ce qu'il avait consenti, que ses dons gratuits constituaient ses impôts particuliers ; qu'ils eussent dû être prélevés sur les revenus des bénéficiers ou au besoin sur le montant d'immeubles aliénés ; et que si l'on mettait à la charge de l'Etat les dettes que le clergé avait préféré contracter il en résultait que cet ordre n'aurait jamais rien payé (1).

Telles étaient les opinions en présence.

Pour trancher historiquement cette question, il faudrait rechercher tous les emprunts faits par le clergé ; les circonstances de ces emprunts et l'utilisation des fonds ainsi obtenus. Encore se heurterait-on à cette difficulté que les ressources des emprunts se mêlant aux ressources des impôts on ne pourrait

1. Cf. Cahier des Avocats de Troyes, cité plus loin.

pas toujours préciser l'affectation respective des unes et des autres. Faute de ce travail on se trouve réduit à des renseignements fragmentaires très incomplets.

On constate tout d'abord à l'origine de la dette un état de choses semblant corroborer les dits ultérieurs du clergé. Quant aux Etats de 1560 le Tiers et la noblesse se rencontrent pour faire peser sur le clergé le principal poids des besoins du Trésor, quand en 1561 le clergé accepte de prendre à sa charge les rentes que le Roi avait créées sur l'hôtel de ville de Paris, en engageant le produit du domaine, de la gabelle et des aides, et formant une somme de 7.560.056 livres (1), c'est bien pour les besoins de de l'Etat que l'ordre s'obère.

Lorsque le don gratuit consenti au Roi n'était pas très élevé il était possible de le prélever sans emprunts, sur les bénéficiers, mais quand par suite de guerre, de difficultés intérieures, de mauvaise gestion le Roi se trouvait avoir besoin de sommes importantes, un emprunt devenait inévitable. Sans doute eut-il été sage d'amortir dès qu'on le pouvait ; mais les dettes sont rarement amorties et si le clergé n'amortissait pas les siennes, n'avait-il pas pour excuse l'exemple du Roi lui-même ? En 1780, 30 millions sont ainsi demandés au clergé, puis en 1782, seize millions, sommes trop élevées pour être obtenues autre-

1. Lavissee, *Hist. de France*, t. VI; Esmein. *Hist. du Dr. français*.

ment que par emprunt. Ce procédé avait un autre avantage ; il était plus rapide, il était indiqué en cas d'urgence et il y avait souvent urgence dans le Trésor royal.

Ces observations ne permettent pas des conclusions définitives ; elles autorisent seulement à penser que parmi les emprunts du clergé il en fut de nécessaires au moment de leur émission. Mais on ne peut dire dans quelle proportion.

Quoi qu'il en soit le total était devenu important. Environ 140 millions en 1786 d'après Necker (1) ; des chiffres plus élevés durent être avancés puisqu'on les retrouve dans certains cahiers, 160 millions par exemple (2). Le marquis de Montesquiou qui fut chargé de faire le rapport à l'Assemblée constituante, sur l'ensemble de la fortune de l'Eglise, évaluée après renseignements et enquêtes, la dette à 130 millions, dont 45 millions appartenant à des mains-mortables et 85 millions à des particuliers. Ce furent ces 85 millions qui furent mis à la charge de la nation (3).

Il faut remarquer en outre que ces 130 millions ne constituaient pas tout le passif du clergé. Les communautés religieuses, les établissements divers avaient leurs dettes particulières dont un inventaire détaillé permettrait seul d'avoir le total.

1. Necker, *De l'Administration des finances*.

2. Cf. Cahier de Chamery, bailliage de Chatillon-sur-Marne.

3. Montesquiou, Rapport cité ; Cf. Brette, article cité.

Enfin ce qu'on appelait la dette du clergé ne pesait que sur les 116 diocèses du clergé de France. Les 24 diocèses qui n'étaient pas réputés du clergé de France avaient leurs dettes propres. Ils ne députaient pas aux assemblées, ne supportaient pas les décimes; ils rappelèrent dans certains de leurs cahiers qu'ils ne devaient pas contribuer au remboursement de la dette de 130 millions.

II. — L'Opinion des cahiers du Tiers.

Si l'on peut juger de l'intérêt porté à la question de la dette ecclésiastique d'après le nombre des cahiers qui y consacrent un article, on est amené à penser qu'elle ne retenait que fort peu l'attention des esprits. Deux ou trois cahiers sur une centaine, telle est la proportion rarement dépassée. Ce sont surtout des cahiers de villes ou de communautés urbaines, avocats ou professeurs. Les cahiers généraux du Tiers toujours plus développés contiennent plus fréquemment un vœu à ce sujet.

Cette abstention des cahiers des paroisses s'explique aisément : la grande masse du peuple ne connaissait de la dette du clergé ni l'importance, ni l'origine; elle n'en supportait pas le poids; elle n'était pas non plus intéressée à sa garantie : les rentiers se trouvaient plutôt dans la bourgeoisie ou

dans le clergé même, que parmi les paysans. Ceux-ci ne sentaient pas, par conséquent, la connexité évidente, proclamée par le clergé, de cette question avec celle de la réforme de l'impôt.

Cette considération permet même d'être très réservé sur la spontanéité des cahiers de paroisses qui se sont occupés de la dette ecclésiastique. Il y a lieu de supposer que quelqu'un attirera l'attention des paysans sur une question à laquelle ils n'auraient sans doute pas songé, ou bien qu'ils eurent connaissance d'un cahier plus complet où elle était traitée. Cette réserve faite ne supprime pas la valeur de leur vœu, expression de leur opinion, plus ou moins éclairée.

La thèse du clergé, à savoir que sa dette avait été contractée pour le service de l'Etat, et que par conséquent elle devait être à la charge de l'Etat, du jour où les biens ecclésiastiques étaient soumis à tous les impôts, a rarement été adoptée dans les cahiers du Tiers — On en a cependant quelques exemples donnés par des paroisses du bailliage de Troyes : « Nous demandons, dit l'une d'elle, que l'Etat se charge des dettes du clergé, attendu qu'il sera assujetti comme les deux autres ordres à toutes les impositions sans distinction (1) ».

1. Cahier de Torcy-le-Grand, bailliage de Troyes, t. II, p. 608, Dans le même sens : Cahier de Tramel, bailliage de Troyes, t. II, p. 614 ; et cahier de Villiers-sur-Tholon, bailliage de Troyes, t. II, p. 710.

Mais il est très rare qu'on mette ainsi cette charge au compte de l'Etat sans compensation. Le revenu des bénéfices simples, le superflu du haut clergé, les biens des ordres religieux, pour lesquels on proposa tant de moyens d'utilisation que toute la fortune nationale n'y eut pas suffi, fournissaient une ample matière à compensation.

On écrit à Arcis-sur-Aube (1) « il est juste que le clergé soit déchargé des arrérages de ses dettes. En conséquence nous demandons qu'il soit mis en économet suffisamment de bénéfices pour avec le produit d'iceux, payer les arrérages du clergé et même successivement les capitaux ». Le cahier général du Tiers de Troyes propose la même solution (2); celui du Tiers de Châlons-sur-Marne (3) propose d'affecter à la dette le revenu des bénéfices simples vacants pendant trois ans et d'y ajouter le produit des annates. — Dans le bailliage d'Etampes (4) tout un groupe de cahiers propose de recourir aux biens ecclésiastiques pour arriver à l'extinction de la dette. — Les abbayes, les prieurés semblent en maints endroits tout indiqués pour en garantir les intérêts et le rem-

1. Cahier d'Arcis-sur-Aube, bailliage de Troyes, t. I. p. 298, et dans le même sens. Cahier de Feuges, bailliage de Troyes, t. II, p. 107.

2. Cahier général du Tiers, bailliage de Troyes, t. III, p. 191.

3. Cahier général du Tiers, bailliage de Châlons-sur-Marne. Dans le même sens, cahier de la Ville de Châlons-sur-Marne.

4. Bailliage d'Etampes, cahier de Sermaizes rédigé sous l'influence du président d'assemblée Crosnier.

boursement on le propose à Bourges (1) pour les abbayes en commende, à Angers dans le cahier de la Ville et dans le cahier de la Faculté de droit (2), en étendant même ce moyen à l'amortissement des dettes de l'Etat ; la même idée est exposée dans le cahier général de l'arrondissement de Blanzac (3).

Dans le cahier de la sénéchaussée de Rennes on prévoit avec plus de précision le régime à instituer (4). « Les dettes seront divisées entre les provinces » qui seront seules chargées de leur administration jusqu'à l'extinction totale.

Mais où les provinces puiseront-elles les ressources nécessaires à cette charge nouvelle ? Dans les revenus ecclésiastiques d'abord « les revenus entiers des ordres et monastères supprimés » et une partie à fixer du revenu « des meuses abbatiales en règle ou en commende » une partie également des bénéfices sans charge de résidence « et qui excéderont mille livres », on pourrait prélever également sur le revenu des évêchés « qui excéderont trente mille livres » et sur ceux des dignités et canonicats de cathédrales, ou de collégiales « qui excéderont trois mille livres, charges déduites ».

On voit que lorsqu'on acceptait en principe que le

1. Cahier de la Ville de Bourges, bailliage de Bourges.

2. Cahiers de la sénéchaussée d'Angers, t. I, p. CCVIII, et 58.

3. Cahier général de l'arrondissement de Blanzac, article 31, Sénéchaussée d'Angoulême.

4. Cahier général de la sénéchaussée de Rennes, article CIII.

clergé soit déchargé de sa dette cette exonération restait purement théorique puisqu'on le privait en même temps d'une partie de ses revenus ou d'une partie de ses biens, jusqu'à concurrence du remboursement total.

Mais même sur le principe, on ne fait pas toujours cette concession au clergé, de crainte probablement qu'elle n'entraîne pour lui quelques avantages matériels. « Il faut que la dette du clergé reste à sa charge », dit le cahier d'Etampes avec ceux qui s'en sont inspirés (1). « Le clergé a ses dettes et il est juste que lui-même les paie » (2) jusqu'à concurrence des trois quarts par les réguliers et du quart par les séculiers, dit une petite paroisse de Champagne ; et le Tiers du bailliage de Saint-Sauveur-Lendelin en Normandie déclare nettement « la dette du clergé n'est pas dette nationale ; elle doit être remboursée par le clergé par suppression d'un grand nombre d'abbayes inutiles » (3).

Le chiffre de la dette du clergé semble avoir été une révélation en beaucoup d'endroits et avoir provoqué de la stupeur et de l'inquiétude. Comment le clergé a-t-il pu tellement emprunter se demandait-on. Et surtout : Comment va-t-il rembourser ?

1. Cahier d'Etampes, bailliage d'Etampes. Dans le même sens cahier de Boissy-le-Sec et cahier général du Tiers du bailliage.

2. Cahier d'Isse, bailliage de Châlons-sur-Marne.

3. Cahier de l'assemblée préliminaire du Tiers du bailliage de Saint-Sauveur-Lendelin, secondaire de Coutances.

Aux habitants de Chamery (1) « il... paraît bien étrange que le clergé... ait contracté une dette aussi monstrueuse... de 160 millions » et ils pensent que « cette dette n'étant qu'une dette de politique on doit l'obliger à l'acquitter ». C'est sur ses biens qu'on jette les yeux à cet effet. Il faut l'autoriser à en vendre une partie, et « comme... ses propriétés entreraient dans la masse,.. il paraît intéressant de l'obliger à rembourser... dans un délai fixé (2) ». Ailleurs on pense que « le meilleur moyen est de supprimer quelques ordres religieux ou quelques abbayes en commende (3) ».

En outre il faut sauvegarder l'avenir et empêcher qu'une situation aussi dangereuse puisse se représenter. D'ailleurs le procédé des emprunts périodiques finirait par écraser et ruiner le clergé, il faut donc « qu'il ne lui soit plus permis de faire des emprunts » (4).

Remboursement par le clergé ; remboursement par l'Etat avec les biens du clergé ; telles sont les deux solutions entre lesquelles les avis se partagent. Entre les deux il y a une nuance toute théorique ; on ne voit pas bien quelle eût été dans l'application la différence pratique.

1. Cahier de Chamery, bailliage de Chatillon-sur-Marne.

2. Cahier des communes de la ville d'Angoulême, article 31.

3. Cahier de Niort, sénéchaussée de Niort.

4. Cahier de Lézan, sénéchaussée de Nîmes, t. I, p. 453. Dans le même sens, cahier de Saint-Geniès-de-Malgoires ; Nîmes, II, p. 215.

Comment expliquer ce sentiment si opposé à la conviction presque unanimement exprimée du clergé ? D'abord par la tendance générale à recourir à la propriété ecclésiastique pour résoudre les diverses difficultés financières. Sans doute cette tendance n'est pas celle de toute la nation ; on ne la trouve pas dans tous les cahiers des paroisses ; mais elle est celle de la partie de la nation qui a songé à la dette ecclésiastique en rédigeant les cahiers, bourgeois instruits et raisonneurs et hommes de loi. Ceux-là même qui allaient demander jusqu'à la nationalisation complète des biens d'Eglise, ne pouvaient songer à les dégrever de leur passif au profit de l'Eglise. — En outre, cela s'explique par l'idée que l'on se faisait de l'origine des emprunts ecclésiastiques, telle qu'elle apparaît dans le cahier des avocats de Troyes (1) : « Les avocats pensent qu'en étendant sur le clergé les charges publiques dans une proportion égale aux autres ordres, l'Etat ne doit point être chargé de ses dettes, parce qu'elles n'ont été contractées que pour acquitter le genre d'impôt qui lui était particulier. — Les impôts ont été acquittés par l'ordre de la noblesse et par celui du Tiers annuellement et de leurs deniers. Et si le clergé a préféré la voix de l'emprunt, il n'est pas naturel qu'aujourd'hui la masse de cette dette soit ajoutée à la dette

1. Cahier des avocats de la ville de Troyes. Troyes, I, p. 21.

nationale, parce qu'il résulterait de là, qu'il n'aurait jamais rien payé ».

Pour se prononcer équitablement il eut fallu rechercher qu'elle était l'origine ou plutôt qu'elles étaient les origines de cette somme de 150 millions due par le clergé. Bien peu de cahiers l'ont essayé. La noblesse d'Evreux, cependant, comprenant que le nœud du problème était là, émet le vœu « que les dettes... soient constatées ; que s'il y en a une partie qui ait été réellement contractée pour le service de l'Etat, elle soit jointe aux dettes de la nation ; mais que le clergé reste chargé des autres et soit obligé d'en acquitter les capitaux, dans un temps limité par les Etats généraux ».

Cette distinction qui constituait la sauvegarde des droits du clergé, fut rarement faite. Les intérêts du clergé, en cette matière, ne furent défendus que par ses propres cahiers (1).

1. Cahier de la noblesse du bailliage d'Evreux. Ce n'est pas là l'effet de la sympathie générale d'un ordre privilégié pour l'autre ordre privilégié. Il y a des cahiers de la noblesse qui se prononcent pour le remboursement de la dette du clergé complètement à ses frais. Voir par exemple, Cahier de la noblesse de Dieuze, Cahier de la noblesse de Dombes, Cahier de la noblesse d'Orléans.

Parmi ceux qui font une distinction sur l'origine, voir : Cahier de la noblesse de Paris hors murs, et Cahier de la noblesse de Reims. Dans le même sens, Cahier de Versailles.

III. — La question de la dette dans les cahiers du clergé

Il n'est pas douteux, à lire les cahiers du clergé, que cet ordre attendait avec confiance des Etats généraux, de voir confondre sa dette avec la dette nationale (1). Il considérait de bonne foi que cette opération était le corollaire juste et nécessaire de l'abandon des privilèges pécuniaires ; il n'était donc pas disposé à l'acheter au prix d'un abandon supplémentaire d'une partie de ses biens ou de ses revenus, comme le demandaient certains cahiers du Tiers ; à plus forte raison n'envisageait-il pas l'abandon total de tous ses biens, ainsi qu'il y fut contraint par les événements postérieurs (2).

Cet état d'esprit s'explique partout par la même idée, c'est que les dettes n'ont pas été contractées

1. Cahier du clergé de Nîmes, Sénéchaussée de Nîmes, t. II, p. 577 : « Le clergé consent à être imposé comme le reste de la Nation dans la juste confiance où il est que se soumettant à supporter les dettes nationales et locales sa dette particulière sera regardée dès ce moment comme dette de l'Etat. »

Cahier du clergé de Paris, Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 316 : « Le clergé... a arrêté unanimement... de concourir... aux charges publiques ; l'assemblée ne se permettant pas de douter que, le clergé de France n'ayant contracté ses dettes que pour le service de l'Etat, la Nation ne les reconnaisse comme faisant partie de la dette publique. » Voir également Cahier du clergé de Châlons-sur-Marne.

2. Voir cependant le Cahier du clergé de la Sénéchaussée de Marseille qui propose de recourir aux biens consistoriaux vacants « ou par tout autre moyen que la sagesse du Roi ou des Etats généraux pourront déterminer. »

par le clergé dans son propre intérêt mais dans l'intérêt de l'Etat « pour venir à son secours » (1). Si jusqu'ici l'ordre a accepté d'en garantir le capital et d'en payer les arrérages c'est de son plein gré, et en compensation en quelque sorte de son immunité relative. La renonciation à cette immunité étant désormais un sacrifice décidé, il n'y a plus lieu d'imposer au clergé la charge de sa dette qui constituerait à son détriment un impôt supplémentaire, ne pesant pas sur le reste de la nation.

Un autre argument aurait pu être employé, qui n'est pas dans les cahiers, mais qui devait être dans les esprits. Lorsque chaque ordre contribuait, très inégalement il est vrai, chacun de son côté, des dettes avaient été contractées de part et d'autre; les unes formant la dette nationale pesaient sur les non-privilégiés, les autres formant la dette ecclésiastique pesaient sur les membres du clergé. Si, en établissant l'égalité et l'uniformité d'imposi-

1. Cf. Cahier du clergé des bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne réunis dans Cahiers du bailliage de Châtillon, p. 468, on demande : « la liquidation des dettes du clergé en les confondant avec celles de l'Etat ; le clergé contribuant à l'acquit de celles de l'Etat doit être libéré de celles qu'il a contractées pour venir à son secours ». Il est à remarquer que ceci est extrait d'un cahier très libéral qui demande par ailleurs le doublement du Tiers et le vote par tête.

Voir également : Cahier du clergé de l'Angoumois, sénéchaussée d'Angoulême, p. 495. « Le clergé en considération du sacrifice de ses privilèges demande que la dette générale du clergé, qui n'a été faite que pour le bien de l'Etat fasse partie de la dette nationale ».

tions, on ne confondait pas les deux catégories de dettes, le clergé se trouverait supporter à la fois les conséquences de l'insuffisance de ses revenus pour payer ses impôts antérieurs, et l'excédent des impôts qui eussent dû être supportés par d'autres que lui. Il se trouverait par conséquent payer deux fois, d'abord pour le service de la dette générale et de plus pour une portion de la dette laissée à sa seule charge.

D'avance on répondait à cet argument (1) que le clergé n'avait fait des emprunts que parce qu'il n'avait pas voulu prélever le montant de ses subsides sur le revenu de ses membres, et qu'en le déchargeant du service de ces emprunts « il résulterait de là qu'il n'aurait jamais rien payé ». Cette objection n'est nullement décisive.

Tout d'abord on ne saurait reprocher au clergé d'avoir bénéficié pendant des siècles de privilèges qui étaient alors le régime légal. Les avantages qu'il en retirait étaient réguliers, légitimes ; son immunité était reconnue ; les subsides qu'il versait ne l'étaient que dans la mesure de son consentement ; et s'il s'était trouvé en 1789 avoir non pas « rien payé » mais moins payé, il n'en eût pas moins été rigoureusement dans son droit, ayant toujours accompli ses obligations. L'argument de ses privi-

1. Cf. Cahier des avocats de Troyes, Troyes I, p. 21, cité *supra*.

lèges antérieurs n'eût donc pas suffi à justifier qu'on laissât à sa charge pour l'avenir les dettes qu'il avait contractées.

D'autre part la dette du clergé ne fut pas seulement constituée par les emprunts qu'il préféra faire plutôt que de trop entamer ses revenus. On sait que l'origine de la dette du clergé est dans la dette de l'Etat et que lorsqu'on recourut à son crédit en 1561 c'est parce que le crédit de l'Etat ne suffisait plus.

Enfin pour la partie des emprunts contractés en cas d'insuffisance des contributions des divers bénéficiers, est-il vrai que les mettre à la charge de la nation c'était aboutir à ce résultat que le clergé n'aurait jamais rien payé ? Si chaque emprunt soulageait momentanément les ecclésiastiques qui se voyaient dégrévés d'autant, la dette progressivement accrue était une charge très lourde à la fin du XVIII^e siècle. On a vu que à cette époque 8 millions environ étaient levés annuellement sur le seul clergé de France. Loin de supprimer les contributions des ecclésiastiques la dette les augmentait au contraire. De même que la dette publique accroissait régulièrement les impôts qui pesaient sur les non-privilégiés, au sujet desquels nul se serait tenté de dire que c'est parce qu'ils ne payaient pas que le Roi avait emprunté.

Il eut peut-être été difficile de déterminer avec précision ce qui dans les 130 millions que devait le

clergé en 1789, avait pour origine le service de l'Etat et ce qui avait pour origine l'intérêt propre de l'ordre. Il semble néanmoins en théorie que la distinction était possible, et que les emprunts nécessités par les subsides au Roi devaient dorénavant être confondus avec les emprunts faits par le Roi lui-même. D'une part cela accroissait sans doute les charges de la Nation puisque cela augmentait la dette publique ; mais d'autre part cela l'allégeait beaucoup plus, puisque le clergé allait supporter des arrérages qu'il ne supportait pas.

La vérité est que dans une crise aussi grave le droit strict n'est pas d'actualité. Les besoins étaient immenses et le clergé avait des ressources dont beaucoup étaient mal utilisées. Ses droits contestés ne résistèrent pas à ces deux faits.

On avait essayé en certains endroits de se concilier la bienveillance des Etats généraux par une autre considération. Le clergé de Sens avait écrit (1) : « Les dettes du clergé intéressent la Nation entière ; *tous ses biens fonds sont hypothèque des prêteurs* ; il ne peut donc consentir à aucune distraction de ses revenus, même particuliers qu'autant que la dette générale sera assurée. La masse en est connue ; elles ont été uniquement contractées pour les besoins de l'Etat sous l'autorisation du souverain... — Le clergé

1. Cahier du clergé de Sens, art. 6, bailliage de Sens, p. 790.

ne doit-il pas demander *pour la sûreté même de ses créanciers*, qu'en offrant de payer dans la proportion des autres contribuables, les sommes nécessaires pour les arrérages et les amortissements soient prélevées chaque année jusqu'à l'acquittement total de la dette générale et le surplus versé au Trésor de la Nation ? »

Le sort des prêteurs n'intéressait pas moins les adversaires que les auteurs de cette proposition. Mais tandis que les uns voulaient les rembourser par prélèvements sur l'impôt ; les autres le voulaient faire par prélèvements sur le surplus des biens ecclésiastiques.

Conclusion. — De quelque côté qu'on se tourne l'entente ne paraissait guère probable. Ce fut sans doute pour le clergé la première déception. Renoncer à ses privilèges pécuniaires lui paraissait un assez grand sacrifice pour le dispenser d'autres ; il en espérait quelques compensations morales et matérielles, en premier lieu être débarrassé de sa dette. Les circonstances étaient si graves que ce problème fut vite absorbé par un autre beaucoup plus vaste, celui de la Dette publique même, et des moyens d'y faire face, parmi lesquels on songeait partout et surtout aux biens ecclésiastiques.

CHAPITRE III

Les Biens ecclésiastiques

I. Régime et importance des biens ecclésiastiques. — II. Projets de réformes partielles. — III. Projets de « nationalisation » des biens ecclésiastiques.

L'Eglise en 1789 était le plus grand propriétaire foncier du royaume ; ses biens étaient répartis entre de nombreux établissements et de nombreux bénéficiaires. Leur ensemble formait une masse dont l'importance frappait les contemporains suscitant l'envie des uns, les propositions de réforme des autres, l'attention de tous.

I. — Régime et importance des biens ecclésiastiques

A. — *Le régime de la propriété ecclésiastique (1).*

A la fin du XVIII^e siècle, l'influence des philoso-

1. Bibliographie. A. Mater, *l'Eglise catholique*, 1906 ; Esmein, *Histoire du Droit français* ; Migne, *Encyclopédie théologique*, t. IX, § Bénéfices, Biens ecclésiastiques, Aliénations ; Thomassin, *Anc. et Nouv. discipline* ; Recueils : Isambert, *Recueil général des lois françaises* ; d'Héricourt, *Lois ecclésiastiques de la France*, 1756.

phes, l'affaiblissement de la foi dans une partie des hautes classes de la société et le spectacle de nombreux abus avaient remis en question la nature du droit de propriété de l'Eglise et la légitimité même de cette propriété. On contestait les services rendus par ces biens et partant de cette idée que les fidèles en étaient les véritables propriétaires on en concluait qu'une réforme profonde devait être réalisée pour leur en faire tirer plus d'utilité. On voit immédiatement combien cette conception était contraire au principe canonique qui attribuait la propriété des biens (1) selon les cas à chaque personne dotée de la personnalité ; la paroisse, le monastère, l'établissement religieux et non pas aux fidèles composant ces collectivités, d'où il résultait que canoniquement, les individus ne pouvaient jamais prétendre en cas de suppression de la personne morale propriétaire, paroisse ou abbaye, à une part du patrimoine. Sur cette question fondamentale les cahiers soulevèrent

1. Nous renvoyons aux traités spéciaux pour l'exposé détaillé de la nature du droit de propriété de l'Eglise, et des controverses sur le propriétaire. Des théories attribuaient la propriété à Dieu, aux pauvres, à l'Eglise catholique universelle, au Pape, à la communauté des fidèles. La théorie admise est celle exposée dans le texte. Le Pape exerce un droit de haute surveillance et d'administration générale en vertu duquel il peut lorsque les personnes ecclésiastiques propriétaires disparaissent ou ne répondent plus à leur but et aux nécessités du temps transporter leurs biens à d'autres personnes ecclésiastiques. Cf. Affre, *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, 1837 ; Fèvre, *De la propriété des biens ecclésiastiques*. Paris, 1893.

une grave difficulté dont la solution fût défavorable à l'Eglise.

La destination de ses biens entraînait pour l'Eglise le devoir de prohiber tout ce qui en restreignait le développement ; d'une part les obstacles à l'acquisition, d'autre part les facilités d'aliénation. Le XVIII^e siècle porta de graves atteintes à ces prescriptions en France et les cahiers s'y montrèrent également hostiles.

Depuis l'édit d'août 1749 (1), préparé par le contrôleur général Machault, les établissements ecclésiastiques ne pouvaient acquérir librement que les rentes. Les acquisitions immobilières étaient sévèrement réglementées ; interdites après décès, elles n'étaient possibles entre vifs, par achat, ou donation que sous réserve de l'approbation du Roi, également nécessaire pour toute fondation de nouvel établissement de mainmorte.

Les idées du XVIII^e siècle, et celles des cahiers, étaient aussi nettement favorables, à des réformes facilitant l'aliénation des biens d'Eglise. Le droit canonique les restreignait à des cas bien déterminés et les subordonnait à des formalités spéciales (2).

1. Isambert, *Recueil*, XXII, p. 223 et s.

2. Trois cas justifiaient une aliénation : un avantage évident pour l'Eglise ; une œuvre de charité chrétienne, une nécessité pressante, cette formule pouvant s'entendre au besoin urgent d'un état catholique. Les formalités avaient été réglementées par la Constitution *Ambitosæ* du 1^{er} mars 1468.

Prescriptions souvent empreintes depuis trois siècles d'ailleurs, dans l'intérêt du Trésor.

Les biens de l'Eglise étaient affectés à la subsistance de ceux qui en accomplissaient les fonctions ; ils constituaient la dotation des bénéfices dont ils étaient en quelque sorte l'aspect temporel. Les difficultés relatives à la collation, à la répartition et à l'administration des bénéfices, seront exposées au cours du développement.

B. — *Importance et répartition des biens ecclésiastiques (1).*

Bien avant la Révolution la richesse du clergé était pour tout le monde une notion admise mais très peu précise. Des évaluations globales furent tentées avant, pendant, après la Révolution ; reprises et commentées depuis ; tant que des inventaires complets et méthodiques n'auront pas été faits on en sera malheureusement réduits à ces évaluations approximatives quant à l'actif — plus approximatives encore quant au passif — de plus extrêmement variées.

1. Bibliographie, ouvrages généraux cités et P. de la Gorce, *Hist. religieuse de la Rév. française*, t. I ; Necker, ouv. cité ; Marquis de Montesquiou, Rapport à l'Ass. constituante du 16 déc. 1790 ; Treilhard, Discours à l'Ass. constituante du 18 décembre 1789 ; Armand Rébillon, *la Situation économique du clergé dans les districts de Rennes, Fougères, Vitré* ; P. Fournier, *Chaligny, ses seigneurs et son comté*, 1907 ; Pocquet du Haut-Jessé, *la Vie temporelle des communautés de femmes à Rennes*, 1916 ; cardinal Mathieu, *l'Ancien régime en Lorraine* et les publications de la collection de *l'Hist. économique de la Rév. française* sur « la vente des biens nationaux » ;

Tout d'abord que vaut cette opinion très répandue à la fin du xviii^e siècle que le clergé possédait le tiers du territoire. Dans certaines paroisses cette proportion est presque réalisée; mais elle est rarement dépassée et le plus souvent elle est très loin d'être atteinte. Il faudrait par conséquent, pour donner des conclusions de quelque valeur, établir la statistique comparée de la superficie totale et de la superficie des biens de mainmorte dans un certain nombre de bailliages. Une autre affirmation des cahiers est beaucoup plus difficilement contrôlable encore tout en ayant de la vraisemblance : l'Eglise aurait possédé les meilleures terres. Cela est possible : l'Eglise ayant eu pour elle les ressources, la continuité de direction, d'action, a pu dans le cours des siècles par des achats, par des échanges, constituer un domaine de terrains choisis. Mais comment vérifier, dans l'ensemble, une telle supposition.

Plus difficile encore de connaître les charges qui grevaient ces biens (en dehors de l'hypothèque générale de la dette du clergé), car si des arpentages, des déclarations de municipalités peuvent faire connaître assez exactement dans beaucoup de cas l'importance des propriétés mainmortables dans chaque paroisse, les charges de ces propriétés, qui étaient beaucoup moins apparentes, beaucoup moins facilement recensables, nous échappent. Tout au moins ignore-t-on si elles existaient ou non.

Tenons-nous-en donc aux évaluations globales ; inexactes parce qu'on ne connaît pas la superficie des biens ecclésiastiques ; inexactes parce qu'on ne connaît pas la valeur de ces biens faute d'éléments de comparaison dans des régions où il n'y avait ni domaines équivalents, ni acheteurs immédiats. Necker (1) évaluait en 1784 les revenus ecclésiastiques à 130 millions ; à l'Assemblée constituante on proposa les chiffres de 170 millions (2), comprenant les revenus de la dîme et de 60 millions (3), non compris la dîme. Le marquis de Montesquiou, présentant à l'Assemblée un rapport définitif évalua la valeur globale des biens ecclésiastiques à 2.992.538.140 liv. dont 392 millions pour les forêts. Ces chiffres seraient trop faibles pensent certains (4). Le revenu de ces biens évalué dans le même rapport aurait été de 85 millions.

Quelle était la répartition de ces biens et de ces revenus ? On ne saurait essayer de le dire sans risquer une nouvelle erreur puisque aucun des éléments d'appréciation n'est sûr. On ne saurait dire surtout quelle était exactement la situation d'ensemble ; ce qu'on peut accepter et ce qui a été mis

1. Necker, *Administ. financière*, II, p. 317.

2. Chasset, Assemblée constituante, séance du 9 avril 1790.

3. Dupont de Nemours, séance du 24 sept. 1789 ; Talleyrand, séance du 10 oct. 1789 (70 millions).

4. Cf. P. de la Gorce, ouvrage cité, en ce qui concerne les forêts. Taine évaluant les revenus du clergé a dit 80 à 100 millions sans la dîme, 123 millions pour la dîme.

maintes fois en lumière c'est qu'il y avait d'une part des ecclésiastiques très pauvres, des curés à portion congrue qui n'avaient que leurs 700 livres après n'en avoir eu longtemps que 500, des vicaires qui n'avaient que 350 livres et seulement depuis 1785 après avoir eu 250 livres à partir de 1778, des chapelains qui avaient moins encore d'assuré et d'autre part de grands seigneurs ecclésiastiques dont les revenus s'élevaient à des centaines de mille livres par le cumul de riches évêchés et de riches abbayes, d'anciens monastères à demi-déserts dont les fermes et les forêts n'avaient à assurer l'entretien que de quelques religieux. Mais entre la splendeur luxueuse des uns et la médiocrité quasi-misérable des autres n'y avait-il pas place pour une sorte de classe moyenne aux revenus modestes mais suffisants. Les études récentes semblent bien établir l'existence de cette « bourgeoisie ecclésiastique » (1) groupant entre les très riches et les très pauvres bénéficiers la majeure partie du clergé. Il en était ainsi notamment en Bretagne grâce à l'attribution très fréquente aux recteurs d'une portion importante des dîmes. Il y a certainement des régions où les dîmes n'appartenaient aux curés que pour une très faible partie : il est possible que dans ces régions la classe moyenne ecclésiastique ait été moins aisée. Les biens-fonds

1. Voir Armand Rébillon, ouvrage cité.

en effet appartenaient surtout à des établissements de fondation ancienne en raison des entraves mises aux acquisitions nouvelles. Cependant les curés possédaient généralement outre leur jardin, un petit bien attaché au presbytère, ce qu'on appelait en Lorraine un « bouvrot » (1). D'autre part, les collèges, les écoles réunissaient un chiffre important de revenus ecclésiastiques, sans qu'on puisse démêler ce qui provenait de rentes et de dîmes et ce qui provenait de revenus du sol (2). On évaluait en 1792 à 12 millions les sommes dépensées pour les petites écoles : la contribution du clergé eût été la plus forte. Une autre évaluation fixait à 30 millions (3) le revenu des collèges supprimés par la Révolution.

Ces chiffres sont bien insuffisants pour établir la balance et la répartition des revenus et des charges ecclésiastiques : ils ouvrent seulement quelques aperçus. Des revenus considérables, mais des charges importantes ; une classe moyenne probablement nombreuse ; mais une grande disproportion entre des ecclésiastiques très pauvres et de hauts bénéficiers très riches. C'est cette différence qui frappait les contemporains et qui leur faisait espérer des ré-

1. Paul Fournier, *Chaligny*, Mathieu, *l'Ancien régime en Lorraine*.

2. Voir les assez nombreuses études d'histoire locale relatives à l'enseignement avant la Révolution.

Cf. Pour l'Anjou, Bois, *Recherches historiques sur l'enseign. primaire en Anjou*, 1909 ; chanoine Urseau, *l'Instruction primaire en Anjou avant la Révolution*, 1890. Pour Bordeaux, chanoine Allain, etc.

3. Lavissee, *Hist de Fr.*, t. IX, p. 166.

formes les conséquences les plus profondes et les plus étendues.

II. — Les projets de réformes partielles dans les cahiers

Les cahiers du Tiers abondent en propositions concernant le régime ou l'affectation de la propriété foncière ecclésiastique. Et ce ne sont pas seulement les cahiers généraux de bailliages ou les cahiers des villes dont les rédacteurs étaient particulièrement préoccupés de trouver une solution aux questions générales intéressant le gouvernement et la nation, qui apportent ces propositions ; ce sont les cahiers des paroisses, variés, intéressants, sincères car le paysan était celui qui voyait et sentait le mieux les inconvénients, les irrégularités du régime, car c'est lui que préoccupait le plus les choses de la terre, c'est lui qui souffrait le cas échéant des règlements mal adaptés aux conditions locales ou aux circonstances, c'est pour lui que l'Église était comme productrice la rivale puissante, mais c'est lui aussi qui nourrissait en secret le tenace espoir d'étendre, à la faveur des événements qui s'annonçaient, son petit domaine aux dépens des vastes propriétés dont le propriétaire ou le bénéficiaire étaient peut-être trop éloignés pour les bien défendre.

Les propositions des cahiers sont surtout variées par l'ampleur plus ou moins grande de leur objet. Souvent, respectant le droit de propriété de l'église on demande seulement des réformes de détail concernant l'administration de ses biens, les règles de leurs baux et de leur aliénation. Ailleurs on est plus audacieux et l'on envisage la confiscation par l'Etat de tout ou partie des biens de main-morte et leur affectation à des services d'utilité publique, de bienfaisance d'enseignement, et surtout au plus urgent des besoins, à combler le déficit et à amortir la dette nationale.

On examinera d'abord les propositions de réforme compatibles avec le droit canonique, touchant l'acquisition, l'administration et l'aliénation des biens.

Au sujet de l'accroissement même du patrimoine ecclésiastique il y a peu de chose dans les cahiers des paroisses et les vœux qu'on y lit tendent à limiter cet accroissement. La législation s'y employait efficacement depuis 1749 ; un adoucissement à cette législation n'est certes pas dans le désir des populations rurales (1), qui se sentent généralement à l'étroit au milieu des divers domaines d'Eglise, même lorsqu'elles n'en contestent pas la légitimité. La propriété des ordres religieux en particulier fait l'objet

1. On regrettait en particulier l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques (Voir plus loin).

de vœux restrictifs (1) en différents endroits où l'on demande que les divers établissements réguliers soient frappés d'une incapacité radicale de recevoir ni dons ni legs de leurs membres.

L'administration des biens de l'Eglise, leur répartition, l'utilisation de leurs revenus fait au contraire l'objet de réclamations et de vœux fréquents, mais cependant à peu près semblables dans les diverses régions de la France.

On se plaint du cumul des bénéfices et l'on en demande la suppression (2) ; cela était conforme à la règle canonique. On admet toujours en même temps d'ailleurs une exception que rendait nécessaire la modicité de certains bénéficiers et l'on entend bien que cette prohibition du cumul ne s'exercera qu'au delà d'un certain chiffre de revenus, 1.000 livres disent les plus stricts (3), ce qui est fréquent ; 1.200 ou 1.500 livres (4) fixent d'autres qui songent ainsi à sauvegarder la situation matérielle qu'ils veulent assurer aux curés desservants et qu'ils évaluent généralement à ce chiffre ; comme on espérait

1. Cf. Cahier de Verdun, qui souhaite qu'on fasse défense aux communautés religieuses de recevoir aucune dot de leurs profès « à peine de restitution du double » art. 34.

2. A titre d'exemple 23 cahiers dans les bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine.

3. Tiers état du bailliage de sens.

4. 1.200 livres. Cf. Saint-Martin-de-Rennes, Tiers état.

1.500 livres. Tiers du Cotentin.

2.000 livres. Roquemaure. Sénéchaussée de Nîmes.

atteindre ce résultat par la réunion de petits bénéfices simples aux bénéfices cures, il ne fallait pas prohiber trop rigoureusement le cumul ; d'autres cahiers sont encore moins sévères et admettent qu'un même titulaire puisse réunir sur sa tête plusieurs bénéfices jusqu'à concurrence de 3.000 livres (1).

Ces menues divergences ne doivent pas obscurcir l'idée générale qui est très nette. On veut assurer une répartition moins inégale des biens et des revenus ecclésiastiques ; on veut faire disparaître cette accumulation vraiment scandaleuse de riches bénéfices sur une même tête, abus si souvent dénoncé par le clergé lui-même, qui dans l'ensemble était le corps qui en souffrait le plus, et l'on veut surtout grâce aux ressources ainsi libérées améliorer le sort du bas clergé et sans doute aussi en faire profiter les fidèles. Cela apparaît lorsqu'on lit « on voit souvent dans les mains d'un seul bénéficiaire des 20, 30, 60, 100, 200 et jusqu'à 300.000 livres de rente ; et le pauvre peuple manque de pain. Quelle injustice » (2) où lorsqu'on lit ailleurs « on parle de réformer les abus. On ne voit rien de si clair que dans le clergé. A quoi sert une infinité de prieurés qui ont 5 à 6.000 livres de rente ? On répondra que ce n'est pas trop

1. 3.000 livres. L'hermitage. Sénéchaussée de Rennes. Saint-Laurent-des-arbres. Sénéchaussée de Nîmes. Saint-Dionisy (Nîmes) 1.000 écus.

2. Cahier de Champs (Mège, cahiers d'Auvergne).

pour faire vivre un ecclésiastique. Mais comment fera donc le curé qui dessert la paroisse qui dépend de leur bénéfice et à qui ils ne donnent que 700 livres » (1).

Curés et pauvres habitants des campagnes (où presque tout le monde était pauvre et où nul ne se disait riche) telles sont les deux catégories de personnes en faveur desquelles on veut modifier la répartition des revenus ecclésiastiques. C'est pourquoi l'on peut croire à la sincérité des cahiers sur ce point, même lorsqu'on remarque l'influence d'un cahier modèle, du président de l'assemblée ou d'un des membres les plus actifs.

La tradition canonique en général, et des clauses spéciales dans chaque cas particulier imposaient aux bénéficiers certaines charges pieuses ou charitables, parfois en outre certaines autres obligations déterminées. On sent à la lecture des cahiers que la méfiance est fréquente à l'égard des bénéficiers. Nombreuses sont les plaintes pour inexécution des charges du bénéfice (2) ; nombreuses les allusions aux interminables procès soutenus par des paroisses mal résignées et qui s'y ruinaient, contre des bénéficiers procéduriers. Nombreuses surtout les clauses

1. Cahier de Sémorville, bailliage de Blois, t. I, p. 357.

2. Cf. Aiffres (Sénéchaussée de Niort), « les religieuses franciscaines n'acquittent aucune charge ». Saint-Martin-de-Jausé (Rennes). Les religieux de Marmoutiers ont 6.000 livres de revenus dans la paroisse ; ils ont donné 48 livres aux pauvres en dix-sept ans. /

par lesquelles il est demandé, imploré, exigé que l'on contraigne chaque bénéficié à consacrer une portion obligatoire de ses revenus aux pauvres ou aux besoins généraux des fabriques ou des communautés d'habitants (1). Sans doute c'est plus particulièrement au sujet de la dîme que ces vœux sont formés (2), parce que c'est pour la dîme que l'on trouvait dans la législation et dans la tradition des arguments par lesquels on pouvait appuyer un système de répartition assurant aux pauvres et aux besoins du culte leur part. Mais même pour les revenus des biens-fonds, on voudrait une autre destination que le seul agrément ou la seule utilité du bénéficié (3) ; et parmi les cahiers qui respectent le principe de la propriété ecclésiastique il en est qui demandent néanmoins une observation plus stricte de la loi quand elle impose déjà des charges pécuniaires importantes aux bénéficiés, ou une aggravation de ces charges quand elles ne paraissent pas suffisantes. En un mot, même lorsqu'on ne songe

1. Ravigny, Cahier du Maine : « Des biens immenses dont le haut clergé regorge on établirait dans les paroisses des bureaux de charité des maîtres et maîtresses d'école ». Nombreux cahiers. — Notamment dans la Sénéchaussée de Rennes où de nombreux cahiers demandent la constitution d'une caisse diocésaine de charité alimentée par le tiers ou le quart des revenus ecclésiastiques.

2. Voir le chapitre suivant.

3. Cahier de Verdun, « Révision des anciennes fondations et réforme des moins utiles. »

pas à attaquer les biens de l'Eglise on veut en tirer une plus grande utilité (1).

Parmi les obligations incombant aux titulaires des bénéfices, il en est une qui était la source de nombreuses difficultés pratiques et de nombreux procès. C'est celle qui obligeait le bénéficiaire à réparer les immeubles dont il avait la jouissance (2), obligation relative d'ailleurs, puisque semblable à un usufruitier, le bénéficiaire n'était tenu que des réparations d'entretien et non pas des grosses réparations (3). Distinction très nette en théorie, parfois très difficile en pratique. La difficulté était surtout grande en ce qui concerne les réparations des presbytères, parce que c'est aux paroissiens qu'incombait la mise en état de la maison curiale (4). Comme cette question fut liée par les paroissiens eux-mêmes aux réformes proposées en faveur des curés, elle sera exposée plus loin.

A l'administration des biens ecclésiastiques se rattachent les baux passés par les bénéficiaires. Ces

1. Cf. Bouilly, bailliage de Châtillon-sur-Marne ; propose de mettre à la charge du clergé les presbytères, églises, cimetières, les pauvres et les écoles.

2. Règlement pour la réparation des Eglises... Isambert, *Recueil*, XVII, p. 398. Le règlement est du 18 février 1661.

3. Cf. Migné, *Encyclopédie théologique*, IX, § bénéficiaire.

4. Les héritiers du curé décédé devaient remettre en état le presbytère, conformément au droit commun des bénéfices. Mais on se plaignait parfois de ce que ce nouveau curé s'entendit trop facilement avec les héritiers de son prédécesseur, pour demander peu de temps après à ses paroissiens les réparations nécessaires.

baux devenaient caducs à la mort de l'ecclésiastique qui les avaient passés, fussent-ils conclus pour un temps déterminé non encore écoulé et même avec stipulation de paiement à l'avance (1) : ils n'étaient donc pas obligatoires pour le successeur qui recueillait l'office. C'était une conséquence logique de ce caractère du bénéfice qui fait que le revenu temporel qui lui est attaché ne peut être perçu que par celui qui est chargé d'en réaliser la fin spirituelle, une conséquence de l'assimilation du bénéfice à l'usufruit. Les inconvénients pratiques de cette règle étaient fréquents, ils découlaient de l'incertitude où vivaient les fermiers sur la durée de leur bail. Pour eux le désavantage est manifeste : ou bien craignant d'être prochainement évincés ils n'osaient pas entreprendre de coûteux travaux dont ils avaient à craindre de ne pas recueillir les fruits et les revenus de leurs terres s'en ressentaient ; ou bien, plus hardis, ils entreprenaient ces travaux nécessaires, et après en avoir fait les frais ils voyaient leur bail résilié par le changement du titulaire du bénéfice. Sans doute avaient-ils recours contre leur bailleur ou contre ses ayants-droits (2) ; mais ce recours ne les protégeait pas dans tous les cas ; surtout il entraînait des procès et la fréquence des procès, sur toute matière en général, sur les matières ecclésiastiques temporelles en

1. Concile de Trente, sess. 24, ch. XI ; Cf. Migne, *Dr. canon*, I, 503.

2. Migne, *op. cit.*, même passage.

particulier, est une des plaies qui engendre le plus de lamentations à la fin de l'ancien régime. Cette considération explique que l'insécurité sur la durée des baux passés par les bénéficiers avaient des conséquences défavorables pour les bénéficiers eux-mêmes, leurs revenus se ressentaient de la méfiance des fermiers.

Aussi n'y a-t-il aucune divergence dans les cahiers quand cette question y est traitée ; partout on demande que les baux passés par un bénéficiaire continuent à recevoir exécution même après sa mort (1). Une telle réforme eût fait disparaître tant d'inconvénients dont on souffrait que l'on ne s'arrêtait pas à la crainte de certains autres. Le plus dangereux était le risque de fraude en cas de collusion entre le bénéficiaire et le fermier : les intérêts du successeur au bénéfice en eussent été gravement compromis. Pour y remédier, on propose que la durée des baux soit limitée, à neuf années par exemple, et même qu'ils soient passés par voie d'adjudication (2). C'était instaurer là une nouvelle formalité, à une époque déjà trop formaliste. Cela prouve la force du désir de réforme sur ce point.

Tels sont les principaux vœux du Tiers état au

1. Cf. Cahier du Tiers du Balliage de Troyes, art. 44 ; Cahier du Tiers de Châlons-sur-Marne ; Cahier de la ville de Caen ; Cahier du Tiers d'Evreux ; cahier du Tiers de Saint-Lô.

2. Cf. Cahier de Chamarandes, Balliage d'Etampes : à partir de 300 livres de loyer ; cahier du Tiers état de la Ville de Paris.

sujet de l'administration des biens ecclésiastiques. Il faut encore mentionner quelques demandes relatives aux aliénations de biens, demandes assez rares à la vérité, mais qui devaient répondre aux désirs d'un plus grand nombre de gens, puisqu'elles tendaient à faciliter ces ventes. Il est vraisemblable que dès 1789, dans les campagnes, on envisageait volontiers la perspective de ventes partielles de biens d'église (1). Le plus souvent, comme on le verra plus loin, ceux qui proposaient de pareilles mesures, la faisaient précéder d'une mainmise préalable de l'Etat. Il y a cependant des cahiers qui les envisagent sous forme de marchés de gré à gré où l'Eglise n'eût pas été frustrée. On songeait surtout aux biens en économat dont l'administration, semble-t-il, donnait lieu à de nombreuses critiques et dont la vente n'eût compromis aucun intérêt religieux puisque c'est le Roi qui percevait les revenus. On avait moins de scrupules à demander la vente de ces biens mal gérés et détournés de leur destination primitive (2).

Toutes les propositions exprimées jusqu'ici, émancées des cahiers du Tiers, sont empreintes d'une grande modération et réalisables sans heurts. On peut sans craindre de contraste trop accentué les

1. Cf. Cahier de Vézins, Sénéch. d'Angers.

2. Cf. Cahier des Procureurs de Saint-Maixent. L'Economat comprenait notamment les revenus des bénéfices consistoriaux vacants appartenant au Roi à cause de la Régale; les biens des ordres religieux supprimés; ceux des jésuites depuis leur expulsion.

mettre en regard des propositions du clergé sur les mêmes matières, acquisition, administration et aliénation des biens ecclésiastiques.

Le clergé ne pouvait manquer de protester contre les entraves mises à l'accroissement de ses biens ; mais il le fit assez timidement et en présentant cette demande comme une sorte de contre-partie de l'abandon de ses privilèges (1). Le défaut d'entente entre les religieux et les curés dans beaucoup d'assemblées et la méfiance réciproque empêchaient des motions unanimes.

L'administration des bénéfices a suscité dans les cahiers du clergé des vœux analogues à ceux du Tiers, tant les inconvénients pour le troisième ordre étaient de peu d'avantage pour le premier. La résiliation des baux à la mort des bénéficiers faisait baisser le prix des fermages ou des loyers ; plusieurs assemblées du clergé sentent la nécessité pratique d'une réforme qui donnât plus de sécurité aux fermiers et locataires.

Le droit de déport est combattu plus vivement encore si possible par le clergé que par les paroisses. A Blois (2), on sollicite « avec instance la suppression » d'un « droit si odieux » condamné par les conciles de Bâle et de Constance. C'était un droit

1. Cahier du clergé de Troyes, Troyes, III, art. 53.

2. Cahier du clergé de Blois et cahier du chapitre de la cathédrale de Blois.

analogue à l'annate, qui existait en quelques provinces et notamment en Normandie, au profit des évêques et archidiaques sur le revenu des bénéfices vacants (1). Le clergé d'Evreux qui en parle pour en demander la suppression, en dit ceci : « Lors du décès des curés, les héritiers jouissent quelquefois du revenu de l'année commencée et les évêques de Normandie jouissent du revenu de l'année suivante à charge de payer le service ». L'évêque de Coutances qui avait les deux tiers de ce droit dans son diocèse en tirait un revenu de 20.000 livres, d'après sa propre déclaration (2); l'évêque d'Avranches 500 livres seulement pour sa moitié. Ce droit avait l'inconvénient de laisser des paroisses sans curés pendant un an et plus; les fidèles s'en plaignaient beaucoup et les curés également car la prolongation des vacances leur nuisait évidemment.

Les cahiers du clergé se plaignent aussi fréquemment des Economats. On a vu que cette administration royale percevait les fruits des évêchés vacants, des abbayes de collation royale sans titulaires, des ordres religieux supprimés comme celui des Jésuites. Elle gênait les bénéficiers ou plutôt leurs héritiers par son intervention dans leurs successions, en principe

1. Etait-ce un abus comme on s'en plaint ou une survivance d'une très ancienne coutume? Voir sur ce point, Routier, *Pratique bénéficiale*, p. 301; Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, p. 652 et les observations de M. Bridrey dans les Cahiers du Cotentin, III, 192, n° 2.

2. C. du Cotentin, III, 364-365, n° 2,

pour assurer l'exécution de leurs obligations envers le bénéfice. Ce contrôle était, paraît-il, très onéreux, ruineux même dit-on parfois, absorbant non seulement la créance du bénéfice, mais même les biens patrimoniaux des ecclésiastiques décédés. Le clergé demandait donc d'abord que les biens en économat ou au moins les revenus, fussent affectés à de nouveaux établissements religieux et que les fonctions simplifiées de l'économat fussent exercées par une chambre ecclésiastique pour attribuer les fonds versés dans la caisse aux besoins de l'Eglise (1).

C'est qu'en effet l'inégale distribution des biens ecclésiastiques est un des abus qui a frappé le plus vivement la majorité des prêtres qui en souffraient ! Pour y remédier on sollicite la dotation de tous les bénéfices cures et des places de vicaires ; on aimerait une dotation en biens-fonds qui ne fût jamais sujette aux variations du numéraire (2). Les bénéfices simples, tels que chapelles, prieurés, abbayes « n'étant d'aucune utilité au service de l'Eglise (3) »,

1. Cahier du clergé de Sens, Sens. 793-794 ; Cahier du clergé de Dieuze, art. 17 : « Etablissement d'une caisse d'économat formée des revenus des abbayes vacantes à l'avenir, dont les deniers seraient employés à augmenter les congrues des curés et vicaires ; à constituer des pensions aux anciens curés ; à doter des séminaires et collèges ; le surplus à la décharge de l'Etat. » Sur les économats, voir en outre ch. I, § 1^{er}.

2. Cahier du clergé de Blois, art. 22 : « Que la dotation des curés soit faite autant que possible en biens-fonds situés à la porte des personnes qui devront en jouir. »

3. Cahier du clergé de Blois, art. 23.

pourraient à la mort des titulaires être affectés à ces dotations. On songe aussi aux dîmes, comme on le verra.

Quant aux aliénations de biens, le clergé les voit avec défaveur et loin de souhaiter qu'on les facilite il demande fréquemment qu'on s'en tienne à la règle canonique et considère les autres comme irrégulières (1).

Ce sont là certes des divergences notables avec les aspirations des paysans. Le but n'est pas le même, les uns voulant sauvegarder le patrimoine de l'Eglise et assurer seulement sa meilleure gestion et sa meilleure répartition, les autres souhaitant de pouvoir acquérir des champs ou des bois longtemps convoités. Et cependant malgré ces quelques nuances, il y a entre les vœux de la majorité du clergé constituée par les curés, et ceux des réformateurs modérés du Tiers des campagnes, dont les sentiments viennent d'être exposés, une grande analogie. Ce qui domine chez les uns et les autres, c'est avec le respect du droit de l'Eglise comme propriétaire, le désir de rajeunir les règles dont le temps avait révélé les inconvénients, et le désir de supprimer les inégalités de répartition les plus choquantes. Il est permis de penser que l'entente eût été facilement réalisable. Mais il y avait en germe dans un grand nombre

1. Cahier du clergé de Paris (*intra muros*); Chassin, ouv. cité, t. II; Cahier du clergé de Blois, art. 45.

d'esprits des transformations beaucoup plus profondes du régime de la propriété ecclésiastique : leur réalisation devait être la fin de cette grande propriété.

III. — Projets de nationalisation des biens ecclésiastiques.

L'opinion des cahiers du Tiers n'est pas toujours aussi respectueuse de la propriété ecclésiastique ; elle ne se contente pas toujours des réformes partielles, dont les plus fréquemment souhaitées ont été signalées plus haut. Elle va jusqu'à demander la confiscation, la reprise par l'Etat d'une portion plus ou moins importante du patrimoine de l'Eglise.

On essayait de justifier d'avance une telle mesure par des considérations juridiques, on prétendait interpréter l'intention des donateurs et des fondateurs et pouvoir conclure que cette intention n'était plus réalisée dans les circonstances présentes ; que la richesse de l'Eglise dépassait le but de ceux qui avaient voulu lui donner les moyens de vivre et non pas ceux de dégénérer dans le luxe. On disait fréquemment aussi qu'une part importante du patrimoine ecclésiastique devant être consacrée aux pauvres et ne l'étant pas, il appartenait à l'autorité

publique de faire cesser cette irrégularité et de rendre à ces biens leur destination canonique (1).

Ces interventions que l'on sollicitait du Roi supposaient le droit pour le souverain de disposer des biens ecclésiastiques. C'était bien l'idée de ceux qui réclamaient ces mesures : elle fut exprimée fréquemment, tantôt dans toute sa rigueur, tantôt avec quelque modération qui pût en atténuer ce qu'elle avait d'excessif aux yeux de bon nombre de gens, surtout lorsqu'on ne demandait qu'une nationalisation partielle. Ces atténuations furent parfois résolument délaissées, comme à Blois où il est demandé « qu'il soit reconnu pour principe que toutes les propriétés ecclésiastiques appartiennent à la nation et l'usufruit seulement au clergé » (2) et en bien d'autres endroits où l'on demande même « que l'administration en soit ôtée au clergé » (3).

Cette question de la propriété des biens ecclésiastiques ne doit pas être confondue avec celle du droit d'intervention du Roi. Dans l'ensemble, c'est une petite minorité de cahiers qui proclame que ces biens appartiennent au Roi ou à la nation, surtout des cahiers de ville ou ceux des cahiers des campagnes

1. Cf. Cahiers de Cieurac, Sénéchaussée de Cahors : « Si l'on nous reprochait de toucher aux propriétés sacrées et inaliénables de l'Eglise nous répondrions que ces biens n'ont pas été donnés aux seuls ministres des autels et que de tout temps les pauvres y ont eu des droits, reconnus et exercés dans les premiers siècles de l'Eglise. »

2. Cahiers du Bailliage de Blois : I, 13.

3. Cahiers du Bailliage d'Auxerre; paroisse de Parly.

rédigés sous l'influence d'un homme de loi habile aux constructions juridiques. Ce n'était pas une idée simple, naturelle se dégageant immédiatement des faits pour la masse de la population. L'idée qui se dégageait des faits et que l'Eglise elle-même appuyait de toute son autorité, c'est que le véritable propriétaire était celui qui en avait toutes les apparences et la jouissance paisible s'appuyant sur des titres identiques à tous autres titres de propriété, vente, échange, donation, prescription, c'est-à-dire les différents bénéfices ou établissements religieux entre lesquels se répartissaient les biens. Telle était l'opinion commune, même lorsqu'on demandait que ces biens fussent grevés de nouvelles charges.

Mais cela n'excluait pas l'idée que le Roi avait le droit d'intervenir dans l'administration et la répartition de ces biens. On ne comprendrait pas toutes les réformes sollicitées de sa bonté et de sa justice si l'on ne tenait pas compte de ce sentiment. Ne se fortifiait-il pas par cette constatation que le pape avait certainement le droit de modifier l'affectation d'immeubles et de revenus ! On en avait eu la preuve dans les vingt-cinq dernières années par les diverses suppressions opérées dans certains ordres religieux. Or, il était à peu près admis, en France, réserve faite des restrictions et des divergences théoriques, que le Roi pouvait faire, au temporel, tout ce que le Pape lui-même avait le droit de faire. Cette idée-là

n'était pas spéciale à quelques juristes ou à quelques théoriciens hostiles à l'Eglise, c'était, à tort ou à raison, celle de tout le monde.

Ces considérations théoriques expliquent les projets d'utilisation des biens d'Eglise mais n'en sont pas la cause déterminante. Il faut la chercher dans les circonstances de fait déjà brièvement signalées.

Les abus dans le cumul des bénéfices, la situation matérielle insuffisante du Bas clergé, la gêne des fabriques paroissiales et la misère de beaucoup d'habitants des campagnes, les revenus hors de proportion avec leurs besoins d'anciennes abbayes dépeuplées, et par-dessus tout la détresse financière de l'Etat à laquelle, jusque dans les plus petites paroisses, on songeait avec consternation, tout cela semblait si grave à beaucoup, que des moyens extraordinaires leur paraissaient nécessaires. Ils tendaient à faire face à ces besoins critiques, d'où les différentes propositions formulées.

Les besoins des paroisses, de leurs curés et de leurs pauvres inspiraient les moins révolutionnaires de ces projets extrêmes. Soit qu'on veuille constituer à chaque paroisse un patrimoine qu'elle eût administrée elle-même (1), soit qu'on veuille une caisse

1. Cf. Cahier de Chantepie (sénéch. de Rennes).

Dans la sénéchaussée de Draguignan, presque tous les cahiers, probablement entourés d'un modèle commun, demandent la vente des biens ecclésiastiques au profit des paroisses qui eussent été chargées respectivement d'entretenir leurs prêtres.

diocésaine (1) d'où les revenus centralisés eussent ruisselé sur les pauvres et les recteurs de paroisses, soit qu'on veuille charger de cette centralisation et de cette répartition l'administration provinciale (2) soit enfin qu'on s'en remette à l'Etat lui-même (3) du soin d'opérer cette concentration des biens de l'Eglise à charge de pourvoir à tous ses besoins, ce sont toujours les mêmes catégories de biens qui attirent l'attention des réformateurs. Bénéfices simples, biens des couvents supprimés, biens des abbayes en commende sont tout d'abord désignés. A Paris, le clergé lui-même propose de recourir à la mense abbatiale de Saint-Germain-des-Prés (4) ; le clergé du bailliage de Dieuze propose l'établissement d'une caisse formée des revenus des abbayes vacantes à l'avenir et destinée à augmenter les congrues des curés et vicaires, à constituer des pensions aux anciens curés, à doter des séminaires et collèges et le surplus à la décharge de l'Etat (5).

1. Voir de nombreux cahiers de la sénéchaussée de Rennes qui demandent l'affectation du tiers des revenus ecclésiastiques à une caisse diocésaine de charité, les deux autres tiers devant être dans le vœu général, l'un au curé, l'autre affecté à l'entretien des édifices paroissiaux.

2. Combinaison proposée par quelques cahiers de la sénéchaussée de Rennes.

3. Cf. C. de Villévêque, sénéchaussée d'Angers.

Dans la sénéchaussée de Cahors 8 à 10 cahiers. Dans le Baillage de Sens 5 ou 6 cahiers.

4. Cahier du clergé de Paris, *intra muros*, art. 14 (Chassin, t. II).

5. Cahier du clergé de Dieuze, art. 17 ; Cahier du clergé d'Etampes art. 7.

Des projets encore plus vastes, mais beaucoup plus rares envisagent la nationalisation de toute la propriété ecclésiastique à charge pour l'Etat de pensionner assez largement les ministres du culte et les religieux sécularisés.

C'est surtout le souci de la dette nationale qui inspire de semblables projets et d'autres plus nombreux mais moins audacieux. Déjà on a vu que l'amortissement de la dette ecclésiastique avait suscité différents vœux. Il s'agissait tantôt de vendre une fraction des biens-fonds, tantôt d'affecter aux arrérages et au remboursement le revenu des bénéfices vacants pendant une période déterminée. Ce sont les mêmes combinaisons, amplifiées, que l'on propose pour la dette nationale.

Cette appropriation par l'Etat est parfois présentée comme une sorte de sanction pénale ; ainsi on demande la résidence des bénéficiers et « faute à eux de le faire, que les biens... soient vendus pour l'acquit des dettes de l'Etat » (1) ; à Verdun on y consacre spécialement les bénéfices en commende ainsi qu'à Dieuze, à Versailles ; mais on spécifie parfois que ce ne sera que pendant une période limitée, dix ans par exemple propose-t-on dans diverses paroisses de la sénéchaussée de Nîmes (2) ; on s'inquiète même

1. Cahier de Balazé, Sénéchaussée de Rennes.

2. Cf. Roquemaure, Saint-Genies-de-Comolas (Sénéch. de Nîmes).

de savoir « si on le peut faire licitement » (1). Cela donne lieu à des combinaisons extrêmement variées, à la fois par l'étendue des biens^o désignés, par la durée du régime proposé, et par la distribution entrevue pour les revenus.

Si l'on réunissait toutes les affectations proposées par chaque cahier ou par chaque groupe de cahiers on obtiendrait un programme immense d'où eût résulté sinon le bonheur du moins le bien-être général, la dette nationale éteinte, les impôts diminués, les curés et les vicaires nombreux et bien rentés répandant d'abondantes aumônes au milieu de leurs paroissiens déchargés de l'entretien des presbytères et des églises, tandis que des religieux pourvus du nécessaire enseigneraient dans les collèges et prêcheraient dans toutes les paroisses, des maîtres d'écoles, des chirurgiens et des sages-femmes exerçant leur art gratuitement, les pauvres secourus par des bureaux de bienfaisance aux ressources abondantes, les malades soignés dans des hôpitaux vastes et propres, et les anciens bénéficiers largement indemnisés néanmoins par des pensions généreuses, tous ces heureux résultats on les attendait d'une meilleure répartition des biens ecclésiastiques effectuée par voie d'autorité ! Ces immenses espérances sont une des caractéristiques de l'état des esprits en 1789. Il

1. Cf. St-André-de-la-Marche, sénéchaussée d'Angers.

est impossible en raison de cet enchevêtrement de projets d'évaluer statistiquement l'importance de chacun d'eux.

On peut encore noter le désir maintes fois exprimé de vente de biens de main morte, ventes partielles prudemment échelonnées pour trouver acquéreurs à de bonnes conditions (1), vente totale demandait-on parfois avec moins de souci de leur réalisation heureuse. On sollicite instamment que les biens en économat soient remis dans le commerce ; déjà on a vu demander qu'ils soient rendus à leur destination religieuse ; ceux qui ne reculaient pas devant certaines expropriations de l'Eglise offraient d'en verser le prix au Trésor royal.

Conclusion. — Il résulte de ces tendances que les projets véritablement spoliateurs pour l'Eglise étaient rares et ne constituaient que des manifestations d'opinions isolées. Néanmoins, il y avait pour le clergé quelque chose d'inquiétant dans des remaniements aussi profonds qui tendaient à lui ôter la disposition de ses biens pour la remettre au Roi, aux provinces, aux paroisses. Quelles que soient les bonnes intentions de la grande majorité de la nation, elles rendaient l'avenir matériel du clergé incertain, en le faisant dépendre de l'humeur, des intérêts, des

1. Chamery, *Bailliage de Châtillon-sur-Marne*.

sentiments de groupements laïques. Il y avait là surtout une nouveauté trop contraire aux principes essentiels du droit canonique touchant la propriété ecclésiastique et la participation des laïques pour qu'une conciliation puisse se réaliser. Aussi n'est-il pas étonnant que les cahiers du clergé n'apportent aucune proposition pour appuyer ces projets extrêmes. Autant les vœux de réforme dans le cadre des droits traditionnels de l'Eglise sont fréquents, autant serait-il vain d'y chercher un consentement à une dépossession quelle qu'elle soit. Les cahiers modérés étaient assez nombreux d'ailleurs pour que le clergé pût espérer s'entendre avec les représentants de leurs idées, qui étaient aussi les siennes. On ne voulait certainement pas en général l'abolition de la propriété ecclésiastique ; il fallut la crise des finances publiques et l'éveil des intérêts particuliers pour que, peu à peu, on s'y ralliât.

CHAPITRE IV

La Dîme

I. — La Dîme ecclésiastique à la fin du xviii^e siècle. — Législation et Pratique. — Personnes soumises à la dîme. — Produits dîmables. Taux. — Répartition. — II. La Dîme et les revendications des cahiers: 1^o Réformes concernant les formes de la perception, le taux et les produits dîmables; 2^o Réformes concernant les décimateurs; 3^o La Dîme aux curés et aux paroisses; 4^o Les projets de suppression de la dîme; 5^o Aperçu sur les cahiers de la noblesse. — III. La Dîme dans les cahiers du clergé. — Conclusion.

Il n'est pas d'institution religieuse de l'ancienne France, il n'est pas d'institution, même, qui ait si complètement disparu et en laissant si peu de traces que la dîme ecclésiastique. Il y en avait pourtant peu d'autres aussi importantes et depuis si longtemps établies dans les mœurs.

I. — La Dîme ecclésiastique à la fin du XVIII^e siècle. — Législation et Pratique. — Personnes soumises à la dîme. — Produits dîmables. — Taux. — Répartition (1).

La Dîme était la contribution obligatoire des fidèles en vue d'assurer le service divin et l'entretien du clergé. L'Eglise leur avait toujours fait un devoir de conscience de lui fournir les ressources

1. Bibliographies : ouvrages généraux déjà cités et Thomassin, 3^e partie, liv. 1, ch. I à XI; Migne, *Encyclopédie*, t. IX, § Dîmes; Durand

nécessaires (1). On n'en contestait nullement le principe et le bien fondé; la législation royale le sanctionnait et le réglementait. Législation longtemps incertaine et oscillante d'ailleurs et qui n'empêcha pas bien des vicissitudes, depuis les capitulaires

de Maillane, § Dimes; Fleury, *Institution au droit ecclésiastique*, 2^e partie.

Ouvrages spéciaux sur la Dime: Viard, *Histoire de la dime ecclésiastique jusqu'au décret de Gratien* (Thèse, Dijon 1895); Villemonte de la Clergerie, *la Dime dans notre ancien droit français et son abolition* (Thèse, Bordeaux 1908); Michel, *Recherches sur la perception de la dime en Champagne* (1873); Durand, *la Dime ecclésiastique en Champagne, étude d'histoire du droit* (Thèse, Poitiers, 1898); Gagnol, *la Dime ecclésiastique* (1911); Gauthier, *la Dime religieuse au XVIII^e siècle, et le droit de suite* (dans le *Bulletin de la Société nivernaise des lettres Sciences et Arts*, 1899); Marion, *la Dime ecclésiastique et sa suppression* (Thèse, Paris 1912) avec une ample bibliographie du sujet.

1. Examinant seulement l'état de fait sur lequel se prononcèrent les cahiers de 1789, nous n'avions pas à reprendre l'exposé de la controverse sur l'origine divine ou ecclésiastique de la dime. Les canonistes défenseurs de l'origine divine de la dime se fondaient sur les dispositions de la Bible qui fixaient à la dixième partie des fruits la portion réservée en faveur des Lévites (Exod. XXII; Lévit. VIII). — La théorie de l'origine simplement ecclésiastique de la dime invoquait le caractère purement volontaire des offrandes dans les premiers siècles de l'Eglise, en s'appuyant sur la haute autorité de saint Augustin: « les clercs ne vivent que des aumônes et des offrandes des fidèles ». (Epist., I, c. XVI). On a conclu de ces termes d'aumônes et d'offrandes qu'il y avait incompatibilité avec une obligation d'institution divine (cf. Durand de Maillane, *Dict. de Dr. canon*, t. II, et Denisart, t. VI, p. 424; Dans le même sens, H. Marion, *ouv. cit.*). En outre, la première loi pénale sanctionnant le refus de la dime ayant été édictée par le concile de Mâcon de 585, on en tira argument pour établir que le payement n'en avait été jusque-là que volontaire (Cf. Fleury, liv. XXIV, n^o 50). — L'opinion moyenne a distingué une obligation générale de pourvoir aux besoins de l'Eglise, et une certaine latitude laissée aux fidèles, d'accord avec l'Eglise, — pour s'acquitter de cette obligation. Saint Thomas d'Aquin, déjà, écrivait (Qu. 87, art. 1): *Decimarum tenentur homines partim ex jure naturali partim ex institutione ecclesie* (Cf. Migne, *Encycl.*, t. IX, V^e. Dimes, § 1).

carolingiens (1), jusqu'aux ordonnances de Blois (2). et de Melun (3) de 1579 et de 1580 qui restèrent les textes fondamentaux en cette matière jusqu'à la Révolution. L'incertitude et l'instabilité des anciennes dispositions générales, en laissant prévaloir des usages locaux, tomber en désuétude des règles admises, ou s'établir des innovations, contribuèrent certainement beaucoup à donner ou à laisser à la dime les inégalités, les anomalies et les abus de diverses sortes dont elle fut viciée jusqu'à sa suppression.

Tout le monde était, en principe, assujetti à la dime ; et l'Eglise s'efforça toujours de faire respecter ce principe, auquel on ne pouvait échapper que par une exemption spéciale. La noblesse, même, ne bénéficiait d'aucune immunité générale ; à ce point de vue, l'impôt ecclésiastique était moins inégal que l'impôt royal. Il était dû, à quelque titre que l'on récoltât, soit comme propriétaire, soit comme fermier (4) ; à quelque religion que l'on appartint, et en particulier par les protestants (5).

1. On sait que les dispositions de Pépin le Bref en faveur de la dime firent partie d'une série de mesures qui eurent le caractère de réparations envers l'Eglise pour les confiscations de biens opérées par Charles Martel. La consécration de la dime par le pouvoir séculier fut, en quelque sorte, la compensation du dommage subi par l'Eglise.

2. Ordonnance de Blois de 1579 : Isambert, *Recueil*, XIV, p. 380.

3. Ordonnance de Melun de 1580 : Isambert, *Recueil*, XIV, p. 564.

4. H. Marion, *ouv. cit.*, p. 11 et s.

5. Cf. Edit de Nantes, art 25 : Isambert ; *Recueil*, t. XV, p. 170-210. Cette obligation explique l'hostilité particulière à la dime des cahiers

Il y avait cependant quelques exceptions. Les anciens domaines des cures en étaient exempts, ainsi que divers ordres religieux Citeaux, Cluny, les Chartreux, Prémontré, l'ordre de Malte. Cependant, à partir de 1750 l'exemption fut restreinte aux biens faisant partie de la dotation primitive des monastères (1), à l'exclusion des nouvelles acquisitions ; l'ordre de Malte seul continua à jouir de l'exemption totale, ce qui provoqua maintes protestations en 1789. Il y avait encore une autre catégorie d'exempts, les membres des Parlements (2). Malgré ces quelques privilégiés, c'est sous cet aspect que la dîme encourait le moins de critiques, d'autant moins que la contribution de ceux qu'elle frappait, n'était pas alourdie par les exemptions de quelques-uns, puisque ce n'était pas un impôt de répartition.

Son assiette était beaucoup moins équitable. Elle ne portait que sur les produits agricoles, épargnant les revenus du commerce et de l'industrie et les rentes, plutôt par l'effet de l'usage que par celui du principe ; il faut certainement voir là le legs d'une époque où les revenus de la terre étaient les seuls importants ; mais au XVIII^e siècle, cela n'était plus

de régions comme celle de Nîmes, où les protestants étaient nombreux. Quant aux Juifs, on sait qu'ils étaient incapables d'être ni fermiers, ni propriétaires fonciers ; ils ne pouvaient donc se trouver dans le cas d'être soumis à la dîme. |

1. H. Marion, *ouv. cit.*

2. Ordonnance du 30 avril 1457 : Isambert, *Recueil*, t. IX, p. 328.

exact ; en élargissant l'assiette de la dîme, l'Église eut pu, sans diminuer ses ressources, soulager beaucoup les cultivateurs, tout en faisant œuvre de justice. Parmi les produits agricoles d'ailleurs, de nombreuses distinctions étaient faites ; tous décimables, en principe, ils l'étaient dans des conditions diverses, à des taux plus ou moins élevés, avec plus ou moins de régularité selon les lieux ; certains, enfin étaient exempts. De là, les classifications en *grosses* et *menues* dîmes ; en dîmes *solites* et *insolites*. Les grosses dîmes étaient perçues sur les gros fruits, sur la principale récolte (blé, vin), les menues dîmes sur les récoltes accessoires. Les dîmes solites étaient celles communément en usage depuis longtemps ; les dîmes insolites, celles d'un usage nouveau et extraordinaire. Selon les régions, les usages variaient beaucoup, telle dîme solite en un endroit était considérée comme insolite ailleurs, et les habitants demandaient sa suppression.

Quelles étaient donc les dîmes, dont la perception était abusive ; quels étaient les produits exempts. En premier lieu les bois — aussi les décimateurs ne manquent-ils pas de se plaindre des reboisements qui diminuaient le produit de leurs bénéfices. En second lieu les prairies naturelles ; elles ne sont pas en effet le produit du travail de l'homme, ce ne sont pas des récoltes à proprement parler. Mais la question se compliquait avec le développement des prai-

ries artificielles; les décimateurs prétendaient y dimer; les éleveurs voulaient les assimiler aux prairies naturelles. Les *vertes dîmes* après avoir suscité de nombreux procès notamment en Normandie, provoquèrent de nombreuses plaintes dans les cahiers. Sous le nom de *charnage* la dîme était due sur les animaux d'élevage: elle ne l'était pas sur le cheptel d'exploitation, les animaux reproducteurs. Le charnage donnera lieu également à bien des plantes. Le *lainage* ou dîme des laines en provoquera encore plus: l'usage à ce sujet variait beaucoup. Quant aux jardins, deux arrêts du Conseil en avaient déclaré la dîme insolite. Les Cahiers révèlent néanmoins qu'elle était perçue en certains endroits, au grand mécontentement des propriétaires.

Il résulte de ce rapide aperçu que pour un grand nombre de produits c'est l'usage qui déterminait le caractère solite ou insolite de la dîme; due en principe sur toutes les récoltes elle devenait insolite lorsqu'on avait cessé de la percevoir pendant une période de quarante années au moins; la charge de la preuve incombait aux paroissiens (2).

1. Arrêts du 20 août 1641 et du 18 juillet 1646. Cf. Routier, *Pratique bénéficiale*, p. 160 (cité par E. Bridrey, *Cahiers du Cotentin*, t. III, p. 193). — M. H. Marion écrit cependant (ouv. cité, p. 38), qu'à Paris, la Cour soumettait à la dîme tous les jardins — et renvoie à de Salviat, *la Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, 1787, t. I, p. 330.

2. M. H. Marion en tire ces conclusions (H. Marion; *la Dîme*, p. 40): 1° les terres non dimées deviennent dimables quand elles commencent à produire des fruits dimables: 2° les cultures nouvelles

Quant à la prescription elle permettait aux décimables l'acquisition d'un taux plus avantageux, aux décimateurs l'acquisition des dîmes insolites, entre décimateurs l'attribution d'une dîme contestée.

A l'usage échappait une catégorie de récoltes en faveur desquelles étaient intervenues plusieurs dispositions royales. Ce sont celles que portaient les terrains récemment défrichés. Selon les régions la durée d'exemption variait ; un arrêt de 1761 l'avait fixée à dix ans ; une déclaration de 1764, à vingt ans pour les marais ; une déclaration du 13 août 1766 à quinze ans d'une manière générale. En divers endroits notamment dans le Languedoc les cahiers faisant allusion à ces dispositions demandent une prolongation de l'exemption en raison de l'aridité des terrains pendant de longues années.

Les incertitudes que l'on sent derrière toutes ces variétés font prévoir le désir d'une réglementation précise dans le sens le plus favorable aux décimables, et c'est en effet ce désir qui s'est manifesté dans les cahiers.

Le taux de la dîme n'était pas moins incertain, pas moins varié, pas moins critiqué. Le nom de Dîme n'implique pas nécessairement que la part prélevée par l'Eglise ait dû être rigoureusement le

étaient dimables par le fait de leur introduction. En effet dans ces deux cas on ne pouvait établir à l'encontre du décimateur une interruption de perception de quarante ans, puisqu'il n'y avait jamais eu antérieurement lieu à une perception quelconque.

dixième des fruits. La loi mosaïque avait bien fixé la part des lévites à ce taux ; d'où le nom de l'institution introduite dans l'Eglise chrétienne, à l'imitation du système hébraïque ; mais l'analogie de nom entre deux impôts n'entraîne pas fatalement l'identité de taux (1) et il ne semble pas qu'on puisse affirmer qu'originellement et en principe la dîme ait été perçue en France au dixième. Une constatation est à faire en effet et malgré l'extrême diversité des cahiers, c'est que, si l'on se plaint parfois de taux plus lourds, on y parle très rarement du taux du dixième ; au contraire on y écrit très fréquemment, et d'ailleurs pour s'en plaindre : « La dîme est perçue rigoureusement à la cote onze », c'est-à-dire que pour le blé par exemple on comptait dix gerbes et le décimateur prenait la onzième ; pour les agneaux on comptait dix têtes et le décimateur prenait le onzième agneau (2).

Le onzième, c'est-à-dire 9 0/0, tel est d'après les cahiers, autant qu'on peut conclure en une telle matière, le taux généralement appliqué par les décimateurs les plus rigoureux (3) ; tel semble être par conséquent le taux maximum que fixait la coutume.

1. Dans ce sens, Migne et André, *Encyclopédie*, t. IX, v^o Dîmes, p. 365.

2. Cf. P. Fournier, *Chaligny*, p. 490, n^o 4. Dans l'exemple ici rapporté le taux usité était le treizième, c'est ce qu'on appelait le calcul en dehors plus avantageux que le calcul en dedans.

3. Les références à l'appui pourraient être extrêmement nombreuses si nous voulions entrer dans l'énumération des cahiers de paroisses mentionnant ce taux. Nous nous contenterons de renvoyer aux recueils de cahiers de doléances indiqués dans la Bibliographie. On peut se reporter notamment aux cahiers de la Flandre maritime, aux

Aussi ne doit-on pas accepter sans réserve les plaintes contre un taux plus élevé. Elles sont assez rares ; il y en a néanmoins. C'est parfois parce que les habitants considèrent la portion du produit net qui leur est enlevée ; cette portion est considérable puisque la dime avait le grave inconvénient de porter sur le produit brut. Cela peut être aussi parce que le décimateur ecclésiastique percevait en même temps quelque droit seigneurial et parce que les deux redevances s'étaient à la longue confondues en une seule (1). Cela peut être enfin parce que s'ajoutaient à la dime des taxes accessoires qui, bien que d'origine ecclésiastique, n'étaient pas la dime elle-même, mais avaient pu soit par l'effet du temps soit par suite d'un accord entre les décimateurs et les décimables se confondre en un seul impôt sous le nom de dime : il a pu en être ainsi pour les prémices, redevance en nature au profit du curé, qu'on ne voit plus payer distinctement en 1789 que d'une façon exceptionnelle. Il a pu se faire parfois qu'une prémice de 2 0/0, par exemple, se confondant avec une dime de 9 0/0 parut donner naissance à une dime de 11 0/0. Ainsi s'expliquent sans doute les quelques cas où

cahiers du Baillage de Troyes, à ceux de la sénéchaussée de Nîmes, régions dans lesquelles les exemples sont assez nombreux.

1. Réciproquement, M. H. Marion pense (H. Marion, *ouv. cité*) que des paroisses ne semblent exemptes de dimes que parce que celles-ci se seront confondues avec des redevances seigneuriales au profit de laïques.

la dîme était réellement perçue au delà de 9 0/0, c'est à-dire au delà du onzième (1).

Par contre, des taux plus faibles étaient fréquemment en usage, les uns prédominant dans certaines régions, les autres pour des produits déterminés. Les énoncer tous serait compter de 11 à 25 ou au delà. Cependant le treizième est souvent indiqué dans les cahiers ; et cela encore est un argument à l'appui de ce que nous écrivions au sujet du taux du onzième ; parce que cela suppose dans les deux cas le même mode de perception ; dans l'un on compte dix et on prend le onzième, dans l'autre on compte douze et on prend le treizième. Il est bien probable, à considérer seulement les cahiers que le treizième était plus souvent appliqué que le onzième. On fait aussi assez fréquemment allusion aux taux du quinzième et du dix-huitième. En Savoie la dîme se percevait au vingtième et même au trentième à Thonon (2).

Une telle diversité ne permet certes pas de connaître d'une façon rigoureusement exacte le taux moyen des dîmes. On a tenté des évaluations, le quinzième (3), le dix-huitième (4) et plus récemment

1. On peut y ajouter les frais de perception lorsque par dérogation à la coutume, ces habitants les supportaient. En principe et d'une façon très générale les frais de perception étaient entièrement à la charge des décimateurs.

2. Cf. H. Marion, *ouv. cité*. Ailleurs, dans le bailliage de Laon le cahier de Juvin-court-le-Petit écrit : « les habitants... paient... la dîme de tous les grains à la vingtième gerbe »...

3. Cf. Dupont de Nemours. Discours à la Constituante, Séance du 24 septembre 1789.

4. Cf. Bailly, *Histoire financière de la France*, 1830 ; t. II, p. 415.

le treizième (1). Cela veut dire qu'on a l'impression en lisant les cahiers de voir le plus souvent ce taux indiqué, et qu'on admet que les taux supérieurs et inférieurs se compensent ; mais, peut-on l'admettre ? Les taux indiqués par les cahiers sont tantôt un taux général, tantôt un taux spécial à une catégorie de produits, comment faire une moyenne entre ces deux données. A plus forte raison comment faire une moyenne lorsque sur 100 villages par exemple on sait seulement que 4 supportaient le taux du treizième, 1 celui du onzième, 2 celui du quinzième, que dans un autre les raisins étaient dimés au treizième et ailleurs le vin au vingtdeuxième et que pour tout le reste les cahiers ne disent rien. Considérer ce taux du treizième comme taux moyen n'est donc qu'une évaluation incertaine ; aucune autre d'ailleurs ne serait plus rigoureuse.

Il en résulte qu'il est encore plus difficile de savoir exactement si dans l'ensemble la dîme devenait plus lourde ou plus légère. On voit qu'en plusieurs endroits le taux du onzième en avait précédé un autre plus doux (2) ; mais, peut-on en conclure que partout il en avait été ainsi ? Des paroisses se plaignent en 1786 d'être dimées à un taux plus lourd que pendant une période précédente, effet possible d'un décimateur vigilant succédant à un bénéficiaire négli-

1. Cf. H. Marion, *ouv. cité.* p. 72.

2. A Chaligny, en Lorraine, par exemple. Cf. P. Fournier, *ouv. cité.*

gent, effet possible aussi d'un changement de culture (1). Ce qui est certain c'est que le progrès des méthodes agricoles, en accroissant les rendements, eussent permis dans la suite l'allègement de la dime sans diminuer les ressources de l'Eglise.

Plus encore que l'assiette de la dime, sa répartition était critiquée, même par une grande partie du clergé. On était bien loin de la tradition canonique qui en faisait quatre parts pour l'évêque, le curé, l'église paroissiale et les pauvres ; bien loin aussi de la division par tiers, qui excluait l'évêque, et qu'on réclamait fréquemment dans les cahiers, en invoquant les usages de la primitive Eglise et l'autorité d'un capitulaire de Charlemagne ! A supposer que cette division ait jamais été scrupuleusement respectée, le temps n'en avait pas laissé subsister grand'chose. Les nécessités des diverses époques dans les diverses régions avaient établi peu à peu un régime d'une complication et d'une variété extrêmes, qui avait survécu aux causes dont il était né. Evêques, curés, chapitres et monastères étaient, selon les lieux, les décimateurs, parfois pour la totalité, le plus souvent, pour une fraction, plus ou moins importante ; quelques hôpitaux, collèges ou séminaires y partici-

1. Les habitants se gardent bien de signaler les adoucissements de taux qu'ils ont déjà pu obtenir, mais ils les signalent quelquefois pour des paroisses voisines.

paient aussi, substitués généralement à d'anciens couvents supprimés (1).

Une grande diversité caractérisait le partage de la dime entre ces diverses catégories de bénéficiers, à la fois par le nombre des copartageants et par les droits de chacun d'eux — soit qu'ils aient une quote-part du total — soit que la dime d'une portion de terroir soit réservée à l'un d'eux — soit que la dime d'un produit déterminé ait cette affectation spéciale. Il y eut même semble-t-il des partages par période, l'un des bénéficiers dimant pendant un temps fixé, l'autre pendant la période suivante (2).

Les résultats de ce système sont difficiles à apprécier dans l'ensemble. Qui était surtout décimateur ? Quelle était la part des curés ? questions pour lesquelles on n'a que des réponses fragmentaires. Dans le diocèse de Bordeaux sur 375 paroisses, 230 étaient à décimateur unique et dans 25 cas seulement le curé ; mais quelle était sa part dans les 145 autres paroisses ? (3) Des renseignements plus précis ont été réunis pour la région de Rennes (4). L'unité

1. On sait aussi que des laïques avaient acquis soit légitimement, soit par fraude des dîmes qui étaient appelées dîmes inféodées. Ces dîmes ayant ainsi complètement échappé à l'Eglise, les questions qui s'y rattachent ne sont pas des questions religieuses et ne seront pas examinées dans cette étude.

2. Cf. Paroisse de Launay, Bailliage de Sezanne, p. 34, et Brousse-de-Plancy, Bailliage de Sezanne, p. 542 (cité par H. Marion, *la Dîme*).

3. Cf. H. Marion, ouvrage cité.

4. Cf. Armand Rébillon, *la Situation économique du Clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré*. Introduction.

territoriale considérée étant le district, on a établi que dans le district de Rennes 60 pour 100 des dimes allaient à l'évêque, aux chapitres, aux abbayes ou communautés religieuses; 3.75 o/o aux hôpitaux et 35 1/2 pour 100 aux curés et aux fabriques ou à leurs dépendances. Dans le district de Fougères la proportion est renversée, c'est 61 o/o aux curés et fabriques et 38 o/o aux membres du clergé régulier et du haut clergé.

Dans le district de Vitré c'est 31.70 o/o au haut-clergé et aux réguliers, 7.48 o/o aux hôpitaux et collèges, 60.81 o/o aux curés et fabriques. La moyenne dans ces trois districts est de 43.79 o/o pour le haut clergé et les réguliers, 3.34 o/o pour les hôpitaux et établissements d'éducation, et 52.86 o/o pour les cures, fabriques, fondations et petits bénéfices (1).

Si maintenant, considérant les recteurs, nous vou-

1. Nous empruntons ces résultats à l'ouvrage cité de M. A. Rébillon ainsi que le tableau suivant: (A. Rébillon, ouv. cité, p. 115).

Répartition approximative des dimes dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré.

Districts	Evêque, Dignitaires, Chapitres, Prieurs, Abbayes, Communautés et Séminaires		Hôpitaux et principaux Etablissements d'éducation		Cures, Fabriques, Fondations et Petits bénéfices		Totaux
		o/o		o/o		o/o	
Rennes.....	89.679 l. 18 s.	60.81	5.561 l.	3.76	52.217 l. 19 s.	35.42	147 461 l. 18 s.
Fougères.....	67.921 l. 3 s.	38	300 l.	0.16	110.501 l. 10 s.	61.83	178.722 l. 13 s.
Vitré.....	38.651 l. 15 s.	31.70	9.126 l.	7.48	74.136 l. 19 s.	60.81	121.914 l. 15 s.
Totaux.....	196.252 l. 17 s.	43.79	14.990 l.	3.34	236.856 l. 9 s.	52.86	448.099 l. 6 s.

Les recteurs percevaient à eux seuls 222.746 liv. 18 soit près de moitié du total. Les fabriques seulement 7.432 livres. Les fondations et petits bénéfices divers 6.668 l. 11 s.

lons connaître la proportion des décimateurs et des non-décimateurs, nous voyons pour les trois districts de Rennes, Vitré, Fougères, que 26.76 o/o percevaient la totalité des dîmes (ou à peu près), 18.59 o/o percevaient au moins la moitié, 27.46 o/o percevaient moins de la moitié, et 26.76 o/o seulement ne percevaient aucune dime (1). Malheureusement des résultats aussi précis sont rares, la situation des curés était peut-être moins bonne dans l'ensemble du royaume ; elle l'était certainement moins dans certaines régions. Les noales, il est vrai eussent dû leur appartenir partout, conformément au vœu général ; mais les plaintes à ce sujet dans les cahiers, montrent qu'ils ne les percevaient pas toujours (2).

1. Nous empruntons au même ouvrage de M. A. Rébillon ce second tableau. Situation des Recteurs, par rapport à la dime dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré, *(2 recteurs sans pension ni dime dans le district de Rennes).

Districts	Nombre de recteurs	Nombre de recteurs qui possédaient			Nombre de recteurs pensionnés
		la totalité des dîmes (ou à peu près)	la moitié au moins des dîmes	moins de la moitié des dîmes	
Rennes.....	58*	11	9	12	24
Vitré.....	47	16	7	20	4
Fougères.....	39	11	11	7	10
Totaux.....	144	38	27	39	38
		soit 26.76 %	soit 18.59 %	soit 27.46 %	soit 26.76 %

2. Les noales étaient perçues sur les terres nouvellement défrichées ou nouvellement chargées de fruits sujets à la dime. Elles ne se levaient en principe que quarante ans après le défrichement, et gardaient toujours le caractère de noales. Cependant par exception

Quelles charges grévaient les décimateurs? On retrouve là l'ancienne tradition: le décimateur (lorsque ce n'est pas le curé a des charges au profit du curé, de la fabrique et des pauvres (1): au curé il doit faire une pension de 700 livres ou lui abandonner la dîme; lorsqu'un vicaire est nécessaire sa pension est de 350 livres. On se plaindra beaucoup dans les cahiers des difficultés d'obtenir des décimateurs le traitement des vicaires. On se plaindra aussi beaucoup de la prétention de l'ordre de Malte d'échapper aux dispositions communes concernant le paiement de la portion congrue. Envers la fabrique, le décimateur est tenu aux réparations du chœur de l'église et à l'achat des ornements liturgiques, ce qui était fait semble-t-il, fort peu généreusement. Quant aux pauvres, on était bien loin de leur tiers traditionnel, les décimateurs s'en tenant au principe de l'aumône libre (2). Enfin, on sait que les frais de perception notamment les frais de transport, nécessairement assez élevés pour un tel impôt, étaient à la charge des décimateurs. Le produit net était encore diminué

elles le perdaient après trois ans dans le Nivernais, après cinq ans dans l'Artois (cf. Marion, *ouv. cité*).

Voir Règlement pour la perception des dîmes noales entre les curés et les religieux (Isambert, *Recueil*, t. VI, p. 678; et Déclaration du 28 août 1759. Isambert, XXII, p. 292).

1. Depuis 1785.

2. Cependant, la contribution des décimateurs aux œuvres de bienfaisance avait été fixée dans le Dauphiné au 1/24 de leur dîme (cf. Marion, *op. cit.*).

pour eux, sans aucun profit pour les cultivateurs par la pratique du fermage (1) ; les fermiers percevaient soit eux-mêmes, soit par des agents à eux, ou même sous-affermaient à d'autres fermiers ; pratique favorable à de nombreux abus, maintes fois dénoncés par les cahiers. Le procédé de l'abonnement eut eu bien des avantages (2), il réussit à s'établir dans certains endroits ; on le tenta sans succès en d'autres (3) ; il est difficile de dire s'il tendait à se généraliser à la veille de la Révolution.

Bien des obscurités, bien des imprécisions subsistent donc encore sur la matière des dîmes. L'évaluation de leur produit total n'échappe pas à cette imprécision ; les chiffres proposés, aussi bien en 1789 que par les historiens postérieurs vont de 60 à 160 millions selon que l'on tient ou que l'on ne tient pas compte des charges (4). Rien ne nous per-

1. Beaucoup de curés étaient fermiers des dîmes et cela ne favorisait pas leurs bons rapports avec leurs paroissiens. Ils avaient même jusqu'en 1706 un droit de préférence qui fut alors aboli (cf. Marion, ouvrage cité).

2. Les terres abonnées étaient les mieux cultivées dit un ancien collecteur Rouger dans des *Essais sur la répartition de la taille et des vingtièmes*. Londres, 1788 (Cité par H. Marion, *la Dîme*).

3. Voir notamment les plaintes de la commune de Damery. Cf. Cahier de Damery, Bailliage de Châtillon-sur-Marne.

4. Parmi les évaluations du XVIII^e siècle : Mirabeau (Père) en 1760, 164 millions (cf. Boiteau, ouv. cité) ; Necker, 130 millions (*Traité de l'Administration des Finances*, t. II, p. 308) ; Dupont de Nemours, 120 millions. (Discours à l'Ass. constituante du 24 sept. 1789) ; Talleyrand, 80 millions (séance du 10 octobre 1789) ; Treilhard, 123 millions (rapport du 18 décembre 1789). — Parmi les évaluations modernes : Boiteau, 100 millions ; de Lavergne, 60 à 80 millions (*Ec. rurale de la France depuis 1789*). Taine, 123 millions, chiffre accepté dans Lavisse, *Hist. de Fr.*

met de proposer un chiffre nouveau d'après l'examen des cahiers et nous retiendrons seulement l'évaluation moyenne de 100 à 120 millions (1).

Telle est, dans un aperçu général, la dime ecclésiastique au moment où les Français sont invités à dire ce qu'ils en pensent. C'était un impôt très critiquable : il frappait le produit brut sans tenir compte ni des semences ni des frais d'exploitation ; il ne frappait que les revenus agricoles à l'exclusion des revenus industriels ou commerciaux et des rentes ; il était mal utilisé, et en alimentant le luxe stérile de bénéficiers oisifs tandis que le bas clergé vivait chichement il préparait des jalousies et des colères non seulement au dehors mais au sein même de l'Eglise. Les Economistes l'avaient beaucoup attaqué. Nous allons examiner les vœux et les plaintes de ceux qui le supportaient.

1. Cette évaluation est également acceptée par M. H. Marion (ouv. cité) qui a aussi recherché ce que représentait la dime par rapport à tous les impôts royaux réunis. Dans un groupe de 36 paroisses du Bailliage de Troyes, la proportion va de 3 o/o à 160 o/o selon les lieux ; pour l'ensemble de ces 36 paroisses, les impôts royaux représentant 107.919 livres et la dime 31.577 livres, celle-ci forme environ 30 o/o des impôts royaux ; dans un second groupe de 12 paroisses du Bailliage de Coustances par 37.417 livres contre 66.650, la dime représente 60 o/o ; dans un troisième groupe de 10 paroisses de la Sénéchaussée de Rennes par 31.265 livres contre 27.245 livres la dime représente environ 115 o/o des impôts royaux. (Taille et accessoires, capitation, vingtième, taxe représentative de la corvée).

II. — La dîme et les revendications des cahiers

La dîme tient une place importante dans l'opinion en 1789 ; les cahiers s'en occupent très fréquemment ; à la multiplicité des propositions, on sent tout l'intérêt qui s'y attachait. Cependant il est très difficile de tirer des conclusions générales, les témoignages sont très nombreux mais ils sont divergents ; on ne trouve pas sous la variété d'expression, l'identité de fond qu'on trouve en matière d'imposition ; les influences extérieures aux assemblées rurales n'ont pas réussi à créer des courants d'opinion prépondérants comme pour d'autres questions ; c'est qu'en effet les observations, les avis individuels étaient nombreux et voulaient s'exprimer ; les doléances locales inspiraient les propositions de réforme et suivant les inconvénients plus ou moins ressentis, les moyens proposés étaient différents ou même contradictoires ; ici, le curé, congruiste, paraît trop pauvre, on veut lui attribuer la dîme ; là il est déjà décimateur, il semble trop riche et l'on veut la lui ôter. Les critiques portaient sur bien des points, sur la dîme et sur les décimateurs ; mode de perception, taux de la perception, produits soumis à la dîme n'étaient régis par aucune réglementation précise et uniforme ; aussi la pratique comportait-elle beaucoup de variété, d'iné-

galités et entraînait elle beaucoup de protestations ; les cahiers s'ingénient à suggérer des améliorations. Les décimateurs n'accomplissaient pas toujours très strictement leurs charges, surtout celles-ci n'étaient pas toujours rigoureusement fixées ; là aussi on demande une réglementation plus précise. Il y avait plus, les décimateurs ne paraissaient plus qualifiés en bien des cas pour percevoir de tels revenus ; destinés au curé, à la paroisse et aux pauvres, ils devaient être perçus par le curé ou par la paroisse. Enfin là où le mécontentement était plus grand, où un moins vif attachement à la religion ou au clergé aidait à la supporter, où la crainte de nouveaux impôts incitait à alléger le plus possible les charges existantes, on demande la suppression totale de la dime et l'établissement d'un régime complètement nouveau pour l'entretien du culte.

Ces divers ordres de propositions vont être examinés successivement.

SECTION PREMIÈRE

Réformes concernant les formes de la perception, le taux de la dime et les produits dimables

Les cahiers qui demandent que l'on détermine les produits soumis à la dime, que l'on fixe un taux uniforme, que l'on modifie les règles de perception émanant de gens qui ne contestent pas la légitimité de la dime. Réclamer la suppression d'une percep-

tion abusive, la diminution d'une dime trop forte, ou la réforme d'un usage gênant, c'est accepter tout le reste. Ces cahiers sont donc l'œuvre des esprits les plus modérés, les plus respectueux des droits acquis et des intérêts de l'Eglise. Parfois les mêmes réformes sont demandées comme un minimum, par les cahiers qui, souhaitant de plus profonds changements, craignent de ne pas les obtenir.

Dîmes solites ou dîmes insolites ? Telle est la question chaque fois qu'une plainte s'élève. Et comme sur la plupart des points de détails les règlements sont absents, vagues ou contradictoires, chacun peut, de bonne foi, défendre son principe, et ses intérêts et trouver des arguments. La tradition et l'histoire en offrent de plus ou moins bons d'une authenticité mal contrôlée ; la législation, la coutume apportent leur appoint ; l'usage est invoqué maintes fois : l'usage local lorsqu'un décimateur tente une innovation préjudiciable aux habitants, l'usage voisin lorsqu'il est plus avantageux ; le bon sens, l'équité enfin inspirent de nombreux arguments, où s'exprime toute la conviction du contribuable lésé.

Les contestations porteront en premier lieu sur les produits soumis à la dime ; d'une manière générale on acceptait qu'elle soit perçue sur les gros fruits : le grain, les raisins. Les autres étaient tantôt admises avec diverses restrictions, tantôt considérées comme insolites.

La dîme des grains néanmoins donnait lieu à des plaintes relatives à la paille ; le décimateur souvent étranger ou ne trouvant de débouchés qu'en dehors du pays, enlevait paille et grains et les cultivateurs se trouvaient souvent en manquer pour leurs bestiaux et leurs terres. Les réclamations sont surtout nombreuses en Normandie, mais le mal existait ailleurs également (1). Comme remède on propose soit que la paille reste pour la paroisse (2), soit que les habitants puissent la racheter à un prix modique (3). Sans doute un règlement était-il nécessaire car un arrêt du Parlement de Normandie du 21 janvier 1779 avait débouté d'une demande de ce genre les habitants de la paroisse de Beaulieu.

Les dîmes vertes provoquaient des protestations bien plus vives et plus fréquentes ; elles étaient perçues sur les luzernes, sainfoins et toutes prairies fournissant le foin et le fourrage des animaux. Leur impopularité était générale et l'on en trouve la trace dans les Cahiers des régions les plus éloignées les unes des autres (4). Elles engendraient de nombreux

1. Cf. Cahier de Droué, bailliage de Blois ; Cahier de Bassing, bailliage de Dieuze.

2. Cahier de Bocquency-Latouche, bailliage d'Orbec (Hippeau, Gt de Normandie).

3. Cahier de Vire, bailliage de Vire.

4. Cf. Sénéchaussée de Nîmes : Cahiers de Deaux, Bouillargues. Bailliage de Bouzonville ; Cahier de Beckerholtz contre la dîme sur les versaines. — Sénéchaussée de Niort et Saint-Maixent : Cahiers de Villiers en plaine, Azay-le-Brûlé, Beaussais, et spécialement en ce qui concerne les nouveaux prés artificiels : Cahier de Benêt. Bailliage de Reims : Cahier de Brimont.

procès auxquels les Cahiers font souvent allusion, pour justifier la suppression qu'ils demandent : « outre que les dîmes vertes qui sont insolites dans toute la province, dit l'un d'eux (1), occasionnent beaucoup d'injustices et de contestations, elles éloignent souvent les ministres de leur devoir et les obligent à rester absents des mois entiers pour la poursuite de leurs procès; s'ils reviennent victorieux ils triomphent des malheureux qu'ils accablent plus par faveur que par bon droit; s'ils succombent ils reviennent avec un air mélancolique... et adieu les pauvres ! Ils n'ont presque plus de part à leur charité (2). » La jurisprudence avait en effet adopté une distinction bien délicate à établir dans la pratique et de nature à favoriser les procès. Elle consistait en substance, à déclarer la dîme verte due quand l'herbe était coupée pour des bestiaux destinés à la vente, et au contraire insolite, indue, quand elle était pâturée par le cheptel d'exploitation (3). L'hostilité à ce genre de dîmes était telle que les députés des paroisses réussirent à faire insérer un vœu à ce sujet dans certains Cahiers généraux du Tiers (4).

1. Cahier de Moulins, sénéchaussée de Rennes.

2. Le même Cahier ajoute immédiatement pour ne compromettre personne en particulier : « quant à notre recteur... il répand libéralement ses charités aux pauvres ».

3. Cf. Denisart, *Collections de décisions nouvelles et de notions relatives à la Jurisprudence*, 1787, Art. Dîmes, § 3, section 7, et les arrêts cités du Parlement de Normandie de 1749, 1751, 1752. Cf. Cahier du bailliage d'Alençon, p. 278-n.

4. Cf. Cahiers du Tiers de Rennes. On y demande la suppression des dîmes vertes, des dîmes de jardins et du charnage. Dans le même

Le charnage, surtout dans les pays d'élevage était un des articles importants de la dime. Les veaux, les cochons de lait, les agneaux, la laine en faisaient l'objet, non sans contestations. Là aussi la législation était mal connue; les uns s'y soumettent, les autres pas, et ceux-ci essayent de démontrer qu'en payant le charnage ils payent deux fois puisque les animaux ont été nourris avec des récoltes déjà dimées. On vient de voir que la jurisprudence distinguait précisément entre le fourrage destiné aux animaux d'exploitation et celui destiné aux animaux d'élevage; mais précisément en soumettant à la dime le fourrage destiné aux animaux qui devaient être dimés on justifiait les plaintes des cultivateurs (1). L'abus paraissait encore plus sensible pour la dime de la laine et certains Cahiers admettant le charnage en général se plaignent de la dime de la laine. D'autres Cahiers font remarquer que le droit de charnage entraînait pour les décimateurs l'obligation de fournir aux éleveurs des mâles reproducteurs, obligation mal exécutée, semble-t-il, et il est assez com-

sens, Cahier des avocats d'Orléans (qui a inspiré le Cahier du bailiage). On y accepte la dime sur les grains, le vin et les productions principales, à la rigueur sur les bêtes à laine; on y demande la suppression de la dime de basse-cour, verte dime, dime de chanvre, etc. Cf. également, Cahier du Tiers de la sénéchaussée d'Agenois, art. 30.

1. Certains cahiers font en outre remarquer que les animaux ne se nourrissent pas seulement de fourrage, mais aussi de grain qui est déjà dimé. (X. Cahier de Bailly-en-Rivière, bailliage de Neufchâtel-en-Bray.

préhensible que des religieux se soient trouvés peu qualifiés pour s'en bien acquitter. Néanmoins comme ils n'en faisaient pas moins valoir leurs droits les habitants lésés se plaignaient (1). Comme pour la dime verte les protestations émanent aussi de régions très diverses (2) et sont passées dans des Cahiers de bailliage (3).

Bien d'autres menues dîmes sont critiquées qui constituaient une source de tracasseries plus encore qu'un dommage pour les habitants. On se plaint de la dime des pommes de terre et des topinambours dans les bailliages de Dieuze (4), de Bouzonville (5), on se plaint de la dime du tabac, et de la navette dans le bailliage de Bailleul (6), où parfois après avoir dîmé le colza les décimateurs dimaient les récoltes obtenues sur le même terrain (7), ce qui

1. Cahier de Prets-en-Argonne, bailliage de Châlons : « Nous payons volontiers les dîmes des veaux, agneaux, cochons de lait, mais bien en fournissant les mûlgs de chaque espèce ». Voir également les démêlés sur ce sujet entre les Jésuites décimateurs et les habitants de Chaligny et Maron dans Paul Fournier, *Histoire de Chaligny*, p. 497. Les décimateurs chargeaient parfois un cultivateur de cette obligation moyennant la jouissance d'une pièce de terre ou l'abandon d'une part de la dime.

2. Bailliage de Bailleul : Cahiers d'Arneke, Weniciers-Cappel; bailliage de Dieuze : Cahiers de Destry, Grening, etc.; bailliage d'Orbec : Cahier de Farniehon; bailliage de Bouzonville : Cahiers de Neufahrweiler, Gomelange. Cf. Cahiers du Maine; Cahiers du Pays de Soule.

3. Cf. Cahier de l'Ass. préliminaire du baillage de Sézanne.

4. Cahiers d'Altroff, d'Insining, Nelling, Rorbach, etc.

5. Cahier d'Eberswiller, Folsberg.

6. Cahiers de Morbecque, Rillem.

7. Cahier de Werwicq sud.

semble excessif aux habitants ; on se plaint de la dime du chanvre dans le Nord, en Bretagne et dans l'Est (1) ; on se plaint amèrement parfois de la dime des jardins, de la dime des volailles (2) et cela évoque le contrôle inquisitorial que devaient en certains endroits supporter les habitants de la part des agents des décimateurs. Le profit en devait être mince pour les bénéficiers ; par contre il froissait beaucoup les habitants qui y voyaient la marque d'une âpreté au gain poussée jusqu'à ses dernières limites.

Telles sont les principales observations inspirées par la nature des produits sur lesquels se percevait la dime. D'autres portent sur certaines terres pour lesquelles on prétendait à l'exemption, ce sont celles qui concernent les novales, perçues sur les terres récemment défrichées et attribuées en principe au curé. On verra plus loin que les vœux les plus fréquents tendaient à rétablir l'attribution canonique des novales au curé, mais certains cahiers en demandent la suppression ou tout au moins la charge pour les bénéficiers de prouver leurs droits (3) et l'exemption pour les terres défrichées dans l'avenir (4).

1. Dans le bailliage de Bailleul, le bailliage de Vic et dans la sénéchaussée de Rennes.

2. Cahier d'Argagnon, Cahiers du Béarn : « contre la dime des oisons, qui sont nourris du grain dont on a payé la dime ».

3. Cf. Cahier de Cheppes, bailliage de Châlons-sur-Marne : « que les dîmes de tous grains dont les décimateurs ne justifient pas être en possession de les percevoir depuis quarante ans seront déclarées insolites et qu'il sera fait défense aux décimateurs de les exiger. »

4. Cf. Cahier de Mauléon, pays de Soule ; Cf. Cahier de Vauvert.

Il est peut-être excessif de vouloir dégager une conclusion uniforme de ces premières constatations ; on voit que les coutumes et les usages différaient et que l'opinion se manifeste surtout hostile aux particularités les plus gênantes et les plus vexatoires. Il semble cependant qu'une même idée inspire plus ou moins confusément toutes ces doléances ; c'est que la dîme des principales récoltes des gros fruits est légitime ; tout le reste est insolite. On eut souhaité qu'une fois payée la dîme des graines, par exemple, cela en soit fini avec les décimateurs ; et si après la moisson on faisait rendre à la terre une récolte supplémentaire, on eut voulu que ces menus produits fussent exempts sinon on avait l'impression de payer deux fois (1).

Le taux de la dîme fait l'objet d'une seconde catégorie de plaintes de la part des cahiers qui se fussent contenté d'une réforme. Les chiffres les plus variés sont avancés et comme taux en usage et comme taux demandé. Mais il est un reproche que l'on s'accorde à faire, c'est que la dîme porte sur le

Nîmes, II, 491. : « On suppliera S. M. d'accorder une plus longue exemption de la dîme aux ouvertures et défrichements qui se font dans l'étendue de son royaume ; et de fixer à trente ans au lieu de quinze, l'exemption donnée par l'édit de 1770, en considération qu'il faut une très grande industrie pour défricher ces nouveaux terrains et que ce n'est qu'à force de bras et dépenses qu'on parvient à les faire produire. »

1. Cf. Cahier de Montagnac, sénéchaussée de Nîmes, I, p. 52 : « qu'il ne soit levé qu'un seul droit de dîme sur les pièces qui produisent différents fruits ». Cf. Cahiers d'Orsom, et de Parignarques (*id. ibid.*).

produit brut y compris les semences. Quel que soit le taux appliqué il est évident que cette pratique illogique l'accroissait d'autant plus que l'année était plus mauvaise et que si la récolte comportait tout juste de quoi ensemer pour la saison suivante, c'était la prochaine campagne qui se trouvait compromise ; cela devait bien arriver quelquefois ; à défaut des témoignages de cahiers qui sont nombreux, il serait permis de le penser en songeant aux méthodes de culture alors employées et au faible rendement qu'elles assuraient. Sans doute faut-il faire la part de l'exagération lorsque les paysans se plaignent de leurs mauvaises récoltes ; à lire les doléances de 1789, la France était un pays aride irrémédiablement stérile ; une communauté ne se vantait jamais d'avoir un sol fertile. Mais lorsqu'on voit en regard les chiffres de la dime et ceux de la semence et de la récolte, vraisemblables sinon rigoureusement vrais, on ne peut que se confirmer dans l'opinion que ce mode de perception était tout à fait injuste.

Une paroisse du Languedoc écrit (1) : « Ce terrain ne produit que le cinquième (quintuple) troisième (triple) et souvent le double seulement de la semence des grains qu'on y jette, de manière que si dans ce dernier cas le cultivateur a semé onze quarts de

1. Cahier de Servas. Nîmes, II, p. 412.

grains il n'en recueille que vingt-deux, dont la moitié distraite pour ses frais de culture il ne lui en reste que onze pour remplacer sa semence. Sur ce restant, il est obligé d'en délivrer deux quarts au décimateur, qui perçoit son droit au onze, sur la totalité et quelquefois deux autres quarts... à son seigneur, à titre de censive. Et, bien loin qu'il lui en reste pour fournir à sa nourriture et à celle de sa famille, il se trouve au contraire en défaut de plusieurs quarts pour se refaire des onze quarts de la semence. »

Ainsi que ce cahier le fait apparaître, on ne tenait compte ni de la semence, ni des frais de culture qui eussent dû également être déduits pour faire connaître le produit net. Cette omission paraît avoir moins indigné les cultivateurs que la dime des semences, peut-être parce que le plus souvent ils ne faisaient pas très bien eux-mêmes le compte de leurs frais d'exploitation tandis qu'ils savaient très bien quelle quantité de grains leur était nécessaire pour ensemençer.

Les plaintes émanent de toutes les régions; elles sont nombreuses dans le Languedoc (1) ou d'une manière générale on est très hostile à la dime, elles sont fréquentes dans le Béarn et dans le pays des

1. Voir notamment outre les cahiers cités précédemment, dans la sénéschaussée de Nîmes, cahiers de Boisset, t. I, et cahier de Ribante, Roquedur, etc., t. II.

Basques Soulétains (1) mais loin d'être restreintes au Midi, elles existent dans toute la France et c'est un cahier de la province du Maine qui demandant la déduction des semences formule ce vœu pittoresque « qu'il en fût usé tel que pour la dime des moutons et petits cochons où on ne dime pas les mères » (2).

Le taux de la dime pouvait encore se trouver faussé et aggravé, en dépit de son chiffre de principe par certains suppléments qui s'y ajoutaient. C'est le cas des prémices, originairement offrandes modiques faites au curé, il ne semble pas qu'elles aient existé partout en 1789. Les cahiers de certaines régions n'y font aucune allusion ; ailleurs ceux qui en parlent le font comme d'une singularité inconnue dans les environs (3). Cependant les communautés du Béarn et des vallées pyrénéennes avoisinantes paraissent avoir connu les prémices comme une institution normale : elles ne se félicitent pas de cette

1. Cf. Cahier de Cabétis (Béarn) : « la dime ne sera payée qu'après les semences distraites ». Cahiers d'Angais, Arance, Aressy, Arros, Argagnon, etc. (Pau).

2. Cahier de Saint-Ouen-des-Toits (Maine). Dans la même région, cahiers de Ponnél et Sablé.

3. Cahier de Saint-Paul-de-Loubressac, Sénéchaussée de Cahors, p. 306. « Cette communauté se trouve surchargée d'une prémice qu'elle paye au gros décimateur au delà du taux ordinaire de dime autorisé par le droit commun. » Pourquoi était-ce ici le gros décimateur qui touchait la prémice ? probablement par suite d'un arrangement avec le desservant, qui y avait peut-être renoncé moyennant une indemnité déterminée.

particularité : elles en contestent l'origine (1) ; malgré la sympathie habituelle pour le curé, elles trouvent que les noales lui suffisent (2), et si elles ne lui suffisent pas, que les prémices soient prises sur la dime (3) afin qu'en aucun cas elles ne s'y ajoutent par surcroît.

En résumé la dime était assez élevée ; on ne voulait pas qu'elle s'aggravât encore d'accessoires (4).

Mais même débarrassée de ces accessoires c'était une charge très lourde dont on demandait la modération. On a vu la difficulté d'évaluer globalement le taux en usage ; tant les différences étaient nombreuses d'un bout à l'autre du territoire et sur un même finage de paroisse, selon les contrées, selon les cultures, selon les propriétaires, selon les bénéficiers. Si l'on en croit les cahiers, ces différences étaient parfois très grandes, allant du simple au double, et les paroisses défavorisées vont jusqu'à se plaindre de payer le quart de leurs revenus : « ce qu'il y a de plus accablant c'est que la dime, ce ver rongeur, vient encore en prélever la portion la plus quitte [des récoltes] en dimant ces fruits à la cote onze... Disons mieux : à la cote quatrième, et notre

1. Cahier d'Arance (Pau).

2. Cahier d'Aubertin (Pau).

3. Cahier de Castétis (Béarn).

4. Il faut signaler dans le Béarn un autre accessoire de la dime le *paccaire* qui consistait dans une mesure d'orge et de millet due au curé — parfois perçue par le décimateur qui payait la congrue au curé. Cf. Cahier d'Aressy (Pau).

calcul sera plus juste. » (1) Il ne faut pas prendre à la lettre ces déductions trop forcées de gens aigris et vraisemblablement endoctrinés ; elles étaient seulement à citer parce qu'elles expriment les sentiments d'une fraction importante de la région de Nîmes, sous une forme topique encore qu'exagérée.

Il n'est cependant pas certain, même si l'on s'en tient aux déclarations des intéressés que la dîme ait été réellement perçue au onzième dans la région de Nîmes, car sans parler des paroisses qui profitaient d'un taux exceptionnellement avantageux aux dires des autres paroisses moins heureuses, mais qui n'en avaient rien elles-mêmes, un grand nombre de cahiers en demandant une diminution parlent du douzième comme taux pratique, et jugé trop élevé (2) ; ils demandent dans ce cas la réduction au vingt-quatrième, alors que d'autres se contenteraient du vingt-

1. Cf. Cahier de Saint-Marcel-de-Fontfouillouse, Nîmes, II, 297.

Parmi les cahiers de la Sénéchaussée de Nîmes, en grand nombre très hostiles à la dîme, celui de *Saint-Victor-Lacoste* va encore plus loin : « Nous payons la dîme à la cote 11. Par ce moyen elle nous emporte le tiers, pour ne pas dire la moitié nette de nos terres ». Nîmes, II, 358. — Cf. Cahier de Saumane, p. 370 : « Par ce moyen, les malheureux habitants se voient enlever au moins la moitié de leur revenu... ». — Ces cahiers ont probablement subi la même influence que celui de Servas cité plus haut. — Cf. Cahiers de la sénéchaussée de Nîmes, t. I, p. XLI.

Même opinion dans la sénéchaussée d'Angoulême. Cf. Orival : « Le décimateur lève la dîme au 13 franc et quitte à lui ; nous estimons qu'au moyen de ce qu'il lève ses dîmes sans charges il prend le tiers des revenus de notre paroisse » *id.* Cahier de Montmoreau.

2. Cf. Sénéchaussée de Nîmes : Cahier de Calvisson, Cendras, Saint-Gervasy.

deuxième (1) ; par contre en plusieurs endroits c'est le trentième que l'on considère comme la plus extrême concession possible si l'institution subsiste (2).

Dans les autres régions on voit également le taux en usage osciller entre le onzième et le treizième, avec de nombreuses exceptions, et des réductions de plus de moitié y sont demandées. Dans le bailliage de Mâcon une paroisse paie la dîme au quinzième (3) ; elle désire le vingtième. Dans le Maine le onzième et le treizième paraissent également trop élevés (4) ; en Bretagne les cahiers se plaignent du douzième parfois du dixième (5) ou sans indiquer de taux s'expriment en des termes qui le supposent très lourd. L'un d'eux écrit : «... nous nous trouvons gîgulé par les dîme qui se prane au douzième sur toutes les levée, blé, blé noer, avoienne, posmel, len, chanvre, pois, pene, vesse, levez par les saineur et recteur et autre bénéficiér, même dans les gardent ; nous dézirerions qu'elle seré prize au trente-sixième (6) ». Et un autre cahier

1. Nîmes : Cahier d'Allègre, Navacelle, etc.

2. Nîmes : Saint-Eulalie, Saint-Gêmes de Comolas, Lirac, Massi-largues, etc.

3. Cf. Cahier de Saint-Boil, bailliage de Mâcon : « Nous souhaiterions fort que ce fût M. notre curé qui fût le seul décimateur de notre paroisse et qui la consentirait volontiers à cette condition de réduire la dîme qui se lève au quinzième à la vingtième. »

4. Cf. Cahiers du Maine : Boessé-le-Sec, Conlie, etc.

5. Cf. Sénéchaussée de Rennes, évêché de Vannes : C. de Laugon.

6. Sénéchaussée de Rennes, évêché de Saint-Malo : C. de Creben.

avançant que la dîme est parfois supérieure au revenu, dit qu'il faudrait que « le propriétaire ait quelque intérêt de ne pas abandonner son champ » (1). L'orthographe du premier de ces deux cahiers pourrait faire penser qu'il est bien original, et sans doute a-t-il été réellement rédigé par l'un des habitants, mais la réduction de la dîme au trente-sixième est une idée qui fut très répandue dans la région de Rennes en 1789, c'est le taux le plus généralement demandé. Il est impossible de donner en détails toutes les propositions faites dans tous les cahiers ; l'un demande au vingtième dans la Flandre maritime (2) ; d'autres au vingt-quatrième dans la Lorraine (3), et partout on se rapproche plus ou moins des chiffres déjà indiqués.

A travers ces divergences se manifeste un double désir celui d'une réduction et celui d'une unification. Réduction, on vient de voir dans quelle mesure ; unification, les témoignages en sont également nombreux. La paroisse qui supporte le taux de 10 o/o alors qu'elle voit appliquer à côté celui de 8 o/o (4), est plus mécontente encore de l'inégalité, que du supplément de charge, de même que celle qui ne paie que le treizième mais qui voit n'être payé

1. Sénéchaussée de Rennes, évêché de Vannes : C. de Bains.

2. Cahier de Gravelines, bailliage de Bailleul.

3. Cahiers d'Ambacourt, Domene, Estienne, Poussay, et cahier du Tiers état, bailliage de Mirecourt.

4. Cahier de Barque, bailliage de Neufchâtel.

ailleurs que le vingt et unième (1). Et puis proteste-t-on encore, pourquoi payer le treizième sur les blés, et le dixième sur la vigne? (2) La conclusion est donc celle-ci : il faut « fixer dans toute la province la dîme à un taux uniforme » (3). Le désir d'une réglementation générale précise s'affirme ainsi, après s'être manifesté au sujet des produits impossibles. Il y avait tant de confusion, tant de règles et tant d'exceptions que ce qu'on voulait avant tout, c'était de la clarté, de la précision, de l'uniformité.

Assiette et taux de la dîme n'attiraient pas exclusivement les propositions de réforme, les procédés de sa collecte ne pouvaient aller sans inconvénients, si l'on songe à toutes les difficultés matérielles de recouvrement d'un tel impôt en nature. Main-d'œuvre retenue, temps perdu, récoltes exposées aux risques d'orage dans l'attente du décimateur, ce sont là des inconvénients purement pratiques, mais qui indisposèrent tant parfois les cultivateurs qu'on les invoque pour demander la suppression de la dîme. Sans aller jusqu'à cette mesure révolutionnaire les plus modérés souhaitaient des modifications de

1. Cahier de Bussy-Lettrée, bailliage de Châlons-sur-Marne : « La dîme est trop à charge aux habitants de payer la treizième partie au décimateur de tout l'usufruit de la culture... tandis qu'il y a des villages circonvoisins qui ne paient que le vingt et unième. »

2. Cahier de Vierzon-Village. Bailliage de Vierzon, secondaire de Bourges.

3. Cahiers de Domjulien, Marainville, Mirecourt, bailliage de Mirecourt. —

détails qui rendissent le recouvrement de cet impôt moins gênant pour l'agriculture.

L'obligation de laisser les gerbes dans les champs pendant au moins vingt-quatre heures après en avoir averti le décimateur avait souvent des résultats funestes : qu'une pluie survint, paille et grain mouillés devenaient d'une conservation difficile (1). Les cultivateurs auraient voulu pouvoir enlever leur récolte et ne laisser sur place que la part du décimateur. On devine pourquoi ce désir ne recevait pas satisfaction amiable ; les bénéficiers et leurs fermiers n'avaient qu'une confiance restreinte dans les garanties que ce procédé eût présenté. Peut-être le paiement eût-il pu se faire à l'aire, comme on le demande aussi (2). La maladresse ou la mauvaise volonté des agents des décimateurs aggravaient parfois la difficulté, on se plaint qu'ils culbutaient les tas de gerbes pour choisir les plus grosses et que les épis s'égrenaient (3). Des bénéficiers, par l'exigence très stricte de leurs droits, ne facilitaient pas la tâche des

1. Cf. Cahier de Pommeret, évêché de Saint-Brieuc, Sénéchaussée de Rennes.

2. Cf. Le Tremblay, Sénéchaussée d'Angers, t. II, p. 554 : « Demander le paiement de la dime être fait à l'aire, au boisseau et non dans les champs, le grain en paille, comme il est d'usage abusif en ce que le cultivateur qui donne la paille perd l'engrais de son champ. »

3. Cahiers du Maine : Fougerolles. « On est obligé d'avertir vingt-quatre heures à l'avance M. le curé et de laisser ses gerbes à la merci du mauvais temps jusqu'à ce qu'il ait dimé. Si on les met en tas on les culbute pour choisir les plus grosses et par là on égoutte le grain. »

paysans. « M. le curé, dit un groupe d'entre eux, ne permet même pas de battre ce qu'il faut de paille pour faire les liens (1). »

En outre le paiement de la dîme durait pendant tout le temps des récoltes ; et chaque fois les mêmes ennuis se reproduisaient. C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles on demandait qu'une seule récolte y soit soumise, intérêt pécuniaire mis à part ; parfois on demande formellement que toutes les dîmes soient à la même époque (2).

Dans les pays de vignobles la dîme avait donné lieu fréquemment à de nombreuses contestations. Devait-elle se percevoir sur les raisins ou bien devait-elle se percevoir sur les vins ? Des vigneron lorrains prétendaient ne payer la dîme du vin « qu'à la bonne volonté et dévotion de chacun d'eux » (3). Des Jésuites, leurs décimateurs prétendaient être payés au onzième. A la suite de transactions troublées par plusieurs procès le taux du vingt-deuxième avait été convenu mais sur, le vin : taux trop faible d'après les décimateurs, trop élevé d'après les vignerons, parce qu'il portait uniquement sur le vin de goutte c'est-à-dire le meilleur. C'est probablement

1. Cf. même cahier.

2. Cahier de Bussy-Lettrée, bailliage de Châlons-sur-Marne. « Nous désirons que ce soit une règle générale que toutes les dîmes soient à la même époque. »

3. Voir l'exposé de cette question et des démêlés auxquels elle donna lieu dans Paul Fournier, *Chaligny, ses seigneurs et son comté*, p. 490 à 495.

pour réformer cet usage que des cahiers lorrains demandent que la dîme ne soit plus perçue à la cave, mais à la vigne (1). Dès le xvii^e siècle une entente avait été recherchée sous forme de rachat, sans grand succès semble-t-il (2). C'est encore cependant à ce moyen que l'on songe dans le bailliage de Mirecourt où l'on propose une redevance en argent de 5 livres 5 deniers par arpent de vignes (3).

En Champagne (4) il y avait eu aussi de nombreuses difficultés et des procès dont l'écho est parvenu dans les cahiers. A Barbonne « on dîmait autrefois à la quatorze » on ne dîmait plus qu'au vingtième en 1789 « mais dans les caves, avec la liberté du choix, ce qui prive le cultivateur de la partie la plus précieuse de son labeur (5) ». La dîme était du vingt et unième à Villeneuve « d'autant plus rigoureuse qu'elle se percevait dans les caves, bien après la récolte lorsque le vin s'était purifié et éclairci (6) ». Ailleurs, du consentement des habitants, le décimateur percevait le treizième des rai-

1. Bailliage de Dieuze: Cahier d'Haraucourt. La différence de taux peut s'expliquer en partie par la compensation accordée aux vignerons pour le travail de la vendange et du pressurage.

2. Cf. P. Fournier, ouvrage cité, p. 494.

3. Cahier de Mirecourt.

4. Pour le vignoble champenois nous ne disposons que des cahiers des bailliages de Sézanne et de Châtillon-sur-Marne. Ceux du bailliage de Reims, qui eussent été très intéressants par l'importance de leur vignoble ne sont pas publiés pour la plupart.

5. Cahier de Barbonne, bailliage de Sézanne, p. 86.

6. Cahier de Villenauxe, bailliage de Sézanne, p. 719.

sins (1). Comme en Lorraine on avait parfois tenté de résoudre les difficultés de la perception par des abonnements; ainsi 4 livres par arpent à Reuil, 100 sols par arpent à Damery et 100 sols 10 deniers à Cumières (2). Là non plus le résultat ne fut pas durable; il y eut des exactions de la part des fermiers des dîmes, des réclamations de la part des habitants, des procès. En 1789 il y en a un entre les habitants de Saudoy, et leurs décimateurs le chapitre de Tours, le chapitre de Sézanne et le curé; il dure depuis 1780 (3); à Damery même, malgré l'abonnement antérieurement convenu, les difficultés les plus graves ont surgi (4). « La perception... (dit le cahier) se fait au pied de la vigne, de la manière la plus préjudiciable aux propriétaires..., le décimateur exige que le raisin soit foulé et écrasé » ce qui ôte aux propriétaires « la faculté de faire ce que bon leur semble de leurs raisins, et même celle de faire du vin blanc », ce qui apparaît particulièrement grave en Champagne! Aussi « les habitants désireraient que cette perception qui s'est faite pendant plus d'un siècle à raison de 5 livres par... arpent de vigne... soit au moins payée comme dans le géné-

1. A. Bethon, bailliage de Sézanne. Arch. Aube G. 558. Cf. Laurent, bailliage de Châtillon, p. 67.

2. Villages de la vallée de la Marne, bailliage de Châtillon. Cf. Laurent, ouvrage cité, p. 68.

3. Cahier de Sandoy, bailliage de Sézanne, p. 657.

4. Cahier de Damery, bailliage de Châtillon, p. 136 et 137.

ral de ce vignoble, suivant la quotité qui est due à prix d'argent ». On voit que la perception à la vigne, provoquait par son taux (1) ou par des particularités aggravantes autant de plaintes que la perception au cellier ou à la cave. Le système de la redevance en argent paraît donc avoir été le plus propre à supprimer les difficultés.

L'enchevêtrement des droits entraînait, tout au moins dans certaines régions, notamment en Champagne et en Lorraine (2) une complication supplémentaire pour les cultivateurs : cela consistait dans la dime de suite ou dime de rapport ; dime de suite parce que le décimateur percevait la moitié de la dime sur le terrain cultivé par ses paroissiens hors de son finage ; dite aussi dime de rapport parce que le cultivateur exploitant hors de son finage devait rapporter la moitié de la dime au décimateur de son domicile. Les habitants de La Rothière, petite paroisse du bailliage de Troyes, tenaient tellement à sa suppression, qu'ils firent rédiger un mémoire spécialement pour en exposer les mauvais effets : obligation pour le cultivateur de compter bien exac-

1. On a vu plus haut que sur les raisins le taux en usage était le treizième. C'est également celui qui s'appliquait fréquemment aux céréales. Il devrait être plus lourd pour les vigneron, en raison de la très grande irrégularité des récoltes, notamment en Champagne.

2. Cf. Paul Fournier, *Chaligny...* p. 489 et C. Mathieu, *L'Ancien régime dans la province de Lorraines et Barrois*, p. 199. La dime de suite ou rapportage n'était d'ailleurs pas spéciale à la Champagne et à la Lorraine.

tement la moitié de la dîme, de la ramasser lui-même pour la charger dans sa voiture, de la ramener sans en rien laisser perdre, d'aller la déposer à l'endroit désigné quel que soit le mauvais état ou la longueur du chemin, et cela sans rentrer chez lui ni s'arrêter ailleurs, le tout sous menace de procès. Si des enfants trop jeunes ou des domestiques mal informés enfreignent quelqu'une de ces règles « le décimateur n'a aucun égard à ces sortes d'excuses. » Bien plus, il y a des terroirs où la dîme de suite n'existe pas, non plus que dans tous les terrages soumis aux novales : que le cultivateur rapporte néanmoins par erreur la moitié de la dîme et le voici exposé à un procès de la part du décimateur lésé ! « En sorte que tous les cultivateurs sont obligés, pour prévenir toutes difficultés d'aller journellement consulter tout à la fois et le décimateur de leur domicile, et celui du finage étranger où ils cultivent ». Une telle complication doit disparaître ; les décimateurs regagneront d'un côté ce qu'ils perdront de l'autre, « il y en aura tout au plus un seul dans dix » pour s'en plaindre et « l'avantage général » doit être préféré à son « avantage particulier ».

Telle devait être l'opinion commune sur cette petite question fertile en difficultés.

Tous les vices du système étaient aggravés par la pratique du fermage. Les décimateurs, hommes d'Eglise souvent éloignés, absorbés par d'autres occu-

pations, peu enclins aux âpres et quotidiens démêlés pour une gerbe de blé ou un cochon de lait, cédaient à forfait leurs droits à quelque personnage placé sur les lieux ; celui-ci leur versait la somme convenue et percevait la dime pour son propre compte. Le fermier était parfois le curé, quand il se trouvait être un homme énergique qui ne reculait pas devant les perspectives de chicane et de disputes continuelles pour augmenter ses revenus ; mais c'était le plus souvent un laïque, sorte d'agent d'affaires rural retors et procédurier, qui par ses prétentions exagérées, la brutalité de ses moyens d'action et les procès ruineux et interminables qu'il intentait aux habitants se faisait détester lui même et faisait exécrer ceux qu'il représentait. On se plaint d'eux dans les régions les plus modérées, dans les cahiers les moins exigeants (1). Cette pratique était tellement pernicieuse que lorsque le curé lui-même se faisait le fermier du décimateur il s'aliénait peu à peu les habitants, pourtant si bien disposés vis-à-vis de leur pasteur. Quant aux fermiers laïques, c'est encore bien pis : c'est à leur âpreté qu'on attribue presque tous les abus dont on demande la suppression.

Sur quantité de questions, dime des jardins, taux

1. Cf. Bailliage d'Alençon, Cahier d'Aunai et divers. A Aunai on voudrait qu'il soit interdit au curé d'affermir les dîmes. — Bailliage de Châlons. Cahier de Férébrianges. Bailliage de Bailleul ; Cahiers de Bambecque et divers autres. — Sénéchaussée d'Angers : Cahier de Le Marilais et divers autres.

exagérés, procédés de paiement, sans doute eût-il été possible de s'entendre avec le bénéficiaire lui-même : les intérêts en jeu n'étaient pas si grands qu'un homme cultivé, pieux, ou de bonne compagnie ne les sacrifiât pas souvent au désir de concorde. Mais le fermier se souciait bien peu de la concorde ! Il avait payé son fermage, il fallait d'abord le retrouver, et le plus possible en surplus, pour vivre et faire fortune. De sorte que là où des biens d'Eglise, ou des droits d'église devaient pourvoir aux besoins d'un bénéficiaire, ils devaient en réalité assurer en outre la situation d'une famille.

Ces fermiers, leurs agents ou les régisseurs intéressés des décimateurs, paysans ou de rang social équivalent, se laissaient entraîner vis-à-vis des cultivateurs à des procédés de représailles, d'intimidation ou de contrainte, indignes des ecclésiastiques qu'ils représentaient. Le fermage en était encore la cause. C'était encore pis lorsque le fermier principal disposait grâce à sa situation, de quelque autorité dans l'administration ou la justice.

On a déjà vu précédemment le reproche qu'on leur adressait de se soustraire aux impositions : cela n'était pas pour leur ramener la sympathie des habitants (1).

1. Cahier de Le^u Marilais. Sén. d'Angers, t. II, p. 594 : « MM. les Bénédictins de Saint-Florent... afferment leurs dîmes sextes et quart à des particuliers de Saint-Florent qui font engranger à la chapelle Saint-Florent dont ils sont aussi fermiers, de sorte qu'il ne reste

Un autre regret se fait jour dans un cahier de la Flandre maritime ; il émane de gens qui se seraient accommodés du régime de la ferme s'ils avaient pu participer à ses avantages. Il paraît qu'il n'en était rien ; que les dimes étaient louées en bloc, ce qui écartait les modestes concurrents et que les fermiers ne sous-louaient pas, ce qui exaspérait encore plus les concurrents évincés. A la vérité leur exaspération ne nous émeut pas ; elle est vraiment trop inspirée par le souci de leurs propres intérêts ; et si le procédé de la ferme nous semble mauvais celui de la sous-location nous apparaît doublement mauvais. Mais grâce à ce mécontentement nous connaissons tous les reproches adressés aux fermiers principaux de cette région. (1)

Dans l'intérêt même de la dime et des décimateurs la ferme devait donc disparaître ou être réformée.

aucune paille ni engrais pour la pauvre petite paroisse du Marilais. Ces fermiers étaient autrefois taxés au dit Marilais pour raison des dites dimes et sextes, ce qui soulageait cette paroisse. Aujourd'hui ils sont taxés d'office à Saint-Florent, leur domicile, pour raison de ce qu'ils perçoivent dans Le Marilais et leurs taxes sont restées dans ladite paroisse, ce qui écrase les pauvres habitants d'icelle.

« Outre les dimes, ces mêmes fermiers lèvent le sexte dans ladite paroisse du Marilais, c'est-à-dire de six gerbes une, n'en reste plus que cinq pour le cultivateur. Le quart du terrain de ladite paroisse est assujéti à ce devoiret le tout est engrangé à la Chapelle Saint-Florent. Par ce moyen les habitants du Marilais sont privés de paille et paient les impositions. »

i. Bailliage de Bailleul, Cahier de Bambeeque, II, p, 160-162 : « Les habitants ont beaucoup à se plaindre au sujet de l'exploitation des dimes ;... au lieu de louer les dimes publiquement et au plus offrant... les décimateurs de cette paroisse ainsi que des trois paroisses voisines se sont depuis six ou sept années mis dans l'usage

Mais lorsqu'une institution est gravement viciée, les réformes partielles sont difficiles; tout se tient. Les décimateurs ne pouvaient percevoir la dîme eux-mêmes parce que souvent ils ne résidaient pas. Le meilleur moyen de supprimer la ferme, c'était de la rendre inutile et elle ne devenait inutile que par la résidence des bénéficiers.

Il y eut eu néanmoins une autre voie possible, c'était de transformer la dîme impôt en nature — en une redevance en argent — Le procédé eut eu bien d'autres avantages, entre autres, une fois fixé le

de louer leurs dîmes en tas et bloc,... à deux particuliers associés par bail à longues années. »

« Ces fermiers en enlèvent la totalité... sans en laisser aucun fourrage. »

« Par un acharnement aussi injuste que déplacé, lesdits décimateurs se sont avisés de conditionner par leur bail que leurs... fermiers ne peuvent sous-louer aucune partie des dîmes des quatre paroisses. »

« Les fermiers associés mettent une rigueur extraordinaire en percevant et collectant leurs dîmes,... ils font même beaucoup de dégâts en prenant leur passage sur des terres labourées... où ils n'ont pas le droit de passer. »

«... Par une malice presque incroyable lesdits fermiers négligent d'enlever leurs dîmes et les laissent trois, quatre à cinq semaines sur les champs où elles se gâtent par la pluie (puis) en intimidant les gens les obligent de donner d'autres gerbes au lieu de celles qui sont gâtées... ils s'enhardissent quelquefois jusqu'à entrer dans les granges et prennent eux-mêmes le nombre de gerbes qu'ils prétendent leur être dues... par-dessus cela ils obligent encore les cultivateurs de leur payer par forme d'amende et en argent la valeur de leur dîme qu'ils ont ainsi échangée. »

«... Ces fermiers ne seraient jamais aussi hardis et entreprenants, s'ils ne se sentaient une autorité en main... »

«... Lesdits fermiers s'avisent encore d'exiger et se mettre en possession de dîmes mobiles, tels qu'haricots, qu'ils enlèvent... à l'insu des habitants. »

«... Ils refusent de faire voir leur bail... on est en droit de conclure qu'il est frauduleux... »

montant de cette redevance, celui de supprimer les contestations sur les produits dimables et sur le taux à leur appliquer. Cet avantage était apparu depuis longtemps ; on a vu qu'on avait essayé de le réaliser dans certains vignobles champenois et lorrains et que des Cahiers demandaient le rétablissement de ce procédé pour la dime des raisins (1).

Nombreux sont les Cahiers qui demandent la conversion générale des dîmes en argent (2) « comme dans le royaume de Naples, dit un Cahier, afin de tarir entre les recteurs et leurs paroissiens la source de procès scandaleux » (3). Peut-on penser que cette conversion était conforme au vœu de toutes les populations qui n'ont pas exprimé d'avis ? On ne peut guère l'admettre en présence des opinions contraires de certains cahiers. Dans l'Anjou l'un des modèles de doléances proposait que les dîmes fassent l'objet d'abonnements par baux non résiliables à la mort des bénéficiers (4). Ce modèle a provoqué l'adhésion de nombreuses paroisses ; mais il a provoqué aussi le vœu contraire « que les dîmes soient

1. Voir plus haut, Cahiers de Damery, Mirecourt, etc.

2. Cf. Bailliage de Neuchâtel : cahier d'Héricourt ; Bailliage d'Alençon : Cahiers d'Almenèches, Colombiers, La Ferrière, la Verrerie, Fontenai-les-Louvets ; Sénéch. d'Angoulême : cahier de Pallaud. Sens, cahier de Brannay, de Villegardin ; Sénéch. de Nîmes : cahier de Montelus, Montdardier, Le Vigan, Moussac, etc ; Cahiers du Tiers du Bailliage de Carentan, de Saint-Sauveur-le-Vicomte, etc.

3. Cahier de Melesse, Sénéch. de Rennes.

4. Modèle de doléances rédigé par La Reveillère-Lepeaux.

payées en nature comme elles ont toujours été payées » (1).

Ce Cahier et quelques autres doivent mettre en garde contre les conclusions trop hâtives auxquelles pourraient entraîner la variété et le grand nombre des plaintes. Malgré tant d'imperfection la dîme reste admise, populaire même par rapport aux autres impôts. « Elle se paye sans aucuns frais... dans un instant où le retranchement est le moins sensible puisqu'il se fait au milieu des richesses. Elle s'allie parfaitement au bonheur et à l'infortune du propriétaire. Le dîmier ne peut se réjouir que dans le temps où le cultivateur remercie lui-même la providence » (2).

SECTION II

Réformes concernant les décimateurs

Lorsque la dîme n'appartenait pas au curé, le bénéficiaire était tenu de certaines charges : le paiement de la congrue, les réparations au chœur de l'Eglise, des secours aux pauvres. Comment s'acquittaient-ils de ces charges : correctement pour la congrue, car le gouvernement y tenait la main, mais très irrégulièrement pour les réparations, secours aux pauvres

1. Cf. Saint-Lambert-la-Potherie, Sénéch d'Angers, t. II, 521.

2. Cf. Cahier d'Ambert (*in*. Mège, Cahiers d'Auvergne). L'éloge de la dîme avait déjà été fait par Vauban, qui préconisait la création d'une dîme royale.

et autres menus frais. Cette attitude provoqua de nombreuses demandes tendant à ce que la dîme soit transférée aux curés et aux paroisses, avec ou sans indemnité pour les bénéficiers dépossédés (1). Mais un grand nombre de Cahiers, n'osant pas s'attaquer à ce qu'ils considéraient encore comme un droit de propriété légitime, n'osant pas demander la dépossession des décimateurs, se contentèrent de réclamer des réformes, et qu'un règlement général vint rappeler et préciser leurs obligations et les obliger à s'en acquitter strictement.

Ces réformes, jointes à celles que l'on demandait concernant l'assiette, le taux, et les modes de perception de la dîme, font connaître comment dans l'esprit des gens modérés l'institution devait subsister.

La portion congrue des curés et vicaires fait l'objet d'une des plus instantes préoccupations des cahiers. Celle des curés était de 700 livres depuis 1787, celle des vicaires avait été fixée à 350 livres (2). On voudrait tout d'abord que cette somme soit bien régulièrement payée ; elle l'était au curé ; à moins que le décimateur, n'y trouvant avantage, n'ait renoncé à sa dîme pour être déchargé de la congrue (3) ; quant

1. Cette opinion sera exposée dans la section 3 du même paragraphe.

2. Depuis 1785.

3. Cf. Cahier de Berigasson, bailliage de Blois, I, 396. La dîme était affermée 600 livres, par les Bénédictins d'Orléans ; quand la portion

au vicaire pour n'avoir pas à le payer, il arrivait que (1) le décimateur n'en établît pas dans la paroisse. Les habitants se plaignent très vivement de l'absence de vicaires ; de toutes petites paroisses en réclament ; peut-être ces fréquentes exigences expliquent elles parfois la résistance ouverte ou sourde du décimateur qui se serait vu entraîné à supporter de très grosses charges (2), cela ne la justifie pas, toutefois lorsque la paroisse y avait régulièrement droit.

D'autre part, la portion congrue même avec sa plus récente augmentation était considérée encore comme insuffisante, sans doute permettait-elle au desservant de vivre modestement : d'autres y arrivaient avec moins que lui ; mais il ne pouvait guère secourir ses paroissiens pauvres et ceux-ci en réclamant pour lui espéraient bien en retirer indirectement quelque profit. La médiocrité de la portion congrue les lésait plus directement ; elle faisait retomber sur

congrue fut portée à 700 livres ils signifèrent au « sieur curé l'abandon de leur dime pour lui tenir lieu de portion congrue. »

2. Cahier de Saint-Martin, Sénéch-de-Niort : « M. le Prieur de Fors qui perçoit les dimes... est obligé de payer à un vicaire la somme de 350 livres... par le défaut de vicaire le dit sieur Prieur profite de ladite somme de 350 livres ce qui n'est pas naturel ».

3. C'est ainsi que le Prieur de Fors dont il est question dans le cahier de Saint-Martin ci-dessus, paroisse de 102 feux, eut dû également d'après les habitants établir un vicaire à Saint-Lignaire, paroisse de 150 feux et à Fors paroisse de 131 feux.

A Azaz-le-Brûlé, on en réclame un aux frais des Bénédictins dont cela n'eut absorbé que le douzième des revenus sur la paroisse.

eux des charges accessoires qui leur étaient extrêmement désagréables, le casuel au premier lieu, le loyer d'un presbytère parfois « les habitants sont contraints à payer une somme d'un loyer, car la somme que les Bénédictins payent ne suffit pas pour nourrir et entretenir le desservant, ce qui fait que les habitants sont plus de la moitié du temps sans première messe. [Les Bénédictins] ne cherchent qu'à détruire la religion et la bonne intention du peuple (1) ». Et cependant, cette paroisse du Berry qui s'exprime ainsi était relativement favorisée : le produit de diverses fondations portait le revenu de la cure à 911 livres. Cela n'était donc pas considéré encore comme suffisant. On verra en effet que (2) les paroissiens, d'une façon très générale demandent beaucoup plus pour leurs curés, c'est 1.200 livres au minimum, 1.500 livres le plus souvent, 2.400 livres en Bretagne que l'on demande pour eux ; et cela sans tenir compte des chiffres supérieurs émanant de propositions isolées. Même lorsqu'on ne songe pas à enlever la dime aux décimateurs, voilà la charge que l'on veut tout d'abord leur imposer.

Autre grave sujet de discorde ; l'entretien des églises et des presbytères. Il n'est pas de bailliage ou

1. C. de Neuvy-sur-Barangeon, bailliage de Bourges, p. 258. Pour les revenus de la cure, voir la notice qui précède le cahier, p. 250 et 251.

2. La situation morale et matérielle des curés d'après les cahiers sera exposée dans la deuxième partie, ch. I.

quelques cahiers ne traite la question. Le chœur des églises était bien à la charge des décimateurs ; en Flandre des lettres patentes du 13 avril 1773 avaient même rappelé la prescription (*Recueil d'Edits*, t. VII, p. 651). Les difficultés étaient si nombreuses que les cahiers sont obligés d'insister pour cette que obligation soit précisée — que les presbytères — chœur et chancel des églises soient à la charge des décimateurs si mieux n'aiment abandonner leurs dîmes » (1) et « à grand' peine peut-on leur faire entretenir le chœur des églises dont-ils sont décimateurs ce que... ils ne font qu'après bien des contraintes » (2). C'est qu'en effet, lorsque le décimateur voulait faire des difficultés cela lui était aisé. Quand le chœur était à sa charge, la nef à la charge des habitants on ne savait où commençait le chœur, où la nef. On aurait pu tourner la difficulté en mettant indivisément toutes les réparations à la charge commune des habitants et du décimateur (3), mais cette idée n'était point passée dans la pratique. Des paroisses se ruinaient en procès provoqués « par les mauvaises chicanes » (4) de bénéficiers à qui le hasard et la complication des expertises et contre-expertises permettait d'espérer quelque solution moyenne moins rigoureuse pour eux que le droit commun.

1. Cahier de Cany, bailliage de Cany-en-Caux.

2. Cahier de Bussy-Lettrée, bailliage de Châlons-sur-Marne.

3. Cf. Cahier de Villenauxe, bailliage de Troyes, t. II p. 678.

4. Cahier de Thieffrain. Troyes, t. II, p. 60r.

Pour les presbytères les réclamations étaient encore plus nombreuses. Mais la législation était moins favorable aux habitants ; l'article 22 de *l'édit de 1695 portant règlement pour la juridiction ecclésiastique* (1) mettait à leur charge le logement des curés. Les formalités que la tutelle administrative leur imposait, aggravait cette charge et les indisposait encore plus. D'une manière très générale on demande que les décimateurs supportent également cette dépense. Peut-être, à en croire certains cahiers, les curés eussent-ils été moins exigeants et plus soigneux si les dépenses leur avaient incombé.

« La plupart hâtent leur chute [des presbytères] pour leur commodité ou pour se mettre à la mode » (2) dit un cahier, et un autre énumère toutes les causes qui font de cette obligation une charge très lourde et peu équitable (3) :

« La dîme par son antique usage est devenue une loi fondamentale de l'Eglise... mais de temps à autre certain nombre de propriétaires se trouvent de force et avec la plus grande répugnance sujets à un impôt qui est le plus énorme, le plus criant et le plus absurde des abus : c'est celui de la reconstruction des presbytères. »

1. Isambert, *Recueil*, t. XX, p. 243, n° 1574.

2. Cahier de Saint-Paul-de-Loubressac, Sénéch. de Cahors, p. 306.

3. Cahier de Champguyon, bailliage de Sézanne, p. 159.

« Un curé reçoit pendant trente ans le suc de sa paroisse, montant plus ou moins à 30 ou 36.000 écus, sans mettre un sou à son manoir qu'il peut avoir reçu en bon état. Il meurt; ses héritiers s'arrangent avec le successeur pour les réparations, par une décharge souvent inconnue, et souvent sans que la somme y soit énoncée. Un an après, quelquefois plus tôt, ledit successeur présente requête pour un presbytère neuf; il l'obtient et le malheureux propriétaire est obligé de sacrifier une portion de son pain pour faire actuellement une jolie maison bourgeoise à son curé ».

« Un autre résigne après vingt ans d'économie; le résignataire prend le bénéfice *in statu quo*; après six mois de possession, requête en reconstruction et le propriétaire succombe. »

« Un presbytère est brûlé par la négligence ou la fraude des domestiques pendant que le maître dort; le propriétaire paye encore la faute ou la négligence de ces gens-là. »

La conclusion n'est pas douteuse: « Le cures doivent être rebâties par ceux qui lèvent les dîmes. »

Il est enfin une troisième catégorie de dépenses auxquelles les décimateurs ne contribuaient pas selon le désir des habitants: ce sont les dépenses de bienfaisance. Des paroisses comparent avec tristesse et colère les sommes que le décimateur a depuis de longues années retirées de leur travail et celles qu'il

a envoyées pour secourir les pauvres. A Mardyck (1) les dîmes rapportent 2.000 livres ; les pauvres ne s'en aperçoivent jamais ; à Grande-Synthe elles rapportent 6.000 livres et jamais le moindre secours à la paroisse ; l'évêque de Saint-Omer, décimateur de Millam ne laisse rien aux pauvres non plus et presque tous les cahiers de la Flandre Maritime formulent la même plainte. A Averton dans le Maine la dîme est perçue par des moines qui « n'étant pas frappés du tableau des pauvres par le spectacle de leur misère, ne contribuent pas pour l'ordinaire à leur soulagement » (2). A Suisse haute en Lorraine « les dames décimatrices ne donnent rien » (3), c'est la même plainte en Anjou : « Les Bénédictins ont toute la dîme et ne donnent rien aux pauvres » (4) et dans toutes les régions, on ne peut donc s'en remettre aux décimateurs il faut les contraindre à laisser à la paroisse une quotité déterminée de leurs dîmes pour secourir les pauvres. Lorsque les curés étaient eux-mêmes décimateurs, ils montraient souvent plus de zèle pour le bien public que les décimateurs étrangers. On a signalé au moins deux fonds de charité établis par des curés lorrains et qui furent l'origine des bureaux de bienfaisance ; on a signalé aussi la créa-

1. Mardyck, Grande-Synthe, Milam, paroisses du bailliage de Baileul, t. II.

2. Cahiers de la province du Maine, t. I, cahier d'Averton.

3. Cahier de Suissehaute, bailliage de Dieuze.

4. Sénéch. d'Angers, cahier de Le Fuillet.

tion d'écoles de filles, de sœurs garde-malades (1). Parfois on demande « qu'il soit formé un établissement pour secourir les indigents et malades, que les gros décimateurs soient tenus d'y contribuer... » (2) Ailleurs que « conformément aux nouvelles lois de l'Eglise et à la destination primitive de ses revenus les prieurs ou décimateurs soient obligés de laisser dans les paroisses où ils percevront leurs dimes ou autres revenus une portion... pour... les pauvres » (3) ; on fixe ailleurs encore cette portion au sixième (4), bien souvent au tiers. Mais alors c'est qu'on envisage des remaniements beaucoup plus grands et que les droits des décimateurs sont fort menacés ; au contraire, dans tous les cahiers cités plus haut, c'est du décimateur qu'on attend un secours de bienfaisance ; on lui impose des charges mais on lui laisse le surplus, on ne veut pas le déposer.

On songeait encore aux décimateurs pour bien d'autres dépenses d'utilité publique ; on manquait de maîtres d'écoles et la répartition de leur traitement entre les habitants n'allait pas sans discussion ; on trouvait parfois qu'il eut été bien plus simple de le prendre sur la dime (5) ; on manquait aussi de

1. Cf. P. Fournier, *Chaligny... passim*.

2. Cahier Bergens-les-Vertus, bailliage de Châlons-sur-Marne.

3. Cahier de Congénies, Sénéch. de Nîmes, t. I, p. 247.

4. Cahier de Maruéjols, Sénéch. de Nîmes.

5. Il convient de signaler que dans certains endroits le maître d'école possédait déjà quelque trait de dime, notamment en Lorraine. (Cf. P. Fournier *ouv. cit.*)

sages-femmes, de médecins et l'on songeait pour en obtenir, à en faire des sortes de fonctionnaires rétribués par les communautés d'habitants : la dime semblait encore susceptible d'y contribuer (1).

Mais de telles charges en eussent probablement absorbé tout le montant. Les gens s'en rendaient compte et ne poussaient pas jusqu'à ce point leurs exigences à moins de vouloir la dépossession des décimateurs au profit des paroisses.

Ceux qui respectaient les droits acquis des décimateurs demandaient, en résumé, une réglementation générale fixant et réduisant le taux de la dime, fixant et augmentant les charges des bénéfices sur ces trois points : traitement des curés et vicaires, réparations des églises et presbytères, secours aux pauvres et aux malades indigents.

Quant à ceux qui voulaient plus, nous allons examiner comment ils espéraient l'obtenir.

SECTION III

La dime aux curés et aux paroisses.

Les très nombreux cahiers qui demandaient l'attribution de la dime aux curés et aux paroisses ne se différenciaient pas très sensiblement *en fait*, de

1. Les cahiers de la Flandre maritime insistent également en très grand nombre pour que les décimateurs aient la charge des chantres et sonneurs.

ceux qui demandaient l'accroissement des charges des décimateurs de la façon qui vient d'être exposée. Car ceux-ci, tout en laissant les bénéficiers « *beati possidentes* » voulaient accroître leurs obligations pécuniaires de telle sorte que leur part disponible en eut été extrêmement réduite ; et d'autre part ceux qui voulaient dépouiller les bénéficiers de leurs droits de décimateurs, admettaient fréquemment, en leur faveur, le principe d'une indemnité, sous forme de rente viagère. Les résultats pratiques n'eussent sans doute pas été très différents dans un cas comme dans l'autre, sous réserve cependant d'une garantie fort réduite pour les décimateurs dépouillés et tenus de s'en remettre à la loyauté et à la solvabilité des curés ou des fabriques. En outre il y aurait eu une différence sensible, après l'extinction des rentes viagères.

Mais, *en droit*, la différence était profonde. Les uns ne contestaient pas la possession des décimateurs ; les autres y prétendaient voir une usurpation ou voulaient y mettre fin pour cause de nécessité. Les bénéficiers conciliants pouvaient à la rigueur s'entendre avec ceux qui ne discutaient que les charges qui les grévaient ; ils ne le pouvaient pas avec ceux qui niaient leur droit, sous peine de se condamner eux-mêmes.

Cette distinction de droit suffisait à elle seule à justifier un exposé spécial ; mais elle s'accompagne

en outre de quelques nuances d'application. Ceci sans contredire ce qui a été écrit plus haut. L'idée générale est bien la même : obtenir le plus d'avantages possibles pour la paroisse ; mais les plus larges conséquences en sont tirées par ceux qui lui attribuent toute la dîme. On voit donc tous les projets de réforme déjà exposés repris et amplifiés, le curé bien renté, la fabrique bien pourvue, les pauvres abondamment secourus et divers projets d'utilité générale réalisés avec les ressources de la dîme.

Ces propositions s'expliquent suffisamment par l'intérêt qu'y avaient les paysans ; cet intérêt en garantit surtout la sincérité. Mais elles s'appuient sur d'autres sentiments la sympathie pour le curé, l'antipathie pour la richesse des ordres religieux — dont la dîme formait une part des revenus — et sur la tradition canonique en matière de dîmes, plus ou moins exactement connue — dont le souvenir paraît avoir été singulièrement vif en 1789. La forme sous laquelle est exposée cette tradition dans de nombreux cahiers, exclut nettement la possibilité de croire à une rédaction originale des paysans. Des cahiers comme celui de Combourg (1) sont l'œuvre de gens connaissant bien la question, maîtres de leurs idées et de leur plume. Il en est de même pour la plupart des cahiers dont nous donnons les extraits

1. Nous donnons plus loin d'autres extraits de ce cahier. Cf. Cahier de Combourg, Sénéchaussée de Rennes, III, p. 161 sq.

qui nous ont paru caractéristiques : soit directement soit indirectement les paysans y ont subi pour la forme l'influence de gens plus instruits qu'eux ; mais ils ont accepté ce concours avec empressement ; les réflexions de leur cru et les détails documentaires qu'ils y ajoutent en font foi : ils ont été enchantés de trouver des arguments juridiques et historiques si bien exposés et concordant si bien avec leurs sentiments et leurs intérêts. Ils ne savaient peut-être pas si la dime originellement était répartie un tiers au curé, un tiers à la paroisse, un tiers aux pauvres ; mais dès qu'ils ont connu ce système ils l'ont trouvé excellent pour le passé, meilleur encore pour l'avenir, et ils ont invoqué son ancienneté pour obtenir son rétablissement.

La sympathie pour les curés desservants, l'hostilité aux moines décimateurs ont été tant de fois exprimées qu'on ne sait quels exemples en donner de préférence. C'est dans une région très catholique, le Maine qu'on dit (1) « Quand les dimes passent à des étrangers qu'on n'a jamais vu en personne et dont on ne reçoit aucuns secours spirituels ou temporels, c'est alors qu'un pauvre laboureur a lieu de se livrer à des plaintes et des murmures ». C'est en Bretagne qu'on écrit : (2) « Nous gémissons de voir nos dimes enlevées par de riches moines et passer

1. Cahier de Boessé-le-Sec ; Cahiers du Maine, t. I.

2. Cahier de Montautour, Sénéchaussée de Rennes, t. I.

constamment dans des mains étrangères sans qu'on puisse jamais en recevoir aucun secours ; c'est la criante usurpation du patrimoine de nos pauvres ». Quoi d'étonnant par conséquent à ce que le ton soit parfois plus amer (1) : « les bénéficiers ignoreraient jusqu'au nom de leur domaine s'ils n'étaient obligés de le savoir pour en percevoir le revenu, opprimer souvent les décimables par des prétentions vexatoires, et les curés congruistes par le refus des choses les plus nécessaires à leur existence » dit-on dans le Languedoc ; « pour de si grandes prodigalités ils ne s'imposent d'autres obligations que celle de dire leur breviaire (2) », ajoute-t-on en Normandie, et l'on va encore plus loin ailleurs (3) : « Les paroissiens de Coullonge supplient Sa Majesté de considérer que les dimes ont été données par nos pères pour le prix de leurs péchés et que cette rançon des péchés du peuple devient chaque jour l'occasion de plus grands péchés pour des religieux licencieux et fainéants qu'on peut appeler plutôt le poids de la terre que les organes du ciel ». On ne refuse pas de payer la dîme, mais on voudrait la payer à d'autres ainsi qu'il apparaît bien dans le cahier suivant (4) « Nous payons volontiers la dîme à nos pasteurs... mais de

1. Cahier de Courbessac. Nîmes, I, 270.

2. Cahier d'Ancourteville-sur-Héricourt, bailliage de Caux-en-Caux.

3. Cahier de Coullonge, Angoulême, p. 363.

4. Cahier du Thout, bailliage de Sézanne, p. 419. Cf. Cahier de Marigny, *id.* p. 471.

quel droit un moine, un abbé, un prieur, qui ne nous font aucun bien, ne nous rendent aucun service, viennent-ils enlever la dîme de nos champs ?... Cet abus produit d'autres abus : le décimateur étranger loue les dîmes à un étranger qui transporte dans le sein des villes les pailles de chaque récolte et prive nos terres d'un engrais qui lui est nécessaire. Le vrai pasteur de la paroisse, privé de la dîme est obligé d'exiger des honoraires pour l'administration des sacrements et le peuple paie deux fois ».

On voit mieux encore par le cahier suivant l'union des intérêts du curé et de ses paroissiens à se faire rendre la dîme (1), « les dîmes sont... une charge considérable que la religion nous impose et que nous payons volontiers, mais que nous payerions bien plus volontiers si nous en voyions faire un usage conforme à leur institution de droit divin et humain... MM. les curés à qui seuls les dîmes devraient appartenir n'en ont qu'une très petite portion, qui, quoiqu'augmentée par sa Majesté n'est cependant pas encore suffisante pour les mettre à même de soulager leurs pauvres comme ils le désireraient et de renoncer au casuel dont la perception leur est odieuse et à nous onéreuse ;... la plupart des églises sont mal entretenues, dénuées d'ornements et des linges nécessaires, en un mot dans un état

1. Cahier d'Aulnay-aux-Planches. Bailliage de Châlons.

d'indécence dont MM. les gros décimateurs rougiraient eux-mêmes s'ils en étaient témoins ; aussi ne se mettent-ils pas dans ce cas ». Pour mettre fin à un si déplorable état de chose on demande donc « que les dîmes soient pour MM. les curés en majeure partie et que du surplus moitié soit pour l'entretien des églises... et l'autre moitié [pour] le fonds de charité ».

L'ancien usage des dîmes, cette expression se retrouve partout lorsqu'on voudrait les partager entre les curés, les fabriques, les pauvres.

Comment se représentait-on cet ancien usage des dîmes et les circonstances qui l'avaient modifié ? Souvent confusément, mais parfois clairement comme dans le cahier de Combourg, en Bretagne (1).

« Dans la primitive Eglise, ces dîmes étaient partagées en quatre parts, dont l'une était destinée pour l'entretien des temples et la décoration des autels, la seconde pour les pauvres, la troisième pour les pasteurs et la quatrième pour les prélats ; le concile de Nantes de l'an 658 établit ce partage pour la Bretagne (2) ; il fut ordonné par plusieurs autres conciles et par les capitulaires de nos rois ;

1. Cahier de Combourg, Evêché de Saint-Malo. Sénéch. de Rennes, III, 160-161.

2. Pour le texte du concile de Nantes, voir Dom Morice, *Mémoires pour servir de preuves à l'hist. de Bretagne*, t. I (Paris, 1742 fol.), pp. 215 sq et Labbé et Cossart, *Concilia*, t. VI (1671), col. 486, Canon XI pour le partage des dîmes (cf. Sée et Lesort : *Cahiers de Rennes*, III, 160, n° 1).

les dîmes ne furent pas longtemps sans exciter la cupidité des grands et des seigneurs, qui se les approprièrent d'abord à titre de meuse puis à titre de propriété inamovible, de sorte que dès le x^e siècle, on voyait une multitude d'églises, avec leurs dîmes et prémices, les offrandes et les droits de sépulture, vendues, partagées, données en dot, inféodées et sous-inféodées par des laïcs comme des biens profanes. L'excommunication ayant été prononcée contre les usurpateurs des biens ecclésiastiques, il se fit un grand nombre de restitutions dans les xi^e et xii^e siècles. Mais ces restitutions ne rendirent pas les dîmes à leur destination primitive ; des monastères et des chapitres en furent enrichis, c'est ainsi que la plupart des pasteurs, qui supportent le poids du travail, se sont trouvés réduits à un état approchant de la misère ; que les pauvres manquent de pain et de secours, tandis que des abbés, des moines, des chanoines et les chevaux qui traînent leur embonpoint dans des chars dorés s'engraissent de leur subsistance. C'est ainsi que les temples des campagnes sont dans un état d'indigence extrême, tandis que les dîmes sont employées à bâtir des palais qui étalent le luxe et la magnificence. »

Après cet exposé historique et ce réquisitoire contre les détenteurs actuels des dîmes et l'usage qu'ils en font, les rédacteurs du cahier de Combourg concluent :

« MM. les députés aux Etats généraux doivent donc être expressément chargés d'insister fortement et avec persévérance pour faire restituer les dimes aux pasteurs. »

Ils y ajoutent, car il faut tout prévoir, ces conclusions subsidiaires :

« En événement, qu'on ne pourrait obtenir la restitution des dimes au profit des recteurs, il sera néanmoins ordonné qu'en quelques mains qu'elles soient, les décimateurs tiendront compte d'un quart du produit net des dimes au profit des pauvres, et d'un autre quart pour l'entretien des églises paroissiales, cimetières et presbytères. »

Cette longue citation peut paraître hors de proportion avec l'importance de Combours et de ses vœux, mais elle est très représentative de l'état des esprits au sujet de la dîme et de la répartition qu'on souhaitait. Elle fait sentir et les arguments que l'on puisait dans une très ancienne tradition et le mécontentement provoqué par la médiocrité et parfois l'indigence des curés et des fabriques, et l'ampleur de la réforme demandée.

La proportion souhaitée à Combours n'est pas exactement celle à laquelle on se rallie le plus généralement. On se souvenait à Combours qu'un quart de la dîme avait originairement constitué la part des évêques. On n'en tient généralement pas compte ailleurs, et l'on se contente de vouloir faire trois

parts, l'une pour le curé, l'autre pour la fabrique, la troisième pour les pauvres. Cependant le cahier de Combourg n'est pas absolument le seul qui attribue une part aux évêques ; plusieurs autres en Bretagne ou dans des régions qui en sont très éloignées adoptent le même partage (1). Des cahiers isolés prévoient aussi une part pour le Roi (2). Ce ne sont que des exceptions : on ne veut pas d'une manière générale étendre les bienfaits de la dime en dehors de la paroisse (3).

Mais dans l'intérieur même de la paroisse que ne se promettait-t-on pas de faire avec ces ressources nouvelles. On peut en avoir une idée par les vœux multiples éparpillés dans des milliers de cahiers ; on peut les voir réunis dans celui d'une paroisse champenoise qui a voulu dresser une sorte de budget.

Les habitants de cette paroisse (4) calculaient que les diverses contributions ecclésiastiques formaient chez eux un total de 8.200 livres ainsi réparties :

1. Cahier de Massanes. Nîmes, t. II.

2. Cahier de Petit-Robermetz, bailliage de Bailleul. Ce cahier propose cette répartition $\frac{1}{3}$ au desservant, $\frac{1}{3}$ au roi, $\frac{1}{9}$ pour l'entretien de l'église, $\frac{2}{9}$ aux pauvres.

3. C'est qu'on pensait que les dépenses générales du diocèse et les dépenses personnelles de l'évêque seraient couvertes par les revenus des biens-fonds.

4. Cahier de Landreville, baillage de Bar-sur-Seine (cahiers de Troyes et Bar-sur-Seine, III, 291-307), 1.168 habitants en 1786.

Dîmes locale.....	2.400 l.	} Total 7.600 l.
(1) Dîme sur finages voisins.....	1.500 l.	
(2) Gourmetage au profit de la fabrique.....	1.200 l.	
Mendicité ecclésiastique.....	1.500 l.	
Casuel et offrandes.....	1.000 l.	
Autres revenus de la fabrique.....	600 l.	600 l.
Total.		8.200 l.

Il y aurait déjà beaucoup à dire sur cette évaluation. La dîme sur finages voisins n'est autre que la dîme de rapport dont il a déjà été question ; on a vu qu'on en demandait la suppression ; les habitants de Landreville ne parlent plus de la supprimer à partir du moment où ils espèrent en tirer profit. Le droit de gourmetage produisait-il 1.200 livres ? La « mendicité ecclésiastique », c'est-à-dire les quêtes des religieux mendiants, en produisait-elle 1.500 ? Sans vouloir mettre en doute la générosité, même forcée de cette petite commune, il est permis de contester un tel résultat, surtout si l'on doit l'ajouter à 1.000 livres de casuel et d'offrandes diverses ! Quoi qu'il en soit, cette exagération même est inté-

1. Il s'agit de la *dîme de suite* ou *dîme de rapport*. On demandait généralement la suppression de cette particularité. Voir plus haut, même chapitre, même paragraphe, section 2.

2. Le droit de gourmetage était perçu dans les pays de vignobles sur les dégustateurs (gourmets) ou commissionnaires en vins, moyennant quoi ceux-ci avaient le privilège exclusif de servir d'intermédiaires entre les vignerons producteurs et les négociants acheteurs. Ce droit avait été amodié, au profit de la fabrique, comme à Landreville dans certaines autres paroisses du pays qui forme aujourd'hui le département de l'Aube. Voir notamment Balnot-le-Châtel (Cahiers de Troyes, III, 270 et s.).

ressante en ce qu'elle montre quelle idée on se faisait des revenus ecclésiastiques et quels projets même illusoires on formait au sujet de l'emploi possible de ces revenus. Certains petits détails de ce genre font mieux comprendre comment se posaient en 1789 les questions religieuses pécuniaires, que de longs exposés théoriques.

Les habitants de Landreville payaient donc, ou croyaient payer 8.200 livres, à divers titres à l'Eglise. Cette somme était, selon eux, ainsi affectée.

A) Dîmes au profit de couvent et bénéfices.	3.900 livres.
B) A la fabrique.....	1.800 livres.
C) Aux mendiants et quêteurs.....	1.500 livres.
D) Casuel et offrandes au curé.....	1.000 livres.
Total.....	<u>8.200 livres.</u>

Elle supportait les charges suivantes :

Une portion congrue de 350 livres (1).

A) L'entretien du chœur.

Dépenses annuelles de la fabrique 600 livres.

B) Le surplus en bénéfices que la commune réclame.

C) On réclame la suppression des quêtes des religieux.

D) Le desservant dispose du casuel et des offrandes.

Telle étant la situation, voici maintenant ce qu'on voudrait faire avec les 8.200 livres.

1. Il n'y avait sans doute qu'un vicaire à Landreville.

1 ^o Erection de Landreville en cure.....	1.500 livres.
2 ^o Traitement d'un vicaire.....	1.000 livres.
3 ^o Dépenses de fabrique.....	700 livres.
Total.....	3.200 livres.

La suppression de la « mendicité » rendant en outre 1.500 livres, la commune disposait encore de 5.000 livres annuellement pour un bureau de bienfaisance, les grosses réparations à l'église, l'entretien des ponts et les « frais journaliers de communauté ».

En résumé, on songe en premier lieu à assurer largement les frais du culte et de ses ministres en donnant un traitement fixe au curé, et en lui adjoignant un vicaire ; ensuite à créer un Bureau de bienfaisance, et s'il reste quelque chose à l'affecter aux besoins de la commune. Toutes les paroisses n'avaient pas établi d'avance un budget aussi précis, mais c'est bien au fond les mêmes espoirs qu'elles nourrissaient.

Comment espérait-on réaliser cette profonde réforme à l'égard des propriétaires des dîmes ? Remarquons que très souvent on n'espère pas obtenir tout ce qu'on demande et qu'on se contenterait d'améliorations au profit du curé, des édifices et des pauvres. D'autres fois on suggère des réunions de bénéfices aux cures ; c'est-à-dire que les bénéficiaires vivants eussent été ménagés et n'eussent pas souffert eux-mêmes du changement si ce n'est que la rési-

gnation de leur bénéfice au profit de qui que ce soit eut été rendue impossible. Parfois aussi, tout en demandant l'attribution des dîmes aux paroisses on prévoyait (1) « une somme quelconque... prélevée pour la portion alimentaire des ecclésiastiques préposés à l'éducation publique et autres possédant bénéfices dans les cathédrales et chapitres. » Ce n'est donc pas une dépossession brutale et sans indemnité des bénéficiers que l'on envisageait, loin de là.

Il faut cependant reconnaître qu'en certains endroits, où l'on pensait surtout aux religieux, comme décimateurs, l'idée d'une indemnité n'existe pas. Ce n'est l'opinion que d'une minorité, mais c'est une opinion acceptée en des milieux et en des régions très divers (2).

« Ils sont assez riches, pense-t-on des religieux, quels soins spirituels ont-ils dans les paroisses... quelles charités y font-ils ?... Que ce soit usurpation ou cession des évêques ils ne sont pas chargés de ce qui donne droit à la dîme ecclésiastique... ils ne peuvent la conserver, ils n'y ont pas plus droit qu'un laïc... »

Ailleurs on fait cette distinction (3) : si l'évêque est lésé, que l'on constitue une indemnité pour lui faire 20.000 livres de rente ; si ce sont des moines, ils ont

1. Cahier de Chamery, baillage de Châtillon-sur-Marne.

2. Cahier de Moulins-la-Marche, bailliage d'Alençon.

3. Cahier d'Aigné, province du Maine, t. I.

assez de biens par ailleurs ; si ce sont des chanoines sans diminuer leurs revenus on peut diminuer leur nombre, si ce sont des laïcs ils n'en sont possesseurs que par abus.

Ainsi se trouve exposé le point de vue de ceux qui voulaient que toutes les dîmes fussent affectées aux besoins des paroisses. On a pu voir qu'il n'était que l'accentuation, le développement de l'ensemble des réformes demandées par les cahiers les plus modérés. Cela constitue un aspect capital de l'opinion sur toutes les questions ecclésiastiques ; la paroisse y apparaît comme le pivot de toute l'organisation religieuse et la sollicitude est si grande pour tout ce qui la concerne qu'il n'en reste guère pour ce qui ne la concerne pas.

Il y aurait un certain intérêt à savoir quelle était l'importance relative de l'opinion demandant seulement des réformes partielles plus ou moins étendues de la dîme, telle qu'elle fut exposée dans les deux paragraphes précédents, et de l'opinion demandant la réforme plus radicale du retour des dîmes aux paroisses. Il n'est pas possible de donner à cette question une réponse rigoureusement certaine, parce qu'il n'est pas possible de l'appuyer sur des données statistiques et cela pour deux raisons : certains des cahiers qui ne demandaient que des réformes, les envisageaient si étendues que cela eut équivalu à un transfert total de la paroisse ; certains de ceux qui

demandaient un transfert à la paroisse acceptaient si largement le principe d'une indemnité aux bénéficiers dépossédés que l'opération n'eut guère été plus onéreuse pour eux que les accroissements de charges demandées par ceux qui respectaient le fond de leur droit. D'autre part le plus grand nombre des cahiers ne se prononce pas, même sur cette question qui tenait tant à cœur à tout le monde. On en est donc réduit à des conjectures, à la vérité assez vraisemblables. On ne peut pas penser que les cahiers, muets sur la question de la dîme, émanaient de gens considérant que tout était pour le mieux. Il n'est pas un contribuable qui ne souhaite être moins imposé. Il n'était pas un paysan qui ne souhaitât voir diminuer le taux de la dîme ; pas un non plus probablement qui ne souhaitât après avoir payé, en retirer le plus de profit possible. On peut admettre par conséquent que les diverses réformes concernant le taux et l'assiette de la dîme, et l'accroissement des charges des décimateurs devaient répondre aux désirs inavoués de tous et recevoir une adhésion unanime. Pourquoi ces désirs ne s'étaient-ils pas manifestés ? C'est se demander pourquoi chaque cahier n'est pas le tableau complet de toutes les plaintes, de tous les besoins, de toutes les aspirations. C'est parce que le temps a manqué pour concevoir tant et tant ; c'est parce qu'on ne se rendait pas exactement compte de tout ce qu'on voulait ; c'est parce qu'on n'osait

pas tout dire ; c'est parce qu'on n'espérait pas tout obtenir ; c'est parce qu'enfin la dîme ecclésiastique n'était pas la plus lourde des charges ; c'est que lorsqu'on voulait s'exprimer brièvement on avait d'autres sujets de doléances, le poids de la taille, les aides, la gabelle... Mais le transfert général des dîmes aux paroisses était-il demandé hautement dans tous les esprits ? Il constituait une transformation bien trop importante pour qu'on puisse le présumer. Sans doute, à la majorité des gens qui ne se sont pas exprimés, apparaissait-il comme d'une réalisation pratique trop difficile pour être envisagée. Néanmoins, que cette réforme soit réalisée malgré les difficultés et elle serait acceptée parce qu'elle se faisait dans le sens désiré et même au-delà des désirs.

SECTION IV

Les projets de la suppression de la dîme.

Il reste à examiner le point de vue des cahiers qui réclamaient la suppression de la dîme. Toutes les réformes proposées et déjà exposées, portaient de cette idée que la dîme était entachée de quelques abus et qu'elle était mal utilisée. On proclamait sa légitimité, tout en demandant une meilleure affectation. Un certain nombre de cahiers cependant réclamaient la suppression. Le charge leur semble trop

lourde, les abus trop grands pour pouvoir être corrigés : ils n'en attendent la fin que de la fin de l'institution elle-même. Il est à noter enfin que la sympathie si fréquente pour les curés desservants, en faveur de qui les réformes étaient demandées, n'allait pas sans quelques exceptions, surtout lorsque le curé déjà décimateur encourageait personnellement de la part des habitants, les reproches adressés généralement à des bénéficiers non résidents. Dans de pareils cas, à qui attribuer la dîme puisque le curé lui-même en faisait un mauvais usage ? L'idée de la suppression s'offrait aux mécontents.

Elle s'exprimait d'une façon qui ne laisse pas de doute sur sa force (1). « Quelle époque que celle de la suppression des dîmes : le peuple n'aurait pas de termes assez expressifs pour témoigner sa reconnaissance au monarque qui l'aurait opérée. » Elle s'accompagnait de justifications diverses. « La cause de leur établissement, la pauvreté du clergé n'existe plus » (2) dit un cahier qui songe manifestement à charger la propriété foncière ecclésiastique des frais du culte et de l'entretien du clergé. Un autre cahier développe et précise ses espérances dans ce sens (3). Il propose la suppression des dîmes et l'établissement d'une limite maxima des revenus ecclésiasti-

1. Cahier de Dorceau, bailliage de Mortagne.

2. Cahier de Villévêque, Sénéchaussée d'Angers. Dans le même sens : Cahier d'Assencières, bailliage de Troyes.

3. Cahier de Mailly-le-Château, bailliage d'Auxerre.

ques. Avec ce qui eut été rendu disponible, au delà de cette limite, les rédacteurs de ce cahier pensaient pouvoir réaliser les traitements suivants :

Archevêque.....	50.000 livres.
Evêques	40.000 —
Abbés	10.000 —
Prieurs	3.000 —
Abbesses.....	5.000 —
Religieux.....	1.000 —
Religieuses.....	500 —
Curés, 2.000, 1.500, 1 200, et.....	900 —
Vicaires, 450 et.....	400 —

Ne faisait-on pas illusion sur les résultats possibles de l'opération ? Les retranchements opérés au delà des chiffres relativement importants, encore assignés comme revenus aux membres du haut clergé et du clergé régulier, eussent-ils suffi pour donner au curés et aux vicaires la situation matérielle indiquée et pour subvenir aux frais du culte sans recourir à la dîme. C'est là matière à discussion. Il suffit ici d'indiquer cet aspect d'une opinion assez fréquente (1).

Les inconvénients déjà signalés éprouvés par l'agriculture fournissent des arguments d'un autre ordre pour la suppression de « ce droit odieux... si bizarrement perçu (2) ». Cependant, pour multiples et

1. Cf. également cahier de Domfront-en-Champagne (Cahiers du Maine) : suppression de toutes les dîmes ; pensions aux curés avec une partie des biens des évêchés.

2. Cahier de Bourg-des-Comptes, Sénéchaussée de Rennes, t. II.
Cf. Cahiers de Mélisse, Chevaigné, Saint-Médard-sur-Ille, Sénéchaussée de Rennes, t. II.
Cf. Racines, bailliage de Troyes, t. II.

fréquents qu'aient été ces inconvénients, on a vu que de nombreux cultivateurs les considéraient comme reformables assez facilement, et qu'ils préféreraient cet impôt en nature à une imposition en argent, ce qui rétrospectivement peut surprendre.

Ce sentiment se manifeste encore chez ceux qui ne veulent la suppression de la dîme que comme dîme ecclésiastique et son remplacement par une dîme royale (1). Ce n'est point par conséquent envers le mode de perception qu'une hostilité existait ; les agents de la dîme royale n'eussent pas été plus accommodants que les agents des bénéficiers. Mais on espérait par ce changement de destination obtenir la disparition d'autres impôts royaux, beaucoup plus impopulaires. En l'espèce la réforme qui semble être dirigée contre l'Eglise, en faveur de l'Etat, a surtout pour objet l'intérêt des contribuables. Ce qui le marque bien c'est que l'on met en même temps les frais du culte à la charge de l'Etat ; il ne s'agissait pas en effet de s'exposer à de nouvelles taxes en changeant la destination de la dîme.

Nous avons noté précédemment l'influence des

1. Cf. Cahier de Fay, Arsonval, etc., bailliage de Troyes ; Cahier de Saint-Denis-sur-Loire, bailliage de Blois ; Cahier de Villeneuve-les-Avignon, Nîmes. — On s'ingénie parfois à trouver des prétextes juridiques. Les dîmes auraient « fait partie du domaine de la couronne qui est inaliénable ; ne serait-il pas de l'intérêt de l'Etat de les reprendre?... » Cf. Cahier de Courtavant, bailliage de Troyes.

curés sur les projets de réforme de la dime ; étaient-ils dans une situation modeste, plus ou moins réduits à la portion congrue, on réclamait une amélioration en leur faveur, on voulait leur transférer la dime. Étaient-ils au contraire en totalité ou en grande partie, déjà décimateurs et nantis des revenus et des rancunes qu'entraînait cette qualité, leurs paroissiens les trouvaient eux aussi suffisamment riches : ils voulaient leur ôter la dime, et comme personne ne leur apparaissait plus digne d'en bénéficier, ils concluaient à la suppression.

« Pas de dimes aux curés, ils s'occuperaient trop de leur temporel (1) », dit un cahier champenois ; il faut supprimer toute espèce de dime contre pension au clergé, écrit à l'autre bout de la France (2) un cahier du comté de Foix ou l'on affirme aussi (3) : « L'expérience nous démontre dans cette province que la dime, dans chaque communauté, dépasse de deux tiers les impositions royales. »

On insiste surtout sur les procès qui surgiraient de tous côtés entre les curés décimateurs et leurs paroissiens et sur le trouble que cela mettrait dans leurs relations. Il faut la supprimer (4) « afin de bannir entre les recteurs et leurs paroissiens la source de procès scandaleux », écrivent les habitants

1. Cahier d'Allemant, bailliage de Sézanne, p. 43.

2. Cahier de Seix, Comté de Foix.

3. Cahier d'Uzent-en-Foix.

4. Cahier de Mélesse, sénéchaussée de Rennes, t. II, p. 103.

d'une paroisse bretonne, en songeant peut-être à une commune voisine où un procès avec le décimateur durait depuis vingt ans (2). Et dans le bailliage de Blois (1) : « Que les curés de campagne soient tous en pension (*sic*) congrue et que cette pension soit prise sur le Trésor public, parce qu'il serait bien à souhaiter qu'ils n'eussent aucun démêlé avec leurs paroissiens ». Et quels démêlés, « il ne s'agit que d'avoir le droit de percevoir la dime pour avoir l'esprit plein de tracasserie. Il ne suffit pas que les curés plaident avec leurs paroissiens... ils plaident encore entre confrères curés et avec toute espèce de moines. » Ce passage est extrait d'un cahier normand (3) ; en voici d'autres du bailliage de Bourges. Les habitants de Nançay insistent pour que l'on délivre (4) « le corps des curés de la dure nécessité de percevoir lui-même la dime... on ne peut disconvenir que cette perception ne devienne et onéreuse et avilissante. Elle les compromet d'intérêts, soit avec les codécimateurs, soit avec les habitants. Il conviendrait pour la dignité du ministère qu'il eût une subsistance honnête ; elle pourrait être procurée des décimateurs qui lèveraient eux seuls toute la dime,

1. Cahier de Saint-Aubin-d'Aubigné, sénéchaussée de Rennes, t. II, p. 146.

2. Cahier de Flacey, bailliage de Blois, t. I, p. 376. Cf. Même volume, Cahiers de Prenouvellon, Verdus, Membrolle.

3. Cahier de Mathonville, bailliage de Neufchâtel-en-Bray.

4. Cahier de Nançay, bailliage de Bourges, p. 244.

en [en] remboursant le prix... De là naîtrait la tranquillité du ministre de paix... » Le remède proposé par ce cahier n'était pas du goût général ; sans chercher très loin, un autre cahier du même bailliage, ayant les mêmes motifs de plainte en conclut que (1) « les curés mériteraient cent pistoles et rien de plus... le reste appartiendrait au roi, c'est-à-dire toutes les dîmes de mainmorte ». Par ce moyen, semble-t-il, on ne verrait plus « des curés qui... durant la moisson, abandonnent le service de l'église et les malades, pour courir après une gerbe et oublient le caractère qu'ils possèdent... pour la suite de [la] charrue. »

On remarque que partout cette suppression n'est envisagée que contre indemnité sous forme de pension. Le même cahier qui voyait dans la dîme un « usage abusif (2) » le stipule « en faveur des ecclésiastiques qui ont des droits sacrés et mérités sur certaines portions [des] héritages ». Cette pension ne doit pas être pour le curé strictement alimentaire ; elle doit être suffisante pour (3) « tenir le rang qu'il doit avoir dans la paroisse ». Cet état d'esprit, très général, s'est si fréquemment manifesté dans les cahiers qu'on ne peut le contester.

Même dans des paroisses où la présence d'un grand

1. Cahier de Charentonnay, bailliage de Bourges, p. 87.

2. Cahier de Brûlon ; Cahiers du Maine, t. I.

3. Cahier de Crannes-en-Champagne ; Cahiers du Maine, t. I.

nombre de protestants rendait la dîme très impopulaire, c'est presque toujours contre une pension de 1000 à 1.500 livres aux curés qu'on en demande la suppression. Il en est ainsi notamment dans la région de Nîmes où le ton des cahiers s'élève parfois à une vive hostilité contre la dîme. On la veut dans des passages comme ceux-ci : « S'il existe une vexation évidente c'est la levée des dîmes. Pour peu qu'on réfléchisse à leur origine on verra à combien de justes titres on pourrait s'y refuser ». Le même cahier s'irrite en particulier de la dîme des foins dont l'usage s'y serait, paraît-il, établi par prescription : « On me demande la dixième partie de mes foins mais à une demi-lieue d'ici les foins ne se déciment pas. — Mais j'ai perçu, j'ai perçu (objecte le décimateur). — Où sont vos titres ? — C'est une concession... cela a prescrit. — Quoi donc, vous docteur en Sorbonne, vous voulez me persuader qu'il n'y eut jamais de prescription pour la conscience et vous levez consciencieusement des droits qui vous viennent de la prescription. »

Une autre assemblée écrit (2) : « Le poids de cette accablante charge lui est d'autant plus insupportable qu'elle connaît l'absurdité des moyens par lesquels elle fut établie, les conditions qui la firent accepter, l'usage auquel son produit va servir, et le découra-

1. Cahier de Cavillargues, sénéchaussée de Nîmes, t. I, p. 210.

2. Cahier de Bellegarde, sénéchaussée de Nîmes, t. I, p. 120-121.

gement qu'elle jette dans l'esprit du cultivateur. » Elle inspire « une horreur universelle ». Est-ce à dire qu'il faille laisser le clergé sans ressources ? Non. « Il est important » que la subsistance des ministres des autels soit assurée. Il faut même qu'ils aient dans leurs mains les moyens de soulager les besoins du pauvre, mais c'est l'Etat qui doit y pourvoir... honorablement. Alors [les prêtres] retrouveront leur plus beau caractère, celui d'amis et de consolateurs des peuples, au lieu d'en être les oppresseurs, et l'indifférence pour la religion ne naîtra plus de la haine pour ses ministres ». On doit reconnaître qu'il y a beaucoup de vrai sous cette violence mal contenue, quand on songe que tous les griefs des cahiers de paroisses contre le clergé, sont inspirés par des difficultés pécuniaires.

Une particularité choquante de la dîme était qu'elle ne portait que sur les revenus de la terre, cela s'explique par le peu d'importance des autres revenus lorsqu'elle réussit à s'établir. Mais au XVIII^e siècle c'était beaucoup moins admissible. « L'opulent financier, le riche négociant, l'actionnaire ne doivent-ils pas y contribuer à raison de leur fortune et de leur aisance pécuniaire (1) », demandent certains cahiers. Pourtant c'est un fait très étonnant que les cahiers frappés de cette injustice sont extrêmement

1. Cahier de Saint-André-de-Valborgne, sénéchaussée de Nîmes, t. II, p. 145.

rare. Il y avait pourtant là une inégalité de nature à révolter les plus modérés ; il semble qu'au premier rang des réformes essentielles on eut dû demander que chacun contribuât aux charges ecclésiastiques, d'autant plus que cela permettait de diminuer le taux de la dime qu'on trouvait trop élevé ; il eut pu se former sur ce point « un vœu unanime », « un cri général » comme sur tant d'autres qui n'intéressaient pas plus le pays ; cela ne s'est pas produit. Les protestations se sont élevées, rares, isolées et elles n'émanent pas toujours des paysans, pourtant si désireux d'égalité fiscale, si attentifs à tout ce qui pourrait diminuer leurs parts de contributions.

A quoi attribuer ce silence surprenant ? Peut-être à ce que les paysans étaient moins sensibles aux inégalités dont ils n'étaient pas les témoins directs. Les exemptions de la taille les mécontentaient parce qu'ils voyaient chaque année les terres exemptes et leurs récoltes. Au contraire, la situation privilégiée de fait, des commerçants des villes à l'égard de la dime, ne leur apparaissait pas aussi nettement.

C'est donc seulement dans un petit nombre de cahiers, que l'on invoque comme argument en demandant la suppression de la dime, l'avantage qu'il y aurait à faire porter sur toute la population, et non pas sur les seuls cultivateurs, la taxe en argent destinée à assurer une pension aux ministres du culte.

Quant à l'importance relative de l'opinion tendant à la suppression des dîmes nous avons déjà indiqué qu'elle ne se reflétait que dans la minorité des cahiers minorité variable selon les régions, c'est-à-dire selon les dispositions propres des habitants ou selon les influences qui prévalurent. Voici la proportion dans quelques bailliages ou sénéchaussées.

Noms des bailliages ou sénéchaussées	Nombre des Cahiers du bail- liage	Nombre des cahiers s'occupant de la dîme	Cahiers deman- dant la suppres- sion de la dîme
Nîmes.....	286	181	43
Honfleur.....	23	»	9
Rennes (Ev. de Rennes).....	113	80	6
Angers.....	178	40	10
Valognes.....	123	60	0
Blois et Romorantin.....	178	42	16
Bourges et Vierzon.....	113	26	0
Cahors.....	106	24	1
Angoulême.....	91	15	1
Niort et Saint-Maixent.....	99	»	2
Sens.....	110	20	4
Auxerre.....	143	»	15
Troyes.....	249	71	16
Bar-sur-Seine.....	23	7	1
Bailliages secondaires de Troyes..	9	7	2
Châtillon-sur-Marne.....	76	18	3
Dieuze.....	70	19	0
Pas-de-Calais.....	267	80	4
Bailleul.....	133	71	2

Si l'on rassemble ces résultats on constate que pour 2.375 cahiers considérés, 135 se prononcent pour la suppression de la dîme, c'est-à dire de 5 à 6 o/o. Ce chiffre ne peut être retenu qu'à titre d'indication très générale ; néanmoins, étant donné le

nombre et la diversité des régions considérées il est peu probable que la proportion véritable pour toute la France s'en écarte beaucoup.

SECTION V

Aperçu sur les cahiers de la noblesse

Si l'on met en regard des cahiers de la noblesse les propositions du Tiers sur la matière des dîmes, on ne constate pas un état d'esprit bien différent. Mais les Assemblées de la noblesse ont fréquemment négligé de traiter cette question ; manifestement elle leur tenait moins à cœur qu'aux humbles assemblées paroissiales. Elle les intéressait néanmoins, puisque leurs propriétés étaient soumises à la dime ! Faut-il donc penser que les abus dont se plaignent les paysans ne frappaient pas les nobles — ou bien est-ce que les nobles y prêtaient moins d'attention ? Probablement l'un et l'autre ; probablement souffraient-ils moins du poids de la dime, en raison de leurs ressources plus abondantes, probablement aussi savaient-ils mieux se faire rendre justice que de simples paysans. — D'ailleurs certains membres de l'ordre, dans une proportion difficile à déterminer, profitaient également des avantages de l'institution comme possesseurs de dîmes inféodées.

C'est à cette qualité qu'il faut sans doute attribuer

l'origine de certaines déclarations très méfiantes insérées dans certains cahiers en réponse aux vœux de réforme du Tiers des campagnes.

C'est ainsi qu'à Bourg-en-Bresse, le cahier général du Tiers ayant, après le cahier de la ville demandé que les dîmes soient « ramenées à leur institution primitive » et le clergé en ayant lui-même admis le principe, la noblesse s'y oppose parce que « cela blesserait les propriétés qu'on ne pourrait attaquer sans une indemnité proportionnée » (1). C'est vraisemblablement aussi la même pensée qui inspire la noblesse de Sens, lorsqu'elle insiste pour le maintien général de la propriété, nonobstant tout « prétexte de raison d'Etat ou de retour vers une égalité primitive » (2).

Les attaques particulièrement vives contre les dîmes inféodées à des laïques expliquent cette méfiance de certains cahiers de la noblesse. Mais dans d'autres, on trouve des demandes analogues à celles déjà exposées ; on voit la noblesse de Reims demander que les réparations et reconstructions soient à la charge des décimateurs ; la noblesse de Blois mettra aussi à leur charge le traitement des maîtres d'écoles ; plus souvent encore des assemblées

1. Cahier de la noblesse de Bourg-en-Bresse (E. Dubois, Cahiers de doléances des bailliages de Bourg, Belley, Gex et de la Sénéchal. de Trévoux).

2. Cahier de la noblesse de Sens, bailliage de Sens, p. 805.

parler en faveur des pauvres et des curés congruistes, ou demander d'une manière plus générale « l'acquittement par les décimateurs des dépenses que les communautés paient à leur décharge » (1).

III. — La dîme dans les cahiers du clergé

Lorsque le clergé tint ses assemblées particulières, au chef-lieu de chaque bailliage pour élire ses députés aux Etats généraux, les opérations ne se déroulèrent pas toujours sans d'âpres discussions. Les réformes projetées par le Tiers état, déjà presque acceptées par la majorité des curés, n'allaient pas sans léser les intérêts de nombreux bénéficiers. Les chapitres, les monastères qui se voyaient menacés d'une éviction totale ou partielle protestaient d'autant plus véhémentement que leurs députés étaient en minorité dans les assemblées (2). Sur la dîme, en particulier toute résolution entraînait, soit les protestations des gros décimateurs que l'on voulait dépouiller ou dont

1. Cahier de la noblesse de Nîmes, Sénéch. de Nîmes, t. II.

2. Cela résultait du mode de représentation adopté par le Règlement du 24 janvier 1789. Les chapitres avaient droit à un député par 10 chanoines ; les monastères n'avaient droit qu'à un député quelle que fût leur importance. Tous les curés au contraire étaient de droit membres des Assemblées. Il y eut de nombreuses protestations contre ces dispositions du règlement, de la part des monastères et des chapitres. Cf. Réclamations et protestations des chapitres, communautés régulières des deux sexes... du bailliage de Troyes (Cahiers de doléances du bailliage de Troyes, III. 124 139) ; *Idem* Cahier du chapitre de la cathédrale de Blois. Blois, II, art. 15, p. 465.

on voulait accroître les charges, soit les protestations des curés lorsqu'ils n'avaient point réussi à faire accepter leurs revendications.

Toutefois il est un point sur lequel les uns et les autres sont d'accord : c'est le maintien des dimes. Leur attribution seule est contestée. Et dans les régions où les campagnes avaient manifesté une certaine inclination pour leur suppression, le clergé s'alarme et supplie le Roi de les protéger (1). L'accord cesse là.

Dans la plupart des assemblées les curés réussirent à faire adopter des articles ou bien leur attribuant toute la dime, ou bien augmentant notablement leur part. Les décimateurs étaient au moins aussi froissés par les termes de ces résolutions, qu'effrayés par leurs conséquences pratiques. La prétention des curés d'être « vrais propriétaires des dimes » (2) d'en avoir été « dépouillés par usurpation » (3) ne pouvaient être admises par les bénéficiers. Aussi après avoir combattu ces propositions au cours de la délibération faisaient-ils suivre fréquemment le cahier d'une protestation écrite et signée. Il en fut ainsi à Troyes, notamment (4) cette prétention disent

1. Cf. Cahier du clergé de la Sénéch. de Nîmes. Nîmes, t. II, 574, art. 9 de la 1^{re} partie du cahier.

2. Cahier du clergé des bailliages de Troyes, principal et secondaire réunis. Troyes, III, p. 118, art. 54 du cahier.

3. Cahier du clergé des bailliages de Bar-sur-Seine. Troyes, III, p. 450.

4. Cf. Réclamations... des chapitres et communautés régulières... des bailliages de Troyes. Troyes, III, p. 124-139 cité précédemment.

les fondés de pouvoir des chapitres et monastères, « contient un principe qui détruit absolument toutes les lois connues de la propriété. Elle tend à anéantir plusieurs évêchés, églises, cathédrales et collégiales et plusieurs corps religieux chers à l'Eglise et précieux à l'Etat ». En outre les curés prétendaient que dans le minimum de 1.500 à 2.400 livres selon les endroits qui devait leur être attribué, les revenus des biens-fonds des cures, même non grévés de fondation, ne devaient pas être comptés ; et cela donne lieu à une autre protestation des députés des chapitres et monastères.

Il arriva aussi que les curés, sans réclamer formellement la propriété des dîmes, stipulèrent en leur propre faveur des nouveaux avantages à la charge des décimateurs. L'entente était plus facile sur ce terrain ; sans doute fut-elle parfois réalisée, car nous voyons que des propositions de ce genre ne sont suivies d'aucune protestation. Pas toujours cependant ; ainsi le clergé du bailliage de Bailleul (1) réclamait l'attribution des novales aux curés, l'entretien des édifices par les décimateurs, à leur charge également le chantre et les pauvres, et le traitement d'un vicaire dans chaque paroisse. On retrouve dans ce programme celui de nombreux cahiers de paroisses, et c'est la confirmation après tant d'autres

1. Cahier du clergé de Bailleul (*Flandre maritime*, t. II, 1^{re} partie, p. 521-538).

de la communauté de sentiments qui existait sur bien des points entre les curés et leurs paroissiens. Les décimateurs ont protesté contre la prétention aux noales « comme étant contraire et attentatoire aux droits de propriété. » (1) En ce qui concerne les réparations et reconstructions des églises et presbytères ils ont fait remarquer qu'un procès était pendant et qu'il fallait tout au moins en attendre la solution (2), en ce qui concerne les pauvres ils ont riposté par l'argument habituel, que l'aumône devait être libre. Encore devait-elle être ! Au sujet du vicaire ils ont fait observer qu'il ne devait en être établi que dans les paroisses où cela serait jugé nécessaire par l'ordinaire des lieux ; réserve très sage, semble-t-il, quand on songe que certaines paroisses réclamaient un vicaire à partir de 300, 200 et même 100 communians (3).

La réglementation de la dime fait aussi l'objet de vœux fréquents. Tant d'incertitudes en cette matière, et les procès qui en résultaient étaient une source

1. Les noales sont néanmoins réclamées maintes fois par les curés conformément à la tradition. Cf. Clergé d'Orléans, art. 30.

2. Les gros décimateurs en Flandre avaient été assujettis aux réparations, reconstructions et entretiens des églises et presbytères par Lettres patentes données à Versailles le 13 avril 1773 (*Recueil d'édits...*, t. VII, p. 651). D'après le cahier du clergé (Bailleul II, 1^{re} partie, p. 530) les décimateurs étaient en instance devant le conseil du Roi pour obtenir la révocation de ces lettres patentes.

3. Allègre, sénéchaussée de Nîmes, I, 32 : 160 feux, demande un curé et un vicaire. Morieux dans l'évêché de Saint-Brieuc, demande un vicaire au-dessus de 300 individus ; Trégomar, Saint-Aaron, etc. (Ev. de Saint-Brieuc) 2 prêtres partout ; etc.

d'ennuis et de frais pour le peuple ; mais le clergé en avait aussi, par une sorte de contre-coup, sa part. Il demande à Orléans « une loi générale pour éviter les procès » (1) et à Blois il écrit : « Pour terminer les contestations ruineuses qui s'élèvent partout au sujet des dîmes, « nous sollicitons instamment de la bonté du Roi, qu'il veuille bien faire une loi qui détermine de la manière la plus précise la nature des fruits décimables, la quotité de la dîme et la forme de la perception » (2). A Marseille on se demande même, en voyant les dîmes « devenues un sujet continuel de discussion et diminuant de valeur de jour en jour » s'il n'y aurait pas lieu de recourir à l'abonnement pour « rétablir les choses dans les règles conformes à l'équité (3). » Il ne semble pas qu'ailleurs ce procédé ait tenté le clergé.

L'abbaye de Saint-Pierre-de-Cassel, dans le bailliage de Bailleul, demande, en prévision des charges nouvelles qui vont gréver les décimateurs que les dîmes inféodées, qui sont biens ecclésiastiques y soient soumises également (4) ce qui prouve que les

1. Clergé d'Orléans, art. 30 du cahier.

2. Cahier du clergé de Blois, art. 43. Blois II, p. 403.

3. Cahier du clergé de la sénéchaussée de Marseille. Marseille, p. 418.

4. Cahier de l'abbaye Saint-Pierre-de-Cassel (*Flandre maritime*, t. II). Nous n'utilisons ce document que pour faire connaître l'avis des décimateurs, et comme complément au cahier du clergé dont il contribue à faire apprécier la valeur et la sincérité. Il est à peine utile de rappeler qu'un tel mémoire n'est pas un cahier régulier. En ce qui concerne le clergé les seuls cahiers réguliers sont ceux qui émanent des assemblées de bailliage. Voir notre Introduction, § 2.

gros décimateurs, les chapitres, les monastères avaient eux aussi des sujets de plaintes et des projets de réformes.

Les doléances particulières de curés de campagne qui se trouvaient décimateurs, permettent de connaître leur avis sur les différentes réformes de détails demandées dans les cahiers des paroisses (1). Certains curés n'ayant pu assister en personne à l'assemblée du bailliage s'y étaient fait représenter par un confrère et parfois lui avaient remis un mémoire, complètement semblable, par la forme, aux cahiers que les députés des paroisses remettaient à l'assemblée du Tiers (2). Leurs griefs particuliers y étaient parfois plus longuement exposés que dans le cahier général de l'ordre, où, en matière de dime tout au moins, il a été rarement entré dans le détail. Grâce à ces documents nous voyons se préciser le sentiment des curés, dont nous avons vu les résultats au sein des assemblées électorales.

Nous y voyons surtout s'affirmer l'attachement à

1. L'observation précédente s'applique à ce qu'on appelle les « Cahiers » des curés. Ce sont des mémoires sans caractère officiel, précieux pour connaître l'opinion du bas clergé. Ce ne sont pas des cahiers réguliers.

2. Un assez grand nombre de cahiers de curés ont été publiés soit isolément, soit dans des recueils de cahiers de paroisses ou comme annexes à des cahiers de bailliages. Voir notamment : Cahiers de la Flandre Maritime, t. II, 1^{re} partie ; Hippeau, *Gouvernement de Normandie*, t. VI et VII. Cf. Bibliographie à la fin de ce volume : Chassin, *les Cahiers de Paris et les élections aux Etats généraux*. Bailliage de Blois, t. II, cahier du curé de Lucieux, cité plus loin ; sénéchaussée de Marseille : Cahiers de divers chapitres de Marseille.

la dime. Son existence même n'est pas en question, pour le clergé, cela a été dit plus haut ; mais il y a plus ; sur les points de détails, à réformer, selon les vœux des habitants, on voit les curés très attachés à tous leurs intérêts et fort peu disposés à faire des concessions de nature à diminuer le produit de leurs droits. Or, pour les paysans c'était là l'important ; la réglementation générale tant demandée, ne pouvait être bienfaisante et bien accueillie que si elle diminuait la dime. Il semble bien que ceux des curés qui demandent aussi une réglementation générale, en espèrent bien la fin des multiples contestations avec les paysans, mais à leur avantage à eux curés. Les paysans demandaient l'abaissement du taux de la dime : les curés sont muets sur ce point si important. Les paysans demandaient la suppression de divers droits considérés comme insolites, dîmes vertes, dîmes de menus fruits, chamage, lainage, etc. Non seulement les bénéficiers de ces dîmes n'en demandent pas l'abolition, ce qui est bien compréhensible, mais même ceux des décimateurs qui n'exercent pas ces droits s'en plaignent et invoquent l'exemple de ceux qui les exercent pour se les faire attribuer. Oh ! ils ne manquent pas d'arguments ; en substance cela se résume ainsi : ils supportent les mêmes charges que les autres décimateurs, ils doivent exercer les mêmes droits et quand c'est un curé qui se plaint il ajoute qu'il est pauvre, que la

fabrique est pauvre, qu'il a de nombreux pauvres à secourir, qu'en ne réclamant que son droit il ne demande que le strict nécessaire. Et cela est souvent vraisemblable, et cela a dû être souvent vrai, et cela ne facilitait pas la solution.

Ce n'est pas seulement contre les paysans que les curés défendaient leurs droits de décimateurs, c'était encore contre ceux qui prétendaient se soustraire à la dime. Les biens des ordres religieux doivent payer la dime, les biens de l'ordre de Malte doivent payer la dime, répètent les curés ; mais ils ont affaire à forte partie et leurs prétentions restent souvent vaines.

Ils protestent encore contre les changements de culture qui ont pour effet de diminuer leurs revenus ; parfois contre les plantations de vignes, souvent contre les reboisements. Ils réclament des indemnités, des dommages-intérêts, engagent des procès, sollicitent des règlements, des édits, des lois, invoquent le Parlement, le conseil d'Etat, le Directeur général des Finances, le Roi lui-même, voudraient dessynodes et des conciles et par tant d'occupations et tant de sens des affaires donnent quelquefois raison à ceux qui leur reprochent d'être trop occupés de leur temporel.

Un exemple entre beaucoup d'autres, celui du curé de Lucieux, qui rédigea lui-même un cahier (1).

1. Cf. Cahier de doléances du curé de Lucieux (abbé Brunet) *in*

Modeste desservant d'une paroisse de 40 feux, il est préoccupé du bien public, demande la suppression des aides et de la gabelle, le vote par tête aux Etats généraux, et la suppression des privilèges pécuniaires. C'est ce qu'on appellera un peu plus tard un curé patriote, et au siècle suivant un homme aux idées libérales. Pour les diverses réformes qu'il propose dans l'intérieur de l'Eglise, il fait bon marché des droits des abbayes et des chapitres ainsi que de leurs biens. Mais sur la dîme, tout autre attitude ; car il est décimateur. Tout d'abord « il est enflé dans ses décimes » il paye quarante livres et il prie « le gouvernement... de faire attention à ce que c'est que le décimateur de la paroisse de Lucieux. » Il va sans dire que la paroisse est pauvre, le terrain mauvais, les récoltes peu abondantes ; il y a des terres exemptes de dîmes ; et des terres anciennement cultivées ont été transformées en forêts. Alors il réclame. Il réclame du bois de chauffage au propriétaire du terrain où il ne perçoit plus de dîmes ; il réclame l'imposition à la dîme des biens du commandeur de Malte ; il réclame la dîme de lainage qu'il n'est pas autorisé à percevoir ; il réclame « aux dépens du clergé... une vérification des limites de la paroisse », espérant y trouver quelque avantage. Il ne réclame pas la

bailliage de Blois, t. II, p. 466 à 473. Lucieux paroisse de 40 feux du bailliage de Blois, actuellement commune de Fontguenand, département du Loir-et-Cher.

dîme de suite, mais il se plaint néanmoins de ne pas l'avoir. Bref « déduction faite des charges et des frais de perception... la dîme de Lucieux n'est rien et il est rare d'en voir de si petite ».

On voit combien les idées de ce curé philanthrope (il a souci du bien du peuple) et démocrate (il demande le vote par tête !) sont éloignées des idées des paysans. Pas d'abaissement du taux de la dîme : elle est déjà insuffisante ; établissement d'une dîme de lainage et là où elle existe les paysans veulent sa suppression. Le curé de Lucroux est pris là, si l'on ose dire, en flagrant délit de dimage insolite, l'exécration des cultivateurs.

Son cas ne serait rien en lui-même ; mais c'est un exemple significatif. Dans la question des dîmes, l'intérêt des curés est engagé, et ils cherchent surtout à obtenir une solution conforme à leurs intérêts. On a pu croire en les voyant parfois se plaindre des gros décimateurs, comme le faisaient les paysans, qu'ils adhéraient aux projets des paysans, mais le but des uns n'était pas le but des autres. Les paysans tenant surtout à moins payer et les curés à recevoir plus.

Que l'on considère les diverses situations et cette préoccupation s'y manifeste. Tantôt les curés sont décimateurs, tantôt ils ne le sont pas. Quand ils le sont, c'est à eux que s'adressent les reproches d'avidité, de dureté que leur font les paysans ; leur inté-

rêt se confond trop avec le rendement de la dime pour qu'on puisse attendre qu'ils en souhaitent la diminution. Quand ils ne sont pas décimateurs ils se partagent entre deux solutions selon qu'ils sont plus ou moins timides, plus ou moins respectueux des droits acquis d'autrui : ou bien ils demandent que la dime toute entière leur soit attribuée, ou bien que les décimateurs soient tenus de diverses charges tant à leur propre profit qu'au profit des paroisses. Quand ils demandent toute la dime, il n'est certainement pas dans leur intention de la recevoir diminuée dans son taux, restreinte dans son exercice : cela serait contraire à leur intérêt. Quand ils n'en demandent qu'une partie, il est aussi de leur intérêt que le décimateur puisse s'acquitter facilement et largement — ainsi que des autres charges envers la fabrique et les pauvres — dont le curé profitera indirectement. Par conséquent en aucun cas il n'était de l'intérêt des curés de restreindre et de diminuer la dime ; ils l'ont généralement fort bien compris.

Deux courants d'opinion se partageaient ainsi le clergé, correspondant à deux groupes d'intérêts. D'une part les bénéficiers en possession des dîmes, forts de leur droit garanti par la législation et la jurisprudence, — s'en tenant là et acceptant seulement le principe de réformes fragmentaires à réaliser dans les formes régulières du droit. D'autre part les curés, réclamant unanimement une amélioration de

leur situation matérielle par l'attribution totale ou partielle des dîmes, invoquant une très ancienne tradition canonique, s'appuyant sur une forte opinion publique ayant pour eux la majorité au sein du clergé et la majorité dans la nation sur le maintien des dîmes dans leur intégrité, le clergé tout entier uni dans la même condition.

Conclusion. — Des avis si nombreux, et si variés, qui se sont exprimés, on peut dégager et retenir ces constatations : les uns se seraient contentés de réformes consistant dans un abaissement du taux et dans une réglementation précise et libérale des produits dimables et des formes de la perception — les autres tenaient à accroître les charges des décimateurs au profit des curés, des fabriques et des pauvres ; — un grand nombre pensait que ce résultat ne pouvait être mieux réalisé qu'en attribuant la dîme aux curés eux-mêmes ou aux paroisses — enfin, quelques-uns, soit qu'ils n'aient pas eu à se louer de cette pratique, soit qu'ils aient accepté les idées, alors en circulation, d'économistes adversaires de la dîme, en demandaient la suppression, à condition que l'état en assumât les charges.

Malgré cette grande diversité, si l'on écarte quelques avis isolés, il n'y a pas dans les cahiers plusieurs opinions, mais seulement plusieurs nuances d'une même opinion ; elle est le résultat des deux

sentiments déjà constatés, un attachement profond et général dans les campagnes à l'Eglise, un attachement non moins profond aux intérêts personnels. On voulait les concilier. Personne ne songeait à diminuer la puissante situation de l'Eglise : on voulait par une meilleure répartition de ses revenus assurer à chacun de ses membres une existence honorable; les traitements que l'on demande pour les curés en témoignent; et ceux qu'on propose pour les évêques restaient bien au-dessus de ce que l'avenir leur attribua. On voulait enfin, grâce à ce qu'on payait, que les églises soient largement pourvues et les pauvres généreusement secourus. Ces vœux sont le fait de bons paroissiens et de bons catholiques. Faut-il s'étonner s'ils souhaitent de ne pas trop payer, et de faire servir ce qu'ils payaient d'abord à leur église, à leur curé et à eux-mêmes ? Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Une conséquence découle de cette communauté d'aspirations ; c'est que les uns et les autres étaient disposés à accepter des moyens qu'ils n'avaient pas proposés ; s'ils atteignaient par là leur but commun entretien honorable du clergé à des conditions avantageuses pour les fidèles. Ainsi, la très grande majorité des cahiers qui ne demande pas, qui n'envisage même pas la suppression de la dîme, n'en est pas pour cela très attachée à son maintien. Son abolition n'est pas dans le vœu général, malgré les expres-

sions de quelques-uns de ses adversaires, parce qu'en général on ne voit pas comment subvenir autrement aux besoins de l'Eglise et que l'on tient très sincèrement à s'acquitter envers l'Eglise. Mais, sa disparition ne serait pas regrettée, si on la remplaçait par un autre système moins onéreux.

Que l'on rapproche ces conclusions de celles que nous proposons sur l'opinion du clergé et le conflit apparaît, encore latent, mais prêt à surgir. La suppression de la dime sera acceptée du Tiers état ; elle inquiétera et mécontentera une grande partie du clergé.

DEUXIÈME PARTIE

LES MEMBRES DU CLERGÉ

CHAPITRE PREMIER

Le Curé et la Paroisse

I. — La Paroisse sous l'ancien régime. — II. Le Clergé paroissial dans les cahiers. — III. L'Administration paroissiale dans les cahiers. — IV. Les Sentiments du clergé et le régime de la paroisse — Conclusion.

La paroisse est l'objet de la plus vive sollicitude en 1789 ; c'est en sa faveur que l'on souhaite des améliorations ; c'est dans son cadre que l'on envisage des réformes ; aucun autre organisme dans l'Eglise, et aucun, peut-on dire, dans l'Etat, ne paraît plus cher aux Français. Le curé, chef de la paroisse, bénéficie de ces dispositions.

I. — La Paroisse sous l'ancien régime (1).

Malgré la richesse, la variété et le grand nombre des ordres religieux, malgré l'existence d'un haut clergé séculier largement renté et pourvu des plus

1. Bibliographie. — Sevestre, *l'Organisation paroissiale à la veille de la Révolution*, 1911 ; Babeau, *le Village sous l'ancien régime* ; Paul Fournier, *Chaligny, ses seigneurs et son comté*, 1907 ; P. Fournier, J.-F. Couquault, curé de Maron et ouvrages généraux déjà cités.

honorifiques et des plus lucratives fonctions, les curés sont à la fin de l'ancien régime la partie la plus importante et la plus solide de l'Eglise, par leur nombre, par leur activité, par la confiance des fidèles.

Le nombre des curés et vicaires a été évalué à 60.000, sur un total de 71.000 prêtres séculiers (1) on verra que les réguliers étaient environ 23.000. L'ordre des curés, ainsi qu'ils aimaient eux-mêmes à se désigner, avait par conséquent une grosse majorité numérique. De plus ces 60.000 prêtres, de par leurs fonctions, étaient beaucoup plus que les chanoines ou que les moines en rapport constant avec les fidèles ; ils vivaient au milieu d'eux ; ils avaient la charge de leurs intérêts spirituels et ne se tenaient pas à l'écart de leurs intérêts temporels. Ils connaissaient leurs besoins, pour avoir vu leurs efforts quotidiens et entendu leurs plaintes et leurs récriminations. Ils avaient eux-mêmes des besoins analogues, car de tous les ecclésiastiques, ce sont les curés et les vicaires dont la vie se rapprochait le plus de celle des paysans. Si leur activité n'avait été que strictement confinée dans le cadre de leur ministère, cela eut suffi cependant à faire d'eux des personnages très occupés et très influents car la population était très pratiquante ; mais elle débordait des

1. Lavissee, *Hist. de France*, t. IX, 1.

limites de ce cadre et s'exerçait au delà. La vie municipale se confondait avec la vie paroissiale ; l'action du curé, chef de la paroisse, s'exerçait tout naturellement sur la gestion des intérêts communaux. On le consultait, il présidait, il dirigeait. Comme en outre c'est lui qui faisait connaître au prône, les actes de l'autorité publique, il était par là revêtu du prestige de représentant du pouvoir royal (1). Il avait la surveillance des écoles, y compris du maître d'école, préalablement agréé par l'évêque, et en qui il trouvait un auxiliaire subalterne dévoué, à la fois sonneur, bedeau, sacristain. Les registres de catholicité qu'il était chargé d'établir tenaient lieu de registres d'état civil. Pour tous les actes solennels qui se partagèrent dans la suite entre l'Eglise et la mairie, on n'avait affaire qu'à lui ; c'est lui qui faisait appliquer les règlements royaux concernant les baptêmes, les mariages et les sépultures, lui qui transmettait à l'occasion des mariages, les demandes de dispenses, si souvent nécessaires et qui faisait connaître la réponse. En l'absence du seigneur, il était bien le premier personnage de la paroisse. Son ministère n'était pas discuté, comme celui des moines ; ses services n'étaient pas contestés ; sauf des exceptions rares ses mœurs n'étaient pas soupçonnées, il

1. Les actes relatifs à la convocation des Etats généraux, notamment furent portés à la connaissance de la population par les curés, au prône.

avait la confiance de ses paroissiens et il avait même leur affection. Dans son voisinage généralement aucune autre autorité élue ou nommée ne contre-balançait son prestige, et dans l'Eglise, ni ses rivaux, les réguliers, ni ses supérieurs évêques et chanoines, ne lui disputaient la confiance des fidèles.

Les curés et vicaires, vivant au milieu des paysans, menaient une vie assez analogue à la leur ; ils étaient eux-mêmes sinon fils de paysans, au moins de petite bourgeoisie, du Tiers état ; et par l'effet des règles qui régissaient la collation des gros bénéfices, voués à peu près définitivement à rester curés. Cela resserrait le lien entre eux et leurs paroisses. La nomination des curés appartenait à l'évêque conformément au droit canonique, mais le droit de l'évêque était fréquemment restreint par l'existence d'un autre droit, celui du patronage au profit de laïques ou de communautés religieuses ; par ce droit les patrons de l'Eglise pouvaient en cas de vacance présenter leur candidat à la nomination de l'Evêque qui ne pouvait s'y refuser à moins d'indignité canonique du postulant. Parfois même, tout en remplissant toutes les fonctions curiales, le prêtre desservant la paroisse n'a pas le titre de curé, il n'est que vicaire perpétuel du curé primitif ; c'est un souvenir de l'époque où l'abbaye voisine s'était chargée de l'exercice du culte dans des paroisses où manquaient des prêtres séculiers ; les religieux étaient restés

curés primitifs alors que, rentrés dans leur couvent ils n'en accomplissaient plus les fonctions (1). Lorsqu'aucun droit de patronage n'existait, le concile de Trente prescrivait le concours, comme règle générale pour la collation des bénéfices-cures (2). Mais, on sait que les décisions du concile de Trente ne furent jamais reçues en France et partant n'y avaient pas force obligatoire. Cependant, un procédé si propre à déjouer les intrigues, en plaçant dans les postes importants les sujets éprouvés sur la doctrine la science, l'âge, les mœurs, la prudence, le zèle par les examinateurs synodaux n'était pas absolument délaissé dans l'Eglise de France. Il semble même que pour les paroisses importantes c'était sinon la règle, du moins la pratique habituelle ; c'est ce qui se passait à Nancy, par exemple, pour toutes les paroisses de la ville (3). La règle établie en faveur des gradués assurait aussi des garanties de capacité dans la personne des curés, surtout pour les paroisses des villes, les plus recherchées ; nombreux sont les docteurs en théologie ou en droit canonique à la tête de ces paroisses.

1. Cf. Paul Fournier, *op. cit.* ; Migne, *Encyclopédie théologique. Dict. de Dr. canonique*. V° Curés. Patronage ; Mater, *l'Eglise catholique*, 357-58 ; Furgole, *Traité des curés primitifs* (Toulouse, 1736, in-4°).

2. Concile de Trente. Sess. XXIV. C. 18. Voir au sujet du concours Duballet, *Traité des paroisses* 1901, t. II, p. 63-131, résumé par Mater, *l'Eglise catholique*, p. 184-187.

3. Cf. Cardinal Mathieu, *l'Ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois*.

Le curé est aidé par divers auxiliaires : en premier le vicaire. Les besoins religieux étaient alors si forts, et les attributions des curés si grandes, que de toutes petites paroisses demandent des vicaires, il n'est pas rare d'en voir demander à partir de trois cents communiant, ce qui peut faire peut-être quatre cents habitants : des villages de cette importance considèrent qu'il faut deux prêtres. Mais comme l'entretien de ce second prêtre, était, tout au moins en principe, à la charge des décimateurs, ces bénéficiers montraient beaucoup moins d'empressement à en établir dans les paroisses. En pratique les fidèles l'obtenaient assez difficilement ; la nomination appartenait à l'évêque qui pouvait toujours révoquer. Dans les villes, outre les vicaires, coopèrent également, mais d'une façon bien peu active les prêtres habitués, ecclésiastiques de la région restés à l'écart des obligations du ministère, et rattachés à une paroisse presque uniquement pour la forme. Indépendants du curé, ils savaient le lui faire sentir et provoquaient ainsi des démêlés parfois plaisants et parfois scandaleux. Lorsqu'il s'agissait d'obtenir d'eux un travail régulier, écrit un curé « ils étaient tous les douze incommodés, l'un avait mal au pied, l'autre à la gorge ; celui-ci était menacé de pulmonie, celui là ne pouvait s'appliquer par l'ordre de son médecin » (1). Les fidèles étaient accoutumés à cet

1. Sevestre, *l'Organisation du clergé paroissial*, p. 67, 68, 71.

état de choses ; l'évêque de Bayeux refusait de pensionner deux vicaires parce qu'il y aurait douze obitiers (prêtres habitués) dans la paroisse qui travaillaient, s'imaginait-il, « il s'est fait siffler du public... il croyait que les douze obitiers étaient autant de vicaires ». La présence de ces prêtres habitués ou obitiers, faisait qu'un nombreux clergé se trouvait dans les paroisses urbaines ; à Notre-Dame de Vire pour 8.000 paroissiens il y avait ainsi 35 à 40 prêtres (1).

L'étude de la dîme et des biens ecclésiastiques à fait voir que le curé n'était presque jamais grand propriétaire foncier et rarement gros décimateur, c'est-à-dire que les revenus de l'église étaient surtout pour d'autres que lui. D'ailleurs la lecture des cahiers, aussi bien ceux du Tiers que ceux du clergé, confirme cette impression et de nombreux travaux ont déjà mis ce fait en lumière.

Néanmoins, le curé n'est pas toujours le pauvre desservant, insuffisamment pensionné qu'il se plaint d'être ; s'il est rarement seul décimateur, ce qui est incontestable, il a très souvent une portion de la dîme, la moitié, le tiers, le quart au moins, ou la dîme de certains fruits, ou celle de certains lieux dits ; on a vu déjà, qu'en Bretagne, en particulier, sur 144 recteurs de paroisses, 38 possédaient la totalité des

1. Sevestre, *Ibid.*, p. 84.

dîmes ou à peu près, 27 possédaient au moins la moitié des dîmes, 39 moins de la moitié et 38 seulement ne possédant aucune dime étaient réduits à la portion congrue (1). Il va de soi que lorsque le curé était décimateur ses revenus étaient extrêmement variables ; d'abord selon les années et la valeur des récoltes ; puis selon la quotité de la dime qu'il percevait, enfin selon les paroisses. Il est vraisemblable que certains curés quoique décimateurs en totalité ou en partie, n'en avaient pas moins une situation assez médiocre ; c'est ce qui existait notamment lorsque le gros décimateur avait renoncé à ses droits pour ne plus payer la pension au curé, lorsqu'elle se trouvait supérieure à la dime. Par contre, dans bien d'autres cas, la situation du curé décimateur était beaucoup plus avantageuse ; elle constituait alors un intermédiaire entre celle des hauts bénéficiers et celle des congruistes, une sorte de classe moyenne, de « bourgeoisie ecclésiastique ».

Quant aux curés congruistes, c'était au point de vue matériel, une existence très modeste que la leur, mais surtout en comparaison de leur rôle, de leur prestige sur les fidèles, et de la considération dont ils étaient honorés, car en elle-même leur situation est pécuniairement meilleure que celle de beaucoup de religieux et de plus de religieuses encore, meil-

1. Cf. *Suprà*, chap. la Dime.

leure même que celle de nombreux chanoines (1), très supérieure à celle des vicaires, surtout ceux des campagnes. Et si l'on considère d'autres catégories de personnes, on constate que la situation des curés est également meilleure que celle de nombreux paysans, beaucoup meilleure que celle des maîtres d'école, que celle des régents laïques de collège, les uns et les autres fort maigrement retribués.

La portion congrue qui n'était encore que de 300 livres auparavant, avait été portée à 500 livres en 1768 et à 700 livres en 1787. Il faut y ajouter les avantages et droits dont le curé jouissait toujours ; d'abord le logement dans le presbytère et la jouissance du jardin et des parcelles de terre qui y atte-naient souvent — et le produit du casuel. Un cahier expose que pour le curé ce casuel consiste (2) :

« 1° Dans autant de messes qu'il veut et peut dire à raison de 10 à 12 sols chaque.

2° Dans les charités qu'il fait ramasser dans l'église... pour le repos des âmes du purgatoire (3).

3° Dans les enterrements de tout quoi il garde le luminaire ;

4° Dans les légats (legs) qui lui sont faits assez considérables.

1. Sur l'importance des bénéfices des chanoines voir le chapitre suivant ; sur l'importance des messes conventuelles, voir le chapitre sur les religieux.

2. Cf. Cahier de Bois-de-Montmoreau, Senéch. d'Angoulême, p. 192-193.

3. Probablement, à charge de messes.

5° Dans les publications de bans, fiançailles et mariages ;

6° Enfin dans les évangiles et les cierges que les femmes donnent pour lever à messe ce qui revient en totalité à près de 300 livres ».

Il y avait en outre dans certaines régions des usages locaux qui grossissaient ce produit. On a vu que dans les Pyrénées c'était sous le nom de droit de pacaire. Dans le Maconnais, il est souvent fait allusion à la coupe de feu, qui consiste dans une coupe de grains par feu que l'on remet au curé (1). Dans une région voisine il paraît que le curé exigeait : 1° la moitié du lit où était décédé un chef de famille ; 2° un repas, appelé « dîner de carême » en nature ou en argent ; 3° un droit de prélibation soit quarante sous (2). Bien d'autres usages analogues persistaient sans doute ailleurs qui grossissaient la portion congrue ou le produit de la dime ; dans une mesure appréciable si la paroisse était riche ou étendue, mais d'une quantité bien modique dans les petites paroisses. Ces menues redevances rendent très difficile l'évaluation générale de la situation des curés ; pour beaucoup elles étaient probablement un petit supplément très utile ; mais elles étaient surtout très

1. Cf. Bailliage de Mâcon. Cahier de La Chapelle.

2. *Les cahiers du bailliage d'Autun*. Cahier d'Uxeau (bailliage de Montcenis).

désagréables à ceux qui les supportaient et elles n'empêchaient pas le curé, dans les paroisses très pauvres, d'avoir un sort très modeste. Aussi le casuel et tous ses accessoires jouit-il en 1789 d'une impopularité bien établie.

En résumé il y a parmi les curés de grandes inégalités de traitement et qui ne correspondent pas à l'importance de leurs services respectifs. Dans l'ensemble le curé dévoué à sa paroisse et à ses paroissiens et aimé d'eux est gêné dans son activité, parce que bien souvent il a des revenus insuffisants et parce que, bien souvent aussi il a trop à faire dans des paroisses très étendues.

L'administration temporelle n'est pas moins difficile à cause de la pénurie des ressources. C'est à un comité de notables paroissiens, le conseil de fabrique ou conseil des marguilliers, qu'incombe la gestion des deniers communs. Certains cahiers ou mémoires d'ecclésiastiques ou de corps décimateurs se plaignent de la mauvaise administration des fabriciens — ils les accusent de gaspillage et réclament le droit d'avoir un délégué parmi eux. Mais à la vérité les gros décimateurs provoquèrent de bien plus nombreuses plaintes de la part des fabriques paroissiales pour la parcimonie avec laquelle ils les dotaient. On a vu déjà quels procès entraînaient les réparations à faire aux églises ; la fourniture des ornements et des vêtements sacerdotaux n'était pas

moins fertile en difficultés. Aussi y aura-t-il une véritable unanimité dans tout le pays pour demander une plus large dotation des fabriques. Les formalités administratives gênaient beaucoup aussi les fabriques paroissiales (1) ; elles entraînaient de longs délais et des frais exorbitants pour la moindre réparation. Y avait-il un travail à exécuter à l'église ou au presbytère ; la procédure la plus simple exigeait une requête à l'intendant à fin d'expertise ; un voyage d'un ingénieur ou architecte délégué pour examiner les lieux ; un rapport à l'intendant ; une décision de ce personnage ordonnant les travaux ; une mise en adjudication (2) de l'entreprise après quoi seulement l'entrepreneur adjudicataire faisait ses préparatifs. Toutes ces formalités n'étaient pas économiques ; et pendant le temps qu'elles exigeaient, les dégradations s'aggravaient. Le grand nombre des plaintes à ce sujet, montre qu'une réforme s'imposait sur ce point.

Une autre catégorie de dépenses grévait lourdement le budget des fabriques, ce sont les dépenses de charité. Dans les villages, en effet, en dehors de l'initiative privée, les secours aux indigents étaient l'affaire de la fabrique. Soit qu'il existât sous le nom de bureau de charité, ancêtre du bureau de bienfaisance, un embryon d'organisme spécial, soit que le

1. Cf. Arrêt du Conseil du 16 décembre 1684.

2. En présence du subdélégué de l'intendant.

conseil de fabrique assurât directement la répartition des secours, c'était uniquement un service paroissial. On voit par les cahiers de doléances que l'idée de cette institution était tout à fait familière aux paysans. Les besoins étaient grands d'une façon régulière ; une mauvaise année ou une épidémie, même bénigne, les accroissaient encore. Pour y faire face il n'y avait que peu de ressources, le revenu de quelque fondation quand il en existait, les prélèvements sur les ressources générales de la paroisse déjà insuffisantes, les secours parfois très généreux mais rares, ou tout au moins irréguliers, de quelque riche seigneur ou propriétaire, tout cela n'empêchait pas d'être obligé parfois de faire appel aux divers chefs de ménage de la paroisse. C'était pour eux un devoir peu agréable ; aussi songeaient-ils à la dîme. Les décimateurs s'en tenant au principe de l'aumône libre avaient abouti à la pratique de l'aumône rare ; on était loin de la règle du tiers pour les pauvres ; mais les décimables s'en souvenaient encore et réclameraient fréquemment sa remise en vigueur. Les fabriques eussent alors disposé de revenus souvent élevés, et toujours réguliers en faveur des bureaux de charité.

II. — Le clergé paroissial dans les cahiers

Les réformes demandées dans les cahiers en faveur du clergé paroissial sont inspirées par une vive sym-

pathie à son égard. Sorti du Tiers Etat il continue à vivre de la même vie. « Les curés sont tous tirés du Tiers Etat, écrit un cahier ; il n'y a pas de père de famille qui pour parvenir à faire son fils prêtre ne sacrifie une partie de sa fortune même au détriment de ses autres enfants... Le cri général se lève en faveur des curés » (1). Tel est le sentiment qui domine partout.

Tout d'abord ce qu'on réclame pour les curés c'est une amélioration matérielle. La portion congrue de 700 livres, même avec les divers avantages en nature et en argent qui l'augmentent, est tenue partout pour insuffisante. C'est en très grand nombre que les cahiers en demandent l'augmentation. Les chiffres proposés varient naturellement beaucoup, cependant il est aisé de discerner entre quelles limites ils évoluent. Le traitement qui paraît le plus souvent proposé est celui de 1.200 à 1.500 livres, les uns le considérant comme une moyenne suffisante, les autres comme un minimum. Ce sont les seuls chiffres proposés dans la sénéchaussée de Cahors, avec 600 livres pour les vicaires ; et les plus fréquents dans des régions très différentes dans les bailliages de Bourges, de Sens, de Châtillon-sur-Marne, d'Orléans, dans les sénéchaussées de Niort, Saint-Maixent, Nîmes. Dans toutes ces régions on admet d'ailleurs que les curés

1. Cf. Cahier d'Aubilly, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

des villes aient un traitement supérieur que l'on fixe volontiers à 1.800 ou 2.000 livres. Ces propositions sont généralement accompagnées de commentaires très élogieux pour les curés, ces utiles pasteurs, connaissant les besoins du peuple, et il s'y mêle des commentaires peu bienveillants pour le haut clergé décimateur. « Le temporel suffit à peine pour sa nourriture » écrit une paroisse de son curé (1) ; il faut « que les curés soient plus considérés que les chanoines » écrit une autre (2), « un évêque qui donne 500 écus de salaire à son cuisinier, ne refusera pas un tel honoraire (1.200 livres) au dernier prêtre de son diocèse » énonce un cahier du Quercy (3). Voici une paroisse bretonne qui parle spécialement pour son pasteur : « René-Jean-François Marais, notre recteur depuis dix-neuf ans, s'est épuisé pour notre église... son revenu est si modique qu'il n'a pas de quoi vivre » (4).

Mais parfois aussi, moins fréquemment semble-t-il, en proposant un traitement fixe de 1.200 à 1.500 livres pour leur curé, ses paroissiens n'ont pas l'intention de lui conférer de nouveaux avantages ; c'est le cas lorsque le curé se trouvant décimateur se faisait un revenu supérieur. On lit alors des expressions

1. Cahier de Sainte-Mélaine, Sénéch. d'Angers, t. II.

2. Cahier de Pellouaille, sénéch. d'Angers, t. II.

3. Cahier de Saint-Vincent-Rive-d'Olt, sénéch. de Cahors, p. 319.

4. Cahier de Tréguenestre, sénéch. de Rennes, évêché de Saint-Brieuc.

de ce genre : « il faut *ramener* les curés à 1.200 livres » (1). Elles sont fréquentes dans la région de Troyes : « 1.200 livres mettraient un ecclésiastique à même de vivre honorablement. De quel œil peut-on voir des curés posséder des bénéfices de 5.000 à 6.000 livres, tandis que leurs confrères chargés des mêmes fonctions et fort souvent plus pénibles, ont à peine de quoi subsister ? » (2) idée qu'on retrouve dans cet autre cahier. « Il y a plusieurs curés de petites paroisses qui jouissent de revenus trop considérables produits par les dîmes. Nous croyons qu'il serait plus avantageux de fixer leurs appointements à une somme proportionnée à leur paroisse et à leur desserte » (3). A Ervy-le-Chatel, également dans le bailliage de Troyes, après avoir demandé l'augmentation des congrues, avec les biens des religieux, en faveur des curés, on ajoute immédiatement : « Il serait cependant dangereux de les enrichir, puisque leur état les oblige de tonner avec une éloquence pathétique contre l'amour des richesses et qu'ils doivent prêcher d'exemple » (4). A Villemoyenne, on n'est pas très enthousiaste non plus ; « autrefois les portions congrues n'étaient qu'à 300 livres, ils vivaient tout de même » pourtant on propose 1.000 livres (5).

1. Cahier de Fomperron, sénéch. de Saint-Maixent.

2. Cahier de Bourdenay, Troyes, t. I, p. 432.

3. Cahier d'Onjon, Troyes, t. II, p. 396.

4. Cahier d'Ervy-le-Chatel, Troyes, t. II, p. 60.

5. Cahier de Villemoyenne, Troyes, t. II, p. 686.

Même aux gens les moins bien disposés à l'égard de leurs curés, la congrue de 700 livres paraît trop faible, comme on le voit.

Dans l'Anjou, et plus encore dans la Bretagne, on demande un traitement bien supérieur pour les curés ou recteurs. Ce n'est plus 1.200 livres, mais 2.400 livres qu'on propose généralement. Une paroisse angevine propose même 3.000 livres (1), c'est une exception. Mais dans la sénéchaussée de Rennes la congrue de 2.400 livres pour les recteurs et 800 ou 1000 livres pour les vicaires est proposée très fréquemment. Il est à remarquer que dans bien des paroisses le recteur a déjà une situation qui serait jugée suffisante en d'autres régions ; à Saint-Jean-de-Béré dans l'évêché de Nantes le recteur a 1.500 livres : c'est insuffisant, il faut réunir un prieuré à sa cure ; à Saint-Senoux, dans l'évêché de Rennes, le recteur a déjà 1.600 livres : on demande pour lui au moins 800 livres de plus ; à Cancale on propose ces trois catégories : campagnes 2.000 livres au curé, 600 livres au vicaire ; petites villes 3000 livres au curé, 800 livres au vicaire ; grandes villes 4.000 livres au curé et 1.000 livres au vicaire. Une paroisse du diocèse de Saint-Malo, probablement la seule, songe même aux prêtres libres, ni curés ni vicaires, pour leur attribuer une pension de 400 livres (2). Enfin une autre

1. Cahier de Saint-Barthélémy, Angers, t. II, p. 547.

2. Les Ifs, sénéchaussée de Rennes, t. III, évêché de Saint-Malo.

paroisse tient à préciser que ce n'est pas par sympathie pour son curé qu'elle intervient en sa faveur, mais par esprit de justice : « Notre recteur, dit-elle, n'a pas gagné notre confiance, il nous a trompés, mais sa portion ne suffit pas pour le faire vivre en pasteur : il faut de l'équité » (1).

Les voies et moyens pour réaliser cette augmentation de traitement varient aussi ; ils ont déjà été exposés précédemment. Tantôt, s'inspirant de circonstances locales les habitants proposent la réunion à la cure de bénéfices simples dont les titulaires ne résident pas, prieurés, chapellenies, fondations diverses ; tantôt, tout en respectant les droits des décimateurs ils veulent mettre à leur charge la portion congrue ainsi augmentée, comme ils l'ont vu faire lors des deux précédentes augmentations. Parfois, projetant un complet remaniement de la dîme, ils en attribuent le produit pour la totalité ou pour le tiers au curé, les deux autres tiers devant aller respectivement aux pauvres et à la fabrique. Enfin dans les projets, qui ont été exposés à propos de la dîme et des biens du clergé, de nationalisation générale de la propriété ecclésiastiques, les curés devaient avoir des pensions servies par l'Etat et garanties par la masse générale des revenus.

Les fidèles souhaitaient avec non moins d'imp-

1. Cahier de Nouvoitou, sénéchaussée de Rennes, t. I.

tience une réforme connexe c'est la suppression du casuel obligatoire. Ce vœu n'est nullement dissimulé. « Il est à souhaiter, dit un des cahiers les plus favorables aux curés, qu'en leur faisant un sort de 1.200 à 1.500 livres, on supprimât pour toujours les droits, rétributions curiales ou casuel, nouvelles charges pour le peuple et avilissantes pour leur ministère (1). » Il faut « que le sort de MM. les Curés soit amélioré afin qu'ils soient à même de soulager les pauvres de leurs paroisses et de s'acquitter des fonctions de leur ministère gratuitement et sans aucune rétribution » (2). A Angoulême, en demandant l'attribution aux curés, de la mense conventuelle d'une abbaye supprimée, le cahier se félicite de ce que cela « facilitera la suppression d'un casuel qui les humilie faute d'avoir d'autres moyens de subsistance » (3). Un autre cahier fait remarquer : « L'intérêt du Tiers Etat et surtout du menu peuple est beaucoup plus grand qu'on ne pense à l'augmentation des congrues et de l'honoraire des vicaires » à cause des taxes de casuel ; « les gens les plus pauvres et les moins religieux, par un de ces préjugés qui ont tant d'empire sur les hommes, se font un point d'honneur de payer ces prétendus droits d'enterre-

1. Cahier d'Aubilly, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

2. Cahier de Chépy, bailliage de Châlons-sur-Marne.

3. Cahier de la Ville d'Angoulême, sénéchaussée d'Angoulême.

ment, etc. Il faut donc anéantir le casuel et le seul moyen est l'augmentation des portions congrues des curés et vicaires » (1).

En outre, dans beaucoup d'endroits, les paroissiens ont des griefs spéciaux contre leur curé à l'occasion du casuel. Une paroisse rurale se plaint que le curé applique le tarif de ville qui est trop fort (2) ; une autre le trouve si lourd que « il y a de pauvres malheureux qui sont obligés de faire des dettes pour payer le curé » (3) et une autre encore écrit : « Il paraît que l'avarice forme le partage des ecclésiastiques. Sans le stipendium, pas de service pour les pauvres » (4). Parfois ce sont des augmentations injustifiées au tarif qui suscitent des protestations « autrefois on faisait chanter une messe pour 2 francs barrois ; aujourd'hui ils veulent avoir 3 livres de France. On faisait dire une messe basse pour 8 sous ; ils demandent 12 sous de France » (5). Bref on reprochait au casuel d'être une lourde charge pour les fidèles, de déconsidérer les prêtres qui le percevaient et d'être l'occasion de nombreuses discussions.

Dans certaines régions, notamment dans le Maine,

1. Cahier de Cieurac, sénéchaussée de Cahors, p. 75.

2. Cahier de Fougerolles, province du Maine, t. II.

3. Cahier de Champniers, sénéchaussée d'Angoulême, p. 157.

4. Cahier de Zermezelle, Flandre Maritime.

5. Cahier de Frenelle-la-Petite, bailliage de Mirecourt (*Revue la Révolution dans les Vosges*).

il existait au profit des vicaires, une forme spéciale de casuel obligatoire, plus impopulaire encore, c'était le droit de glanage. Sa suppression est demandée plus vivement encore s'il est possible.

Il convient de remarquer à propos de l'hostilité au casuel, que ce dont on s'irrite c'est de son caractère obligatoire et en quelque sorte mercantile : tarification des services religieux, abus dans ce tarif, querelles à propos du paiement, qui par surcroît se produit à l'occasion d'événements où les esprits aimeraient à s'élever au-dessus de ces questions matérielles. Ce n'est pas le fait de donner de l'argent au curé qui déplaît : c'est la forme de cette rétribution ; comme le proclame un cahier « il convient que le prêtre qui dessert l'autel, vive de l'autel » (1) mais d'une façon plus digne et moins incommode pour les fidèles.

L'augmentation des pensions des curés, sous quelle que forme que ce soit, permet aussi en divers endroits d'exprimer différents vœux relatifs à leur genre d'existence, et de se plaindre de quelques pratiques tolérées jusqu'alors. Tout se résume en ceci : le curé ayant dorénavant un traitement suffisant ne doit plus être autorisé à se créer des ressources supplémentaires par des moyens qui sont de nature à le placer en opposition d'intérêts avec ses

1. Cahier de Verneuil, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

paroissiens. Plus de ces diverses redevances qu'il percevait; plus de droit pascal (1); plus de quête après les récoltes (2); plus de curés seigneurs de leurs paroissiens (3); plus de curés propriétaires dans leurs paroisses, cela ne peut que les détourner de leur ministère pastoral et leur créer des difficultés avec les fidèles (4); enfin plus de curés commerçants (5), cela vaudra mieux pour leur prestige ou pour eux-mêmes.

Parfois également, on veut mettre à la charge du curé, pour l'avenir, diverses dépenses telles que l'entretien de son presbytère, la fourniture de certains objets nécessaires au culte (6); mais on prévoit généralement un autre moyen qui est d'affecter une portion de la dime à la fabrique elle-même. Ce qu'on attend seulement du curé, d'une façon à peu près unanime ce sont des aumônes plus fréquentes. Mais en l'attend avec confiance et on le demande sans acrimonie, leur générosité dans la pauvreté faisant bien augurer de leur conduite dans l'aisance.

La réforme qui se prépare en faveur des curés, est l'occasion pour quelques paroissiens mécontents de souhaiter de leurs pasteurs une observance plus

1. Cahier d'Arquian, Cahier de Bouy, bailliage d'Auxerre.

2. Cahier de Chitry, bailliage d'Auxerre.

3. Cahier de Branches, bailliage d'Auxerre.

4. Cahier de Baugy, bailliage de Bourges.

5. Cahier de Grindorf, bailliage de Bouzonville. « Les curés font les commerçants plus que le peuple. »

6. Cahier de Saint-Laurent-des-Arbres, sénéchaussée de Nîmes, t. II. p. 279 (fourniture de l'huile des lampes pour l'église).

stricte de leurs devoirs. Mais, en dehors des protestations contre le casuel et les taxes abusives ou gênantes, les plaintes sont rares. Certaines, d'ailleurs, il faut le remarquer, dont les termes semblent désigner le curé, concernent en réalité le titulaire du bénéfice cure, non résidant, remplacé par un desservant. Cette pratique est tout à fait condamnée dans l'esprit des fidèles. On en demande à plusieurs reprises la suppression complète ; « s'il fallait en venir au principe, écrit-on à Angoulême, il n'y aurait plus de vicaires perpétuels » (1) et l'on demande ailleurs la suppression des droits de curé primitif des religieux et chanoines à cause « des procès scandaleux entre les curés, les paroissiens et les religieux » (2).

Contre les curés eux-mêmes, on peut relever quelques griefs particuliers ; par exemple, dans le bailliage de Boulay, ceux-ci qui concernent leur désintéressement : à Landefang le curé perçoit des taxes qui paraissent trop fortes (mariages 6 livres, enterrement 6 livres, services 3 livres), en outre « si les trenguelles (pourboires) ne sont pas favorables, on est longtemps regardé de travers. » A Adelage (3), le curé ne recommande pas les messes de fondation

1. Cahier de la Ville d'Angoulême, sénéchaussée d'Angoulême, p. 108.

2. Cahier de Meusnes, bailliage de Blois, t. II, p. 308.

3. Cahier d'Adelage, bailliage de Boulay.

le dimanche précédent comme il est de règle. Il se fait payer quand il va au synode, selon une très ancienne coutume, et ses paroissiens s'écrient : « Enfin pour dire le vrai, on ne connaît plus leurs statuts — Ils se font payer tant pour mariages que pour enterrements funéraires, tout au delà des années passées ». — Autre plainte dans la région d'Alençon : « Les fonctions du ministères ne se font que suivant leur règle. On en voit qui, prévenus pour baptêmes ou autres fonctions, s'absentent avec leur vicaire et disent que cela ne presse pas. Dans les paroisses des campagnes, ils ne vont pas à l'enlèvement des corps pour la sépulture ; il faut les porter dans les cimetières. Autant ils détestent les cérémonies, autant sont-ils curieux de leurs droits, qu'ils augmentent à chaque instant. Les grandes messes, vêpres ne sont plus aux heures portées par les règlements ; le tard empêche les campagnes de pouvoir assister à tous les offices » (1). De tels cahiers, bien que s'exprimant sous une forme générale, songent certainement à des faits particuliers de leur région. La rareté de semblables plaintes permet de penser que ce n'était que des négligences exceptionnelles de curés peu zélés.

Au sujet de la vie privée des curés, les plaintes sont encore plus rares et l'on ne voit pas très bien à

1. Cahier de Mesle-sur-Sarthe, bailliage d'Alençon.

quoi elles se réfèrent. Les habitants de Saint-Pierre de Méréville, dans le bailliage d'Etampes, écrivent : « Quand le pasteur mène une vie licencieuse... la perversité s'établit dans les mœurs ; il serait donc essentiel pour l'intérêt de la religion que les curés des paroisses fussent plus exactement surveillés », mais ce n'est pas de leur propre curé qu'ils parlent ; celui-ci serait au contraire l'inspirateur de cette doléance et il est demandé d'autre part que la dime lui soit attribuée (1). De même dans le bailliage d'Orléans, à Nouan-le-Fuzelier, par exemple, on remarque des plaintes contre les curés en général, sans exemples particuliers ; mais il est immédiatement ajouté : « Ce n'est pas dans la paroisse de Nouan que ces abus se commettent, car M. le curé fait toutes ses fonctions avec exactitude, et, est à peine payé de la moitié de son casuel » (2). Le cahier des avocats d'Orléans souhaite qu'on rappelle aux prêtres l'interdiction d'habiter avec des femmes de moins de quarante ans, sous peine de saisie du temporel, « à l'exception des sœurs et nièces, notoirement reconnues pour telles » (3). Conseil de prudence et non pas accusation, et qui ne diminue pas la confiance générale des paroissiens dans leurs curés.

1. Cahier de Saint-Pierre de Méréville. Bailliage d'Etampes (et la note).

2. Cahier de Nouan-le-Fuzelier. Bailliage d'Orléans, t. I, p. 453.

3. Cahier de l'ordre des avocats d'Orléans, article 8.

La présence du curé, qui est jugée indispensable par le plus modeste village, est fréquemment considérée comme insuffisante. On souhaite qu'il lui soit adjoint au moins un vicaire le plus souvent possible, pour le seconder, pour se rendre dans les hameaux assez éloignés, pour que les habitants aient de plus grandes facilités d'assister aux offices, pour surveiller les écoles, pour donner aux enfants une instruction religieuse plus complète, enfin pour qu'il y aient toujours un prêtre dans la paroisse en l'absence du curé. Les raisons invoquées par les diverses paroisses pour obtenir un vicaire sont peut-être les meilleures preuves du profond attachement à la religion de la population française en 1789. Voici une paroisse qui réclame non seulement pour elle-même mais pour toutes les autres : « qu'il soit établi un prêtre secondaire ou vicaire dans la plupart des paroisses et surtout dans celles qui sont de 300 communians et au-dessus, pour procurer aux paroissiens la facilité d'assister tous à la messe ; à ce défaut ils sont obligés d'aller dans des villes ou gros bourgs éloignés d'une lieue et demie à deux lieues pour entendre la messe et cela dans des chemins impraticables et souvent pernicieux à leur santé ; d'ailleurs le plus souvent, c'est pour eux une occasion funeste de se libertiner et d'y faire des dépenses nuisibles à leurs familles. Les vicaires... seraient obligés de tenir une école gratuite et à l'heure indiquée par les paroissiens... et il leur

sera prescrit une résidence exacte » (1). Plus brièvement un cahier résume : « Il conviendrait d'établir deux prêtres dans chaque paroisse, l'un pour l'instruction, l'autre pour l'administration des sacrements » (2). Un autre se plaint qu'à cause de l'éloignement du prêtre « il se produit des désordres que préviendraient sans doute la proximité et la vue du Pasteur » (3). Un autre encore déplore les conséquences funestes, au point de vue spirituel, du manque de prêtres et de l'éloignement de l'église. « Nous pouvons certifier qu'il y a dans notre paroisse des gens qui ont été plus de trois dimanches de suite sans pouvoir assister à la messe. Il n'est pas rare non plus de voir dans un bout mourir une personne sans sacrement, pendant que le curé est à en administrer dans un autre endroit » (4). Enfin les avocats d'Orléans voient dans la présence d'un vicaire des avantages pour le curé « ils seraient l'un et l'autre le gardien de leurs mœurs respectives et pourraient s'entretenir dans le goût des lettres et des études. »

Parmi les paroisses qui demandent un vicaire, on en remarque beaucoup de moins de 100 feux, c'est-à-dire qui ne devaient guère compter plus de 500 habitants, peut-être moins ; on en remarque même de

1. Cahier de Meusnes. Bailliage de Blois, t. II, p. 307.

2. Cahier de Couffy. Bailliage de Blois, t. I, p. 260-261.

3. Cahier de Montautour. Sénéchaussée de Rennes, t. I, p. 300.

4. Cahier de Rouperroux. Bailliage d'Alençon.

50 à 60 feux (1). Il n'y avait probablement pas en 1789, assez de prêtres séculiers non employés pour qu'il fût possible d'attribuer un vicaire à des paroisses d'aussi faible importance : on a évalué à 3.000 seulement le nombre des ecclésiastiques sans bénéfice et encore un certain nombre étaient-ils employés à l'enseignement. Mais on songeait sans doute à utiliser dans le ministère paroissial les chanoines de collégiales, évalués à 5.600 (2), ainsi que les religieux des ordres supprimés.

On n'entendait pas d'ailleurs, que ces vicaires fussent à la charge des paroissiens. On voulait qu'ils fussent pensionnés de la même façon que les curés, sur le produit de la dîme, et par la même occasion on réclamait l'abolition des taxes supplémentaires perçues sur les habitants, pour l'entretien des vicaires, et des quêtes en nature ou en argent que la modicité de leur pension les obligeait de faire. Dans l'esprit du plus grand nombre, cette pension devait être portée à la moitié environ de celle du curé, soit 600 livres le plus fréquemment, 1.000 livres dans les cahiers de Bretagne qui attribuaient 2.400 livres au curé. La situation du vicaire restait donc même dans ce programme assez modeste mais ce n'était qu'un poste d'attente et en outre le

1. Cf. Paroisse de Vestric, 52 feux. Sénéchaussée de Nîmes. Paroisse des Essards, 52 feux, sénéchaussée d'Angers; le Cahier de la ville de Verdun demande un vicaire résidant dans chaque hameau de 10 feux.

2. Cf. Lavissee, *Histoire de France*, t. IX, 1, p. 145.

curé devait fournir le logement à son collaborateur.

En résumé on voit que les réformes demandées par les cahiers tendaient à augmenter l'influence du clergé en accroissant le nombre des prêtres et en améliorant leur situation matérielle.

Cette influence des curés devait être d'autant plus grande qu'on leur réservait certaines fonctions extérieures à leur ministère paroissial. Tout d'abord, il n'était pas question de leur ôter celles qu'ils exerçaient déjà (1), notamment on ne se plaignait pas dans les campagnes de la confusion entre l'état civil et l'état religieux ; les mesures récentes prises à ce sujet en faveur des protestants laissaient l'opinion assez indifférente. Il n'était pas question non plus d'ôter aux curés la surveillance des écoles ; cela devait être au contraire la principale fonction du vicaire.

Dans le sein de l'Eglise, on leur souhaitait plus d'influence ; on les eût voulu plus nombreux dans les assemblées du clergé si elles avaient été maintenues (2), on désirait que l'accès de l'épiscopat et des fonctions de vicaire général leur fut, sinon réservé, du moins largement ouvert ; que des canonicats fussent attribués à ceux d'entre eux vieillissant dans le sacerdoce ; que des maisons de vieux prêtres accueill-

1 Réserve faite pour celle qui avait un caractère fiscal, par exemple pour les fermiers de la dîme.

2. Cahier de Dunkerque, Flandre Maritime.

lissent les autres. Dans la paroisse même, le curé devait être un des tous premiers citoyens ; ici on veut établir une municipalité dont il sera membre perpétuel (1), fréquemment on lui réserve des fonctions judiciaires, telles que celles de juge conciliateur, de président d'une sorte de tribunal de paix ; un cahier songe même à le charger de présider aux inventaires (2).

On comprend, étant donné ce rôle important des curés, que l'on ait désiré pour eux certaines garanties de capacité, de moralité et d'indépendance. Cependant, les avis qui se sont exprimés à ce sujet sont trop peu nombreux pour qu'on puisse conclure à l'existence d'un large mouvement d'opinion ; tout au plus peut-on conjecturer que les esprits étaient disposés à adhérer à ces idées. Sous cette réserve, voici ce que contiennent les cahiers des paroisses au sujet de la nomination des curés et de leur rapport avec l'autorité ecclésiastique.

Les droits des curés primitifs appartenant encore aux ordres religieux et aux chapitres sont considérés avec défaveur ; « plus de cures aux réguliers » demande-t-on dans divers cahiers ; pour assurer le recrutement des prêtres séculiers il serait bon, propose-t-on, de former gratuitement les jeunes sémina-

1. Cahier de Peigné, sénéchaussée de Niort, p. 118.

2. Cahier de Condé Northen, bailliage de Boulay.

ristes pauvres (1). La nomination aux cures doit donc appartenir uniquement aux évêques ; pour diriger leurs choix on pourrait, proposent les uns, imposer des conditions d'ancienneté pour l'accès aux cures, par exemple dix ans de ministère paroissial comme vicaire (2), ou plutôt, proposent d'autres, transférer aux paroissiens les droits de présentation des patrons laïques et ecclésiastiques (3) ; la règle du concours en cas de vacance est aussi reprise dans certains cahiers, quoique très rarement (4). Si on veut mettre les cures à la nomination des évêques, c'est qu'on en attend de bons résultats pour la discipline, c'est « afin qu'on ne les voit plus occupés par des gens sans mœurs, sans capacité, qui les obtiennent soit par résignation, soit par dévolu, soit par grades ou autrement, sans l'aveu des supérieurs » (5) Mais il faut plus, il faut encore que l'évêque puisse contrôler la conduite de ses prêtres ; or, avec l'inamovibilité des curés, ce contrôle est dépourvu de sanctions ; cela est susceptible de tant d'inconvénients qu'une paroisse propose cette réforme rigoureuse : « ceux qui ne se conduiront pas bien, MM. les Evêques

1. Cahier de Blaringhem-Fontaine, Flandre Maritime.

2. Cahier de Livré, sénéchaussée de Rennes t. I, p. 275.

3. Cahier de Songy, bailliage de Châlons-sur-Marne. Cf. Cahier de Ampus, sénéchaussée de Draguignan.

4. Cahier de Somme-Vesle, bailliage de Châlons-sur-Marne.

5. Cahier de Saint-Cloud, bailliage de Blois, t. I, p. 319. Cf. Cahier de Livay, bailliage de Blois t. I, p. 322.

pourront les reléguer dans les maisons fortes » et saisir leur portion congrue pour mettre à leur place un desservant (1). Sans aller jusqu'à cette mesure brutale, d'autres cahiers s'expriment dans le même sens : « Dans le second ordre du clergé, il ne règne pas assez de subordination. Un curé, par son titre, est inamovible, mais il ne doit pas être à l'abri, par son titre, de la correction de son supérieur. Il existe, on en convient, bien des curés vertueux, mais ceux-là même conviendront qu'ils ont bien des confrères qui ne le sont pas. Interrogez les campagnés et elles vous diront sur la conduite et les mœurs de beaucoup de pasteurs ce que nous n'oserions écrire ». Ces pasteurs doivent par conséquent être soumis au droit de correction de l'évêque assisté d'un conseil d'ecclésiastiques vertueux (2). Il faut « proposer l'amovibilité des curés et demander que tout pasteur soit destitué dans le cas où il donnerait des écarts qui pourraient préjudicier à la religion, aux mœurs, et à la décence publique » (3).

Il est très possible que ces cahiers aient reflété les idées de particuliers, voire de curés soucieux de la discipline ecclésiastique (4) plutôt que celles de la

1. Cahier de Saint-Martin-sur-le-Pré, bailliage de Châlons-sur-Marne.

2. Cahier de Vihiers, sénéchaussée d'Angers. t. II, p. 44.

3. Cahier de Nanteuil-la-Fosse, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

4. Le cahier de Nanteuil-la-Fosse, ci-dessus cité, fut rédigé par le curé Servant, D^r en théologie, qui devint vicaire épiscopal de la Marne. Cf. Cahiers du bailliage de Châtillon-sur-Marne, p. 241, note 2 et Bouchez : *Nicolas Servant* (Reims 1910).

majorité des paysans : ceux-ci ne tenaient peut-être pas beaucoup à rendre très étroit le lien entre l'évêque et les curés, si l'on en juge d'après toutes leurs autres demandes qui étaient au contraire de nature à accroître la force et l'indépendance des pasteurs de paroisses. La subordination canonique des curés, au contraire, à un épiscopat si éloigné de la masse des fidèles, par son origine, par son genre d'existence, par ses intérêts politiques et pécuniaires, limitait leur influence. Ainsi qu'on l'a écrit : « Le curé fût devenu le maître des populations rurales, s'il n'avait été lui-même rattaché d'une façon si étroite... à la hiérarchie politique (1) ».

III. — L'administration paroissiale dans les cahiers.

Les fabriques paroissiales, on l'a vu, manquaient de ressources, malgré l'importance des revenus ecclésiastiques ; en outre, elles se trouvaient gênées par la législation royale qui les soumettait à une étroite tutelle administrative. Les vœux des cahiers tendent à supprimer ces deux causes de faiblesse, en attribuant plus de revenus aux paroisses, en donnant plus d'initiative et surtout plus d'indépendance aux conseils de fabrique.

1. Tocqueville, *l'Ancien régime*, p. 183.

La tutelle de l'intendant avait deux sortes d'inconvénients. En voici un qu'on a déjà indiqué : quand la paroisse décidait une réparation ou une reconstruction elle devait obtenir l'autorisation administrative et procéder par adjudication en présence du subdélégué. Les délais étaient parfois longs et les frais plus élevés. Il ne semble pas que les habitants aient constaté le moindre avantage comme compensation des inconvénients dont ils se plaignent si fréquemment. Le but était celui de la tutelle administrative en général : empêcher des assemblées inexpérimentées d'engager des dépenses inutiles, ou de faire exécuter des travaux peut-être nécessaires, mais dans des conditions trop coûteuses. Si l'on en croit les cahiers l'administration du XVIII^e siècle atteignait le but exactement opposé. D'autre part, la tutelle de l'Intendant avait pour effet de contraindre certaines paroisses récalcitrantes à exécuter des travaux qu'elles n'eussent probablement pas décidé spontanément. Il s'agissait de l'église, du clocher, du mur du cimetière et surtout du presbytère. Cette question des réparations aux édifices religieux a provoqué un mouvement général de protestation dans les cahiers. Certaines paroisses se plaignent même sans qu'on ait pu leur reconnaître des motifs personnels de mécontentement. Par contre, beaucoup d'autres étaient fondées à trouver lourde la charge des reconstructions car il fallait y subvenir par des impositions

extraordinaires sur les habitants, déjà impatients des divers impôts royaux, et soumis à la dime ecclésiastique. « Nous éprouvons tous les malheurs possibles à la fois, dit un cahier du Vermandois (1), nous avons payé les frais d'un presbytère et le comble de l'église menaçant ruine, il a fallu le rebâtir et paver la dite église, ce qui s'est monté à la somme de 3.500 livres et nous n'en sommes pas encore quittes ». Une autre paroisse a dû dépenser successivement 6.000 livres pour le clocher et 9.000 livres pour le presbytère (2). Aussi, comprend-on que l'intervention administrative pour ordonner de nouveaux travaux ait paru encore plus insupportable que lorsqu'elle retardait les travaux nécessaires. On peut conclure nettement que les populations désiraient être débarrassées de ces entraves et de cette direction.

Les fidèles ont exprimé aussi dans certains cahiers, leur volonté de participer aux décisions prises par les fabriciens, en Bretagne par les généraux de paroisses, plus activement que dans le passé.

La question des églises et presbytères n'eût pas été résolue par une réforme même très libérale de la tutelle administrative. On demandait bien plus : il s'agissait de déplacer ce fardeau, ainsi que celui des frais du culte. De nombreux procès étaient encore

1. Cahier de Chambry. Bailliage de Vermandois (Laon).

2. Cahier de Saint-Ellier. Cahiers de la province du Maine, t. IV.

pendants en 1789, entre les paroisses et les bénéficiers, au sujet de la contribution respective aux dépenses. On l'a déjà vu à propos de la dîme, puisque c'est aux décimateurs qu'incombait une partie des charges, dans la proportion qui a été indiquée. A la faveur de l'augmentation de la portion congrue des curés sur laquelle on comptait, on voulait mettre à leur charge l'entretien des presbytères. On espérait ainsi, non seulement dégréver les paroisses, mais aussi rendre certains curés plus soigneux de leur habitation et moins exigeants à leur sujet. On espérait surtout éviter les difficultés qui se produisaient souvent lors des changements de curés.

On peut se représenter l'importance que l'on attachait à cette question des édifices religieux, par le nombre des cahiers qui s'en sont occupés. Dans la sénéchaussée de Nîmes, il n'y en a pas moins de 45 (sur 293); dans le bailliage d'Orléans une vingtaine (sur 170); dans le bailliage de Bourges 26 (sur 109); dans les bailliages de Blois et Romorantin 25 (sur 178). Enfin dans les cahiers de la région qui a formé le département du Pas-de-Calais 200 cahiers (sur 270) se sont occupés du logement du curé.

L'activité paroissiale ne se bornait pas à l'entretien du culte, de l'église et du presbytère, elle s'étendait, autant que des ressources modiques le lui permettaient, aux œuvres des bienfaisance. Le peu de générosité des décimateurs provoqua des exigences

rigoureuses : le tiers de la dîme fut réclamé fréquemment. Les uns, notamment en Bretagne, voulaient l'affecter à une caisse diocésaine qui en eût effectué la répartition dans toute la région ; mais beaucoup d'autres préféraient que les fabriques paroissiales aient elles-mêmes la disposition de ces revenus. Dans les villes enfin, où existaient des hôpitaux, maigrement rentés, on songeait à leur réunir quelques bénéfices simples de la région.

Si ces réformes avaient pu se réaliser, beaucoup de paroisses se seraient trouvées relativement très riches ; toutes eussent été enrichies. Après prélèvement de la portion congrue du curé et de celle du vicaire, la paroisse eût disposé de la dîme et par surcroît des revenus de nombreuses petites fondations, partie pour les frais du culte et les édifices religieux, partie pour les pauvres et les besoins généraux de la communauté des habitants. Certes toutes les paroisses n'en demandaient pas tant ; mais un tel système leur eût été trop avantageux, pour que le cas échéant, il leur eût déplu.

IV. — Les sentiments du clergé et le régime de la Paroisse

Les curés avaient une trop forte majorité dans les assemblées électorales de bailliage, pour ne pas faire accepter des vœux concernant leur portion congrue.

Aussi, presque tous les cahiers se sont ils apitoyés sur le « malheureux sort des curés » (1). Les chiffres de la nouvelle portion congrue ne sont pas toujours indiqués ; c'était là probablement une mesure de conciliation, destinée à calmer les craintes de ceux qui devaient supporter la nouvelle charge : les décimateurs. Quand ils sont précisés, ils se rapprochent de ceux qui figurent dans les cahiers des paroisses ; à Troyes on demande comme minimum 1.500 livres dans les campagnes et 2.400 dans les villes (2) ; à Sens on se contente, aussi comme minimum, de 1.200 livres pour les curés et 700 ou 800 livres pour les vicaires (3) ; à Guéret, 1.500 livres ainsi qu'à Coustances, Angoulême, etc. On remarque, par conséquent que les cahiers des paroisses en proposant des traitements équivalents, répondaient bien aux désirs des curés ; comme cette rencontre n'a pu être fortuite, il faut penser qu'une entente préalable avait eu lieu entre les habitants et leurs curés. Il n'est pas besoins d'ailleurs de recourir à l'idée d'une pression, même morale, pour trouver une explication ; le pasteur et les fidèles vivaient en assez bonne harmonie pour qu'il se fussent facilement mis d'accord sur ce point, peut-être depuis longtemps déjà ; cette réforme était d'ailleurs conforme à l'intérêt des habi-

1. Cf. Cahier du clergé du bailliage d'Etampes.

2. Cahier du clergé du bailliage de Troyes, art. 54.

3. Cahier du clergé du bailliage de Sens, art. 8.

tants, elle donnait satisfaction à la fois à leur sympathie pour leur curé et à leur désir de voir rentrer dans la paroisse le plus possible de l'argent qui en était sorti.

Sur les moyens de réaliser cette amélioration les cahiers du clergé ne s'expliquent pas toujours non plus ; dans ce cas, il faut penser que les décimateurs étaient tacitement désignés, conformément aux dispositions canoniques et royales. Ainsi le cahier d'Orléans stipule le maintien des dîmes à leurs possesseurs, qui seront tenus des charges, mais réclame l'attribution générale des novales aux curés même congruistes (contrairement aux dispositions de l'édit de mai 1768) (1). On songe aussi aux revenus des biens en économat (2) pour ne pas trop charger les décimateurs. Par contre, dans certaines assemblées, les curés ont témoigné de beaucoup moins de modération et ont réussi à faire adopter leur programme : « Restitution des dîmes aux curés comme vrai propriétaires », demande le clergé de Troyes (3) ; quant aux curés de Bar-sur-Seine « dépouillés par l'usurpation de la dime... ces pasteurs la réclament hautement » (4) et en totalité. Le bas clergé du diocèse de Rennes, ne comprenant que des curés ou vicaires, en demande tout autant. On a vu déjà les protestations

1. Cahier du Clergé de Coutances.

2. Cahier du clergé de Blois, art. 23.

3. Cahier du clergé de Troyes, art. 54 (bailliage de Troyes, III, 118).

4. Cahier du clergé de Bar-sur-Seine (bailliage de Troyes, III, 450-451).

élevées dans quelques bailliages, par les représentants des décimateurs, à l'encontre des prétentions des curés.

On songeait aussi très souvent aux bénéfices simples, parce que cette réunion ne devant s'opérer qu'à la mort des titulaires l'opération n'eût pas violé de droits acquis ; mais aussi, parfois, en prévision de l'insuffisance des dîmes, dans certaines petites paroisses, pour assurer au desservant un minimum de 1.500 livres (3). La réunion de bénéfices simples avait un grand avantage aux yeux des curés, c'est qu'elle leur créait une dotation, c'est-à-dire un fonds stable, dont ils percevraient les revenus sans avoir à passer par l'intermédiaire d'un autre bénéficiaire, sans dépendre de lui comme pour le paiement de la portion congrue ; aussi voit-on demander la réunion des bénéfices simples aux cures dans de nombreux cahiers, à Orléans, à Nîmes, à Blois où on demande l'application générale de cette mesure, tandis que à Châlons-sur-Marne on se contenterait du revenu des bénéfices vacants, qu'un séquestre encaisserait pendant la vacance. A Etampes on conçoit une organisation un peu différente : les bénéfices supprimés au lieu d'être réunis à telle cure déterminée, alimenteraient une caisse diocésaine ; en cas d'insuffisance on y affecterait en outre le sixième du revenu de

1. Cahier du clergé de Bar-sur-Seine (*id.*, *ibid.*).

toutes les abbayes. A Paris, le cahier du clergé *hors-murs* demande que les biens des couvents supprimés soient consacrés à l'augmentation des portions congrues, mais ne veut point la suppression des bénéfices.

Pour compléter l'amélioration de leur situation matérielle les curés ont proposé en outre dans de nombreux cahiers des réformes en faveur des vieux prêtres, soit sous forme de maisons de retraite (1) ; soit sous forme de canonicats ou de prébendes dans les chapitres (2), soit sous forme de pension que l'on évalue à Bar-sur-Seine jusqu'à 1.200 livres. On se serait contenté de beaucoup moins en général, semble-t-il.

Telles étaient les aspirations du Bas Clergé relativement à sa situation matérielle ; on constate clairement que, quelque'ait été son sentiment à l'égard du programme révolutionnaire, il n'était nullement disposé à renoncer aux biens et aux droits de l'Eglise, il en demandait seulement une part plus équitable.

L'accès au ministère paroissial a donné lieu aussi à des vœux assez nombreux, très vifs et très fréquents, celui tendant à ce que les cures, comme d'ailleurs les autres bénéfices, soient réservés à des prêtres de la province ou du diocèse, à l'exclusion des « étrangers », c'est-à-dire des Français d'autres pro-

1. Cf. Cahier du clergé de Bar-sur-Seine, de Bailleul, d'Angers, etc.

2. Cahier du clergé de Blois (Blois, II, 397).

vinces (1). Mais, même parmi les prêtres diocésains le choix devait se conformer à certaines règles qu'il fallait imposer aux patrons ayant droit de présentation. Le cahier de Blois s'exprime ainsi : « Nous supplions Sa Majesté d'engager tous les patrons des cures de son royaume, de quelque patronage qu'elles soient, à vouloir limiter leur choix entre un nombre de sujets qui soit annuellement déterminé par le clergé du diocèse. » (2) Et, parmi les conditions à remplir par les candidats, figure surtout un certain stage dans le ministère, quatre ans propose-t-on à Blois, trente ans d'âge et cinq ans de ministère à Orléans. Quant au privilège des gradués, on se plaint des abus qu'il entraîne, à cause, dit-on, de la décadence des études dans les universités, à cause aussi peut-on penser du tort qu'il faisait à la masse du clergé non gradué. Cette défiance à l'égard des gradués, explique peut-être qu'on n'ait pas voulu dans le clergé consolider sous une autre forme leur supériorité, en demandant la règle générale du concours pour les curés ; ce vœu figure bien dans le cahier du clergé d'Etampes et dans quelques autres ; mais il est rare dans l'ensemble : on n'y tenait pas beaucoup.

Les curés n'ont point songé seulement à eux, ils ont parlé aussi pour leurs paroisses, ils ont

* 1. Cf. Cahier du clergé de Coutances, Guéret, Marseille, Nîmes, Paris hors murs, etc.

2. Cf. Cahier du clergé de Blois, art. 16 ; Cahier du clergé de Paris *intra-muros*, art. 15, etc.

demandé que les fabriques fussent dotées en même temps qu'eux-mêmes et que des vicaires leur fussent adjoints ; le clergé de Coutances, en particulier, demande, aux frais des décimateurs, un vicaire par paroisse, tout comme les cahiers du Tiers les plus exigeants sur ce point. En outre, ils se sont montrés favorables à la solution de toutes les questions irritantes qui se posaient partout si fréquemment ; ils souhaitent que l'on règle d'une façon plus satisfaisante pour les habitants les réparations aux églises et surtout la question des presbytères qui les met souvent en opposition directe avec leurs paroissiens. Enfin, moyennant le traitement amélioré qu'ils espèrent, ils renoncent sans ambiguïté et sans regret au casuel. « La dotation convenable des curés et des vicaires, dit le clergé de Blois, conduira du premier pas à la suppression du casuel forcé, que les lois ont autorisé à percevoir et dont nous désirons de voir éteindre jusqu'au moindre vestige », parce que, dit le chapitre de la cathédrale de Blois, « il faut abolir tous les usages qui prêteraient aux ministres de la religion des vues humaines et intéressées » et le clergé de Sens croit pouvoir dire « que les trois ordres réclament unanimement la suppression du casuel » (1).

Cet ensemble de réformes eut fait des curés les

1. Cahier du clergé de Sens (Bailliage de Sens, p. 792).

chefs très influents du plus important groupe religieux. On voit, dans quelques régions, leur souci de fortifier cette situation par des prérogatives diverses. D'abord vis-a-vis des habitants, le clergé de Troyes désire que les curés aient la puissance dans les municipalités, celui de Bailleul qu'ils participent à la gestion des deniers paroissiaux trouvant l'usage qui les en exclut « évidemment injuste et abusif, en ce qu'il diminue le respect que les peuples doivent à leurs pasteurs » (1). A l'égard des évêques, dont le pouvoir eût été accru par la suppression ou la diminution du droit de patronage, les curés ne témoignent pas d'un esprit de parfaite soumission. L'assemblée du clergé de Blois, s'exprime d'autant plus librement que l'évêque n'a pas cru devoir y assister et elle dit que « le gouvernement ecclésiastique est devenu trop arbitraire et presque absolu » (2), elle désire voir « reparaître dans les diocèses un conseil... qui soit consulté dans les affaires importantes ». C'est la réunion des synodes et conciles provinciaux que demandent bien d'autres cahiers. En dehors des synodes les curés souhaitaient pouvoir se réunir sans illégalité : ceux du Cotentin demandent expressément la révocation de la déclaration royale le leur interdisant (3).

1. Cahier du clergé de Bailleul (Flandre maritime, II, 534).

2. Cahier du clergé de Blois (Blois, II, 395).

3. Déclaration du 9 mars 1782 (Cf. Cahiers du Cotentin, III, 478).

Les curés, se montrent en somme très soucieux de maintenir ou même de développer leurs droits à l'égard des autres ecclésiastiques, supérieurs comme l'évêque, rivaux comme les réguliers ou les chanoines. Ils sont forts de l'appui du sentiment populaire, qui manque au contraire aux autres. Mais à l'égard de leurs paroissiens, les curés ne sont pas moins enclins à consolider leur situation honorifique, spirituelle, mais aussi matérielle; invoquant l'utilité de leurs fonctions, pour desserrer le lien hiérarchique qui les rattache à leurs supérieurs, ils invoquent l'autorité de l'Eglise, pour fortifier la leur dans leur paroisse. Dans l'ensemble, les curés de 1789 donnent l'impression d'hommes actifs, combattifs même; convaincus de leurs droits et de leurs devoirs, ils veulent faire respecter les uns comme ils veulent remplir consciencieusement les autres. La confiance qu'ils ont dans leurs paroissiens, et celle dont ils se sentent revêtus les éloignent bien loin de ce morne désenchantement qui décourage de l'effort; aussi est-il naturel que, au lieu d'incliner vers le détachement ascétique, ils aient surtout désiré être des administrateurs habiles des biens de l'Eglise, et des pasteurs énergiques et obéis.

Conclusion. — L'ensemble des réformes demandées par les cahiers du tiers et par ceux du clergé eût ainsi caractérisé le nouveau régime: la paroisse eût

disposé elle-même des revenus ecclésiastiques; elle en eût distrait le moins possible au profit des autres œuvres; elle eût pu se passer de secours extérieurs, partant d'interventions étrangères. Le curé en eut été, grâce à sa situation matérielle, le chef assez assez indépendant. Le vœu général tendait par conséquent vers une très large autonomie paroissiale.

CHAPITRE II

Le Haut Clergé

I. — L'Evêque. — II. Les bénéficiers (autres que les curés). — III. Les vœux du clergé concernant les évêques et les bénéficiers. — Conclusion.

L'Evêque, les divers bénéficiers à qui leurs revenus permettaient de ne pas résider, étaient des personnages aussi peu connus du peuple des campagnes, que le curé l'était par sa présence continuelle et son intervention dans tous les actes importants de la vie. Pour le clergé séculier non paroissial, les cahiers ne témoignent que de l'indifférence en général : ils demandent tellement pour le curé et la paroisse que c'est au détriment des autres organes religieux et lorsqu'ils expriment quelque proposition à leur sujet c'est en songeant aux conséquences qu'elle entraînera pour la paroisse et le curé.

I. — L'Evêque (1)

De plus en plus au XVIII^e siècle, l'épiscopat se recrute dans la noblesse. En 1783 il n'y a plus un

1. Pour l'origine, le genre d'existence des évêques français de l'ancien régime, nous renvoyons aux ouvrages généraux déjà cités, ainsi qu'à Sicard : *Ancien clergé de France* ; Taine, *l'Ancien régime* (sous réserve des critiques faites par M. Aulard, *Taine historien de la Révolution*).

seul évêque roturier après la résignation de l'évêque de Senez, un des plus maigrement rentés (1) ; la petite noblesse, même, est tenue à l'écart. Les grandes familles, au contraire, obtiennent les plus riches sièges : certaines comptent en même temps, deux, trois et jusqu'à quatre prélats (2).

C'est surtout la bourgeoisie et le clergé issu de son sein qui souffrait de cet abus. Les paysans étaient moins directement lésés. Les plaintes se sont donc exprimées dans les cahiers des assemblées comprenant des éléments bourgeois, cahiers des villes petites ou grandes ou de bourgs importants, cahiers des bailliages ; celui de Saint-Sauveur-le-Vicomte, un de ceux qui prirent énergiquement la défense des ordres religieux, n'est pas moins net contre l'épiscopat : « Ce n'est pas, dit-il, le mérite personnel, ce ne sont pas les services rendus à l'Etat et à la nation qui font accorder les places et les grâces, mais le crédit. Un grand nom fait un archevêque, un évêque ou un abbé ; rarement le mérite met le bâton de maréchal de France à la main d'un militaire » (3).

Pour un gentilhomme de haute naissance un évêché était, en effet, productif de grands revenus, sans entraîner de bien grandes obligations ; il ne résidait

1. Lavissee, *Hist. de France*, IX, 1, 148.

2. *Id.*, *ibid.*

3. En même temps que l'usage s'établissait de plus en plus rigoureux de ne donner d'évêchés qu'aux familles nobles, les réformes du comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre, renouvelaient et aggravaient l'exclusion des roturiers des grades militaires.

même pas, à plus forte raison, n'exigeait-on de lui ni l'expérience acquise par une longue pratique du ministère, ni l'exemple d'une vie édifiante (1). Les efforts des cahiers ont tendu, par suite, vers ces trois buts : faire réduire les revenus des évêchés, contraindre les évêques à une résidence plus exacte, imposer aux candidats des conditions d'âge et de capacité.

Les revenus des évêques étaient considérables parce qu'à la mense épiscopale s'ajoutait le produit d'une ou plusieurs abbayes en commende. Les cahiers sont unanimes pour réclamer la suppression du cumul des bénéfices importants, en particulier de ceux en commende. Par cette réforme d'ailleurs rigoureusement conforme aux principes canoniques, les revenus de nombreux prélats eussent déjà été sensiblement réduits. Mais de nombreux cahiers vont plus loin et fixent une sorte de minimum et de maximum au-dessus duquel les revenus seraient affectés à un autre service. Sans cette mesure les biens ecclésiastiques sont gaspillés par (2) « dix-huit archevêchés et cent douze évêchés dont chacun des évêques et archevêques jouit d'autant de biens qu'il en faudrait pour pourvoir aux biens de chaque province entière ».

1. Ce n'est pas à dire que ces qualités ne se soient jamais rencontrées dans l'épiscopat ; il y eut beaucoup d'évêques consciencieux et appliqués ; il y eut même de saints évêques. Mais on n'en exigeait pas tant pour une nomination. Voir surtout à ce sujet. Sicard : *Ancien clergé de France*.

2. Cahier de Saint-Michel-du-Bois, Sénéchaussée d'Angers, II.

Voici les chiffres proposés par quelques cahiers : deux de la sénéchaussée d'Angers, l'un propose 12.000 livres pour les évêques (1) ; l'autre propose comme maximum 40.000 livres pour les archevêques, 30.000 pour les évêques (2) ; quatre du bailliage de Troyes, dont trois fixent 20.000 et 30.000 livres (3), et le quatrième 10 à 12.000 livres seulement « étant inutile qu'ils en aient davantage, ce qui ne leur sert que pour de mauvais emplois qu'il est inutile de détailler (4) ». Une paroisse du bailliage de Blois propose encore 30 et 40.000 livres, chiffres qui semblent être les plus élevés (5) avec ceux que fixe l'assemblée du Tiers de Niort, 40.000 livres pour les évêchés et 60.000 pour les archevêchés, mais seulement comme maximum et sans que le minimum soit indiqué. Au contraire les cahiers qui se rallient à des chiffres inférieurs les considèrent comme des traitements fixes, attachés au prélat comme au curé sa pension de 12 à 1.500 livres. Dans cet ordre d'idées, une paroisse du pays de Soule (6) écrit : « Un archevêque aura abondamment avec 20.000 livres pour soutenir sa dignité ; un évêque avec 15.000 livres. » Cancale en Bretagne

1. Cahier de Villévêque, Sénéchaussée d'Angers.

2. Cahier de Pellouailles, *ibid.*

3. Cahiers de Bercenay-le-Hayer, Bucey-en-Othe, Neuvy-Sautour, bailliage de Troyes.

4. Cahier de Romilly-sur-Seine, bailliage de Troyes, t. II.

5. Cahier de Varennes, bailliage de Blois, II.

6. Cahier d'Aussurucq (Cahiers des Basques Soulétains).

adopte les mêmes chiffres. Roquemaure (1), en Languedoc 20.000 et 12.000 ; Saint-Pierre-de-Canteloup (2), en Normandie 12 à 15.000 livres. Enfin beaucoup d'autres cahiers, sans donner de précision, se prononcent nettement pour une réduction des revenus du haut clergé. Même avec 12 ou 15.000 livres, chiffres les plus faibles, parmi ceux proposés, un évêque pouvait tenir dignement son rang, au prix où étaient les choses en 1789 ; un évêque de Nancy ne dépensait pas plus, s'il faut en croire son biographe : « Mgr Drouas avait quinze domestiques, dont les gages étaient considérables, huit chevaux de carrosse, une table honnêtement servie et cependant sa dépense annuelle allait à peine à 12.000 francs. » (3). Or tous les cahiers n'intendirent pas absolument des revenus supérieurs à 15.000 francs, on l'a vu ; il est permis par conséquent de penser qu'ils se sont montrés sur ce point, dans l'ensemble, extrêmement modérés.

Cependant si la condition matérielle des évêques, dans l'esprit des cahiers, devait demeurer digne de leur rang, comme on peut en juger, même en faisant la part de l'exagération, d'après ce que l'évêque de Nancy, réalisait avec 12.000 francs, ce devait en

1. Cahier de Roquemaure, Sénéchaussée de Nîmes, t. II.

2. Cahier de Saint-Pierre-de-Canteloup, bailliage d'Orbec (Hippeau ouv. cité).

3. *Vie manuscrite de Mgr Drouas*, à la bibliothèque du Séminaire de Nancy. Cf. Cardinal Mathieu, ouv. cité, p. 127.

être fini de la vie fastueuse, des chasses et des fêtes somptueuses, des fantaisies ruineuses au milieu desquelles se déroulait l'existence de nombreux prélats. L'épiscopat devenait moins tentant pour le gentilhomme désireux de mener une vie brillante à la Cour.

Par l'obligation à la résidence, l'attrait en était encore diminué. C'était là, pourtant, une des prescriptions canoniques, pour lesquelles la tradition était claire et constante. C'était, en fait, au xviii^e siècle, une des moins respectées. Les plaintes sont très nombreuses à ce sujet dans les cahiers et il est indiscutable que l'on désirait, aussi bien dans le public que dans le Bas-clergé, une réforme complète de la discipline dans le sens d'une plus grande rigueur.

Les paroisses très peu importantes même, se rendaient bien compte que leur évêque était rarement dans sa ville épiscopale. L'une dit : « L'évêque de Saint-Omer n'y est casiement qu'à pour emporter et dépenser les revenus de son diocèse » (1). Si l'on ne savait par ailleurs que le mal était général, les cahiers établiraient surabondamment que l'évêque de Saint Omer n'était pas le seul à paraître rarement dans son diocèse, car il n'est guère de régions où quelques cahiers ne s'en plaignent. La sanction pro-

1. Cahier de Buysscheux, bailliage de Bailleul.

posée par les plus rigoureux est toujours la même, c'est la saisie du temporel, la confiscation du revenu en tout ou en partie ; Dieuze et Marseille (1), Saint-Brieuc (2) et Bourges ont la même idée sur ce point.

La noblesse de province, dont les sentiments se sont exprimés dans les cahiers, a dénoncé aussi les funestes conséquences de la non-résidence, assez fréquemment. Celle de Sens, qui songe certainement à son propre archevêque Loménie de Brienne, charge son député de demander « l'exécution précise des règlements concernant la résidence des évêques dans leur diocèse et que ceux qui occuperaient des dignités à la Cour se démettent à l'avenir de tous bénéfices à charge d'âmes, et reçoivent sur les fonds du clergé, leurs traitements désignés par le roi (3). » Celle de Troyes prévoit les mêmes sanctions que les cahiers du Tiers les plus sévères : « que tout archevêque, évêque... soit tenu de résider... et ce sous peine de privation de telle portion de leur temporel qui sera fixée par les Etats généraux » (4). Celle d'Orléans veut une « étroite résidence » (5). A Paris, à Reims et en bien d'autres endroits la noblesse s'associe à ces demandes. On verra que la grande majorité du clergé ne pensait pas autrement, c'est

1. Cahier de la Corporation des arts de la soie, à Marseille.

2. Cahier de Saint-Mathurin-de-Montcontour.

3. Cahier du bailliage de Sens, p. 808.

4. Cahier du bailliage de Troyes, III, p. 165.

5. Cahier de la Noblesse d'Orléans, art. 1^{er}.

dire qu'en 1789 tout le monde déplorait l'absence des évêques de leurs diocèses, sauf ces prélats eux-mêmes.

S'il y a unanimité de l'opinion pour réduire l'épiscopat à un train de vie à la fois plus modeste et plus conforme à sa mission, et pour le ramener à la résidence, le même accord n'existe pas sur tous les autres points. Une partie importante du Tiers Etat cependant, regrettant de se voir exclu de tous les sièges épiscopaux, comme de tous les autres bénéfices importants, pensait faire disparaître ce privilège abusif, en exigeant des nouveaux évêques un certain nombre d'années d'exercice du ministère : vingt ans dans le diocèse avant d'être évêque proposent des cahiers de Provence (1) ; quatre ans curé, dit une paroisse de Bretagne (2). Le retour aux élections épiscopales, demandé en certains endroits, séduisait certainement de nombreux esprits parce qu'il eut abouti à l'élévation de prêtres du diocèse, connus de longue date du clergé et des fidèles (3). Parfois sans oser demander les élections on sollicite un système mixte, le maintien de la nomination royale, mais le choix du souverain étant restreint à trois candidats

1. Sénéchaussée de Draguignan. Cahiers de Bargemon, Broves, etc.

2. Cahier de Saint-Malo.

3. La question des nominations ecclésiastiques sera examinée dans la troisième partie, chapitre premier.

élus (1). C'était une voie détournée pour faire désigner des prêtres du pays connus et estimés.

En dehors de ces trois points, réduction des revenus, résidence, recrutement dans le clergé diocésain, il y a peu de choses concernant les évêques dans les cahiers des paroisses. On demande bien encore parfois qu'ils remplissent plus exactement leur devoir de visite ; mais ce contrôle sur les curés, était-il foncièrement désiré ? Il est permis d'en douter tant que des réformes profondes, en modifiant la composition de l'épiscopat, ne lui eussent pas eu conféré une partie de la confiance dont jouissaient les curés. On demande bien aussi, et avec insistance, une extension de leurs droits, celui de conférer les dispenses accordées par le Saint-Siège ; mais c'est là une des mesures par lesquelles on voulait réaliser l'autonomie de l'Eglise de France ; elle sera examinée à propos des rapports de l'Eglise, du Pape et du Roi. Le rôle de l'évêque comme chef spirituel n'est pas discuté : on souhaite seulement qu'il acquière plus d'autorité morale par une vie plus évangélique ; son rôle comme administrateur temporel n'est conçu que comme complément en quelque sorte de celui des curés, à condition qu'il se garde de tout empiètement. Or la part faite aux

1. Cahier de Cornillon, Sénéchaussée de Nîmes, I.

A. Denys-Buirette.

curés est si grande, si essentielle que celle de l'évêque en est fort diminuée.

II. — Les Bénéficiaires (1)

Les menses épiscopales et les bénéfices n'absorbaient pas tous les revenus ecclésiastiques séculiers ; soit par distraction de la mense épiscopale unique primitive, soit par fondation directe des fidèles, des chapitres étaient plus ou moins richement dotés, dont on distingue encore, surtout théoriquement, deux catégories en 1789 les chapitres de cathédrales et les chapitres de collégiales, les uns constituant en principe le conseil de l'évêque et le clergé de l'église primitive, les autres successeurs bien transformés des chanoines soumis à une règle et, vivant en commun, établis à l'instar des chapitres cathédraux pour célébrer intégralement l'office.

Il existait aussi de nombreuses chapellenies, bénéfices attachés au service d'une chapelle ; tantôt chapelle rurale pour le service d'un hameau trop petit pour constituer une paroisse, ou pour la commémoration de quelque pieuse tradition, tantôt chapelle faisant partie d'une église importante, à laquelle

1. Il ne sera examiné dans ce paragraphe que les questions concernant les titulaires des bénéfices. Le régime des biens formant ces bénéfices a été exposé dans le chapitre IV de la 1^{re} partie. Les questions concernant la nomination, le rôle du Pape et du Roi le seront dans la 3^e partie, chapitre 1^{er}.

était attachée quelque fondation, surtout à charge de dire des messes pour le repos de l'âme du fondateur ou de sa famille.

Depuis le xvi^e siècle, la pratique de la commende avait créé au profit des séculiers une catégorie extrêmement importante de bénéfices en principe réservés au réguliers. La mense abbatiale dans les abbayes, et ce qui en était l'équivalent dans les prieurés formait le bénéfice des ecclésiastiques séculiers qui les détenaient en commende. Dans les nombreux monastères où il n'y avait plus de religieux, c'était la totalité des revenus dont jouissait l'abbé ou prieur commendataire.

D'après l'importance de ces divers bénéfices il s'était établi une sorte de hiérarchie parmi les postulants aux revenus ecclésiastiques sans fonction bien précise. En bas de l'échelle étaient les chapelains, les bénéficiaires de petites fondations, le plus souvent peu rétribués ; c'étaient par exemple des jeunes gens que l'on voulait ainsi aider à terminer leurs études théologiques, ou de jeunes prêtres qui attendaient mieux. S'il faut en croire certaines plaintes (1), des ecclésiastiques mal favorisés attendaient longtemps ce mieux et avec 150 ou 200 livres de reve-

1. «... Un revenu égal à chaque ecclésiastique, car il est malheureux pour une pauvre famille du Tiers Etat, qui se sera épuisée pour élever un enfant au sacerdoce dans l'espoir d'un secours, de voir languir un prêtre dans un vicariat de 200 livres pendant toute sa vie ». (Cahier des huissiers de Limoges).

nus enviaient même la modique portion congrue des curés ou des vicaires. Il faut ajouter d'ailleurs que ces petits bénéfices n'étaient souvent qu'un complément pour ceux qui les détenaient : des chanoines, quelques curés cumulaient ainsi.

La situation des chanoines était meilleure — généralement — mais extrêmement variable d'un chapitre à l'autre et même dans l'intérieur d'un chapitre entre les divers canonicats. Tous les chanoines n'avaient pas en effet des droits égaux sur la mense du chapitre. Tout d'abord il y avait les dignitaires dont le bénéfice était plus important, à leur tête le doyen, parmi eux le théologal, le pénitencier, le chantre, l'écolâtre, successeurs théoriques des chanoines du moyen âge dont ils continuaient à porter le nom sans en remplir les fonctions. Au-dessous des dignitaires se plaçaient les divers chanoines prébendés et même parmi eux, il y avait des inégalités, car les prébendes étaient plus ou moins élevées. Enfin il y avait encore des chanoines semiprébendés qui eux aussi attendaient mieux. On constate que le chapitre d'Auxerre avait 120.000 livres de revenus ; il se composait de 8 dignitaires, 49 chanoines prébendés, 12 chanoines semi-prébendés, soit 69 personnes sans compter les prêtres qui étaient au service du chapitre (1). Si toutes les prébendes avaient

1. Cf. Cahiers du Bailliage d'Auxerre.

été égales le bénéfice de chacun eut valu annuellement 1.750 livres, mais les uns étaient bien supérieurs, les autres bien inférieurs. Malgré l'opinion que le public en avait certains chanoines avaient une situation moindre que celle des curés ; ainsi les prébendes du chapitre de Coutances donnaient à leurs titulaires depuis 10 livres jusqu'à deux mille livres (1) ; le chapitre d'Avranches (2) comptait 18 prébendes dont le total ne formait que 6.810 livres ; les 14 prébendes du chapitre de Mortain (3) valaient ensemble un peu plus de 10.000 livres. Ce qui était encore plus variable, selon les chapitres, c'est le supplément, le revenu commun que se partageaient les chanoines après acquit des charges. Par là le canonicat plaçait son titulaire au-dessus du curé congruiste ; il lui laissait aussi une liberté bien plus grande et la possibilité de résider où l'appelaient ses goûts ou ses autres fonctions.

Par l'importance du bénéfice, les prieurés et les abbayes étaient encore plus recherchés que les canonicats. Le nombre en était grand ; en 1787, 850 abbayes étaient en commende ; et ce chiffre ne concerne que les abbayes, dont à la vérité le produit était généralement plus important que celui des prieurés. Non seulement ces bénéfices étaient conférés à des

1. Cahier du Cotentin, III, 365, n° 1.

2. Cahier du Cotentin, III, 375, n° 2.

3. Cahier du Cotentin, III, p. 222.

séculiers, mais il n'était même pas nécessaire, en pratique, d'être prêtre pour les obtenir, on exigeait seulement le sous-diaconat. On résignait un prieuré, contre une abbaye, et une abbaye contre une plus importante ; mais surtout on cumulait, et si parfois l'on exigeait du nouveau bénéficiaire la résignation d'un bénéfice moins important, ce n'était pas, dans l'intention de ne pas enfreindre les règles canoniques. mais parce qu'il fallait satisfaire le plus de solliciteurs possible. Pour les évêques le cumul d'une ou plusieurs abbayes avec leur évêché était une pratique constante (1), et comme les grandes rivières se jettent dans les grands fleuves les riches abbayes étaient obtenues par les riches prélats. Il n'est pas besoin de faire remarquer qu'ils n'y résidaient pas.

Chapellenies, canonicats, prieurés et abbayes en commende, telle était la hiérarchie des bénéfices dont les titulaires absorbaient une si grande partie des revenus ecclésiastiques, sans s'acquitter le plus souvent des fonctions pour lesquelles ces revenus avaient été établis. On se contentait d'une chapellenie, en attendant un canonicat ; on obtenait un canonicat en attendant la vacance d'un prieuré ; on avait un prieuré avec l'espoir ou la promesse d'une abbaye ; on résignait l'un pour avoir l'autre quand c'était nécessaire ; on gardait les deux quand c'était

1. Paris faisait exception,

possible. Mais les échelons de cette hiérarchie n'étaient pas accessibles à tous ; la noblesse était une condition indispensable pour les plus élevés ; on obtenait un bénéfice d'un rang correspondant à son rang social ; quelques chapitres étaient réservés aux nobles par leurs statuts de fondation ; mais ce sont surtout les prieurés et abbayes qui étaient interdits en fait aux gens de basse naissance ; au contraire le futur cardinal de Bernis, frais émoulu du séminaire, était pressé de recevoir le sous-diaconat pour qu'on pût en même temps lui offrir une abbaye (1).

Les principaux abus de ce régime étaient donc l'accumulation de trop grands revenus sur un même personnage ; l'inobservation complète des règles de la résidence ; le privilège des nobles, et surtout des nobles de cour, pour les bénéfices importants. Les conséquences de ces abus tant de fois dénoncées étaient l'indigence du bas clergé et des œuvres paroissiales et diocésaines utiles, le relâchement de la discipline dans les couvents en commende ; le relâchement des mœurs d'une partie du haut clergé, l'impossibilité pour les prêtres méritants, mais sans crédit, de sortir de leur condition médiocre. C'est sur ces points que porteront les observations des cahiers des paroisses.

Il n'est pas douteux que les meilleurs catholiques

1. Cf. Lavissee, *Hist. de France*, IX, 1. p. 150.

ne voyaient pas quelle utilité le peuple ou l'Eglise pouvaient retirer du maintien du *statu quo*. Le régime devait être réformé, c'était l'opinion unanime ; les propositions avaient plus ou moins d'ampleur, selon le respect observé pour des droits acquis des bénéficiers, et pour des institutions anciennes, encore que dégénérées.

On peut se reporter aux projets de réforme du régime des biens ecclésiastiques, exposés précédemment, pour en déduire ce qui en fût résulté pour les bénéficiers. Pour subvenir aux divers besoins de l'Eglise ou de l'Etat, on sait que la suppression des bénéfices sans charge d'âme fut assez fréquemment proposée. Cette réforme entraînait la disparition au moins par voie d'extinction des titulaires de ces bénéfices.

Voici les réformes plus modestes demandées par ceux qui acceptaient le maintien du régime des bénéfices.

Elles portent d'abord sur le recrutement des bénéficiers et tendent à en faciliter largement l'accès aux membres du Tiers état. La plupart des Cahiers ne précisent pas dans quelle proportion ils souhaitent voir nobles et roturiers se partager les revenus ecclésiastiques ; peut-être y a-t-il là, la crainte de se montrer trop exigeants et le désir de ne pas effrayer les gens en place. Mais tous n'ont pas ce scrupule ; le Cahier de Saint-Maixent par exemple

et quelques autres qui s'en sont inspirés veulent la moitié des dignités de l'Eglise pour le Tiers état (1); on retrouve cette demande en diverses régions. Bien qu'elle soit une des plus énergiques, dans cet ordre de choses, il faut reconnaître qu'elle est très modérée et qu'elle fait encore une belle et large part à la noblesse. Pour réaliser cette égale répartition quelques Cahiers suggèrent le moyen : c'est qu'il y ait une feuille de bénéfices pour chacun des deux ordres (2).

Un autre vœu cher à un grand nombre de gens était que les ecclésiastiques du pays, du diocèse, de la province, puissent seuls aspirer aux bénéfices locaux. Comme on retrouve cette réclamation aussi bien en Bretagne, en Anjou, en Champagne, qu'en Flandre, en Bourgogne, partout enfin, on est tenté de penser qu'une certaine compensation devait s'établir entre les originaires de ces diverses provinces et que la lésion dont on se plaignait ça et là était plus apparente que réelle. Mais il faut se souvenir que les meilleurs bénéfices allaient à ceux qui avaient le plus d'influence, et c'est à la Cour que le crédit s'acquerrait, ou du moins par l'intermédiaire de ceux qui y vivaient. Le vœu du Tiers Etat tendant à réserver les bénéfices locaux aux originaires de la

1. Cf. Cahiers de Saint-Maixent, Chavagné, Thorigné, etc.

2. Cf. Cahier du Tiers de Niort.

province, s'explique donc fort bien, et il est à rapprocher de ceux que l'on a déjà vus, notamment à propos du recrutement des évêques, pour favoriser l'avancement des prêtres méritants et écarter les ecclésiastiques de Cour qui se souciaient peu des obligations de leur bénéfice et des fidèles de la région où il était situé.

Nous arrivons ainsi au grand grief adressé aux bénéficiers, l'absence. On demande leur résidence avec autant de force et autant d'insistance presque que celle des évêques. On avait à cet effet des arguments variés et puissants : d'abord, c'était conforme aux règles canoniques ; en outre la résidence était tout à l'avantage spirituel des fidèles ; quelques cahiers exposent le désir qu'ils ont de trouver dans les chapitres des prédicateurs éloquents et des directeurs de conscience éclairés, au lieu de n'y voir que des stalles vides ; enfin d'autres cahiers ne dissimulent pas qu'ils désirent la résidence afin que l'argent perçu dans le pays soit dépensé dans le pays. Les mobiles sont donc plus ou moins élevés, la conclusion est la même : il faut que bénéficiers maintenus observent la règle de la résidence, surtout les bénéficiers à charge d'âme.

On souhaitait encore d'une façon très générale une diminution des bénéfices. On sait que certains étaient très importants ; il en était ainsi dans quelques chapitres très riches ; il en était ainsi encore plus pour

les prieurés et abbayes en commendé. Cette réduction était liée aux divers projets concernant les portions congrues des curés et les besoins des paroisses ; il fallait prendre l'argent quelque part ; les riches bénéfices étaient tous désignés par l'ampleur de leurs revenus et l'oisiveté de leurs titulaires. Quelques Cahiers fixent des chiffres ; dans l'Anjou, celui de Villévêque attribue 1.200 livres aux chanoines, 1.000 livres aux chapelains ; celui de Pellouailles, qui accorde 30.000 livres aux évêques, en donne 10.000 aux abbés et commandeurs de Malte, 4.000 aux Prieurs ; 1.200 aux bénéficiers sans charge d'âme. Le Cahier de Roquemaure dans la sénéchaussée de Nîmes ne concède que 4.000 livres aux abbés (évêques, 12.000). Celui d'Albas (1), dans le Quercy veut réduire les abbayes et prieurés à 6.000 et 3.000 livres respectivement. Ces chiffres n'expriment que le sentiment des petites assemblées qui les ont adoptés ; ce qu'il faut retenir c'est le désir général de réduire les très gros revenus pour en attribuer l'excédent soit aux curés, soit à des œuvres d'utilité publique, et celui d'introduire plus d'égalité dans la grande diversité des bénéfices de toute sorte.

L'interdiction du cumul des bénéfices était aussi une règle canonique tombée en désuétude au XVIII^e siècle et dont les Cahiers demandent fréquem-

1. Cahier d'Albas, Sénéchaussée de Cahors, p. 2.

ment le rétablissement. Il s'agissait surtout d'interdire le cumul des bénéfices à charge d'âme, ceux qui entraînaient résidence et dont par conséquent on ne pouvait remplir les charges si on en possédait plusieurs. On n'interdisait pas formellement le cumul des bénéfices simples ; on a vu au contraire que c'était un des moyens envisagés pour améliorer la situation matérielle des curés ; on souhaitait seulement que ce ne soit pas un moyen détourné de se constituer des revenus exorbitants, on fixait donc une limite ; généralement celle de 1.500 livres, traitement souhaité pour les curés (1), 3.000 livres concèdent les plus généreux.

A ces règles générales concernant tous les bénéfices, accès ouvert aux roturiers, résidence, prohibition du cumul, il faut ajouter deux catégories de vœux concernant les uns les bénéfices simples, les autres les chapitres. Pour les bénéfices simples, il y a un fort mouvement d'opinion en faveur de leur réunion tantôt aux bénéfices-cures en la personne du curé, tantôt aux fabriques paroissiales. Dans le cas d'attribution au curé le bénéfice n'eut pas été supprimé au sens canonique ou juridique mais il se fût confondu pratiquement avec le bénéfice-cure. Dans le cas d'attribution à la fabrique il semble que le bénéfice ait perdu toute existence canonique distincte.

1. Cf. Tiers état d'Angoumois, art. 56.

Ces mesures étaient le corollaire nécessaire de l'amélioration du sort des curés si souvent demandée.

La même idée inspire les propositions au sujet des chapitres. Ceux qui seraient maintenus ne devaient plus dans l'opinion générale avoir la même composition. D'ailleurs la réduction des revenus et l'obligation à la résidence en eut détourné les abbés mondains ou beaux esprits mais peu assidus, qui n'y cherchaient que les ressources suffisantes pour mener ailleurs une existence plus conforme à leurs goûts ou à leur tournure d'esprit. Les chapitres seraient donc composés de vieux curés, au moins en partie, pour le quart ou la moitié selon les exigences, ils constitueraient une honorable retraite pour les prêtres âgés du diocèse, ils offriraient des postes de choix aux sujets les plus distingués (1). C'est en somme ce qui s'est peu à peu réalisé au siècle suivant.

Au fond, le sort de ces bénéficiers n'intéressait que médiocrement les fidèles ; il serait ce que permettraient les circonstances après dotation des curés et des paroisses. Dans la mesure du possible on préférerait leur maintien, mais avec un recrutement plus équitable et plus sage et le rétablissement d'une plus stricte discipline..

1. De très nombreux Cahiers s'expriment dans ce sens. Le Cahier du Tiers de Bailléul propose pour l'accès aux canonicats, dix ans de ministère paroissial au préalable ; le Cahier de Rennes quinze ans. Voir également Cahier du Tiers des bailliages de Nogent-sur-Seine, Paris (hors murs), Orléans, etc.

III. — Les vœux du clergé concernant les évêques et les bénéficiers.

Les Cahiers du clergé se rapprochent beaucoup de ceux du Tiers quant aux opinions qu'ils expriment sur l'accès aux bénéfices et à l'épiscopat. C'est qu'en effet, les curés, grâce à leur nombre, ont pu le plus souvent faire adopter leurs propositions dans les assemblées de bailliage, et les Cahiers du Tiers des divers degrés, dans leurs vœux sur le régime des bénéfices, ont été guidés par le souci de l'intérêt des curés et des paroisses.

A l'égard des évêques, les Cahiers du premier ordre sont à la vérité très réservés. Cela se comprend ; l'évêque étant ordinairement présent à l'assemblée, il présidait la délibération. Quelqu'envie qu'en eussent certains curés on ne pouvait, au moins par déférence, exprimer de critiques directes sur l'administration et encore moins sur la personne épiscopale. Le clergé de Blois, délibérant hors la présence de l'évêque, se plaint du « gouvernement ecclésiastique... trop arbitraire et... absolu ». Avec plusieurs autres cahiers il insiste pour obtenir la résidence (1) ; il propose que le Roi ne puisse choisir pour l'épiscopat que « des personnes qui aient

1. Cahier du Clergé de la Paroisse de Saint-Paul de Paris (Chassin, *op. cit.*, II).

exercé pendant plusieurs années les fonctions du saint ministère d'une manière réelle et effective (1)» et sur présentation du clergé diocésain. Le clergé de Troyes, sans demander ce procédé électif mitigé, proteste cependant contre l'exclusion des prêtres roturiers : « Le Roi sera supplié pour la nomination des évêques, d'avoir égard moins à la naissance qu'aux vertus et au mérite, et de choisir, autant que faire se pourra, dans les ecclésiastiques nés dans la province du siège vacant, exercés dans le ministère pastoral (2). »

S'il existait quelque méfiance à l'égard des évêques et de leur administration, c'est d'une façon indirecte qu'elle s'est manifestée, par des vœux fréquents en faveur du rétablissement des synodes et des conciles, avec comme corollaire, la suppression des assemblées générales du clergé, telles qu'elles fonctionnaient à Troyes, à Sens, à Paris, à Nîmes, à Angoulême, à Blois, à Orléans, à Bailleul, à Châlons-sur-Marne, à Rennes, à Evreux, presque partout enfin le clergé se prononce nettement pour les synodes et conciles. Les arguments invoqués sont, outre la tradition canonique, le contrôle de l'administration épiscopale, le rétablissement de la discipline ecclésiastique, la représentation des intérêts

1. Cahier du clergé de Blois (Bailliage de Blois, II, p. 395).

2. Cahier du clergé de Troyes (Bailliage de Troyes, III, p. 116).

du clergé mal défendus par les assemblées quinquennales.

Le bas clergé fut beaucoup plus abondant lorsqu'il s'agit d'exprimer ses doléances sur le régime des divers bénéfices. C'est là surtout qu'il se rapproche étroitement du Tiers état, mais en réclamant pour lui-même. Comme les Cahiers des paroisses ou comme ceux du Tiers des bailliages les doléances du clergé portent sur l'arbitraire qui entache l'accès aux dignités ecclésiastiques, sur l'exclusion des prêtres roturiers, sur l'inobservation de la résidence, sur le cumul des bénéfices. Moyennant les réformes nécessaires dans ce sens, le clergé n'insiste pas, comme le fait le Tiers, pour une réduction importante des très gros bénéfices.

En général, les bénéfices simples, dans la pensée des prêtres du bas clergé doivent être ou bien supprimés pour le produit en être affecté au paiement des portions congrues (1), ou bien, ce qui tend au même résultat, être attribués aux curés et vicaires dont la situation est insuffisante. Si l'on ne pouvait tant obtenir, il était spécifié dans plusieurs cahiers, qu'au moins il ne soit attribué de bénéfices qu'aux ecclésiastiques déjà ordonnés, surtout pour ceux d'une certaine importance (2).

Enfin, on a déjà vu quelle destination était résér-

1. Cf. Cahier du Clergé de Blois.

2. Le clergé de Troyes indique le chiffre de 1.000 livres.

vée aux chapitres dans l'esprit des curés. On voulait en faire des corps de prêtres, résidant tous dans leurs villes, jouissant d'un revenu égal, au lieu des grandes inégalités qui existaient jusqu'alors, et surtout choisis parmi les diocésains et mieux encore dans « l'ordre des curés ».

Tous ces vœux expriment les sentiments du bas clergé; curés, vicaires, chapelains, prêtres subalternes des chapitres, et même chanoines à faibles prébendes, souhaitaient ardemment une réforme qui mît plus d'égalité dans la répartition des revenus ecclésiastiques et qui exigeât des bénéficiers plus de ponctualité dans l'accomplissement de leurs devoirs. Unis dans les assemblées du clergé, ils réussirent presque toujours à faire adopter leur programme. Ils étaient sincères, car la réforme eût été toute à leur intérêt; ils étaient de bonne foi, car elle était conforme à l'équité et à la saine tradition canonique.

Qu'en pensaient les membres du haut clergé? Ce n'est guère dans les cahiers que l'on peut s'en rendre compte. Ces projets de réforme tendaient sinon à les dépouiller eux-mêmes, du moins à diminuer la puissance de leur classe, en l'espèce de l'ordre de la noblesse. Or en 1789, et de cela les cahiers en sont une preuve, la noblesse a très souvent témoigné d'idées fort libérales, surtout dans les questions qui ne compromettaient pas ses privilèges

honorifiques. Le répartition des bénéfices ecclésiastiques était une de ces questions ; de plus la noblesse de province n'avait pas la plus grande part aux distributions de la feuille des bénéfices : évêchés, abbayes, riches canonicats étaient attribués aux cadets de grande famille ; les nobles des campagnes voyaient avec peine cette concentration de faveurs sur quelques courtisans heureux ; ils étaient, en outre, comme les ecclésiastiques de leurs régions témoins des mauvais effets qu'entraînaient l'absence des dignitaires de l'Eglise et leur train de vie trop luxueux. Ils ne pouvaient donc que souhaiter une réforme sur ce point. Au reste on voit le Cahier de la noblesse de Sens demander la résidence des évêques, l'abolition de toute survivance, et l'affectation des menses abbatiales aux paroisses et aux curés ; le Cahier de la noblesse de Paris (hors murs) insister pour le rétablissement de la discipline ecclésiastique et contre l'abus de la pluralité des bénéfices ; celui de la noblesse de Troyes s'exprimer dans le même sens et réclamer de plus des canonicats pour les vieux curés ; celui de la noblesse d'Orléans préciser que le tiers des canonicats devait être réservé aux curés ayant vingt-cinq ans de ministère. Le bas clergé ne demandait pas autre chose. Le mouvement de réforme était donc soutenu par le Tiers état, la noblesse et la majorité du clergé ; s'il y avait une certaine opposition elle ne pouvait venir

que des bénéficiers et dignitaires en exercice, *beati possidentes* redoutant d'être dépossédés, invoquant pour leur défense les services rendus et plus encore les droits acquis et le péril d'une atteinte au droit de propriété.

Entre ces deux prétentions, la conciliation était possible ; il ne s'agissait que d'attendre la mort des bénéficiers et dignitaires pour effectuer progressivement la réforme ; un très long espace de temps n'eut pas été nécessaire. Précisément, les réformateurs, pour le plus grand nombre réservaient les droits acquis des bénéficiers vivants ; les Cahiers du Tiers même, qui proposent grands de remaniements de la propriété ecclésiastique indiquent souvent qu'ils s'opéreraient peu à peu au fur et à mesure des vacances. D'autres l'admettent implicitement et s'y seraient résignés. On peut donc dire qu'il y avait accord sur la nécessité de réformer la discipline du clergé et le régime des bénéfices, et que, sous réserve des difficultés d'un autre ordre, financières et politiques, cette réforme pouvait se faire, sans trop de heurts.

CHAPITRE III

Les Ordres religieux

- I. — La Situation matérielle et morale des ordres religieux en 1789.
— II. L'Opinion des cahiers et les réguliers. — III. Les Cahiers du Clergé et la réforme des ordres religieux. — Conclusion.

I. — La Situation matérielle et morale des ordres religieux en 1789 (1).

A la fin du XVIII^e siècle les ordres religieux semblent en décadence, tant par un certain relâchement de leurs membres que par la désaffection des fidèles, à en croire de nombreux documents et en particulier les cahiers. Leurs adversaires ou leurs réformateurs dénoncent avec âpreté ou tristesse les signes

1. Picot, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*. Paris, 1853-1857, 7 volumes; Taine, *l'Ancien Régime*; Gérin, *Etude sur la Commission des Réguliers* (*Revue des Questions historiques*, 1875-1876-1877); Lecestre, *Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France*. Paris, 1902; Sicard, *l'Ancien Clergé de France*. Paris, 1893-1894; Prat, *Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1845; Migne, *Dictionnaire des Ordres religieux* (*Encyclopédie*), 1847, 4 vol; *Dict. des abbayes*, 1856.

de cette décadence, le petit nombre des religieux dans beaucoup de couvents, la diminution des professions nouvelles, les infractions à la règle qui en résultent. L'esprit philosophique s'attaque à coups redoublés à la vie monastique ; l'ignorance, l'oisiveté et la richesse des moines sont les sujets ordinaires de plainte ou d'indignation. Les cultivateurs constatent qu'ils donnent aux couvents beaucoup d'argent pour peu de profit. Les curés, qui ont eu maintes difficultés avec les réguliers, n'en sont que de mols et peu zélés défenseurs. Les évêques voient dans la suppression des couvents, des ressources éventuelles pour leurs œuvres ou pour eux-mêmes. Des témoignages très variés concourent donc à donner sur le clergé régulier cette impression de déchéance. En outre, il s'est peu et mal défendu. Ceux qui avaient le moins à se reprocher, confiants dans leur bon droit, furent ceux qui protestèrent le moins, ainsi qu'il était naturel : de pieux religieux confinés dans leur monastère ne s'avisèrent pas de répondre aux insinuations générales ou particulières et de rendre trait pour trait ; sans doute ignoraient-ils un bon nombre de ces accusations, au surplus ce n'était pas des polémistes. Mais le résultat, c'est que les accusateurs étant nombreux, les défenseurs rares, l'opinion tant contemporaine que postérieure pencha vers les plus nombreux.

Dès 1765, l'assemblée générale du clergé proposa

de recourir au pape pour désigner des réformateurs. Mais le Roi devança l'intervention pontificale et nomma lui-même cinq prélats et cinq conseillers d'Etat qui constituèrent la commission des réguliers (1). La présence en nombre égal de ces cinq laïques n'est pas moins paradoxale que l'absence de tout régulier pour l'examen de questions qui consistaient surtout dans l'appréciation de l'observance de la discipline monastique. Mais cette composition s'explique très bien au contraire si l'on admet que le relâchement de la discipline n'était qu'un prétexte, et qu'il s'agissait surtout de répartir les biens qui seraient rendus disponibles par les suppressions de maisons ou d'ordres.

Ces suppressions furent bientôt facilitées par les dispositions de l'édit de 1768 (2). L'âge des vœux perpétuels pour les hommes était reculé jusqu'à vingt et un ans, et pour les femmes jusqu'à dix-huit ans. Sage mesure en somme et tout à fait conforme à l'opinion publique (3), mais qui était de nature à restreindre le recrutement des jeunes religieux dans les monastères où l'on avait l'habitude de recevoir de plus jeunes profès, et où l'on pouvait être tenté

1. Par arrêts du Conseil du 23 mai et du 31 juillet 1766, modifiés par un édit de février 1773 (Isambert, *Recueil*, XXII, 555, n° 1038).

2. Edit de mars 1768 concernant les ordres religieux ; Isambert, XXII, p. 481.

3. Voir dans le paragraphe suivant les vœux de certains cahiers tendant à reculer encore l'âge des vœux perpétuels.

de généraliser cette habitude pour échapper à la suppression. Le même édit, en effet par son article 7, fixait le nombre minimum des sujets qui devaient composer les monastères maintenus, savoir : les monastères non réunis en congrégation, 15 religieux au moins non compris le supérieur, et ceux qui sont réunis en congrégation, de 8 religieux au moins, sans compter pareillement le supérieur. Ce dernier chiffre est surtout à retenir presque tous les monastères dépendant d'un ordre ou d'une congrégation. Les novices n'étaient pas compris dans ce minimum, exclusivement formé de profès. En vertu des articles 6 et 10 les monastères qui se trouveraient formés d'un nombre de religieux moindre que celui porté à l'article 7 devaient cesser de recevoir des novices et les maisons devaient être au fur et à mesure de leur extinction supprimées et évacuées ; les biens seraient réunis à ceux de la même congrégation.

L'œuvre de la Commission consista par conséquent à examiner les statuts et la conduite des religieux ; elle reçut des rapports tantôt favorables, tantôt malveillants des évêques, et parfois des communautés d'habitants ; elle réunit des moines de diverses maisons en une seule, changea des revenus de titulaires et prononça des suppressions assez nombreuses (1).

1. Pour les détails sur l'action de la Commission des réguliers et ses moyens d'enquête, voir Gérin, *Et. citée*. Ceux que nous donnons ci-après sont extraits de cette étude, sauf indication spéciale.

Voici quels furent en vingt ans les résultats de son activité.

Divers ordres furent entièrement supprimés. En voici la liste, avec le nombre de monastères qui les composaient respectivement et le nombre total des religieux.

Ordre de Ste-Croix.....	14 maisons	52 relig.
de St-Ruf.....	9 —	33 —
Servites.....	4 —	19 —
Grandmont.....	32 —	107 —
Brigittins	4 —	26 —
Bénédictins exempts.....	11 —	68 —
Célestins.....	19 —	165 —
Guillemites	2 —	21 —

La comparaison du nombre des religieux et du nombre des maisons montre que ces ordres ne comptaient plus assez de membres pour réaliser la conventualité dans chacun de leurs établissements. 3 membres en moyenne dans l'ordre de Ste-Croix, 8 à 9 membres dans l'ordre des Célestins. Cependant il eût été possible de réunir dans certaines des maisons de ces ordres le nombre de religieux prescrit par l'édit de 1768. Mais un relâchement particulier, notamment pour les Célestins, fit préférer la suppression générale. Et puis ils étaient riches. Leurs biens mis en économet, furent régis par l'administration royale qui en perçut les revenus (1).

1. Ils étaient encore en économet en 1789 et les cahiers du clergé demandent à plusieurs reprises la fin de ce régime provisoire. Rap-

On voit que les suppressions atteignirent aussi bien des chanoines réguliers, tels les Grandmontains, que des Bénédictins, tels les Exempts et les Célestins.

Parmi les divers ordres suivant la règle de saint François d'Assise il n'y eut pas de suppression générale ; mais il y eut de nombreuses suppressions de maisons. Les Cordeliers furent violemment attaqués par de nombreux évêques, tant pour leurs mœurs que pour leur paresse et leur inutilité (par quoi il faut probablement entendre leur manque de complaisance et de subordination à l'égard de l'ordinaire des lieux). Les deux autres grands ordres Franciscains, les Récollets et les Capucins ne semblent pas avoir provoqué les mêmes plaintes ; à l'égard des Récollets, en particulier, personne ni évêque ni ville ne propose de mesure de rigueur. Les Capucins semblent assez populaires, dans les localités où ils se trouvent, à cause de leurs charités ; les cahiers il est vrai se plaignent beaucoup de ceux d'entre eux qui vont quêter ; mais dans l'ensemble il ne paraît pas que les enquêtes de la Commission des réguliers, aient révélé autre chose à leur charge, que des inobservances relatives de la règle, n'entachant pas la morale de l'ordre.

Cependant en vingt ans, par des suppressions et

pelons d'ailleurs que depuis 1762, date de l'expulsion des Jésuites, leurs biens sont toujours en économat, sauf quelques prélèvements au profit d'établissements d'éducation ou de charité.

compressions nombreuses, persuadant les uns, contraignant les autres, la Commission parvint à réduire d'un tiers le nombre des divers religieux franciscains les faisant passer de 9.820 en 1770 à 6.064 en 1790. La répartition se faisait ainsi entre les 4 ordres (1).

Ordres	Nb. de maisons	Nb. de religieux	
		1770	1790
Cordeliers.....	345	2.395	1.544
Picpus	61	494	288
Capucins.....	423	4.397	2.674
Récollets	223	2.534	1.558
	1.052	9.820	6.064

Pour l'ensemble des ordres religieux la proportion est à peu près la même. De 26.674 vers 1770 (2) le nombre des religieux tombe à 17.500 en 1790. Cependant le Comité ecclésiastique de l'Assemblée constituante est arrivé par son enquête à des chiffres supérieurs : 20.745 religieux de 28 ordres différents répartis en 2.489 couvents (3). En outre quelques congrégations

1. Ce sont les chiffres donnés par M. Gérin. Taine dit d'après les papiers du Comité ecclésiastique de la Constituante : Cordeliers, 2.018; Capucins, 3.720; Récollets, 2.238 (Taine, *l'Ancien régime*, édit., in-18, t. I, p. 320).

2. Voici selon Gérin, la répartition vers 1770.

Règle de saint Benoît.....	691 maisons	6.434 religieux	
Règle de saint Augustin : Chanoines réguliers.....	403	—	3.521
Règle de saint Augustin : Mendians.	336	—	2.599
Divers religieux non mendians..	140	—	1.381
Règles part. de mendians.....	344	—	2.919
Règle de saint François.....	1.052	—	9.820
Total	2.966 maisons	26.674 religieux	

3. Voir pour le détail de ces chiffres Taine, *Ancien régime*, I, 320. On a suggéré que la différence pouvait parvenir de ce que les novices étaient comptés dans un cas et non dans l'autre (cf. Lavis, *Hist. de France*, IX, 1 ; p. 146, note 1).

de fondation récente ne sont pas comprises dans ce chiffre ; Oratoriens, Pères de la doctrine chrétienne, Prêtres de la Mission ont été évalués à environ 2.000 (1). Le clergé régulier eut compris par conséquent environ 23.000 membres en 1790. Les monastères de femmes groupaient, selon une évaluation moins rigoureuse, environ 37.000 religieuses (2), ce qui forme un total de 60.000 sujets des deux sexes.

Certains cahiers contiennent des protestations contre les suppressions opérées par la Commission des réguliers ; elles seront exposées plus loin ; la conduite de certains membres du haut clergé en est la cause. Tandis que les revenus des maisons supprimées devaient être immédiatement attribués à d'autres maisons du même ordre certains évêques réussissent à en garder ou à en acquérir la jouissance. Il y eut des « abbés sans religieux (3) qui parvinrent même à absorber la mense conventuelle, c'est-à-dire la part des moines, après que ceux-ci eussent été contraints non sans protestation à quitter le couvent.

Malgré les suppressions des vingt dernières années il y avait encore en 1789 de nombreux monastères

1. Taine, *loc. cit.*, et Lavissee, *loc. cit.*

2. Taine, *loc. cit.* Taine dit avoir obtenu le chiffre de 37.000 religieuses en faisant le relevé dans 12 diocèses et en calculant pour l'ensemble du pays d'après la même proportion. Ce n'est pas extrêmement sûr. Voir cependant Lavissee, IX, 1, p. 146.

3. Voir notamment Bridrey, Cahiers du Cotentin, t. III : Cahier du bailliage de Saint-Sauveur-le-Vicomte, et la note.

où quelques religieux végétaient sans grande activité et sans espoir de relèvement depuis la fermeture des noviciats. Dans la seule région du Cotentin l'abbaye de Lessay groupe 11 religieux disposant d'une mense conventuelle de 8.000 livres par an (1) ; l'abbaye du Mont-Saint-Michel malgré son antique renommée ne compte plus que 6 religieux (2) ; l'abbaye de la Lucerne en compte 5 (3) ; l'abbaye de Montmorel en compte 3 (4) ; l'abbaye de Blanchelande 5 (5) ; il n'y en a pas de plus peuplée dans cette région et celles-ci même ne combleront pas les vides que la mort fait dans les cellules monacales. Pour 5 décès en religion au cours de l'année 1785 dans le bailliage de Coutances, dont 4 hommes et 1 femme, une seule profession nouvelle de femme ; dans le bailliage d'Avranches pour 12 décès en religion en 1787, 3 professions nouvelles seulement dont une de femme ; dans le bailliage de Carentan, pour 3 décès en religion en 1785, une seule profession de femme (6). Constatations analogues dans la région d'Auxerre, l'abbaye de Saint-Germain-d'Auxerre compte encore 12 religieux avec une mense de 8.219 livres ; l'abbaye de Pontigny en compte 15, plus l'abbé, mais à Auxerre même le

1. Cf. Cahiers du Cotentin, t. III, p. 519, n° 1.

2. Dans le bailliage d'Avranches, cf. Cahiers du Cotentin, t. III.

3. Aussi dans le bailliage d'Avranches, Cahiers du Cotentin, t. III.

4. *Id. Ibid.*

5. Dans le bailliage de Carentan, Cotentin III.

6. Ces chiffres sont fournis par Bridrey, *op. cit.*, d'après les états de population.

couvent de Saint-Eusèbe n'a que 3 religieux, celui des Augustins n'en a qu'un. Les Frères prêcheurs ne sont pas plus nombreux (1), 5 à Coutances, 1 à Mesnilgamier, 4 à Auxerre.

Les monastères de femmes étaient généralement plus peuplés. A Auxerre les Ursulines sont 25 religieuses et 4 novices ; les Visitandines sont 38 religieuses professes, 7 converses, 3 tourières. On constate également ailleurs qu'elles forment des groupes plus nombreux que les couvents de moines. Elles sont aussi moins riches. Sans doute voit-on de puissantes abbayes de femmes, aussi largement rentées que les anciennes abbayes bénédictines ou cisterciennes et parmi les plus riches les nobles Dames de Remiremont, auréolées d'une réputation d'élégance raffinée et somptueuse, font oublier l'existence précaire et besogneuse de tant d'autres communautés (2). Mais ce ne sont pas les abbayes de fondation ancienne qui attireraient le plus de vocations et les diverses communautés et congrégations fondées au cours des deux derniers siècles, vouées à la prière, au service des pauvres, des malades et à l'enseignement public vivaient de ressources si modestes que leurs budgets sont bien souvent incompréhensibles (3), tels les bud-

1. Cf. Demay, cahiers du bailliage d'Auxerre.

2. Cf. Card. Mathieu, *l'Ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois*.

3. Les Visitandines et les Ursulines d'Auxerre qui ne sont pas parmi

gets de pauvres cultivateurs, tant est minime le total des revenus pour faire face aux besoins de toute une communauté et de ses œuvres.

Ce n'est pas d'ailleurs aux religieuses, mais plutôt aux moines que s'adressaient les reproches de vie trop confortable, voire trop heureuse. De nombreux exemples, de nombreux souvenirs du temps, ceux-ci mal contrôlables sont fournis à l'appui. Il convient certes de réserver certains cas bien démontrés. Mais dans l'ensemble, comment serait-il possible d'admettre que le moine bon vivant, si peu gêné par ses trois vœux ait été le type du religieux au XVIII^e siècle à moins de se résigner à généraliser abusivement ces « petits faits significatifs » d'une authenticité douteuse (1). L'enquête menée par la commission des réguliers, avec la partialité qu'on lui a reprochée, a rarement révélé de semblables faits ; des négligences dans l'observance de la règle, l'oubli de certaines prescriptions purement monastiques, un esprit par-

les plus pauvres ont respectivement 5.149 livres de revenus pour 48 religieuses et 5.964 livres pour 29 religieuses.

Voir aussi Pocquet du Haut Jessé, *la Vie temporelle des communautés de femmes à Rennes au XVIII^e siècle*.

1. Tel celui-ci utilisé par Taine, *Ancien Régime*, I, p. 235 : « à Granselve dans le Gard, les Bernardins sont encore plus hospitaliers ; on y vient de quinze à vingt lieues pour la fête saint Bernard qui dure deux semaines... Le quartier des dames est pourvu de tout ce qu'il faut pour la toilette ; rien ne leur manque et l'on dit même qu'aucune d'elles n'a besoin d'amener son officier. » On invoque l'autorité de Montgailard, présenté comme témoin oculaire (il avait quinze à seize ans en 1788) et il écrit sous la Restauration. Quelle créance faut-il faire à ce récit ?

fois peu conciliant, à l'égard des curés ou des évêques une certaine passivité faisant contraste avec l'activité du clergé séculier tels sont généralement les griefs formulés contre eux ; si ce sont là des infractions aux règles religieuses de travail, d'humilité et d'abnégation, ce ne sont pas des manquements graves à la morale ; si ce ne sont pas des preuves d'ascétisme cela ne constitue vraiment pas des présomptions de débauche.

Autre chose encore, combat cette hypothèse défavorable aux religieux ; c'est la médiocrité des ressources dont ils disposaient. On cite toujours les bénéfices très importants des prieurs et abbés commendataires et la vie peu chrétienne de beaucoup d'entre eux ; en effet ils emportaient une grosse partie, peut-être la plus importante des revenus des couvents ; mais cette constatation même en établissant que les religieux ne disposaient que de la plus faible partie des revenus, fait penser que leur genre de vie devait s'en ressentir. Or la commende était fréquente : sur un millier d'abbayes à la nomination du Roi, 850 étaient en commende (1). Il y a plus, bien des abbayes demeurées en règle avaient dû accepter la charge de pensions souvent très élevées ; ainsi l'abbaye de Saint-Bertin, qui était en règle, devait payer 70.000 livres de pension au cardinal de Choi-

1. Lavissee, *Hist. de France*, IX, 1, p. 144.

seul et 20.000 livres à divers autres personnages (1). Que restait-il aux religieux ? Dans les exemples cités plus haut, on voit que les 11 religieux de l'abbaye de Lessay ont 8.000 livres, soit 725 livres par personne, sans défalquer les charges ; c'est à peu près le sort d'un curé congruiste ; les 12 religieux de Saint-Germain-d'Auxerre avec 8.219 livres ont une situation équivalente ; l'unique Augustin d'Auxerre a bien 1.008 livres ; mais les 4 dominicains n'ont que 2.026 livres, soit 500 par personne et les 3 religieux du prieuré de Saint-Eusèbe pas même autant avec 1.400 livres à eux trois (2). D'une manière générale les maisons de fondation ancienne sont les mieux rentées, Cirterciens, Génovéfains, Bénédictins des diverses congrégations ; les divers mendiants tels que les Franciscains et les Dominicains qui ne furent autorisés à posséder que plus tard étaient plus pauvres ; quant aux ordres ou congrégations de Prêtres de fondation récente, voués à l'enseignement, aux missions, aux malades, leurs ressources étaient souvent aussi faibles que celles des congrégations de femmes correspondantes. Des collèges d'oratoriens même, malgré la renommée et la prospérité de leurs principaux établissements comme celui de Juilly, étaient en proie à une détresse critique.

1. L'abbaye de Saint-Bertin à Saint-Omer. Cf. Gérin, *Revue des questions historiques*, 1876, t. I, p. 459-512.

2. Cf. Bridrey, *Cahiers du Cotentin*, pour les couvents du Cotentin et Demay ; *Cahiers du bailliage d'Auxerre*, pour les couvents d'Auxerre.

On s'explique en voyant la modicité générale de la mense conventuelle, le peu d'empressement des moines à accueillir les réclamations des curés congruistes. S'ils constataient que ces prêtres n'avaient pas une situation inférieure à la leur, que leur portion congrue avait été doublée en vingt ans, ils ne pouvaient être sympathiques aux exigences nouvelles. Les réclamations des paroissiens, eux-mêmes pour fondées qu'elles fussent ne pouvaient qu'inquiéter des religieux réduits eux-mêmes au strict nécessaire ou guère plus.

Pourtant les ordres religieux, considérés en bloc avaient de grandes richesses, productives de grands revenus ? Oui, mais la répartition de ces biens n'était pas moins inégale au sein de ces ordres qu'au sein même de l'Eglise. Le clergé, si riche, qu'en 1789 l'opinion publique le considère comme le plus puissant corps du royaume, souffre dans tous ses membres de cette inégalité de répartition malgré de si grands revenus. Malgré des biens-fonds, immenses, malgré la dîme, malgré les offrandes, les curés et leurs paroisses manquent souvent du nécessaire et les édifices sont difficilement entretenus. Le clergé régulier est accusé de concentrer à son profit toutes les richesses dont on manque ailleurs et cependant nous voyons des communautés de femmes, presque dans la misère, de jeunes congrégations d'hommes dans une véritable pauvreté, tandis que les moi-

nes de la généralité des couvents ne jouissent que d'une aisance modérée, sur laquelle il ne paraît pas possible de prélever grand'chose sans les condamner à une austérité sévère et forcée. Le mal vient de la commende, par laquelle a été érigé en principe, le gaspillage des revenus réguliers ; institution qui a pour résultat d'attribuer à un seul homme, déjà pourvu par ailleurs, le double de ce que se partagent les religieux, quand il y a encore des religieux (1), la totalité quand il n'y a plus de religieux (2). Aussi quelle tentation pour ceux des commendataires qu'une conscience très scrupuleuse ne protégeait pas, quelle tentation de se faire attribuer tous les revenus du couvent en favorisant l'extinction progressive de sa population monastique, et de devenir ainsi, un abbé sans moine mais un abbé plus riche. Il y en avait en 1789, de ces couvents sans religieux, et c'était bien sûr à eux qu'il était le plus dur pour les paysans de payer la dîme. La commende est bien la raison principale de la mauvaise répartition des revenus ecclésiastiques. Les chiffres montrent qu'on ne pouvait prélever des sommes

1. L'abbé de Saint-Germain-d'Auxerre a 14.848 livres contre 8.219 à ses douze religieux. L'abbé de Saint-Marien-d'Auxerre a 6.008 livres contre 3.925 aux religieux. L'abbé de Reigny d'Auxerre a 13.658 livres contre 8.620 aux religieux.

2. L'abbé de Hambrye dans le Cotentin afferme son revenu 21.133 livres. Il n'y a plus de religieux depuis 1771. Le Prieur de la Bloutière, même région, a 8.677 livres de revenus : plus de religieux depuis 1771.

importantes sur la part des moines qu'en les supprimant, parce qu'ils étaient déjà réduits vis-à-vis des commendataires, à une situation analogue à celle des curés congruistes vis-à-vis des gros décimateurs : le meilleur n'était pas pour eux. Les bénéfices en commende au contraire, quelle que fût la solidité du droit des bénéficiers, pouvaient être employés d'une façon beaucoup plus utile, et pour l'Eglise et pour la nation.

A cet égard, la Commission des réguliers eût pu aboutir à des résultats plus heureux. Grâce aux suppressions opérées, les revenus ainsi libérés eussent pu être attribués aux autres maisons du même ordre, ou bien être transférés à des établissements séculiers tels qu'hôpitaux et séminaires. Une de ces mesures était l'application du droit commun canonique, l'autre juridiquement correcte, eut satisfait à la fois l'intérêt et l'opinion publics. Il y eut bien quelques réalisations dans ce sens, quelques séminaires furent dotés, mais trop souvent, sans que nous puissions dire dans quelle proportion, le bénéficiaire commendataire profita seul de l'opération. On pourrait objecter que lorsque des évêques accroissaient ainsi leurs revenus, leurs œuvres, leurs diocèses en ressentaient les heureuses conséquences ; nous ne le nions pas systématiquement, mais comment vérifier cette assertion ? Comme il eût été plus sûr d'attribuer directement aux établissements ainsi

secourus les revenus dont ils avaient besoin, plutôt que de les laisser à la discrétion de prélats dont les obligations sociales, mondaines n'étaient que trop propres à paralyser la bonne volonté.

Les suppressions de maisons religieuses de 1770 à 1789 n'eurent donc qu'une faible action sur l'intérêt général ; le maigre profit fut compensé par de graves conséquences pour le clergé régulier tant au point de vue matériel que moral. Nonobstant les déclarations officielles tout se passa comme si la Commission avait voulu extirper de France l'institution monastique : en vingt ans les moines diminuèrent de plus du tiers ; si ce résultat était à l'opposé du but de la Commission, ses efforts furent plutôt malheureux. Qu'on déplore cette action, ou qu'on s'en félicite, cette conclusion s'impose. Les conséquences morales ne furent pas meilleures. Tout d'abord, tant aux yeux du public qu'aux yeux des religieux il apparut que l'attitude des évêques au cours des diverses enquêtes n'était pas indépendante de toute considération d'intérêt personnel ; c'est l'origine du contrôle réclamé par les cahiers pour l'utilisation des couvents supprimés. Les religieux, transférés d'une maison dans une autre à contre-cœur, ne constituaient pas des éléments d'apaisement : certains plaidèrent même pour faire révoquer la suppression (1). Un grand nombre de moi-

1. Dom Lefranc, de l'abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte, y restait

nes eurent le sentiment que leur situation était instable, qu'ils étaient exposés à être déplacés, changés d'ordre, sécularisés ; et cela provoqua une inquiétude générale dans le clergé régulier et par contre-coup un certain relâchement de la discipline, ainsi qu'il apparaît dans les cahiers du clergé.

Dans ces conditions les religieux maintenus furent plus que jamais absorbés par les considérations matérielles. L'administration des biens du couvent, la défense de ces biens contre les prétentions des évêques, le souci de la situation personnelle pour l'avenir réclamèrent beaucoup d'attention de la part des religieux menacés, et qui avaient en même temps à cœur de bien administrer leur communauté. Par suite de leur diminution, quelques religieux seulement devaient administrer un grand couvent avec toutes ses dépendances, et faire seuls ce que se partageaient deux ou trois fois plus de moines dans les âges précédents. Il fallait entretenir les bâtiments, faire exécuter les réparations, surveiller et contrôler les régisseurs et les métayers, assurer le recouvrement de la dime si fertile en contestations, en engranger et garder le produit, en surveiller l'enlève-

seul religieux avec quatre prêtres séculiers en 1768. La Commission des réguliers obtient la suppression et le transfert du religieux dans une autre abbaye en 1772. L'abbé commendataire, évêque de Béziers, Aymard de Nicolai, réunit la mense conventuelle à sa mense abbatiale et le religieux lui fit un procès. Cf. Cahier du Cotentin, III 189, n° 3.

ment quand il y avait acquéreur ; il fallait se maintenir en relations personnelles ou par correspondance avec l'abbé commendataire ou son agent, discuter avec lui quantité de détails d'administration temporelle ; il y avait aussi des rapports fréquents avec les curés voisins, ou les curés pensionnés par le monastère, avec les fabriques des paroisses dimées ou desservies, avec les prêtres séculiers chargés d'acquitter les fondations quand les moines n'étaient plus assez nombreux, avec les fermiers, sous-fermiers, agents de toute sorte au service du couvent ou mêlés à ses affaires. Tant d'intérêts si variés entraînaient bien quelque procès et c'était encore de nouvelles correspondances, de nouvelles démarches, de nouveaux voyages, de nouvelles recherches, de nouveaux soucis. Il y avait là de quoi suffire à l'activité d'un agriculteur et d'un homme d'affaires ; à plus forte raison à celle de religieux qui, en somme, n'étaient pas préparés à cette vie. Et, de fait, ils apparaissent fréquemment comme fort peu détachés des questions temporelles (1) ; lorsqu'en 1789 et 1790 la question de la sécularisation sera posée, on constatera qu'un grand nombre, un trop grand nombre peut-on dire chercheront surtout à se tirer avantageusement d'affaire.

S'il est permis de résumer brièvement une ques-

1. Cf. Sicard, *l'Ancien clergé de France*.

tion aussi vaste et complexe cela peut être ainsi : au point de vue pécuniaire la dilapidation du meilleur des revenus par la commende et les monastères sans moines ; ce qui paralyse toutes les possibilités d'action bienfaisante de l'institution monastique ; au point de vue moral et religieux, quelques maisons très déchues et perdues de réputation ; quelques maisons plus nombreuses, fidèles à la très stricte observance ; entre ces deux extrêmes un très grand nombre de couvents où des petits groupes de religieux vivent paisiblement, dans une médiocre aisance, charitables modérément dans la mesure de leurs ressources, dévoués sans ardeur au service de Dieu, sans zèle et sans ascétisme, dans une société qui n'eût approuvé ni le zèle, ni l'acétisme.

II. — L'opinion des cahiers et les réguliers

Tout ce qui a été dit précédemment fait attendre une opinion unanimement et violemment hostile aux ordres religieux. On a vu partout songer d'abord à leurs biens, soit pour subvenir aux besoins de l'Eglise, soit pour combler le déficit des finances publiques ; on a vu de telles propositions venir même de l'ordre du clergé ; on a vu enfin les réguliers encore nombreux, mais en voie de diminution, doutant d'eux-mêmes et de leur règle. Et lorsqu'on les considère,

avec le recul du temps, on songe à leur écroulement, dans la période qui suivit. On est tenté de conclure qu'ils étaient les représentants attardés d'une institution dont le pays était désormais détaché.

L'opinion publique n'était pourtant ni si nettement, ni si unanimement hostile ; il y avait certes un courant en faveur de leur suppression ; mais quelques voix s'élevèrent pour leur défense ; on en voulait surtout à leurs biens et l'on se contentait en général de demander une réforme dans le sens d'une discipline plus ferme et d'une activité plus grande.

1. Les partisans de la suppression

Ceux dont l'Assemblée constituante devait réaliser les propositions en abolissant les vœux religieux, n'étaient pas très nombreux, ou pas très influents dans les assemblées de paroisses ; dans la minorité de cahiers où la question des réguliers est envisagée ils ne constituent à leur tour qu'une minorité. Le tableau suivant montre comment ils se répartissent :

TABLEAU

de quelques bailliages et sénéchaussées avec le nombre des cahiers demandant la suppression des ordres religieux.

NOMS des Bailliages	Nombre total de cahiers	Nbre des cahiers traitant la ques- tion des Ordres religieux	Nbre des cahiers deman- dant la suppres- sion générale
Bailleul.....	133	3	0
Pas-de-Calais.....	263	»	2
Honfleur.....	23	1	1
Cany.....	94	»	4
Neufchâtel.....	172	»	8
Orbec.....	57	»	3
Valognes.....	123	14	0
Alençon.....	115	3	1
Rennes.....	382	20	4
Angers.....	178	25	5
Blois et Romorantin.....	178	24	5
Orléans.....	170	18	3
Bourges et Vierzon.....	113	13	2
Niort et Saint-Maixent.....	99	7	2
Angoulême.....	91	10	2
Clermont.....	80	6	0
Nîmes.....	286	22	10
Marseille.....	48	0	0
Autun.....	80	5	0
Mâcon.....	176	5	1
Auxerre.....	143	14	5
Sens.....	110	8	2
Troyes et Bailliages secondaires.....	258	25	14
Bar-sur-Seine.....	23	2	0
Châtillon-sur-Marne.....	76	18	2
Dieuze.....	70	2	0
Bouzonville.....	119	4	1
Boulay.....	73	3	0
Totaux.....	3743		77

soit 2 o/o en moyenne générale pour demander la suppression.

Les raisons invoquées par les partisans de la suppression générale sont parfois d'ordre théorique ; on y retrouve l'écho des violentes attaques dirigées au XVIII^e siècle contre le principe même des vœux monastiques ; on y dénonce l'inutilité des moines ; on leur reproche de rester à l'écart de l'activité générale ; c'est par conséquent à la vie religieuse elle-même qu'on s'en prend.

Mais le plus souvent les raisons sont d'ordre pratique.

De l'oisiveté des moines on se serait peut-être bien accommodé si on ne les avait pas vus propriétaires aussi riches. Leurs cloîtres, leurs forêts, leurs fermes, leurs droits de décimateurs ou de seigneurs semblent hors de proportion avec les services rendus ; en supprimant les propriétaires on veut mettre la main sur les propriétés, supprimer les droits seigneuriaux, attribuer les dîmes aux paroisses, vendre les biens-fonds au profit de l'Eglise ou de l'Etat, affecter les bâtiments à des hôpitaux. Voilà les raisons qui eurent le plus d'action sur l'esprit des paysans en 1789, lorsqu'ils se prononcèrent contre les ordres religieux.

C'est donc à la fois leur richesse et leur genre de vie qui leur vaut une certaine antipathie. Il n'est pas douteux que, aux yeux des paysans, c'est le curé qui réalise l'idéal chrétien et non pas l'homme qui s'abstrait du monde. « Ils feraient leur salut aussi bien

dans le monde que dans le cloître » (1), dit-on d'eux, et un autre groupe d'habitants écrit que « sans être connaisseurs en spiritualité il leur semble que des prêtres occupés aux fonctions qui intéressent la religion et la société se soutiennent mieux dans l'amour de l'humanité que des hommes réduits à méditer (2) ». Cette méfiance à l'égard de l'efficacité de la prière et de la méditation pieuse, n'est peut-être pas très conforme à l'orthodoxie catholique. C'est le sentiment de gens de très bonne foi qui voulaient soulager leur curé et tous ses confrères, et ce sentiment est exprimé maintes autres fois, sous des formes plus ou moins analogues.

Les moines « sont inutiles à l'Etat et à la religion » (3), il faut « supprimer les moines qui sont inutiles » (4) ; car à quoi servent-ils se demande-t-on, « les abbés et les religieux n'étant pas utiles pour l'administration des sacrements » (5) ; et les petits monastères ? « A quoi servent la majeure partie de ces monastères sinon à y entretenir trois ou quatre reclus dans un faste et une oisive mollesse, et qui de leur cellule en font des trophées de pompe et magnificence ; il y aurait sur cet article à dire bien des

1. Cahier de Villiers-sous-Praslin, bailliage de Troyes, t. II, p. 702.

2. Cahier de Chamery, bailliage de Châtillon-sur-Marne, p. 80.

3. Cahier de Beauvoisin, Sénéch. de Nîmes, t. I; Cahier d'Aubord, Nîmes, t. I.

4. Cahier d'Ecle, bailliage de Neuschâtel-en-Bray.

5. Cahier de Mauchamps, bailliage d'Etampes.

choses, mais on le réserve à MM. les députés, aux Etats Généraux afin de faire sentir l'inutilité de ces monastères et le bien que leur suppression ferait pour l'Etat » (1).

Les couvents des campagnes sont généralement plus attaqués ; mais ceux des villes n'échappent pas non plus aux reproches d'inutilité : « La suppression de beaucoup de communautés d'hommes qui mènent à la ville une vie oisive et quelquefois... ennuyeuse à eux-mêmes, qui pourraient soulager les malheureux curés de campagnes, qui portent le poids de la chaleur du jour et quelquefois qui retournent chez eux sans avoir pu finir un ouvrage qui ne devrait jamais demeurer à faire, serait d'un prix inestimable » (2).

Le vieil esprit gaulois suggère ou fait accepter des suppositions scabreuses, sur ces moines en qui on n'a plus confiance « car, dit-on, quelque calcul que l'on puisse faire des affections de notre âme, il n'en est pas... pour lesquelles un saint solitaire ne puisse avoir des complaisances. L'individu apte à se reproduire lutte en vain ; il se trouve sous l'empire de la nature avant d'être sous celui de la religion (3) ». Il est curieux de constater à ce propos que ce reproche s'adresse aux moines et non aux prêtres liés par une

1. Cahier de Pamproux, Sénéch. de Niort, p. 205.

2. Cahier de Bret, Sénéch. de Niort, p. 102.

3. Cahier de Pleurs, bailliage de Sézanne, p. 568. Ce cahier a dû être rédigé, ou tout au moins inspiré, par l'avocat Gautrot, président de l'Assemblée électorale.

régle de chasteté aussi rigoureuse ; cependant il semble que l'observance en soit plus aisée aux « pieux solitaires » séparés du monde. Mais c'est qu'il en est dont la vocation n'est pas sûre, écrit un autre cahier (1), « il y a en a qui entrent dans cet état à cause de quelque trait de débauche ou par un dépit amoureux, dont il résulte que leur froc les brûle comme la chemise du centaure Nessus ou des scandales, ou des abominations sans fin pour la religion » ; le même cahier ajoute « on ne devrait pas... prendre pour moines les gens les plus vigoureux, plus propres à figurer dans un régiment que dans un cloître ». Il saisit en outre cette occasion pour s'élever contre le célibat ecclésiastique, parce que, dit-il « le célibat forcé de ces messieurs, par une inversion de l'ordre naturel, est la source de leurs écarts et de leur caractère fougueux, que le mariage flegmatiserait de toutes façons » (2).

Les attaques sont parfois encore plus précises, sinon plus vives. « Il est scandaleux, écrit une paroisse du bailliage de Blois, de voir des personnes consa-

1. Cahier de Frayssinet-le-Gélat, bailliage de Cahors, p. 143-145. Ce cahier dont nous avons déjà donné des extraits est l'œuvre de l'avocat Delord. Quant au fond, il a déjà été signalé, que cette source du recrutement des religieux était peu importante, et que ceux qui embrassaient l'état monastique, s'y destinaient en général dès leur jeunesse comme ceux qui entraient dans le clergé séculier.

2. Le cahier ajoute encore : « En quoi ils se conformeraient à un passage de l'écriture : *crescite et multiplicamini*, dont ils ont cru pouvoir s'écarter par cet autre : *beati qui se castraverunt propter regnum dei*, sans le réaliser pour plus grande sûreté. »

créées à Dieu par leurs trois vœux, et surtout celui de la pauvreté, mener un train de seigneur, avoir des tables somptueuses, des chambres magnifiquement meublées, qui par là sont nuisibles à la religion et par eux-mêmes inutiles à l'Etat. Il faudrait les supprimer, surtout ceux qui n'habitent que dans les campagnes et les bois, et, si Sa Majesté jugeait à propos de conserver celles des villes, il faudrait les restreindre aux simples nécessités d'un religieux en les obligeant d'être utiles au public » (1).

Et c'est dans l'Anjou, pourtant si catholique qu'on parle en ces termes « des communautés de moines dont les dérèglements et la dissolution des mœurs scandalisent les bons habitants des campagnes » (2) encore plus scandalisés à Billy (3) où l'ordre monastique semble-t-il « ne se sert de ses immenses richesses que pour assouvir des passions toujours renaissantes, scandalise la religion et corrompt les mœurs, en sorte qu'on peut dire que la plupart des monastères... sont plutôt le réceptacle de tous les vices que l'asile sacré de la vertu, surtout dans les petites villes et dans les campagnes, où l'innocence peut à peine se sauver de leurs pièges ». La grandeur même de l'accusation en restreint la portée, et quel-

1. Cahier de Montigny-le-Gannelon, bailliage de Blois, t. I, p. 435.

2. Cahier de Saint-Poix, Sénéch. d'Angers, t. I, p. 429. Ce cahier a été rédigé avant l'Assemblée par Bachelier, notaire royal (Cf. note de l'éditeur, *id.*, *ibid.*, p. 426, note 2).

3. Cahier de Billy, bailliage de Blois, t. II, p. 43.

que relâchement que l'oubli des saintes règles aient introduit dans les couvents on a peine à croire qu'il s'y soit ourdi tant de pièges dangereux pour l'innocence des vertueuses filles des champs.

Il est remarquable que ces cahiers très hostiles aux moines pour des raisons de principe et de morale ne sont pas très spontanés. Sur les cinq cités par extraits, deux sont l'œuvre d'avocats, un l'œuvre d'un notaire et le cahier de Billy, cité le dernier et dont nous ne connaissons pas l'auteur, est écrit dans un style qui décèle l'intervention d'un homme instruit. On voit dans quelle classe de la société existait la plus vive hostilité à l'institution monastique.

D'autres cahiers se montrent plus préoccupés du profit matériel qui devait résulter de la suppression. Un du Berry écrit : « L'inutilité de cette classe d'individus est si généralement connue qu'il est étonnant que jusques à présent on ne se soit pas occupé de délivrer l'Etat de ce malheureux fléau. Quelles ressources cependant n'aurait-on pas trouvées dans l'exécution de ce projet ! Il est constant que ces hommes inutiles possèdent de superbes biens, qu'ils ne paient aucun impôt et qu'ils voient toujours d'un œil fort tranquille les calamités publiques ; ... d'ailleurs presque tous indignes de la confiance du peuple, ils ne peuvent jamais être d'aucune utilité(1). » Plu-

1. Cf. Cahier de Sancergues, bailliage de Bourges, p. 313.

seurs autres cahiers du Berry se contentent de la suppression des monastères des campagnes mais le demandent avec insistance (1).

Dans l'Anjou un cahier demande la sécularisation des religieux hommes, moyennant pension et le curé signe avec les habitants (2). Quelques faits de ce genre expliquent que des paroisses remplies de bonnes intentions à l'égard de l'Eglise aient néanmoins adopté des propositions rigoureuses pour les réguliers ; c'est qu'elles avaient parfois l'approbation formelle du curé, et plus souvent sans doute son approbation tacite.

Ces suppressions eussent parfois été, en effet, dans la pensée de ceux qui les demandaient, avantageuses pour les curés. Là on veut attribuer les biens aux paroisses (3), ailleurs on veut en faire des pensions au clergé (4), « moins de maisons religieuses et plus de saints prêtres rempliraient parfaitement les vues des fondateurs (5) » dit-on aussi ; ce qui fait penser

1. Cf. Bailliage de Bourges : Cahier de Berry-Villequiers, Chassy, Laverdines, Marcilly, Salligny-le-Vif, Sevry, Villequiers, etc... Le cahier de Berry-Villequiers a pu inspirer un certain nombre d'autres cahiers.

2. Cf. Cahier de la Séguinière. Sénéchaussée d'Angers, t. II, p. 369.

3. Cahier de Saint-Alexandre, Sénéchaussée de Nîmes, t. II, p. 121.

4. Cahier de La Previère, Angers, t. II, 176 et Cahier de Maulévrier, Angers, II, 304.

5. Cahier de Chamery, bailliage de Châtillon-sur-Marne, p. 75.

6. Cahier de Cany-en-Caux, ch.-l. de bailliage. L'inspirateur du cahier de Cany a dû inspirer les autres cahiers du bailliage assez nombreux qui demandent la suppression des ordres religieux. La même formule y figure.

qu'il y avait un certain accord de vues entre les curés et leurs paroissiens.

Quelquefois également, c'est à l'Etat qu'on songe à attribuer les biens des couvents supprimés. On a déjà vu comment on essayait de légitimer l'opération, en faisant de l'Eglise seulement un usufruitier, un administrateur de ses biens et de l'Etat le propriétaire. La même théorie est reprise à propos des ordres religieux. « Ils n'ont individuellement qu'une propriété passagère, écrit-on, ils tiennent leurs immenses richesses de la libéralité des souverains » et l'on en prend texte pour demander la suppression de toutes les maisons de fondation royale. On pourrait remarquer la faiblesse de l'argument et qu'une donation même royale n'est pas révocable *ad nutum*. Mais il ne faut pas chercher dans de tels documents des théories juridiques solides ; il n'y faut voir que l'expression des diverses opinions, et ces considérations sur la nature du droit de propriété de l'Eglise ne valent que parce qu'elles font connaître l'idée que l'on s'en faisait. On songe donc en différents endroits à faire profiter l'Etat de cette sécularisation (1). Il

1. Cf. Cahier d'Ervy-le-Châtel, bailliage de Troyes, II, 60 ; Cahier de Trancault, Troyes, II, 619 ; Cahier de Vougrey, Troyes, II, 746 ; ce cahier en demandant la suppression ajoute : « ce qui n'est pas impossible puisque un prince voisin a cru pouvoir se le permettre ». Allusion à l'Empereur Joseph II ou au roi de Sardaigne Victor Amédée II. Dans le même sens : Cahier d'Ecle, bailliage de Neufchâtel. Leurs biens « semblent être la propriété de l'Etat » ; Cahier d'Aulas, Sénéchaussée de Nîmes, I, 78 ; Cahier de Saint-Genies-de-Comolas, Sénéchaussée de Nîmes, II, 206.

semble néanmoins que cette solution avait moins d'attraits dans les campagnes, que celle qui en faisait profiter les paroisses.

Un certain temps eût d'ailleurs été nécessaire pour que tous les effets s'en réalisent. On ne pouvait laisser sans ressources les moines sécularisés. Très souvent on stipule quelle pension doit leur être faite, 1.200 livres (1), 1.000 livres (2), 800 livres (3), 600 livres (4), 500 livres (5), et même 250 livres (6). On voit que les législateurs disposaient d'une marge très large pour fixer cette pension (7). En outre il n'est pas rare que les cahiers demandant une suppression presque générale, admettent quelque exception en faveur de tel ordre déterminé ; à Bercenay en faveur des Bénédictins « qui se sont toujours distingués par leur science et qui ont rendu des services à l'Etat (8) » on demande une indemnité de 1.500 livres par religieux et le droit de recevoir des novices, à condition de se

1. Cahier de Pierremont, bailliage de Neufchâtel.

2. Cahier de Bercenay-le-Hayer, Troyes, I, 363 ; Cahier de Ville-moyenne, Troyes, II, 685 ; Cahier de Villamblain, bailliage de Blois, I, 294-316.

3. Cahier de Laverdines, bailliage de Bourges, 167 (au profit des chartreux).

4. Cahier de Bertreville, bailliage de Cany-en-Caux.

5. Cahier de Villy, Troyes, II, 713 ; Cahier de Cancale, Sénéchaussée de Rennes, Evêché de Saint-Malo, Rennes, III, 100 à 113.

6. Cahier de Chassy, bailliage de Bourges, 89.

7. Voir le projet du représentant Chasset, dans le rapport à l'Assemblée constituante au nom de la commission des dîmes, du 9 avril 1790 (Cf. H. Marion, *la dîme ecclésiastique...* appendices).

8. Cahier de Bercenay-le-Hayer, bailliage de Troyes, I, 363.

charger de l'enseignement ; à Tresques (1) en faveur des communautés de femmes ; ailleurs en faveur des missionnaires. D'une manière générale il semble bien que ni les communautés de femmes de fondation récente, c'est-à-dire pauvres, ni les congrégations de prêtres séculiers ou de missionnaires, ni toutes les maisons religieuses qui assumaient un service hospitalier ou un service d'enseignement, n'étaient visés par les projets de suppression. La mesure n'eût pas rapporté grand chose en effet et il eût peut-être coûté plus cher d'assurer le même service par d'autres moyens.

Ces derniers traits précisent le caractère utilitaire des vœux de suppression dans les cahiers. Ils ne procèdent pas, dans les campagnes tout au moins, d'une hostilité de principe à l'institution monastique, encore moins à l'Eglise ou au clergé. Ils procèdent du désir de récupérer pour les besoins généraux des biens considérables qui ne rendaient plus grands services aux fidèles, et de l'idée que les ordres qui en étaient propriétaires étaient désormais incapables de grouper assez de membres pour en tirer un meilleur parti.

2. — *Les ordres mendiants.*

Il faut consacrer aux ordres mendiants une attention spéciale, car on s'est beaucoup occupé

1. Cahier de Tresques, Sénéchaussée de Nîmes, II, 445.

d'eux dans les cahiers. Si on en a demandé la suppression ce n'est cependant pas à cause de leurs grandes richesses, mais c'est parce que les quêtes auxquelles ils se livraient en vertu de leurs constitutions étaient devenues insupportables au public. Qu'on les supprime et qu'on leur fasse des rentes, mais qu'ils ne quêtent plus, ainsi peut se résumer l'opinion à leur sujet.

Quelques extraits montrent à quel point les paysans étaient excédés. Les uns disent « c'est accréditer parmi le peuple la mendicité, qu'on ne saurait trop avilir, que de la permettre à des corps auxquels il ne peut refuser son respect (1) » ; d'autres qualifient leurs quêtes d' « onéreuses et dangereuses pour les mœurs (2) » sans doute par l'exemple de la mendicité. Ailleurs on dit « ils persécutent les habitants en exigeant comme dû ce qu'ils ne devraient demander qu'avec modestie, humilité et prières (3) ». Non seulement leurs exigences forçaient en quelque sorte l'aumône, mais leur seule qualité de religieux rendait difficile un refus. C'est ce qu'on explique dans le Maine : « Un certain respect religieux qu'imprime la vue d'un homme consacré à Dieu ou qu'on croit l'être, oblige ceux mêmes qui auraient besoin de recevoir des aumônes, à leur en faire. D'ailleurs

1. Cahier de Montreuil, bailliage de Troyes, II, 349.

2. Cahier de Saulgé-l'Hôpital, Sénéchaussée d'Angers, II, 543.

3. Cahier de Matougues, bailliage de Châlons-sur-Marne.

il n'arrive que trop souvent que la conduite de ces quêteurs détruit l'impression avantageuse qu'on en avait d'abord conçue et la change en mépris (1) ». Exagération ? Ressentiment de paysans trop sollicités ? ou expression d'une indignation sincère provoquée par des faits réels ? Les moines quêteurs, dans leur vie errante, quelque peu vagabonde, n'étaient peut-être pas sans reproches ; probablement dans l'ensemble ne constituaient-ils pas l'élite de leurs ordres et n'étaient-ils chargés de ces utiles mais humbles fonctions qu'à défaut d'autres capacités. Un cahier nous apporte ce trait : on demande qu'il soit interdit aux cabaretiers de leur vendre à boire. La fatigue de la route pourrait excuser ce léger relâchement ; mais ceux qui n'avaient donné qu'à contre-cœur ne s'accommodaient pas si facilement de cet emploi de leurs aumônes et s'élevaient parfois vivement contre ces moines mendiants « qui arrachent aux malheureux la portion qui leur était nécessaire... et dont ils font souvent un fort mauvais usage (2) ».

Si encore, en reconnaissance de ces aumônes, les quêteurs avaient eu quelque complaisance à l'égard des paysans ; mais il paraît que non « ce n'est qu'à prix d'argent que l'on obtient leurs secours. Encore les refusent-ils dans les cas les plus pressants (3) ».

1. Cahier de Boessé-le-Sec, Maine, t. I.

2. Cahier de Brulon, Maine, t. I.

3. Cahier de Saulgé-l'Hôpital, Angers, II, 543. Il ne faut pas prendre à la lettre ces reproches. Les religieux ne refusaient pas de venir aider

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'un tel état d'esprit ait fait souhaiter une solution radicale ; leur abolition, leur suppression totale est demandée dans divers cahiers (1) ; et quand on craint que cela ne puisse se faire immédiatement, on demande, qu'au moins ils ne reçoivent plus de novices, afin qu'ils s'éteignent progressivement (2).

Une autre solution, cependant, paraissait préférable et plus pratique. Supprimer les ordres mendiants, en effet, c'était renoncer aux services qu'ils rendaient et qu'ils pouvaient rendre encore tant à la religion qu'aux populations, c'était, en outre, une mesure bien rigoureuse pour certains couvents dont on connaissait la vie édifiante ; et ce n'était pas absolument nécessaire à la suppression des quêtes : or, on voulait surtout la disparition des quêtes. De nombreux cahiers proposèrent donc que les ordres mendiants fussent mis en état de ne plus quêter, soit par une dotation, soit par des pensions dont les ordres rentés eussent eu la charge ; des propositions de ce genre figurent dans des cahiers des bailliages

ou suppléer les desservants. On s'en rend compte, notamment par l'examen des signatures de certains registres paroissiaux.

1. Voir outre les cahiers déjà cités : Sénéchaussée d'Angers, Le Plessis-Macès, t. II, 12, Le May, t. II, 663 ; Sénéchaussée de Nîmes, Cahier de Bréau, t. I, 160 ; Cahier de Saint-Dionisy, II, 180 ; Cahier de Saint-Siffret, II, 351 ; Bailliage de Troyes ; Cahier de Romilly, II, 472 ; Sénéchaussée de Niort et Saint-Maixent ; Cahier de Pamproux ; bailliage d'Etampes ; Cahier de Sermaises (et toute la série à laquelle il a servi de modèle) etc.

2. Cahier de Montigny, bailliage de Versailles.

de Bailleul (1), Boulay (2), Bouzonville (3), Dieuze (4), régions où une suppression complète n'était pas dans le vœu des habitants, de même dans le bailliage de Bruyères, où un cahier ajoute : « Il faut qu'ils vivent, sans doute, mais il n'est pas moins nécessaire qu'ils travaillent. » Dans d'autres régions, la même proposition est faite concurremment avec celle de la suppression (5).

Du maintien des ordres mendiants, devenus rentés grâce aux biens des autres ordres, on espérait quelques avantages, sans avoir les inconvénients des quêtes. Les uns voulaient les charger de l'instruction publique (6), les autres de la prédication (7) et d'une façon générale « les employer suivant leurs talents » (8).

On peut penser qu'une réforme dans ce sens eût donné satisfaction à la majorité.

1. Cahier d'Haverskerque, bailliage de Bailleul, t. I, p. 275.

2. Cahier de Creutzval-la-Croix, bailliage de Boulay. On propose 600 livres de rente à chaque religieux.

3. Cahier d'Edling, bailliage de Bouzonville; cahier d'Evendorf, même bailliage. On propose 300 livres de rente par religieux.

4. Cahier de Dieuze, chef-lieu de bailliage.

5. Cf. Bailliage de Blois, cahier de Saint-Léonard, I, 533; cahier de Brinon, II, 137; cahier de Mennetou-sur-Nahon, II, 187; sénéchaussée d'Angers, cahier de Marans, II, 206; cahier de Saint-Augustin-les-Angers, II, 222; cahier de Saulgé-l'Hôpital, II, 540; bailliage d'Etampes, cahier de Maisse; bailliage de Châtillon-sur-Marne, cahier de Chamery; sénéchaussée de Cahors, cahier d'Aujols, 15, etc.

6. Cf. cahier de Bollezeele, bailliage de Bailleul, I, 131; cahier de Freyboux, bailliage de Boulay; cahier de Dieuze, chef-lieu de bailliage.

7. Cf., cahier de Bouzonville, chef-lieu de bailliage.

8. Cf., cahier de Chamery, bailliage de Châtillon-sur-Marne.

3. *Les propositions de réforme*

Le plus grand nombre des cahiers ne demandant pas la suppression des ordres religieux, il est important de savoir quelles réformes étaient souhaitées. Elles portaient sur les diverses causes qui avaient fait dégénérer l'institution monastique : la commende, les trop grandes richesses, la diminution et la dispersion des moines, leur attitude à l'écart de l'activité religieuse de la Nation.

Que la commende ait suscité des observations sévères, cela était à prévoir ; cette pratique, en privant les religieux de leur chef naturel, abbé ou prieur, et en permettant l'attribution de riches bénéfices à des ecclésiastiques déjà riches, nuisit non seulement aux ordres religieux mais à toute l'église. On a vu combien elle était généralisée. Et cependant l'esprit foncièrement modéré des cahiers se manifeste même pour demander cette réforme. Il semblerait qu'un tel abus eût dû être encore plus fréquemment et plus vivement dénoncé, sans les ménagements qu'on observait. On respectait les droits des commendataires ; on reportait jusqu'à leur mort la date de leur suppression, ou bien on leur accordait une pension à titre d'indemnité.

Parfois on se contentait de demander la mise en économat de toutes les abbayes en commende pendant un temps limité, quatre ans dans le cahier de Bougival (1); trente ans dans le cahier de Bailleul (2). Plus généralement on exprime le vœu sans limitation de temps « que les revenus des abbayes en commende tournent au profit de l'Etat » (3). Un cahier du bailliage de Troyes explique « que depuis l'établissement de la commende la population des abbayes étant diminuée des deux tiers... Sa Majesté sera suppliée de rendre les abbayes aux religieux pour l'administration du temporel... alors les cultivateurs ne seront plus foulés par l'avidité des commendataires » (4).

Le retour des menses abbatiales aux religieux était certes une solution préférable à la commende; mais les moines paraissant déjà suffisamment riches on souhaitait plutôt une autre utilisation; parmi les vœux particuliers, celui de la ville de Montfort qui demande « qu'au décès des abbés commendataires... les biens dépendant de leurs bénéfices soient mis en masse pour former et fonder des bourses dans les collèges et des écoles d'arts et métiers » (5) et celui d'une autre paroisse bretonne pour fixer

1. Cahier de Bougival, bailliage de Versailles.

2. Cahier de Bailleul, chef-lieu de bailliage, t. I, p. 385.

3. Cahiers du bailliage de Vic.

4. Cahier du Mesnil-saint-Père, bailliage de Troyes, II, 298-299.

5. Cahier de Montfort, sénéch. de Rennes, III, 354-355.

un traitement au second prêtre qu'elle réclame (1).

Plusieurs cahiers généraux du Tiers Etat insistèrent aussi pour la suppression des abbayes en commendement (2), et il est vraisemblable que cette réforme répondait encore plus complètement au sentiment général, que le nombre des plaintes ne le fait penser (3).

Si la commende attirait surtout les critiques, les biens de religieux eux-mêmes n'en étaient pas exempts. Parmi les réformes jugées nécessaires, figurait la réduction de leurs biens; on pensait même fréquemment, qu'une réforme de la discipline ne pouvait être profonde et durable que si elle s'accompagnait d'une réforme de leur temporel. Ils avaient trop de revenus, pensait-on, pour vivre pauvrement, selon leurs règles. Il y eut donc des projets de réduction de leurs biens qui ne comportaient ni suppres-

1. Cahier de Saint-Jacant-du-Mené, sénéch. de Rennes, III, 820. Cf. Cahier de la ville d'Angoulême. La mense conventuelle de l'abbaye de Saint-Cybard avait été attribuée à différents objets du diocèse : le cahier demande qu'on attribue les revenus aux curés.

2. Cahier du tiers du bailliage de Reims; cahier du tiers du bailliage de Dieuze, etc.

3. Dans la crainte que la commande ne soit pas supprimée des cahiers demandent que tout au moins les commendataires soient contraints à la résidence. Cf., cahier de Brizeaux, bailliage de Châlons-sur-Marne « que tous les abbés commendataires soient tenus de fixer leur demeure et de demeurer dans leurs... abbayes ». On espérait ainsi faire profiter les habitants du pays des dépenses des bénéficiers. C'était un espoir plus irréalisable que la suppression pure et simple, puisque la commende n'avait généralement pour but que d'augmenter les revenus d'ecclésiastiques déjà pourvus d'autres fonctions. Beaucoup d'évêques étaient abbés commendataires; il était impossible de prétendre les contraindre à résider dans leurs abbayes.

sion générale, ni sécularisation ; pour les réaliser on se proposait de supprimer les monastères complètement dépeuplés ou habités seulement par quelques moines, de confisquer les biens ainsi libérés et de réunir les religieux dans des couvents, où ils eussent eu l'avantage, étant plus nombreux, de pouvoir observer les règles de la conventualité. Ce qu'on demandait là, ce n'était en somme que l'application de l'édit de 1768, et les cahiers le font souvent remarquer.

L'édit de 1768 fixait à quinze religieux, non compris le supérieur, le minimum pour les monastères d'hommes non réunis en congrégations et à huit religieux, aussi sans compter le supérieur, le minimum pour ceux qui étaient réunis en congrégations (1). Les demandes des cahiers oscillent autour de ces chiffres. Dix à Verdun (2), douze en d'autres cahiers (3), vingt à Bourges (4) ; il fallait pour cela réunir dans les villes où se trouvaient les principales maisons d'un ordre, les religieux du même ordre dispersés dans des prieurés et des communautés de la campagne. Les plaintes abondent contre ces petits monastères des campagnes : « il n'y a pas suffisamment de sujets pour y faire l'office avec

1. Edit concernant les religieux... de 1768, art. 7.

2. Cahier de la ville de Verdun, art. 33.

3. Cf., cahier de Saint-Aubin-d'Aubigné ; sénéch. de Rennes, t. II, et beaucoup d'autres.

4. Cahier de la ville de Bourges, Bourges, p. 701.

décence » (1). La clôture absolue n'y est pas réalisée (2) ; ces prieurés sont possédés en majeure partie « par des communautés ou clercs tonsurés qui ne donnent aucune édification dans les paroisses » (3), ils boivent des liqueurs et font bonne chère ; bien que « faits pour l'humilité, se mortifier, chanter même la nuit les louanges du Seigneur », ils ont « la liberté de faire ce qu'ils veulent » à cause « du petit nombre qui compose les communautés » (4). Aussi ce vœu est-il fréquent : il faut supprimer les petits couvents.

On se contentait généralement de demander la réunion ensemble de moines du même ordre ; de sérieuses difficultés canoniques s'opposaient à des réunions d'ordres différents et il fallait compter aussi avec les sentiments intimes des religieux pour qui un changement eût été pénible. Cependant des propositions passèrent outre à ces difficultés et à ces scrupules, pour demander des suppressions d'ordres ; la réduction à quatre ordres seulement (5) et même la réduction à un ordre unique (6). Ce ne sont là

1. Cahier de Donnemain-Saint-Mammès, Blois, I, 253.

2. *Ibid.*

3. Cahier de La Ferté-Villeneuil. Blois, I, 364.

4. Cahier de Saint-André-de-la-Marche, Angers, II, 132.

5. Cf. Cahier de Creutzwald-la-Croix, bailliage de Boulay.

6. Cf. Cahier d'Aulas, sénéch. de Nîmes, t. I. Cahier de Charmon-tois-l'Abbé, bailliage de Châlons-sur-Marne : ce cahier ajoute « relever de leurs vœux ceux qui le désireront ». En faveur de la réunion en un seul ordre voir encore : Cahier de Seez, bailliage d'Alençon, très hostile aux religieux.

que des propositions isolées qui témoignent seulement du désir d'établir une meilleure observance de la discipline monastique et de donner plus d'utilité aux maisons religieuses maintenues.

On souhaitait beaucoup cette meilleure utilisation on aurait voulu obtenir une collaboration plus intime et plus active du clergé régulier avec le clergé séculier. Le moine contemplatif n'est plus guère compris ; on voulait le contraindre à prendre part à l'activité sociale, sans s'arrêter à cette idée qu'il était pourtant libre de choisir l'existence qui lui convenait, ou qu'il jugeait meilleure. En 1789 il est indiscuté, sauf peut-être par des penseurs isolés, que le clergé a un rôle politique et social à remplir ; on ne lui permet pas plus l'abstention ou l'indifférence qu'on ne se permet l'abstention ou l'indifférence envers l'Eglise ; le religieux n'est pas considéré d'autre façon : soit qu'on estime en lui le saint homme ou l'érudit, soit qu'on s'inquiète un peu du bon vivant, c'est en fonction des services qu'on en attend. Loin de vouloir le retrancher de la société, l'isoler, pour briser son action, on veut lui confier une mission des plus importantes, celle que plus tard on lui interdira, l'enseignement. On peut juger par là et de la confiance qu'on avait dans les religieux et des rapports qu'on voulait établir entre la nation et eux.

Une telle transformation s'est opérée depuis dans

les esprits, qu'il n'est pas inutile de préciser le vœu des cahiers sur cette question de l'enseignement par les réguliers. Cahiers qui par ailleurs leur sont favorables ou cahiers qui leur sont hostiles, s'accordent souvent pour leur confier cette mission d'éducation. C'est ainsi qu'une des paroisses qui faisait cette proposition si audacieuse au regard de la tradition et des règles canoniques, de réunir tous les religieux en un seul ordre, ajoute qu'il serait répandu partout pour l'instruction publique et qu'il en serait de même pour les religieuses (1) ; à plus forte raison les cahiers envisageant la réduction à trois ou quatre grands ordres, ayant chacun sa spécialité, prévoient que l'un de ces ordres se consacrerait à l'enseignement (2). Et lorsqu'on était disposé à laisser subsister tous les ordres en réunissant seulement les religieux en nombre déterminé dans les villes, c'était souvent parce qu'ils pourraient y diriger des hôpitaux, des séminaires, des collèges. Les bailliages lorrains mentionnent presque tous quelque vœu dans ce sens, on l'a vu pour le bailliage de Boulay, il en est de même à Bouzonville même (3), et le cahier du Tiers du Bailliage de Dieuze (4) reprenant les termes

1. Cf. Cahier d'Aulas, sénéchaussée de Nîmes, t. I, déjà cité.

2. Cf. Cahier de Creutzwald-la-Croix, bailliage de Boulay. Dans le même sens : cahier de Creutzwald-la-Mouve et cahier de Freybonn même bailliage.

3. Cf. Cahier de Bouzonville. « Que les religieux se consacrent où ils sont à l'enseignement et à la prédication. »

4. Cf. Cahier du Tiers du bailliage de Dieuze, art. 57.

du cahier de la Ville (1) demande que tous les moines rentés et plus généralement tous ceux qui en sont capables soient chargés des « écoles publiques, collèges, universités », c'est-à-dire des trois degrés d'enseignement. Et il en est de même dans la région de Mirecourt (2), et il en est de même à Verdun (3) où c'est aux Bénédictins qu'on destine le collège (4). Et en Flandres où le cahier général du bailliage en demandant que « les abbayes soient tenues d'enseigner gratuitement la jeunesse (5) », ne fait que suivre un vœu exprimé par plusieurs cahiers de paroisses, celui de Bollezeelle (6), celui de Coudekerque (7), celui de Dunkerque (8) qui voulait « qu'il soit enjoint à toutes communautés... établies pour l'instruction de la jeunesse... de se conformer à l'esprit de leur institution », d'accord aussi avec la noblesse du bailliage (9). Dans l'Artois un cahier de la noblesse et plusieurs cahiers de paroisses sont rédigés dans le

1. Cf. Cahier de la Ville de Dieuze. Dieuze, p. 96.

2. Cf. Cahier d'Aramecourt et cahier de Rouvres-en-Xaintois, bailliage de Mirecourt.

3. Cf. Cahier de la ville de Verdun, art. 105.

4. Dans le même sens, en faveur des Bénédictins, cahier de Bereenay-le-Hayer, bailliage de Troyes, I, 363.

5. Cf. Cahier général du Tiers du bailliage de Bailleul, art. 33. Fdre Mme, II, 420.

6. Cf. Cahier de Bollezeelle, Fdre Mme, I, 133, presque dans les mêmes termes que le cahier général du bailliage.

7. Cahier de Coudekerque, Fdre Mme, II, 207.

8. Cahier de Dunkerque, Fdre Mme, II, 305.

9. Cahier de la noblesse du bailliage de Bailleul, Fdre Mme, II, p. 449. « Confier aux maisons régulières l'instruction de la jeunesse. »

même sens (1) ; et c'est encore aux religieux qu'on destine les collèges, à Beauménil (2), en Normandie, et à Montfort (3), en Bretagne. Les cahiers qui demandent la réduction ou la suppression des couvents, font parfois remarquer que cela ne saurait concerner ceux qui tiennent des collèges ou des écoles, ainsi à Blois où le cahier comporte diverses mesures assez hostiles au clergé, on ne demande la sécularisation que des religieux qui ne s'occupent pas de l'instruction (4) ; deux autres cahiers de la région, font la même réserve en faveur des ordres, dit l'un « dont les membres méritent de la patrie... en se livrant à l'éducation de la jeunesse (5). »

Quelques témoignages établissent que les réguliers étaient préférés aux prêtres séculiers pour l'enseignement ; dans une paroisse de Quercy (6), on fait « des vœux pour le choix d'un corps religieux » afin que les collèges leur soient confiés plutôt « qu'à des séculiers qui ne sont liés entre eux que par l'intérêt d'un honoraire » ; à Angoulême c'est un véritable mouvement qui se manifeste à propos du collège, il

1. Cf. Loriquet. Cahiers du Pas-de-Calais.

2. Cahier de Beauménil, bailliage d'Alençon.

3. Cahier de Montfort, sénéchaussée de Rennes, III, 354 « tous les religieux rentés, chargés de l'administration des collèges, séminaires, hôpitaux ». Cf. Cahier de Saint-Laurent, t. I.

4. Cahier de la Ville de Blois, Blois, I, 15.

5. Cahier de Onzain, bailliage de Blois, I, 213. Dans le même sens, cahier de Chitenay, Blois, I, 179.

6. Cahier de Saint-Cernin, sénéchaussée de Cahors, p. 281. Cf. Saint-Martin-de-Vers, p. 293.

avait été tenu par les Jésuites, et si l'on n'y regrette pas explicitement leur départ, on ne cache pas que depuis, cela va de mal en pis. Alors « le pensionnat était rempli de jeunes élèves et plus de 300 externes fréquentaient les classes ». Depuis rien n'a pu faire « renaître la confiance », ni réglemens, ni subventions et « on emploie inutilement chaque année un fonds de 4.000 livres pour une trentaine d'écoliers qui fréquentent le collège ». Aussi ne voit-on qu'une solution ; puisque le Roi ne veut plus des Jésuites, qu'il indique parmi les réguliers « le corps qui lui sera le plus agréable (1) ». Et plusieurs cahiers des corporations de la ville ou des paroisses de la région insistent (2). L'expulsion des Jésuites avait probablement laissé un certain vide dans de nombreuses villes où ils avaient eu des collèges ; on en trouve un autre signe dans un cahier flamand à Coudekerque (3).

Si c'est surtout à propos des collèges qu'on incline vers les réguliers, c'est qu'on les y jugeait particu-

1. Cahier de la ville d'Angoulême. Angoulême, p. 109-110.

2. Cf. Cahier des maîtres cordonniers, Angoulême, p. 44 ; cahier des maîtres chirurgiens, Angoulême, p. 58 ; cahier des communes de la ville d'Angoulême, Angoulême, p. 68 ; cahier de Roulet, Angoulême, 170 ; cahier de Plassac, Angoulême, 284 ; cahier général de l'arrondissement de Blanzac, 306 ; cahier de Fonquebrune, 352.

3. Cf. Cahier de Coudekerque. Fdre Mme, II, 207. Dans le même sens : cahier du clergé de Bar-sur-Seine (Troyes, III, 448). « L'éducation... dégénère depuis plus de vingt-cinq ans. A cet égard, une société célèbre a laissé des regrets et un vide qui n'a pu être encore rempli » ; cahiers des bourgeois de Limoges : « Les prêtres séculiers qui dirigent le collège depuis le départ des Jésuites s'en acquittent mal »

lièrement aptes en raison de leur savoir et de leur état ; c'est qu'en outre l'utilisation pour l'enseignement primaire eût obligé les religieux à se disperser et qu'on voulait au contraire les concentrer. Mais il existait certaines congrégations pour lesquelles cet inconvénient n'existait pas, parce que c'était le but de leur institution : les Frères des écoles chrétiennes notamment et les religieuses ursulines voués à l'enseignement public ; on les réclame les uns et les autres à Sens (1) ; on réclame aussi les Ursulines dans la sénéchaussée de Draguignan, région pourtant acquise à des idées hostiles aux réguliers ; dans un des cahiers de cette sénéchaussée, on demande en outre que « les filles du lieu soient reçues religieuses pour la somme de 2.400 livres (2) », c'est dire que l'on veut faciliter l'accès de la congrégation.

Enfin une remarque générale augmente encore l'importance de cette opinion favorable aux religieux en tant que professeurs et éducateurs. C'est que les cahiers n'en parlent jamais que pour les réclamer là où ils ne sont pas. Mais de nombreux collègues

1. Cahier général du Tiers du bailliage de Sens et Villeneuve-le-Roi réunis, art. 9.

2. Cahier d'Aups, sénéchaussée de Draguignan. — Cahier de Verdun, art. 34 : Défense aux communautés de recevoir aucune dot de leurs profès « à peine de restitution du double ». Le but de ces deux cahiers n'est sans doute pas le même. Celui de la petite communauté veut faciliter l'entrée dans les ordres. Celui de la ville de Verdun veut entraver l'accroissement des biens de main-morte.

religieux existaient encore où déjà, les oratoriens notamment en dirigeaient de très importants ; or les cahiers ne s'en plaignent jamais (1). On peut penser par conséquent que l'opinion publique, d'une façon générale, était satisfaite de ce qu'on appela plus tard l'enseignement congréganiste et favorable à son extension.

Rassemblement des religieux pour former des couvents importants, utilisation des biens devenus disponibles par la suppression des petits monastères, établissement de collèges dans les maisons conservées, ces trois mesures composent à peu près les divers projets de réforme.

Une autre mesure concernait l'entrée dans les ordres religieux : c'est la réglementation des vœux. Le principe des vœux religieux fut combattu, on l'a vu, puisqu'en certains endroits la suppression générale fut réclamée. Il fut combattu au nom du droit naturel, des principes de la raison, etc., c'est-à-dire par les disciples grands ou petits des philosophes, et non par la masse de la population, bourgeois, ouvriers ou paysans. La question des vœux religieux montre combien au XVIII^e, on admettait le droit et le

1. Il y a bien dans la masse des cahiers quelques projets de réorganisation générale des études, notamment dans la sénéchaussée d'Angers (Cf. Cahiers de la sénéchaussée d'Angers, t. I, p. 142, 188, 216, 223, 32, 48, 64, 65, 80, 218, 301, et t. II, p. 46, 65, 80, 129, 205, etc.), projets qui ne sont naturellement pas l'œuvre des campagnes; mais les critiques qu'on y forme ne s'adressent pas au personnel religieux des collèges.

devoir de l'Etat, d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques temporelles et même spirituelles. On aurait pu se contenter, en effet, de demander que l'Etat cessât de sanctionner de son autorité les vœux religieux et ne se mêlât plus de les faire observer, c'eût été la neutralité ; mais la neutralité, le scepticisme, l'indifférence en matière d'administration ecclésiastique ne sont pas des idées de 1789. De l'Etat on attend plus, c'est une réglementation nouvelle, qu'il fera appliquer.

En ce qui concerne les vœux religieux, les propositions tendent à en reculer l'âge. Propositions peu nombreuses d'ailleurs dans les cahiers des paroisses, plus nombreuses dans les cahiers des bailliages. Elles sont, en effet, une conséquence modérée des idées philosophiques antimonastiques, un compromis entre ces idées et le sentiment religieux traditionnel. Or, les partisans de ces idées se trouvaient plutôt dans les assemblées de bailliage que dans les assemblées rurales. Les cahiers du Tiers de Troyes (1), de Sens (2), de Châlons-sur-Marne (3) veulent reculer l'âge des vœux jusqu'à vingt-cinq ans uniformément. Le cahier du Tiers d'Angoulême (4) jusqu'à vingt-quatre ans seulement ; celui du Cotentin (5)

1. Cahier du Tiers du bailliage de Troyes, art. 48.

2. Cahier du Tiers du bailliage de Sens, chap. II, § 2, art. 5.

3. Cahier du Tiers du bailliage de Châlons-sur-Marne.

4. Cahier du Tiers d'Angoumois, art. 55.

5. Cahier du Tiers du Cotentin, t. III.

propose vingt-cinq ans pour les femmes et trente ans pour les hommes ; celui du Tiers de Paris (1) hors murs, trente ans pour tout le monde. D'autre part, les cahiers primaires qui s'expriment dans le même sens sont surtout ceux des villes où des éléments analogues ont dirigé la délibération ; aussi voit-on le cahier de la ville de Châlons (2) proposer vingt-cinq ans comme celui du bailliage, le cahier de la ville de Troyes (3) proposer vingt-deux ans pour les femmes et vingt-cinq ans pour les hommes, celui de Versailles (4) proposer vingt-cinq ans pour les femmes et trente ans pour les hommes tout comme celui du Tiers de Paris-Hors-Murs. Cela montre l'importance et l'origine de ces vœux ; ils étaient inspirés par un double souci : celui d'assurer la liberté des professions religieuses et celui d'en restreindre le nombre.

4. *Les cahiers favorables aux ordres religieux*

Il n'y eut pas dans les assemblées du Tiers état des divers degrés de nombreux défenseurs des ordres religieux qui n'en aient été que des défenseurs ; si les adversaires systématiques et irréductibles de

1. Cahier du Tiers de Paris-Hors-Murs (Chassin, IV, 445).

2. Cahier de la ville de Châlons-sur-Marne, art. II (Laurent, *op. cit.*).

3. Cahier de la ville de Troyes.

4. Cahiers de Versailles. Thénard, *op. cit.*

L'institution monastique, n'ont constitué, en nombre qu'une minorité infime et n'ont pas exprimé le véritable sentiment national, par contre la nécessité de réformes était sentie du plus grand nombre, surtout dans le sens d'une réduction de fortune. On est donc surpris au premier abord, de voir exprimer une opinion contraire et l'on se demande s'il y avait des gens désintéressés, que ne tentaient pas, dans la surexcitation des convoitises, les riches propriétés monastiques. Et puis on s'aperçoit qu'il n'y a là qu'une compréhension autre des intérêts, et de la méfiance à l'égard des réformes projetées.

Compréhension autre des intérêts : tandis que les uns, les plus nombreux, estimaient inutiles les biens des ordres religieux, certains croient pouvoir affirmer que leur conservation importe aux intérêts du Tiers état.

Méfiance à l'égard du résultat des réformes : les uns pensaient qu'elles tourneraient à leur profit, les autres n'en espérant aucun avantage préféraient le *statu quo*.

Voici divers cahiers qui protestent contre toute atteinte portée à la propriété monastique avec les raisons qu'ils invoquent. Ce sont des motifs d'ordre pratique et non d'ordre théorique comme toujours dans les cahiers rédigés spontanément. Secours spirituels et secours matériels fournis par les maisons religieuses sont rappelés à Troyes : la corporation

des maîtres teinturiers (1) proteste contre le projet de suppression de la collégiale de Saint-Etienne « ancien monument de la piété des premiers souverains de la Champagne ». Le cahier ajoute « si par les impôts, on absorbe le produit du travail de l'artisan, qu'on ne lui enlève pas les ressources que la religion de nos pères lui a ménagées dans son indigence. Les secours que cette collégiale a toujours portés aux malheureux sont autant de voix qui crient pour sa conservation » (2). Le cahier de la ville de Troyes reprend ce vœu. « Tous les corps de la ville réclament la conservation » de ce chapitre « précieux aux citoyens » (3).

C'est également en faveur d'un chapitre menacé que parlent en Auvergne les habitants de la ville de Lezoux : « on demande d'ores et déjà la conservation du chapitre de la ville... Elle (la suppression) priverait (les habitants) de l'avantage... qu'ils retirent de la consommation des revenus sur place... de l'espoir d'accéder aux bénéfices... des amis, des bienfaiteurs, des ministres zélés ». D'autres cahiers d'Auvergne (4) s'émeuvent sur le sort d'un chapitre dont la suppression avait été prononcée en 1773 et qui existait toujours en fait : ils en demandent le maintien. Dans la même région pour plus de sécurité un

1. Cahier des maîtres teinturiers de Troyes. Troyes, I, p. 104.

2. Cahier de la ville de Troyes, Troyes, I, p. 281.

3. Cahier de Lezoux (Mège, cahiers d'Auvergne).

4. Cf. Mège, cahiers d'Auvergne : cahier d'Artonne et cahier d'Aubrat.

cahier voudrait préalablement à toute suppression « le consentement de la ville... où ces communautés sont établies » (1).

Même vœu dans l'Angoumois : « Que le chapitre de l'église collégiale d'Aubeterre soit conservé à raison de son utilité pour les secours spirituels qu'il procure à la ville et à tous les environs » (2).

En faveur des religieux, remarquons ce vœu d'une paroisse du bailliage de Sens. « Les religieux bienfaisants tels que nos seigneurs, conservés et protégés (3) ». Et pourtant, les moines de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif, dont il est ici question, jouissaient dans la paroisse de revenus très importants ; seuls décimateurs, ils percevaient les dîmes sur toutes les productions et on les évaluait à 1.600 livres ; un moulin était loué par eux 75 livres ; les cens, lods et ventes perçus par eux étaient évalués 100 livres ; ils louaient encore à divers fermiers pour un total de 1.122 livres 66 arpents de terre et 33 arpents de prés et enfin ils exploitaient eux-mêmes 5 arpents de vignes et 500 arpents de bois d'un revenu de 3.830 livres. Il fallait que leurs bienfaits fussent importants pour que de tels revenus ne provoquassent aucune plainte (4).

Mais voici où le ton s'élève au-dessus des considérations d'intérêt local. D'abord un cahier de

1. Cf. Cahier de Billom (*op. cit.*).

2. Cf. Cahier de Laprade, Sénéch. d'Angoumois, p. 206.

3. Cf. Cahier de Saligny. Bailliage de Sens, p. 79.

4. Cf. Cahiers du bailliage de Sens. Saligny, notice, p. 77.

paroisse (1) : « Il est intéressant et avantageux pour le Tiers état de laisser subsister les maisons religieuses des deux sexes, rentées ou non ; ce sont les seules places tranquilles auxquelles le Tiers état peut aspirer ; les maisons rentées sont très utiles et d'un grand secours aux pays qui les avoisinent tant par les aumônes qu'elles y répandent que par les travaux auxquels elles occupent les divers artisans et... leur suppression serait cause une privation de secours pour le Tiers état ».

On voit clairement dans ce cahier au-dessus de l'intérêt qui s'attache aux secours et aux aumônes la sympathie du Tiers état pour les maisons où il peut trouver des « places tranquilles ». La même sympathie, ayant la même source, apparaît dans ce cahier d'un bailliage normand (2) :

« Un abus criant que le haut clergé fait de son crédit et de son autorité, c'est la suppression des monastères. Les familles nombreuses du Tiers état, ainsi que celles de la Noblesse du second ordre, trouvaient dans les monastères de Saint-Benoît de l'ancienne observance, et dans beaucoup d'autres, des places honnêtes pour leurs enfants, qui voulaient se consacrer dans une vie contemplative au service du Seigneur ; ils y trouvaient une très honnête aisance ; la famille se ressentait souvent de l'aisance du reli-

1. Cahier de Villeneuve-l'Archevêque. Bailliage de Sens, p. 513.

2. Cahier du bailliage de Saint-Sauveur-le-Vicomte (secondaire de Coutances).

gieux ; il fournissait à l'éducation des jeunes frères, à la dot des sœurs ; poussait, soutenait les aînés, dans un état auquel ils n'auraient pas pu atteindre ; enfin, ces solitaires réunis dans un même lieu y consumaient leurs revenus, y secouraient les pauvres ; toutes ces ressources, les seules dont le Tiers état jouissait, leur ont été enlevées ». A la défense des religieux se joignait dans ce cahier une attaque contre le haut clergé accusé de supprimer les couvents pour s'en approprier les revenus.

« Sa Majesté, dit-on, avait ordonné la réforme des abus qui s'étaient introduits parmi les moines... il avait nommé une commission pour la réformation de ces abus, et au lieu de les réformer on a détruit les moines ». Et le cahier n'hésite pas à accuser le haut clergé de ce détournement de pouvoirs :

« Les abbés ont empêché les moines de recevoir des novices et ils ont sécularisé ceux qui existaient, en les séduisant par la crainte, par l'espérance et en leur faisant goûter les délices d'une vie libre et indépendante. Cette conduite du haut clergé blesse la religion, la justice et la charité ; elle enlève à la religion de pieux solitaires qui cultiveraient avec fruit et édification la vigne du Seigneur ; elle prive les fondateurs des prières perpétuelles qu'ils avaient fondées à grands frais, et elle déchire le contrat synallagmatique *Do ut facias*, intervenu entre les fondateurs et l'Eglise ; enfin elle blesse la charité,

en ce qu'elle prive les pauvres des ressources infinies qu'ils retireraient tant au spirituel qu'au temporel si les anciens établissements détruits subsistaient. »

Cette crainte que les suppressions de monastères ne profitent qu'au haut clergé, justifiée déjà par plusieurs exemples depuis un quart de siècle, existait aussi en bien d'autres endroits.

Il faut sans doute lui attribuer certains vœux tendant à ce que les biens des couvents supprimés fussent utilisés dans la province même (1).

Nous avons ainsi exposé un aspect de l'opinion assez différent des aspects précédents. La participation aux bienfaits et aux revenus des ordres religieux, jointe à une sympathie profonde pour leurs membres ont inspiré dans les cahiers que nous venons de citer et dans ceux qui s'en rapprochent, ces protestations contre les suppressions en cours. Quelle était l'importance de cette opinion ? Comptait-elle un grand nombre de partisans ? Il est peu probable qu'en dehors des villages ou des cantons directement soumis à l'activité bienfaisante de religieux fidèles à leur tradition charitable on ait tenu à maintenir l'intégrité de la propriété monastique ; de nombreux textes l'ont établi.

Mais, une conséquence importante découle de ces

1. Voir divers cahiers de la Sénéchaussée de Guéret (Cf. Cahier de la Haute-Marche).

protestations isolées : c'est la nécessité de ne pas généraliser sans réserves les conclusions qu'on pourrait tirer du petit groupe des cahiers très hostiles aux religieux. C'est aussi la nécessité de n'étendre que très prudemment, celles qu'on peut tirer, des nombreux cahiers hostiles seulement à la propriété des religieux.

A peine 10 o/o des cahiers se sont prononcés. Que pensait-on dans les milliers d'assemblées rurales ou de communautés urbaines où l'on n'a pas exprimé d'avis ? N'avait-on rien à dire, ne désirait-on aucune réforme ? ou bien faut-il leur attribuer par généralisation le même état d'esprit qui s'est manifesté ailleurs ? Il est peu vraisemblable que les inconvénients très réels de l'état monastique en 1789, avec ses couvents souvent dépeuplés et souvent oisifs, avec ses biens dont les revenus allaient en grande partie à des abbés ou à des prieurs commendataires n'aient pas suscité, même chez ceux qui se sont abstenus d'en parler quelque ressentiment et quelque désir de réforme. Mais ce mécontentement était certainement atténué, et chez certains supprimé par les divers avantages que les monastères répandaient autour d'eux, par l'asile qu'ils offraient à de nombreux enfants du Tiers état. C'est pour cette considération qu'on ne voulait ni la ruine ni la suppression des ordres religieux, sous couleur de réforme ou de rétablissement de la discipline.

III. — Les cahiers du clergé et la réforme des ordres religieux

Déjà la question des biens ecclésiastiques et celle de la dîme ont montré de grandes divergences d'intérêts entre les curés desservants d'une part ; les ordres religieux d'autre part. De plus les cahiers des paroisses ont accentué cette opposition en demandant fréquemment l'amélioration du sort des uns aux dépens des autres. Il faut par conséquent s'attendre à des difficultés au sein des assemblées du clergé.

Curés et religieux n'arrivaient pas toujours aux assemblées avec des dispositions très conciliantes les uns vis-à-vis des autres. Les représentants des couvents étaient tout d'abord mécontents du droit très étendu accordé à tous les curés d'être membres de l'assemblée, tandis que les couvents devaient se faire représenter par des députés. Les représentants des ordres religieux étaient plus inquiets des prétentions des curés quant à leur congrue. Les curés d'autre part portaient en eux l'aigreur de leur situation médiocre ; quelques-uns, reprenaient à leur compte les accusations portées contre les religieux, « ils donnent dans tous les plaisirs au grand scandale des paroisses voisines » écrit un curé (1). Les uns et

1. Lettre de Danré, curé-doyen de Coyolles, à Necker, datée du 7 avril 1780. Il se plaint de la misère générale, particulièrement celle du bas clergé. Près de là, au contraire, 4 religieux prémontrés avaient

les autres enfin avaient parfois le souvenir plus ou moins récent d'un procès qui les avait divisés. Bref, il y avait entre eux, sur des questions pécuniaires, de nombreux sujets de discorde.

Néanmoins, les cahiers les plus défavorables aux religieux, qui sortirent des assemblées du clergé, n'allèrent jamais au delà dans leurs propositions, d'une concentration des moines, conformément à l'édit de 1768, et parfois d'une autre affectation de leurs biens.

Quant à la suppression des ordres religieux, le clergé y est certainement et presque unanimement opposé. Certains mémoires de curés ou certains cahiers anonymes, tels que ceux qui parurent assez nombreux à Paris, pourraient laisser penser le contraire. Mais il n'y a qu'à parcourir les cahiers de bailliage, les seuls cahiers véritables du clergé pour se convaincre que s'il y eut certains ecclésiastiques résolus à la suppression des couvents, ils furent peu nombreux, dispersés et ne purent jamais faire prévaloir leur opinion dans les assemblées. On ne peut même pas dire que les partisans des ordres se trouvaient dans le haut clergé tandis que le bas clergé groupait les adversaires; tout d'abord, en effet, on a

chacun 4.000 livres de revenus. C'est d'eux dont il est ici question (Cf. Brette, *Recueil*, III, p. 150). Par contre M. de Warlomont, Abbé de Bucilly, écrit aussi à Necker : « Je sors de l'Assemblée de Vernois ; je m'y suis trouvé au milieu d'une troupe de curés sans éducation, sans honnêteté, sans politesse qui ne me laissent que le regret de m'être déplacé. » (Brette, *Recueil*, III, 168.)

vu le haut clergé accusé dans certains cahiers du Tiers, de poursuivre sournoisement à son profit la destruction de nombreux couvents ; d'autre part, si les curés avaient été le plus fréquemment hostiles à l'institution monastique elle-même, cela se serait traduit dans les délibérations des assemblées électorales où ils avaient une très forte majorité.

Ainsi à Paris, on voit bien, publié sous le nom de « cahier des jansénistes », un factum demander « l'extinction totale des moines (1) », un autre factum anonyme demander « la suppression des canonicats, prieurés, abbayes, couvents d'hommes et de femmes (2) » et encore d'autres mémoires anonymes parler dans le même sens (3) ; mais quelle valeur attribuer à ces manifestations, lorsqu'on voit qu'en définitive, l'assemblée du clergé de Paris demande (4) « que les ordres religieux soient conservés comme utiles... à la religion et... à l'Etat » et que si l'on doit les réformer « il ne soit employé que des moyens conformes aux lois canoniques » — vœu que forme également le clergé de Paris hors murs (5) : « les religieux de l'un et l'autre sexe... seront maintenus et conservés, attendu que l'incertitude des

1. Cf. Chassin, *les Elections et les cahiers de Paris*, t. II, p. 83 : le cahier des Jansénistes.

2. Cf. Chassin, *op. cit.*, t. II, p. 85. Cahier anonyme.

3. Cf. Chassin, *op. cit.*, t. II, p. 88 et p. 91-116.

4. Cahier du clergé de Paris, *intra muros*. Chassin, *op. cit.*, t. III, p. 307.

5. Cahier du clergé de Paris, *extra muros*. Chassin, *op. cit.*, t. IV, p. 398.

gens qui les composent sur la stabilité de leur état les jette dans le découragement et porte préjudice à la discipline régulière ».

Il apparaît donc très nettement que le clergé ne veut pas la suppression des ordres religieux.

Mais quelles réformes veut-il et comment les veut-il ? Les dispositions en vigueur étaient celles de l'édit de 1768 ; certains cahiers demandent des abrogations, certains, sur d'autres points, proposent des mesures nouvelles.

Parmi les mesures proposées, et que ne prévoyait pas l'édit de 1768, les unes concernent l'utilisation des religieux, les autres celle de leurs biens. La dotation des ordres mendiants est demandée par le clergé de Troyes (1), par le clergé de Reims (2), par le clergé de Blois (3). A Hazebrouck les religieux Augustins demandent spontanément une pension pour ne plus être obligés de quêter (4). Le cahier de Reims propose aussi que les religieux soient employés au ministère pastoral ; celui de Troyes également et ajoute « à l'éducation de la jeunesse et au service des hôpitaux ».

Les couvents n'étaient pas toujours très favora-

1. Cahier du clergé de Troyes. Troyes, t. III, p. 117, art. 49.

2. Cahier du clergé de Reims (Paris, *les Cahiers du bailliage de Reims*).

3. Cahier du clergé de Blois. Blois, t. II, p. 402, art. 40.

4. Vœux... des religieux Augustins de la ville d'Hazebrouck. Bailleur, t. II, p. 475.

bles à ces mesures qui disposaient de leur activité sans leur consentement. Une consultation générale eut peut-être révélé que les religieux et religieuses contemplatifs, ne mettaient aucun empressement à s'improviser professeurs, instituteurs ou garde-malades. Deux cahiers ou mémoires de la Flandre maritime le laissent supposer ; dans l'un les « Sœurs grises » d'Hondtschoote (1) « ayant ouï que les messieurs du Tiers état... veulent [les] charger de garder les malades en ville et à la campagne »... protestent contre cette demande... Elles choisirent un couvent pour y mener une vie monastique » et non pour être « métamorphosées » en garde-malades. Dans l'autre les sœurs Récollectines, de la Congrégation de Limbourg, également à Hondtschoote (2) qui tiennent un pensionnat de toutes personnes sottes, lunatiques, imbéciles et autres quelconques » ne veulent et ne peuvent pas tenir en outre des écoles. « Car peut-on tenir école sans maîtresses. Et comment fournir des maîtresses quand on ne les a pas ? »

Si le clergé offrait de compléter l'édit de 1768 sur certains points, il s'en inquiétait sur plusieurs autres.

Il s'inquiétait tout d'abord de ce qui dans cet édit paraissait seconder les vues des adversaires des or-

1. Doléances du couvent des sœurs tierçaires, dites *sœurs grises* de la ville et seigneurie d'Hondtschoote. Bailleul, t. II, p. 478.

2. Mémoire... des sœurs pénitentes récollectines de la congrégation de Limbourg, du Tiers ordre de Saint-François, en la ville d'Hondtschoote. Bailleul, t. II, p. 476-477.

dres religieux ou tout au moins de ceux qui voulaient en entraver le développement. Le clergé demande formellement en premier lieu le maintien des réguliers. On l'a vu à Paris pour la ville et les environs ; le même vœu figure expressément dans des cahiers de toutes les régions ; à Troyes (1), où l'on insiste en outre en faveur du chapitre de la Sainte-Chapelle de Saint-Etienne, défendue déjà par le Tiers état ; à Bailleul (2), où le sont les curés qui insistent pour que les religieux étrangers soient naturalisés gratuitement ; à Orléans (3), à Blois (4), à Angoulême (5), à Bourg-en-Bresse (6), où l'on souhaite que l'édit de 1768 soit rapporté « comme funeste à l'état religieux » ; à Nîmes (7), où le roi est supplié « d'accorder sa protection aux ordres religieux, si utiles à l'Eglise, et... de dissiper les alarmes et les inquiétudes où ils peuvent être sur leur état » ; à Marseille enfin où

1. Cahier du Clergé de Troyes, Troyes, III, 117, art. 49 : conservation des ordres religieux et art. 52 : conservation du chapitre de Saint-Etienne.

2. Cahier du Clergé de Bailleul, Bailleul, II, p. 532-533 : « Sa Majesté est suppliée d'accorder une protection spéciale aux couvents de l'un et l'autre sexe des ordres mendiants et autres. » Les curés ont observé que « les religieux étant très souvent nécessaires pour les besoins spirituels, le roi doit être supplié de vouloir bien accorder gratis des lettres de naturalisation aux étrangers ».

3. Cahier du Clergé d'Orléans, art. 12.

4. Cahier du Clergé de Blois, Blois, II, 402, art. 38 : « une protection particulière pour les ordres religieux de l'un et l'autre sexe. »

5. Cahier du Clergé d'Angoumois. Angoulême, 494, art. 27.

6. Cahier du Clergé de Bresse (les Cahiers de doléances du département de l'Ain).

7. Cahier du Clergé de Nîmes. Nîmes, II, art. 14.

les divers chapitres s'unissent à l'ordre du clergé en faveur des réguliers (1).

A Châlons-sur-Marne, on demande en particulier que les biens des ordres supprimés, Grammontains, Saint-Ruf, Célestins, soient restitués au clergé.

Les règles concernant la conventualité sont en maints endroits jugées trop sévères ; elles font craindre de trop nombreuses suppressions ; aussi demande-t-on, « que l'exécution en demeure suspendue jusqu'aux prochains Etats généraux » pour laisser aux petits couvents « le loisir de se régénérer (2).

Mais c'est surtout au sujet de l'âge des vœux que se font nombreuses les protestations du Clergé. L'édit de 1768 ne les autorisait qu'à partir de 21 ans, une fraction de l'opinion publique demandait encore le recul de cet âge. De telles mesures ne pouvaient que diminuer le nombre des professions nouvelles, non pas seulement ainsi qu'on le disait, parce que les novices eussent acquis plus d'expérience, mais parce que cela prolongeait pour eux, une situation incertaine. En général, le Clergé demande que les vœux soient autorisés dès l'âge de dix-huit ans ; il en est ainsi à Reims, Bourg-en-Bresse, Angoulême, Mar-

1. Cahier du Clergé de Marseille, art. 9 Cahiers du chapitre de Saint-Victor de Marseille, et Cahier du chapitre de Notre-Dame-des-Accoules (Cahiers de la Sénéchaussée de Marseille, p. 341-348).

2. Cf. Cahier du Clergé d'Orléans. Dans le même sens Clergé de Bourg-en-Bresse.

seille, etc. (1). Il faut voir là le désir de faciliter l'entrée en religion et de revivifier les ordres religieux en commençant par rendre des sujets aux monastères presque déserts.

Conclusion. — De ces observations une conclusion se dégage : Le clergé veut sauvegarder les ordres religieux dans la plus large mesure. Il sent la nécessité d'une réforme : le besoin en apparaît à tous. Mais effrayé par la politique suivie depuis un quart de siècle, il tente de se ressaisir, de reprendre la direction du mouvement, de ranimer le recrutement tari des monastères menacés de suppression ; de faire au moins attribuer à l'Ordre les biens des couvents supprimés, enfin de rendre plus de vie, plus d'activité à toute l'institution monastique.

Dans le Tiers état, il n'y a pas autre chose non plus, en général, qu'un grand désir de réformes de la discipline, de l'activité et de la propriété monastiques. Mais à la différence du clergé, on souhaite ou on admet fréquemment l'utilisation par l'Etat d'une partie des biens des réguliers. De là conflit d'intérêts, conflit d'opinions certes, mais que l'importance des confiscations seulement pouvait rendre aigu.

Or, les besoins de l'Etat étaient si grands, que le secours devait être immense ; l'opinion désignait

1. Clergé de Reims, Bourg, Angoulême, Marseille, cités *supra*.

l'Eglise pour fournir ce secours ; dans l'Eglise les ordres religieux étaient le plus menacés, par le sentiment public, par celui du clergé, par leur propre décadence. Sans qu'une hostilité véritable existât contre eux, en cas de danger ils devaient être les moins défendus, parce qu'ils étaient devenus les moins utiles.

Une minorité de gens instruits et actifs voulait leur suppression. Quant à l'opinion générale elle leur était assez favorable pour les regretter, pas assez pour les soutenir. La lecture des cahiers donne cette impression, bien qu'on demande très souvent et très haut leur conservation, que leur avenir n'est plus très solide.

CHAPITRE IV

Les non-catholiques et l'indifférence religieuse

I. — La philosophie irréligieuse. — II. Les Protestants.
III. — Les Juifs.

C'est un des problèmes les plus graves dans un pays où domine une religion d'Etat que la situation qui doit être faite aux ressortissants des autres cultes. Il ne peut être question à leur égard que de tolérance, toute égalité étant impossible en raison de la situation privilégiée faite à l'une des religions. Les Protestants ne sont donc que strictement tolérés, les Juifs sont considérés comme étrangers ; les uns et les autres sous des réglementations différentes, frappés de plusieurs incapacités.

D'autres adversaires de l'Eglise étaient nés du mouvement philosophique et littéraire qui caractérisa le XVIII^e siècle. Sans attaquer le dogme pour lui substituer un dogme différent, ils combattaient au nom de la raison ou par le doute et l'ironie l'observation traditionnelle des prescriptions religieuses.

L'Eglise sentait le danger d'un déisme, ou d'une abstention indifférente, qui tendaient l'un et l'autre à réduire son action morale et à diminuer ses moyens matériels.

Rapports avec les protestants et avec les Juifs, rapports avec les disciples plus ou moins lointains des divers philosophes du xviii^e siècle, ce sont bien là des questions religieuses. Dans les cahiers de 1789, elles ne sont pas les plus importantes, venant bien après les problèmes relatifs à la vie matérielle de l'Eglise. C'est que dans l'esprit des gens de 1789, elles ne sont pas des problèmes à proprement parler ; à la nation presque unanime la solution apparaît bien claire, c'est celle qui découle des enseignements de l'Eglise.

I. — La philosophie irréligieuse

Les noms de Voltaire, de Rousseau, de Diderot, ceux de d'Alembert, d'Holbach et d'Helvétius gardent un tel éclat dans l'histoire du xviii^e siècle, le souvenir d'une société brillante et incrédule est si vif et il efface tant celui d'une nation peu touchée dans son ensemble par le scepticisme religieux, qu'on pouvait s'attendre à en voir des marques nombreuses dans les cahiers. Il n'en a rien été ; au-dessus de toutes les propositions de réformes, il est un vœu souvent formulé, plus souvent encore sous-entendu, pour le

maintien et la défense de la religion. S'il y a eu de nombreux esprits, des plus originaux et des plus profonds, ce qui est incontestable, pour ne pas l'approuver, leur action ne s'est pas exercée dans les cahiers, soit qu'ils aient dédaigné ce mode de propagande, soit qu'ils y aient échoué, soit qu'ils n'aient pas voulu répandre leurs idées en dehors de l'élite.

Peuple et clergé s'accordent pour défendre la religion ; le clergé naturellement avec plus de fréquence, sinon plus de force ; aussi exposerons-nous d'abord ses revendications.

PREMIÈRE SECTION

Le clergé et l'irréligion

Il est trop naturel que le clergé ait réclamé la défense de la religion, contre les novateurs, les adversaires et les indifférents, pour qu'on songe à chercher des justifications ou des explications de cette attitude. On peut néanmoins remarquer à ce sujet le peu d'influence des prélats à la foi tiède et aux mœurs peu évangéliques qui brillaient à la Cour et dans le monde et des quelques curés lecteurs et disciples des philosophes ; les uns et les autres eussent dû puiser en effet dans leurs idées et dans leurs sentiments une conviction trop peu solide pour permettre

les fermes et autoritaires déclarations de principe contenues dans les cahiers.

Déjà les vœux du clergé aussi bien que du Tiers, relatifs à l'organisation paroissiale, au rôle et à l'influence des curés, à l'augmentation du nombre des vicaires, à l'emploi des réguliers pour la prédication et l'enseignement ont indiqué quel rôle prépondérant on assignait à la religion et à ses ministres. Toutes ces mesures supposaient un principe maintes fois exprimé : la prééminance de la religion catholique, fondement de toute société.

Ce principe ne fut pas seulement sous-entendu, il fut souvent rappelé au commencement des cahiers du clergé, aussi bien en Flandre à Bailleul où nul ne contredisait, qu'à Nîmes dans le voisinage des réformés ou à Paris, centre du mouvement philosophique. L'intérêt des mœurs est tout d'abord invoqué. Il faut « faire rendre à la religion catholique tout l'honneur et le respect qui lui sont dus : sans religion point de mœurs (1) » ; déclare-t-on à Bailleul et l'on rappelle au roi de droit divin que son intérêt propre est engagé. « Bientôt on oubliera que le Roi est l'image de Dieu sur la terre et on se livrera à un esprit de système et de philosophie qui plongera l'Etat dans le désordre. Plus au contraire les peuples seront religieux, plus ils seront fidèles à obéir aux

1. Cahier du clergé de Bailleul, Flandre maritime, II, 526.

lois ». Toute une doctrine politique est en puissance dans ces claivoyantes remontrances du clergé flamand.

A Nîmes (1) on supplie le Roi d'employer son autorité « pour arrêter les progrès de l'irreligion et de la corruption des mœurs » ; à Marseille (2) le cahier d'un chapitre invoque tout d'abord en faveur de la religion catholique qu'elle a toujours été pour l'Etat « son plus ferme appui et sa plus grande consolation ».

Le bas clergé du diocèse de Rennes (3) demande solennellement que « la religion catholique, apostolique et romaine soit maintenue dans toute son intégrité, appuyée contre tous les efforts de l'impiété séductrice ou dogmatisante ». Le clergé d'Evreux parmi beaucoup d'autres réclame « des lois contre la licence des mœurs (4) ».

Le clergé de Paris (*intra-muros*) (5) demande aussi avant toute autre chose « que la religion catholique... la seule vraie, dont les principes sont si intimement liés au maintien de l'autorité et au bonheur des peuples, soit conservé dans son intégrité »,

1. Cahier du clergé de Nîmes, Nîmes, II, p. 573.

2. Cahier du chapitre des Accoules, Marseille, p. 344.

3. Cahier du bas clergé du diocèse de Rennes. Rennes, IV, 292. Il n'y eut pas dans la sénéchaussée de Rennes d'assemblée générale de l'ordre du clergé, partant pas de cahier général.

4. Cahier du clergé d'Evreux. Hippeau, *op. cit.*

5. Cahier du clergé de Paris (*intra-muros*) : Chassin, *op. cit.*, III, 306.

et le cahier du clergé de Paris hors murs (1) rédigé également sous la présidence de l'archevêque, n'est pas moins net : « comme il est impossible de se dissimuler que la principale cause des malheurs de la France est l'esprit d'irrégion qui s'y est introduit depuis plusieurs années, le moyen le plus efficace de remédier à nos maux et d'assurer la sécurité publique est de rétablir parmi nous la pratique des devoirs de la religion et des règles des mœurs (2) ».

Quelques prêtres pensaient peut-être que ces déclarations étaient trop catégoriques, voire impolitiques et qu'elles risquaient d'indisposer certains esprits (3) ? l'objection concernait alors l'opportunité et non le fond car sur le fond il y avait unanimité à désirer le renforcement de la protection de l'Etat en faveur de l'Eglise.

1. Cahier du clergé de Paris (hors murs). Chassin, *op. cit.*, IV, 394.

2. M. Chassin écrit (*id.*, IV, 407) que les cahiers de l'ordre du clergé ne contiennent presque rien de ce qu'auraient voulu y insérer les curés desservants et vicaires, auteurs anonymes des projets de cahiers, imprimés ou manuscrits qui circulèrent pendant la période électorale. Mais dans quelle mesure ces auteurs anonymes exprimaient-ils eux-mêmes les opinions de leurs confrères, telle est la question. Les opinions d'un curé ou d'un vicaire, même rédigées sous forme de mémoire, même imprimées ne sont pas nécessairement les opinions du clergé. Il y eut discussion, il y eut vote; la majorité des curés sut bien, en mainte assemblée faire adopter ses opinions, notamment pour l'augmentation de la congrue ou l'attribution des dîmes. Pourquoi n'eut-elle pas fait insérer en outre ce qui lui tenait encore à cœur?

3. Cf. Chassin, *op. cit.*, IV, p. 411 sq., plusieurs mémoires d'ecclésiastiques parisiens, dont un de l'abbé Fauchet.

L'intervention royale est sollicitée en particulier contre le sacrilège et contre la presse.

Les cahiers du clergé se plaignent vivement que les dimanches ne soient plus observés; ils dénoncent le danger que cela constitue pour les mœurs et le danger encore plus grave pour la religion. C'est qu'en effet dans un pays où l'observance des prescriptions religieuses était encore très scrupuleuse, la transgression publique d'une règle telle que la sanctification du dimanche, constituait, littéralement, un scandale. Ce n'était pas seulement un signe de tiédeur, de négligence, de relâchement sans mauvaise intention, c'était une manifestation publique de rébellion contre l'Eglise et contre la règle, entraînant d'autres mépris et d'autres rébellions, c'était un sacrilège.

Le sacrilège, le repos dominical n'étaient certes pas demeurés en dehors de la législation (1), mais les plaintes du clergé permettent de penser que les sanctions n'en étaient appliquées qu'avec quelque mollesse.

C'est pourquoi le clergé de Coutances demande (2)
« que les lois concernant le respect dû aux choses,
aux jours, aux lieux et aux personnes de la religion

1. Déclaration sur l'édit d'octobre 1685, du 1^{er} décembre 1698 (Isambert, XX) et Ordonnance concernant le respect dû aux églises, 19 juin 1768, 374; (Isambert, XXII, 482). Interdiction des Marchés, 7 mai 1777 (*id.*, XXIV, 396); Interdiction de travailler, 1777 (*id.*, XXV, 73).

2. Cahier de l'ordre du clergé, Coutance, III, p. 468.

soient remises en vigueur ». Le clergé de Marseille s'exprime presque dans les mêmes termes (1) ; celui de Blois, constate (2) « avec douleur, que les lois... sur le respect dû aux églises, sur la sanctification du dimanche et des fêtes, sur la suspension des travaux en ces saints jours, ne produisent pas l'effet » attendu. « Ce désordre provient en certains lieux de la négligence des magistrats, et dans la plupart des campagnes du défaut de magistrats » ; ces lacunes doivent disparaître ; les ordonnances doivent être exécutées. Elles auraient plus de force et d'autorité, pense le clergé de Sens (3), si elles étaient consacrées par des conciles provinciaux ; les règlements « maintenus par une police sévère » ne seraient plus « violés aussi impunément qu'ils le sont aujourd'hui ». Il serait bon, par la même occasion, ajoutons à Sens, de réduire les fêtes, vraiment trop nombreuses, réduction « si vivement sollicitée... peut-être nécessaire à l'indigence des campagnes et aux pauvres artisans des villes (4) » ; à Bailleul (5), on

1. Cahier du clergé, sénéchaussée de Marseille, p. 417. « Le Roi sera très humblement supplié de donner les ordres nécessaires pour remettre en vigueur et faire exécuter les lois contenant l'observation des fêtes et dimanches. »

2. Cahier du clergé, bailliage de Blois, II, 394.

3. Cahier du clergé, bailliage de Sens, 788-89.

4. Le clergé, qui demandait l'observation exacte des fêtes, prit rarement l'initiative d'en demander la réduction. Voir par exemple, cahier du clergé de Coutances, III, 468 ; Cahiers du clergé d'Evreux. *Arch. parl.*, III, 295 ; Cahier du clergé de Rouen, *Arch. parl.*, V, 590.

5. Cahier du clergé, Flandre Maritime, II, 526-27.

demande la plus scrupuleuse exactitude » dans la répression ; à Troyes (1), à Reims (2) même souci ; à Paris enfin dans certains cahiers de paroisses (3) et dans les deux cahiers de l'ordre du clergé la sanctification du dimanche est présentée comme d'une importance primordiale. Rien n'est « plus propre à affaiblir dans l'esprit des peuples le respect dû à la Religion que le mépris public de ses préceptes et de ses plus saintes ordonnances (4) ». Toute dispense doit donc être accordée par le supérieur ecclésiastique et visée par les officiers de police. C'est à Paris même que ce régime est proposé. Les lois eussent-elles suffi ! Le clergé de la banlieue voit (5) « avec la plus vive douleur la scandaleuse infraction du précepte de la sanctification des dimanches et des fêtes. Les abus... vont toujours croissant » ; il réclame aussi des mesures énergiques et il ajoute : « Cet article mérite d'autant plus l'attention du Roi et des Etats généraux que l'infraction des lois à cet égard tend tout naturellement à faire perdre au peuple le sentiment de la religion. »

Il n'est pas possible de montrer plus nettement le vœu du clergé sur cette question et l'importance

1. Cahier du clergé, bailliage de Troyes, III, 116.

2. Cahier du clergé, bailliage de Reims (Henri Paris, *ouv. cité*).

3. Cf. Cahier du clergé de la paroisse de Saint-Paul, art. 3. Chassin, *op. cit.*

4. Cahier du clergé de Paris (*intra-muros*). Chassin, *op. cit.*, III, 306.

5. Cahier du clergé de Paris (hors murs). Chassin, *op. cit.*, IV, 394-395.

qu'il y attachait. Il demande à l'Etat d'empêcher et de réprimer la violation publique de la loi religieuse.

En face de la presse, le clergé se tient sur la réserve ; en plusieurs endroits il se déclare partisan de la liberté, sauf bien entendu contre le dogme et la morale. Dans l'ensemble il est surtout effrayé du développement des publications de toute nature ; le contrôle lui en paraît insuffisant ; il s'indigne des attaques dont il est l'objet.

Le clergé de Paris, en termes très modérés, demande « que la licence de la presse soit réprimée et que par de bons et sages règlements on prévienne tous les abus qui peuvent porter atteinte à la religion, au gouvernement et aux mœurs (1) ». Il insiste aussi dans l'intérêt de la moralité publique pour l'interdiction des livres impies et obscènes » et contre l'exposition « si commune des statues, peintures, gravures indécentes ». Le xviii^e siècle avait fourni quelque matière à cette observation. Le clergé de Paris (hors murs) demande aussi (2) « que la licence de la presse soit réprimée » et il insiste pour le maintien d'une censure préalable, afin qu'on ne puisse publier « aucun livre ni brochure contraire à la religion, aux mœurs et au gouvernement ».

Une inquiétude générale règne dans le clergé au sujet des conséquences possibles de la liberté de la

1. Cahier du clergé de Paris, *intra-muros*, *id. ibid.*, III, 310.

2. Clergé de Paris hors murs. Chassin, *op. cit.*, IV, 394.

presse. Elle se manifeste encore à Orléans (1), à Reims (2), à Troyes (3), à Sens (4), où c'est encore des conciles provinciaux qu'on attend le renouvellement de « ces saints décrets qui proscrivait la fureur des productions licencieuses en tous genres surtout en matière de religion, qui de la capitale... jusque dans les campagnes, y corrompent en même temps l'innocence et la foi de leurs simples habitants, et des germes d'impiété qu'ils y répandent, y font naître cet esprit d'indépendance, capable de soulever les empires et de préparer une affreuse anarchie » (5).

La même inquiétude s'exprime à Angoulême dans le préambule même du cahier (6) : « La France a été inondée en moins d'un siècle de livres impies, obscènes et scandaleux, et qui deviennent au préjudice de la religion et des mœurs le seul code d'instruction d'une jeunesse insensée. » Elle s'exprime encore

1. Cahier du clergé, bailliage d'Orléans, t. II, art. 1^{er}.

2. Cahier du clergé, bailliage de Reims (H. Paris, *op. cit.*).

3. Cahier du clergé, bailliage de Troyes, III, p. 122, art. 78 du cahier : « qu'il soit sévi contre les auteurs des livres contraires à la religion et aux bonnes mœurs ainsi que contre tout imprimeur d'ouvrages sans nom d'auteur ».

4. Cahier du clergé, bailliage de Sens, p. 788.

5. Le clergé de Sens qui a renoncé spontanément et formellement à ses privilèges pécuniaires est par contre extrêmement circonspect quant aux réformes politiques et insiste à plusieurs reprises sur les désordres qu'elles risquent d'entraîner. Cet état d'esprit n'est pas exceptionnel.

6. Cahier du clergé, Sénéchaussée d'Angoumois, p. 490.

à Evreux (1), à Etampes (2), à Blois (3), la liberté de la presse ne doit pas être « accordée sans réserve ; dans le cahier du bas clergé de Rennes qui s'élève contre cette (4) « multitude d'écrivains, philosophes par vanité, impies par goût, novateurs par orgueil, blasphémateurs par système, apologistes des passions par intérêt, fourbes imposteurs par nécessité. » La Nation est adjurée « d'arrêter le cours des opinions nouvelles, de refréner l'impiété audacieuse. » Quant au bas clergé du diocèse de Dol (5), il prononce : « Défense d'imprimer et de débiter aucun ouvrage sans l'approbation de deux docteurs en théologie, sous peine de trois ans de prison pour les libraires et colporteurs et perte de leur état pour les imprimeurs » ; le bas clergé de Saint-Mâlo demande (6) « des règlements contre la licence immodérée de la presse. »

Cet accord de trois assemblées composées seulement de curés et de vicaires est très important en ce qu'il répond à cette objection possible que les mesures de rigueur contre la presse demandées par les

1. Cahier du clergé d'Evreux (Hippeau, *op. cit.* et *Arch. Parl.*, III, 295).

2. Cahier du clergé, bailliage d'Etampes (*op. cit.*).

3. Cahier du clergé, bailliage de Blois, II, 393, art. 3 du cahier.

4. Cahier du bas clergé du diocèse de Rennes, Sénéch. de Rennes, IV, 290-291.

5. Cahier du bas clergé du diocèse de Dol, Sénéch. de Rennes, IV, 305.

6. Cahier du bas clergé du diocèse de Saint-Mâlo, Sénéch. de Rennes, IV, 309.

cahiers du clergé n'étaient pas dans le vœu du bas clergé et qu'elles ont été imposées par les représentants du haut clergé dans les assemblées. Rien ne permet une telle supposition si ce n'est une importance exagérée accordée à certains factums dont on ne connaît pas toujours les auteurs. Si les idées de ces factums avaient été celles de la majorité des curés, il en serait apparu quelque chose dans les cahiers de l'ordre ; or, pas un ne songe à autoriser une liberté entière de la presse ; beaucoup trouvent exagérée et dangereuse la liberté pourtant bien mitigée et toute de tolérance, existant alors ; quant aux résolutions, qui sont l'œuvre exclusive des curés, nous les voyons plus rigoureuses encore et plus véhémentes. Cela nous oblige à conclure que le clergé dans son ensemble était opposé à la liberté de la presse et en particulier les curés, parce qu'ils sentaient le plus vivement les effets, lorsqu'ils arrivaient dans les campagnes, de la diminution du respect et de la foi.

L'Eglise et l'Etat avaient toujours étroitement collaboré ; le clergé ne songe qu'à resserrer cette union et à en tirer les conséquences logiques. Il veut que l'Etat conserve et maintienne une religion qu'il reconnaît seule ; qu'il en fasse respecter les prescriptions, et qu'il la défende contre les attaques de la presse.

SECTION II

Les cahiers du Tiers et l'irréligion

On ne trouve pas dans les cahiers du Tiers des protestations contre la dépravation des mœurs et le péril de la religion aussi nombreuses que dans les cahiers du clergé, et cela s'explique aisément. On en trouve néanmoins, aussi bien dans les cahiers généraux de l'ordre que dans ceux des paroisses, et les remèdes proposés sont les mêmes : défense de la religion, contrôle de la presse.

A défaut de fréquentes déclarations de principe, les autres articles des cahiers ont déjà montré le sentiment du peuple vis-à-vis de la religion. La sollicitude pour les curés, la situation matérielle qu'on leur souhaite pour faciliter leur ministère, les diverses préoccupations au sujet de l'église, des communications, de l'heure et du lieu des offices, les vœux en faveur de l'instruction et de l'éducation des enfants, de l'utilisation des religieux dans les collèges, les facilités demandées pour l'entrée dans les séminaires et l'entretien d'un grand nombre de prêtres ; plus encore, peut-être les précautions de style et les protestations de dévouement aux vrais intérêts de l'Eglise qui accompagnent les doléances et les propositions en matière de dîmes et de bénéfices, tous ces traits sont assez concluants. Ils caractérisent un

peuple très attaché à sa religion, et qui veut vivre dans la compagnie intime de son clergé. Les traits opposés, et cela en est la meilleure preuve, seraient nécessairement interprétés dans le sens contraire.

Certains cahiers contiennent tout d'abord des vœux généraux analogues à ceux du clergé ; parmi ceux des bailliages, Orléans dont le cahier est aussi net que s'il émanait du premier Ordre (1). La Ville de Paris, par contre, tint à préciser que la prééminence de la religion devait s'établir spontanément sans aucune contrainte (2). « La religion est reçue librement dans l'Etat sans porter aucune atteinte à sa constitution. Elle s'établit par la persuasion jamais par la contrainte. » Il semble qu'en général les assemblées de bailliage, sans songer à contester l'autorité religieuse, aient hésité à en proclamer solennellement la suprématie, par crainte des conséquences que cela eût impliqué pour la presse et la réglementation des dimanches. Que la religion catholique tint un rang exceptionnel, qu'elle dût être maintenue dans toute son intégrité, certes, personne ne s'élevait là contre ; cela allait sans dire ; mais on préférerait ne pas le dire (3).

1. Cahier du Tiers du bailliage d'Orléans, t. II, art. 2 du cahier.

2. Cahier du Tiers de la Ville de Paris. Chassin, *op. cit.*, III, 350.

3. A rapprocher de l'attitude de l'Assemblée constituante. L'Assemblée refuse de déclarer la religion catholique religion d'Etat (28 août 1789, motion de l'abbé d'Eymar; 13 avril 1790, motion de Dom Gerle), mais vis-à-vis des autres religions elle ne proclame que la tolérance.

C'est qu'en effet les revendications du clergé contre la Presse dépassaient sensiblement les sentiments conciliants du Tiers ; surtout dans les assemblées des villes, dans celles de certaines professions comme les avocats ou les officiers de diverses catégories et dans celles des bailliages, où le nombre des gens instruits et leurs habitudes d'esprit s'opposaient aux restrictions et aux sanctions rigoureuses demandées parfois par le premier ordre. Sans doute on ne réclame pas la liberté absolue de la presse, on réserve toujours la sauvegarde de la religion ; mais il est visible qu'on préfère sur ce point ne pas être trop explicite. On semble penser que cette réserve se sous-entend tout naturellement ; on semble craindre qu'en l'exprimant trop nettement, des conséquences trop rigoureuses n'en soient tirées contre la liberté. On redoute l'arbitraire plus encore que la licence.

Certains cahiers de paroisses sont plus nets dans le sens du clergé. Un village de l'Anjou veut « qu'il soit pris des moyens pour que la religion (1) catholique, apostolique et romaine, soit soutenue dans toute sa pureté, tant par rapport à ses dogmes que par rapport à sa morale ; et que ceux qui ne voulant la suivre ni dans l'un ni dans l'autre de ces points

et non la liberté complète, malgré l'intervention de Mirabeau (art. 10. Déclaration des droits). Cf. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 44-45.

1. Cahier de Sainte-Gemme-sur-Loire, Angers, II, p. 701.

feraient ou diraient à dessein d'en détourner les autres, quelque chose qui y serait contraire soient sévèrement punis. » Et comme le même cahier veut « qu'on défende avec soin [d'imprimer] tout ce qui blesserait... la religion ou les mœurs », on voit que les habitants de ce village ne sont pas extrêmement tolérants :

Presque dans chaque bailliage quelques cahiers expriment un sentiment analogue. L'un veut « protéger la religion ; il n'appartient qu'à elle de former des citoyens vertueux et de bons patriotes » (1) ; l'autre constaté avec regret que « la nouvelle philosophie s'est efforcée de saper tous les principes » (2). Il est peu probable que tous les signataires du cahier s'en soient rendu compte par eux-mêmes, mais leur bonne intention est évidente, aussi évidente que pour ces autres habitants qui écrivent (3) : « Nous nous garderons bien de toucher à la religion, nous respectons trop la certitude de ses dogmes et de sa belle morale » (4). Parmi les cahiers des paroisses qui ont formé le département du Pas-de-Calais, trente-huit protestent aussi de leur attachement à la religion ; cinq dans le bailliage d'Orléans réclament pour son

1. Cahier de Lachy ; bailliage de Sézanne, 361.

2. Cahier d'Osmoy, bailliage de Bourges, p. 282.

3. Cahier des Nouards, bailliage d'Orbec (Hippeau, *op. cit.*).

4. Dans le même sens, le cahier rédigé en allemand de Bellemacher et Kitzing, bailliage de Bouzonville : « Dass die catholische Religion mœge beibehalten werden, und mehrere Lebensordnung verbessert werden. »

maintien. Cette sollicitude se manifeste parfois par la dénonciation de certains dangers ; dans plusieurs paroisses du bailliage de Mâcon, on trouve des plaintes contre les cabarets (1), « source de l'irreligion », un des griefs contre le tirage au sort pour la milice et contre la milice elle-même, c'est que ces déplacements donnent lieu à de grosses réjouissances dangereuses pour la religion et les mœurs ; un cahier provençal se plaint de la privation de prédicateurs faute de ressources (2). « Du défaut d'instruction naissent l'ignorance du peuple, la dépravation des mœurs et même l'irreligion. »

Il est rarement question de la presse dans les campagnes ; un grand nombre d'habitants n'en sentaient ni les bons ni les mauvais effets ; tout au moins n'y voyaient-ils pas de péril imminent. Quelques cahiers cependant, demandent (3) l'« interdiction des livres nuisant à la religion catholique » ou des restrictions à (4) « la liberté des opinions contraires... à la religion. » Ce ne sont pas là des éléments suffisants pour constituer un courant d'opinion ; le plus sage est peut-être de ne pas s'obstiner à en rechercher chez des gens, qui, suivant leurs dispositions générales, ou bien s'en rapportaient à leurs curés,

1. Cf. Cahier de Saint-Broil, baillage de Mâcon et plusieurs autres.

2. Cf. Cahier d'Aups, sénéch. de Draguignan.

3. Cahier d'Epineau-les-Voves, bailliage d'Auxerre.

4. Cahier de Boxmorel, bailliage d'Orbec (Hippeau, ouv. cit.).

cas le plus fréquent, ou bien, cas très rare, s'en défiaient systématiquement. Il faudrait alors conclure que la grande majorité des populations rurales adhérerait tacitement aux remontrances du clergé sur la presse, en ajoutant surtout que cette adhésion était fort passive.

On a vu que le clergé était très énergique pour demander l'exécution des lois et règlements concernant le dimanche et le respect général aux biens et aux objets consacrés. Là non plus il n'y a pas de mouvement parallèle dans le pays, sans qu'on puisse voir cependant même une simple tendance contraire. Quelques cahiers se joignent même au clergé : « il faut faire (1) défense à toute personne... de se comporter irrévéremment dans les églises... d'outrager notre pasteur et nos ecclésiastiques » dit l'un ; « les nobles se tiennent mal à l'église », dit un autre et il faut faire cesser ce mauvais exemple. Mais la plupart du temps les paroissiens ont probablement considéré qu'il appartenait au curé, à ses confrères et à ses supérieurs de demander ou ordonner toute mesure utile sur cette question de discipline et ils leur ont laissé ce soin ; prêts à se soumettre, probablement, aux ordres qui seraient donnés ; mais nul-

1. Cf. Cahier de Saint-Alban, évêché de Saint-Brieuc, sénéchaussée de Rennes, III, 595, art. 45 du cahier. Dans le même sens Cahier de La Bouillie, *id.*, *ibid.*, III, 608, art. 55 et 56.

2. Cf. Cahier d'Erquy, *id. ibid.*, III, 616, art. 21.

lement désireux, à moins de scandale, de provoquer eux-mêmes un redoublement de sévérité.

Quant à la sanctification du dimanche et des fêtes, les fidèles ne refusent certainement pas de s'y conformer (1) ; mais ils trouvent que cela revient trop souvent ; le danger des infractions aux prescriptions de l'Eglise leur apparaît moindre que la gêne considérable de ces prescriptions trop souvent applicables. Moins de fêtes chômées et toutes les fêtes célébrées le dimanche, voilà ce qu'on souhaite tout d'abord (2) ; il est sous-entendu qu'à ces conditions on observera respectueusement le repos dominical.

Le peuple n'est pas enclin dans l'ensemble à laisser se heurter librement les idées et les théories religieuses. S'il est, surtout dans la forme, moins intran-sigeant que son clergé, s'il répugne aux mesures de rigueur, surtout quand il peut en pâtir, il admet sans difficulté et souhaite même très probablement que le roi intervienne en faveur de la religion contre tous ses adversaires. A sa foi robuste, un régime de libre critique et de libre discussion apparaît comme dangereux et scandaleux.

1. Cahier de La Chapelle-Vallon, bailliage de Troyes.

2. Cf. Cahier de Châlons, art. 12; Cahier d'Etampes, Cahier général du Tiers, bailliage d'Etampes; Cahier de la Ville de Paris, art. 26; Cahier de Paris hors-les-Murs, art. 2; Cahier de la noblesse de Sens, p. 808.

II. — Les Protestants (1).

L'Assemblée constituante ayant dans son large programme de réformes effacé toutes les différences légales qu'elle avait trouvées entre protestants et catholiques, on admet facilement que la société française, à la veille de la Révolution aspirait à cette réforme. Ce n'est pas sans quelque surprise que l'on constate dans les cahiers beaucoup d'hésitations sur ce point.

La révocation de l'Edit de Nantes de 1685 avait jeté les malheureux croyants de la religion prétendue réformée dans une cruelle alternative : se convertir ou disparaître, sacrifier les scrupules de leur conscience ou sacrifier leurs biens. Les conversions avaient été aussi nombreuses que peu sincères (2), sans empêcher des déportations et des confiscations. Pendant tout le XVIII^e siècle les protestants n'ont

1. Sources : Edit portant révocation de l'édit de Nantes, oct. 1685. Isambert, XIX, 530-534; Déclaration du 16 décembre 1698 (Isambert et édits, Déclarations et arrêts concernant la religion prétendue réformée, 1662-1751. Pelatte, Paris 1885). Edit concernant... les non-catholiques, novembre 1787 (Isambert, XXVIII, 472). — Travaux : Lavissee, *Hist. de Fr.*, t. VIII, 340 sq. et t. IX, 1, 160-163; Lods, *l'Attitude du clergé catholique à l'égard des protestants en 1789* (*Rév. Française*, t. XXXIII, p. 128-138, etc.).

2. « De plus, de huit à neuf cent mille âmes qui étaient infectées de l'hérésie, à peine en reste-t-il aujourd'hui douze à quinze cents. » Lettre du Roi au Cardinal d'Estrées du 17 janvier 1686 (Cf. Lavissee, *Hist. de Fr.*, VIII, 1, 350).

« A la réserve de 10 ou 12 personnes tout est converti, mais je crains bien qu'à la réserve de 10 ou 12 personnes, il n'y aurait pas un seul qui soit bien converti. » Lettre de Le Camus, évêque de Grenoble, en date du 16 décembre 1685 (Cf. Lavissee, *Hist. de Fr.*, VIII, 1, 351).

plus d'existence officielle, et sont l'objet de mesures de rigueurs. Pourtant le régime de fait s'était adouci, sans que le droit se modifiât, sous l'influence de l'opinion publique éclairée et tolérante, lorsque en 1787 un édit vint rendre aux Réformés les droits civils.

Il faut bien prendre garde; cet édit ne donnait pas aux protestants tous les droits des catholiques; mais seulement celui « de faire constater leurs naissances, leurs mariages et leurs morts, afin de jouir... des effets civils qui en résultent ». Jusqu'alors ils n'avaient pas d'état civil, puisque ce sont les actes de catholicité qui en tenaient lieu. En particulier il était spécifié qu'ils ne pouvaient prétendre au culte public, ni se dispenser d'observer les fêtes catholiques, et qu'ils demeuraient « privés de toute influence sur l'ordre établi », c'est-à-dire inaptes à remplir aucune fonction (1). La question des mariages mixtes n'était pas réglée non plus que celle des biens des religionnaires fugitifs, en économat.

Malgré cette portée bien réduite l'édit de 1787 se heurta à une vive opposition. Il ne fut enregistré par le Parlement de Paris qu'à la suite d'un lit de justice et par le Parlement de Toulouse qu'avec des restrictions qu'une déclaration royale dut ensuite annuler (mars 1788) (2). Il est probable que cette opposition

1. Voir le Préambule de l'édit de nov. 1787 (Isambert, *loc. cit.*)

2. Cf. *Histoire générale du Languedoc*, t. XIII, p. 1343-1345 (Cf. Bli-gny-Bondurand. Cahiers de Nîmes, II, 453, n° 1).

visait non pas tant l'édit lui-même que la nouvelle politique qu'il inaugurerait. Il servit de thème à ceux des cahiers qui exprimèrent un sentiment sur la situation des non-catholiques.

1° Les non-catholiques dans les cahiers du clergé.

Les Assemblées du clergé s'étaient toujours efforcées de ranimer le zèle royal contre les hérétiques, mais les assemblées représentaient moins directement le clergé que celles qui siégèrent au chef-lieu de chaque bailliage pour l'élection des députés aux Etats généraux. Va-t-on trouver chez les curés un zèle moins vif pour l'orthodoxie ; ce sera bien rare, bien exceptionnel ; les cahiers de l'ordre expriment une inquiétude manifeste au sujet de l'édit et de l'interprétation large que les protestants pourraient en donner.

Dans le cahier du clergé d'Orléans cela apparaît bien ; il faut prendre, y dit-on, des « précautions contre l'abus que les protestants commencent à faire de l'édit qui leur rend l'état civil (1) » ; il faut notamment « qu'ils soient tenus de faire porter leurs enfants à l'église pour y être baptisés ». C'est qu'en effet si les protestants étaient à la rigueur tolérés, ils n'étaient pas encore officiellement libres de faire

1. Cahier du Clergé, bailliage d'Orléans, t. II, art. 2 du cahier.

élever leurs enfants dans leur religion. Or l'édit, en leur accordant par l'état civil, la possibilité de faire constater la naissance sans passer par le curé et les registres de catholicité, reconnaissait implicitement qu'ils pouvaient se dispenser de présenter leurs enfants à l'église et de les faire baptiser. Tant que cette obligation existait, les autorités civiles et religieuses pouvaient garder l'espoir au moins théorique, d'obtenir avec le temps l'unité de foi ; espoir théorique, disons-nous, les jeunes convertis ne l'étant souvent que superficiellement. Mais, si l'obligation du baptême était supprimée, cet espoir même était anéanti. On comprend les protestations du clergé ; elles devaient être faites, ne fût-ce que pour le principe.

C'est aussi des abus plutôt que de l'édit lui-même que se plaint le clergé de Blois et Romorantin (1). « Nous avons été vivement alarmés de l'abus qui a été fait dans divers cantons de ce bailliage, de l'édit en faveur des non-catholiques. Nous supplions Sa Majesté d'interpréter cet édit afin qu'on ne puisse en abuser, de ne lui donner aucune extension et de statuer que les non-catholiques ne puissent avoir aucun droit de patronage sur les bénéfices. »

Cette crainte des abus va jusqu'à décider certaines assemblées à demander l'abrogation entière de l'édit (2) ; mesure extrême et bien rare, tant on se

1. Cahier du Clergé, bailliage de Blois et Romorantin, t. II, p. 393.

2. Cahier du Clergé, bailliage d'Aval en Franche-Comté. *Archives Parl.*, II. 331.

rendait compte sans doute, que la continuation pure et simple du régime antérieur était impossible.

Le clergé se rallie généralement à une proposition modérée exprimée sous une forme parfois ambiguë. Celui de Bourg-en-Bresse (1) demande « que la nouvelle législation concernant les non-catholiques ne puisse dans aucun temps, préjudicier à la religion et au culte national ». Celui de Coutances (2) : « que l'édit concernant les protestants soit pris en considération et qu'on y ajoute les modifications dont il paraît susceptible. » Celui de Troyes (3) : « L'édit de 1787 concernant les non-catholiques sera révisé par les Etats généraux. » Celui de Paris (4) « ne peut dissimuler les vives alarmes que cet édit lui inspire » et en réclame aussi la révision ; celui de Paris hors murs (5) insiste notamment en ce qui regarde la manière de constater la naissance et le baptême des enfants, les empêchements de mariage et les dispenses..., les moyens à prendre pour empêcher que l'erreur ne se propage et que les catholiques ne puissent entreprendre de se marier dans la forme de l'édit. » On voit quels étaient les abus dénoncés çà et

1. Clergé de Bourg-en-Bresse (*Les cahiers du département de l'Ain*). Cf. Clergé du Bugey : formule identique.

2. Clergé de Coutances, Cotentin, III, 468.

3. Clergé de Troyes, III, 116.

4. Clergé de Paris *intra-muros* (Chassin, *op. cit.*, III, 306).

5. Clergé de Paris hors-murs (Chassin, *op. cit.*, 395).

là, et comment il faut comprendre la révision demandée dans de nombreux cahiers. Les remontrances de l'assemblée du clergé de 1788 ont certainement eu de l'influence sur ces vœux. Il y est fait allusion plusieurs fois (1).

Il ne faut pas conclure de cette demande de révision que le clergé s'opposait même à l'état civil des protestants. S'il l'acceptait sans enthousiasme, tout au moins s'y résignait-il. Dans les cahiers cités précédemment, en effet, les abus seulement sont condamnés. Dans d'autres, la mesure du consentement apparaît mieux : « Nous ne pensons pas, écrit le clergé d'Evreux (2), qu'on doive refuser à nos frères errants le rang qu'ils réclament dans la société au nom de la nature ; beaucoup d'entre eux le méritent par leurs vertus morales et civiles. » Néanmoins on sollicite une déclaration interprétative. A Marseille, où il y avait de nombreux protestants, on lit ce vœu très conciliant dans le cahier d'un des chapitres (3). « La continuation de la protection de Sa Majesté envers ceux de ses sujets, dont le nombre est considérable dans cette ville, que nous ne laissons pas que d'embrasser dans nos cœurs, comme nos frères, quoi qu'ils ne professent pas une même religion avec

1. Cf. Cahier du clergé de Paris hors murs. Cahier du clergé d'Evreux.

2. Cahier du clergé d'Evreux (Hippeau, *op. cit.*).

3. Cahier du chapitre de Notre-Dame-des-Accoules, Marseille, p. 345.

nous, et que nous ne cesserons pas d'y appeler à bras ouverts et de toutes nos forces, par nos vœux et nos prières ». Le cahier du clergé d'une paroisse parisienne demande même (1) « que l'état civil des non-catholiques soit favorisé » en ajoutant qu'aux diverses assemblées il ne doivent être qu'électeurs et non éligibles.

On peut juger ainsi de l'état d'esprit du clergé : aussi éloigné des mesures de rigueur que de tout ce qui pouvait ressembler à l'égalité des cultes.

Il est un point, en particulier, sur lequel l'ordre tout entier, ne transige jamais : le culte catholique doit seul être célébré publiquement. Sur ce point les cahiers les plus modérés, comme les moins tolérants, se rencontrent (2). Souvent, on saisit cette occasion pour demander que le culte soit uniforme dans tout le royaume.

2° *Les non-catholiques et les cahiers du tiers*

Trois sentiments se sont manifestés dans les cahiers du tiers, bailliages ou paroisses, l'un très favorable aux protestants, l'autre très hostile, le plus souvent l'indifférence.

1. Cahier du clergé de la paroisse de Saint-Paul, Chassin, *op. cit.*, II, 5).

2. Voir notamment les cahiers du clergé de Paris *intra-muros*, Paris hors-Murs, paroisse de Saint-Paul, Reims, Troyes, Sens, Evreux, Etampes, Blois et Romorantin, Bas clergé de Rennes, Angoulême, Châlons-sur-Marne.

Il est naturel que dans les localités ou les régions où les protestants étaient nombreux, l'édit de 1787 ait été accueilli avec soulagement et enthousiasme. C'était peu encore ce qu'il accordait, mais c'était au moins la reconnaissance officielle de toute une classe de sujets qui souhaitaient de pouvoir montrer leur dévouement au Roi et à la Patrie. C'était surtout l'espoir permis de nouveaux adoucissements pour l'avenir et d'un acheminement progressif vers l'égalité complète.

Parmi les cahiers publiés, ceux de la sénéchaussée de Nîmes, sont les plus satisfaits des résultats acquis les plus ardents à demander plus. Une paroisse demande la liberté entière (1) : « que Sa Majesté soit suppliée de laisser à chacun la liberté de professer le culte qu'il jugera le meilleur, afin de faire germer dans tous les cœurs les instructions qui rendent les hommes propres à remplir leurs devoirs et à servir utilement la patrie ». Une autre demande l'admission des protestants aux charges publiques (2), une autre la suppression de toutes les mesures contre les non-catholiques (3). Ailleurs on se contenterait de la liberté de conscience avec l'exercice privé du culte et on laisse le culte public au catholicisme,

1. Cahiers de Bourdic, sénéchaussée de Nîmes, I, p. 159.

2. Cahiers de Bagard, sénéchaussée de Nîmes, I, p. 88.

3. Cahiers de Uchau, sénéchaussée de Nîmes, II, 452.

mais, on souhaite aussi l'admission à tous les emplois (1).

La question des biens confisqués préoccupe aussi les intéressés ; qu'ils soient vendus ou rendus aux héritiers des fugitifs demande-t-on parfois (2) ; ou même que les protestants eux-mêmes obtiennent « la recreance de tous les biens saisis qui leur appartiennent, par succession » (3). Selon certains cahiers, il y a des villages où la plus grande partie des biens sont en régie royale, confisqués sur des religionnaires fugitifs ; on peut penser que la supplication des habitants est sincère lorsqu'ils prient le roi « de vouloir bien leur en accorder la mainlevée définitive » (4).

Le cahier général de l'ordre du tiers de Nîmes reprend et rassemble tous les remerciements, vœux et griefs des diverses paroisses de la région (5). Il remercie le Roi. « Rien n'est plus digne de la sagesse de Sa Majesté que d'avoir permis la libre profession de toute religion fondée sur la saine morale ». Il l'engage à poursuivre « l'ouvrage sagement commencé par l'édit de novembre 1787 qui attend son complément des vues supérieures de Sa Majesté et du progrès des lumières de la Nation ». Il insiste pour que

1. Cahier de Saint-Dionisy, sénéchaussée, de Nîmes, II, 182.

2. Cahier de Saint-Ambroix, Nîmes II, 124.

3. Cahier de Lédignan, Nîmes, I, 233, 234.

4. Cahier de Calvisson, Nîmes, I, 177.

5. Cahier général du Tiers de Nîmes, II, 596-97 (liberté de conscience) et 599-600 (biens des fugitifs).

« les biens des religionnaires fugitifs... soient rendus aux familles de leurs premiers possesseurs » et même aux héritiers directs nés en pays étranger « sous la condition qu'ils viendront s'établir en France ».

Tels sont les vœux d'une région où les protestants étaient nombreux ; malgré l'intérêt évident à peine une vingtaine de cahiers sur 285 ont tenu à s'exprimer sur ce point. Aussi là où les protestants étaient rares et disséminés ne rencontre-t-on que peu de réclamations en leur faveur. Le cahier de Bar-sur-Seine écrit bien (1). « C'est l'intérêt de la France d'offrir à tous les sectateurs des diverses religions un asile et des privilèges semblables à ceux que l'édit de novembre 1787 accorda aux non-catholiques ». Mais pas une autre paroisse de ce petit bailliage ne joint sa voix à celle du chef-lieu et dans le très important bailliage voisin de Troyes c'est au milieu de l'indifférence générale des campagnes que la ville et l'assemblée du tiers, tout en consentant au maintien des droits civils, réservent strictement à la religion catholique le culte public. Dans la région de Honfleur un modèle ayant circulé qui demandait « que nos frères que la révocation de l'édit de Nantes a éloignés de nous soient rendus à nos prières avec tous les droits de cité » (2), une demi-douzaine de

1. Cahier de Bar-sur-Seine. Troyes et Bar-sur-Seine, III.

2. Cahier de Geneville, Gonneville, Guetteville, Saint-Benoît d'Hébertot, Saint-Gatien-des-Bois, Le Theil, bailliage de Honfleur.

paroisses ont adopté l'article avec les autres du modèle. Par contre il s'est trouvé une paroisse qui se souciait si peu de ses frères de la R. P. R. et de leurs droits de cité qu'elle a biffé l'article en leur faveur, pour demander le rachat des corvées féodales (1), objet d'un intérêt plus évident à ses yeux. A Caen encore le cahier de la ville réclame pour les non-catholiques le droit (2) « d'être élus juges consuls et officiers municipaux » ; à Aunay (3), bailliage de Blois, on affirme que « le vœu de tous les bons patriotes tant catholiques que protestants » est pour la restauration intégrale de l'Edit de Nantes ; et à Pruillé-le-Chétif (4) dans le Maine on demande « que les protestants soient admis dans toutes les classes des sujets du royaume ». Mais ces généreuses revendications n'éveillent pas d'écho. On peut même se demander, là où elles ne sont pas l'œuvre de protestants, si elles émanent bien spontanément des habitants.

Parfois, avons nous dit, se traduit dans les cahiers un sentiment nettement hostile à l'hérésie et aux hérétiques. Cela n'est pas arrivé souvent mais assez cependant pour qu'on ne puisse l'omettre. La paroisse de Rhodes (5) en Lorraine ne se contente pas

1. Cahier d'Ablon, bailliage de Honfleur.

2. Cahier de la Ville de Caen (Mourlot, *op. cit.*, p. 215).

3. Cahier d'Aunay, Blois, I, 101.

4. Cahier de Pruillé-le-Chétif : cahiers du Maine, t. III.

5. Cahier de Rhodes, bailliage de Vic, p. 628.

de l'exclusivité du culte public pour les catholiques, elle veut que « jamais il ne soit permis aux non-catholiques d'avoir ni temples, ni ministres ». La paroisse de Livré (1), en Bretagne, considérant que les différentes religions ont déjà « causé des désordres affreux qui pourraient encore naître par leur tolérance » désire que l'édit de 1787 soit révoqué. Les habitants de Champs (2) en Auvergne expriment « la réclamation la plus importante et la plus chère à leur cœurs » en demandant « avec ardeur la révocation de l'édit du mois de novembre 1787 ». Ils expliquent : « Le mélange des hérétiques avec les catholiques... est... trop propre d'allérer peu à peu les vrais principes de la foi et de la vraie religion. » Sans doute ce n'est pas à eux mais au clergé qu'il appartient « de démontrer la sagesse des lois anciennes ». Mais à leur avis « une innovation serait un vrai malheur pour toute la nation. » Ce sont là des témoignages isolés ; ils montrent néanmoins qu'il y avait dans le pays, concurremment avec des opinions très favorables aux non-catholiques, des opinions extrêmement défavorables à tout adoucissement de leur sort. Si on laisse de côté l'avis des intéressés eux-mêmes, ces sentiments opposés se contre-balaencent à peu près.

La vérité, c'est que l'opinion publique moyenne ne

1. Cahier de Livré, sénéchanssée de Rennes, I, 271-277.

2. Cahier de Champs Sénéchaussée de Clermont (Mège : *les cahiers d'Auvergne*).

réclame ni tant de rigueurs ni tant de libertés. Pour les protestants, en tant que citoyens, en tant qu'individus, elle est bien disposée ; elle répugne aux mesures de violence et de coercition ; elle souhaite qu'on les laisse vivre tranquilles et qu'on leur accorde la possibilité de se développer, par les concessions, dont l'état civil, est une, qui ne troublent pas l'ordre public et ne froissent pas des consciences religieuses encore très susceptibles. Mais à l'égard de la Religion protestante, l'opinion générale a moins de complaisance ; elle n'est nullement disposée à la ménager, encore moins à la favoriser. Elle n'est nullement prête, en particulier, à lui accorder par la publicité du culte une situation qui pourrait paraître égale à celle de la religion catholique. Dans les protestants on ne veut voir que des Français ; mais s'ils se séparent de la nation par des croyances et des pratiques hérétiques, qu'au moins ils se cachent. C'est ce qui résulte de la combinaison des diverses motions tendant d'une part au maintien des dispositions de l'édit de 1787 (1), d'autre part à la prééminence de l'église catholique qui continuera à exercer seule un culte public (2).

Si l'on considère en outre l'indifférence de l'im-

1. Cahier de la ville de Troyes ; Cahier de Mussy-l'Evêque, bailliage de Sens, p. 758.

2. Mêmes cahiers et cahier de Sainte-Gemme-sur-Loire, Angers, II. Cahier du tiers du bailliage de Troyes, art. 38, etc.

mense majorité des cahiers, il faut conclure que l'édit de 1787, tout incomplet qu'il fût, donnait satisfaction à l'opinion publique. Les protestants et quelques esprits très tolérants ne le considéraient que comme le prélude de mesures plus larges. Pour cette raison le clergé s'en inquiétait. Mais l'opinion publique l'acceptait et s'en contentait.

III. — Les Juifs (1)

La question juive telle qu'elle est posée dans les cahiers est à peine une question religieuse. C'est plutôt une question économique sociale née de l'activité financière et commerciale des Juifs ; elle ne se traduit guère que dans les cahiers de l'est de la France, dans les bailliages de Dieuze, Vic, Boulay, Bouzonville, Mirecourt (2).

Les Juifs étaient assez nombreux dans cette région lorraine ; privés naturellement de tout droit de cité,

1. Bibliographie : R. P. J. J. Petit Didier, *Dissertation théologique et canonique sur les prêts par obligation spéculative d'intérêts usités en Lorraine et Barrois* (Nancy, 1745, 8° 235 pages) ; Grégoire (abbé) ; *Mémoire en faveur des Juifs*. Paris, 1789 ; Roger Clément, *la Condition des Juifs de Metz dans l'ancien régime*, 1903, Paris 8° 296 pages (Thèse). Graetz, *Geschichte des Juden*, t. XI, p. 201-202 ; Th. Reinach, *Histoire des Israélites*, 1901, in-12 ; A. Cahen, *l'Emancipation des Juifs devant la Société Royale des Sciences et des Arts de Metz en 1787* (*Revue des Etudes juives*, t. I).

Voir également la Bibliographie donnée par M. Roger Clément (*op. cit.*)

2. Seuls bailliages lorrains dont nous ayons les cahiers.

ils exerçaient avec plus d'habileté que de scrupules le métier de prêteurs d'argent. Qu'eussent-ils pu faire d'autre ? L'accès des autres professions leur était fermé, et le prêt, interdit aux catholiques par la tradition théologique, leur était permis : la fonction étant nécessaire et personne sinon eux ne pouvant l'exercer, ils s'en chargeaient et en abusaient.

Il n'est pas douteux en effet que les cultivateurs lorrains contraints de recourir aux prêteurs juifs subissaient de dures conditions et les pires malhonnêtetés par surcroît. Le témoignage des cahiers est concluant à cet égard. Sans doute faut-il se défier des malédictions dont les emprunteurs chargent leurs prêteurs ; mais la concordance et les détails des accusations suppriment tous les doutes et révèlent les procédés frauduleux de ces usuriers.

Tantôt, par des engagements sous-seing privé, ils se faisaient remettre par les emprunteurs des reconnaissances pour des sommes supérieures au prêt véritable ; tantôt, le prêt était bien constaté par un acte authentique, mais l'argent n'était pas versé en présence du notaire, et la somme remise n'était pas la somme figurant à l'acte. Le taux qu'ils imposaient allant jusqu'à 24 o/o, on voit ce que cela représentait réellement (1). On leur reprochait aussi de s'en-

1. 24 o/o. Cf. Helstroff, bailliage de Boulay ; 30 à 40 o/o. Cf. Brecklange, bailliage de Boulay ; et à 30 o/o, Marimont, bailliage de Dieuze ; un gros écu par chaque louis (30 o/o). Cf. Vallerange, bailliage de Dieuze.

richir trop vite par le « trafic des bestiaux » et de ruiner en fin de compte les cultivateurs près de qui ils s'étaient insinués (1).

Le résultat c'est que toute la race était vouée à l'exil ou à la destruction dans les termes les plus énergiques.

« La plus grande partie des sujets est ruinée par les Juifs » (2), écrit-on; il faut « qu'il soit ordonné par un arrêt solennel et irrévocable la sortie de ces infidèles hors du royaume (3) » ou bien « il est à désirer que les Juifs soient chassés du pays; cette nation perfide est cause de la ruine de bien des familles;... ils croient avoir gagné le ciel quand ils peuvent tromper quelques chrétiens ». « Nation inutile puisqu'elle ne travaille pas, nation nuisible puisqu'elle ne s'étudie qu'à tromper les chrétiens ». « Calamité publique, s'écrie-t-on à Morhange. Que la bienfaisance du Roi nous délivre de ce fléau (4) »; il faut empêcher leur multiplication tout au moins (5). « Nous demandons la suppression de la nation juive, qui soit évoquée hors du royaume (6) », « on doit regarder cette nation hébraïque comme un torrent capable d'envahir et désoler tout ce qu'il ren-

1. Cf. Cahier de Brecklange, bailliage de Boulay.

2. Cf. Altroff, bailliage de Dieuze.

3. Cf. Bassang, bailliage de Dieuze.

4. Cf. Morhange, bailliage de Dieuze.

5. Cf. Cahier de Vergaville, bailliage de Dieuze.

6. Cf. Brecklange, bailliage de Boulay.

contré » (1) si le gouvernement n'y met ordre. Qu'ils soient « renvoyés de la province » ou bien « circonscrits » (2), demande-t-on encore en laissant à ceux qui recevront les indésirables le soin de se tirer d'affaire. La Noblesse de Mirecourt n'a pas non plus d'espoir dans une amélioration des juifs. « Les idées religieuses de cette secte, s'opposent à tous moyens qu'on pourrait prendre pour les rendre utiles à l'Etat, ce qui ferait désirer d'en restreindre le nombre (3) ».

L'expulsion des juifs apparaît bien dans toute cette région comme le seul moyen efficace d'amener radicalement la fin de leurs exactions. Cependant certains milieux ont des scrupules ; serait-ce équitable ? serait-ce humain ? n'y a-t-il pas des moyens plus doux et plus justes. D'autres n'ont pas confiance dans une expulsion générale et définitive et se disent que des individus aussi obstinés reviendraient bien vite. C'est pourquoi on précise les réformes indispensables à réaliser pour limiter l'usure effrénée dont souffre la population ; toutes réformes directement inspirées par des abus maintes fois constatés.

Tout d'abord il importait de faire cesser cette pratique malhonnête d'inscrire sur le billet plus qu'il

1. Cf. Condé-Northen, bailliage de Boulay.

2. Cf. Broudendorf, bailliage de Dieuze.

3. Noblesse du bailliage de Mirecourt (*Revue de la Révolution dans les Vosges*).

n'était prêté. Dans ce but le cahier de Dieuze stipule qu'il faut « n'admettre les Juifs à aucune demande en répétition de créance sur billets, qu'à la charge d'un quart de perte au profit du roi » (1). Cette clause, reprise par le cahier général du Tiers (2) n'eut sans doute pas été efficace : le montant des billets appelé ainsi à être réduit en cas de litige en eut encore été augmenté au détriment de l'emprunteur. Le vrai remède, pensait-on, c'était de n'autoriser la production en justice que des actes dressés par devant notaires à l'exclusion de tous les engagements sous-seing privé. C'est le vœu formel de nombreux cahiers. « La rareté de l'argent en circulation expose les nécessiteux à recourir à des juifs ; qu'il soit permis de considérer comme non valables leurs billets sous-seing privé, et qu'ils ne puissent faire aucun acte avec les autres sujets de la province que par-devant notaire à peine de nullité » (3). Ailleurs on propose « que toutes les opérations des Juifs soient consignées sur un registre à la municipalité » (4). On s'explique pourquoi par ces quelques détails : (5) « Si l'on fait auprès d'eux quelque emprunt ils prennent trente par cent ; le terme du billet étant

1. Cahier de la Ville de Dieuze, art. 26, Dieuze, p. 92.

2. Cahier général du Tiers de Dieuze, art. 53, Dieuze, p. 421.

3. Cf. Bailliage de Mirecourt : Cahiers de la Noblesse, et du Tiers, des paroisses de Ambacourt, Chauffecourt, Majirot, Mirecourt, Poussay.

4. Cf. Cahier de Hallering, bailliage de Boulay.

5. Cf. de Bassing, bailliage de Dieuze, p. 32. Dans le même sens, avec détails à l'appui, plusieurs cahiers du même bailliage.

expiré, si l'on ne paye au jour fixé, il faut pour quelque délai au moins doubler la somme ;... dès qu'ils ont le billet de quelqu'un, il essayent à plusieurs reprises d'en faire un semblable ; le débiteur vient payer sa somme, ils lui rendent le faux billet ;... au bout de quelque temps il est actionné, il faut payer une seconde fois ; de sorte que pour cent livres qu'il a reçues ce n'est pas moins de trois cents qu'il faut rendre ».

Partout on signale des habitants ruinés par les prêteurs juifs, « ils ruinent chaque année un grand nombre de citoyens », dit-on à Harprich (1) ; « on ne saurait nombrer les familles qu'ils ont ruinées », dit-on à Morhange (2) ; « dans notre petite communauté deux des meilleurs habitants et plusieurs médiocres sont ruinés pour avoir imploré le secours des Juifs », dit-on encore à Grening.

Une réglementation rigoureuse du recouvrement de ces créances, s'imposait certainement ; mais ce n'était encore qu'une garantie incomplète tant que subsisterait ce fâcheux état d'esprit et ce goût de l'usure. Il est demandé à cet effet que les Juifs résidant en France exercent une profession ; qu'ils cessent de se consacrer exclusivement à cette exploitation d'un pays dans lequel ils demeurent réfractaires

1. Harprich, bailliage de Dieuze, p. 169.

2. Morhange, bailliage de Dieuze, t. 273.

3. Grening, bailliage de Dieuze, p. 118.

à toute assimilation. La ville de Dieuze propose d'expulser ceux qui n'exerceront aucun métier. Un autre cahier écrit : « ils s'appliquent dès leur tendre jeunesse à connaître toutes les subtilités et les tours qui peuvent les conduire à faire impunément des commerces illicites » ; il faut donc y mettre obstacle « en les obligeant d'embrasser des métiers... utiles, qui les retiennent au travail à peine d'être chassés du royaume » (1).

Cette grave question préoccupait beaucoup l'opinion publique dans les années qui précédèrent la réunion des Etats généraux. A l'occasion d'un concours ouvert par la Société Royale de Metz « Sur le moyen de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France » (2), des propositions diverses avaient été avancées. Conformément à leur tempérament, doux ou énergique, un Procureur au Parlement de Metz ne voyait qu'un moyen : « les transporter en masse dans les déserts de la Guyane » (3) ; un religieux bénédictin : « les appliquer à la récolte du miel dans tout le royaume (4) ».

Tous les esprits ne croyaient donc pas encore à la possibilité d'une assimilation complète et de l'égalité des Juifs avec les autres citoyens.

1. Cahier de Torcheville, bailliage de Dieuze, p. 351-352.

2. Le concours est de 1787. Il fut renouvelé en 1788. En 1787 neuf Mémoires présentés, conservés aux archives de Metz. Cf. R. Clément, *la Condition des Juifs*. Le très libéral mémoire de l'abbé Grégoire fut proposé aux deux concours.

3. Cf. *Mémoire* de d'Haillecourt, Procureur au Parlement de Metz.

4. Cf. *Mémoire* de Dom Chaix, Bénédictin.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

• CHAPITRE PREMIER

Les Rapports de l'Eglise, du Pape et du Roi (1).

I. — Les Cahiers du Tiers et les rapports du Roi et du Pape : Gallicanisme et Jansénisme. — II. Les Cahiers du Tiers et les Rapports du Roi et du Pape (*suite*) : La Question du Concordat. — III. Les Cahiers du clergé. — Conclusion.

Ce qui fait la matière de ce chapitre et du suivant n'a pas retenu l'attention des cahiers à l'égal des questions exposées dans les deux premières parties. A vrai dire, l'opinion du pays en 1789 sur les rapports de l'Eglise, du Pape et du Roi, et la situation de l'Eglise dans la Nation doit plutôt se déduire des

1. On ne se propose pas de traiter ici dans toute son ampleur la question des rapports du pouvoir royal et du Saint-Siège, ni même d'exposer toutes les opinions qui ont pu être défendues à la fin du XVIII^e siècle. Le plan de cette étude comporte seulement la recherche des opinions exprimées dans les cahiers.

divers avis exprimés sur les biens et les personnes ecclésiastiques, que se chercher dans des exposés d'ensemble. Cependant quelques cahiers de groupements instruits, ceux du Tiers des bailliages et des villes, et ceux du clergé, ayant traité directement la question politique, doivent être analysés.

I. — Les Cahiers du Tiers et les Rapports du Roi et du Pape : Gallicanisme et Jansénisme.

Une conclusion indiscutable se dégage déjà des chapitres précédents ; c'est que pour les nombreuses réformes à opérer dans l'Eglise de France nul ne songe à s'adresser au pape. Non seulement en matière d'impositions, de biens ecclésiastiques et de dîmes, questions purement temporelles, mais aussi à l'égard des membres du clergé aux divers degrés de la hiérarchie, nul ne pense avoir besoin de l'intervention pontificale, si ce n'est sous forme d'homologation impossible à refuser.

Le nombre des cahiers n'est pas très grand qui aient cru devoir préciser leur pensée à cet égard, surtout parmi les paroisses peu importantes. Mais les assemblées d'habitants des villes, de bourgades où figuraient des gens instruits familiarisés avec ces questions de politique religieuse et plus encore les assemblées générales de bailliage ont tenu souvent

à rappeler le principe des libertés de l'Eglise gallicane.

Le cahier du Tiers de Paris (hors murs) abordant le chapitre de la discipline ecclésiastique commence par cet article (1) : « la déclaration faite par ce clergé en 1682, touchant les libertés de l'Eglise gallicane, sera sanctionnée par la Nation et rendue loi constitutionnelle. » Dans diverses villes du royaume des résolutions analogues sont votées, montrant que cet attachement à l'indépendance de l'Eglise nationale n'est pas seulement le fait de Paris. Il en est ainsi à Reims, à Rennes, à Autun, etc. Le Tiers de la Sénéchaussée d'Agenois, reconnaît l'autorité du pape sacrée, mais seulement « en ce qu'elle n'est pas contraire aux libertés de l'Eglise gallicane (2) ». La ville de Troyes (3) et le Tiers du bailliage (4) sont d'accord pour demander « que la déclaration du roi du 26 mars 1682 sur les quatre articles de l'assemblée du clergé soit confirmée et regardée comme loi de l'Etat ». Un groupe de « bourgeois vivant noblement » fait ainsi l'éloge de la déclaration (5). « Les bornes respectives des deux puissances y sont posées avec une admirable sagesse ; et on ne peut ni les

1. Cahier du Tiers de Paris hors murs. Chassin, *op. cit.*, IV, p. 443.

2. Cahier du Tiers de la Sénéchaussée d'Agenois, art. 31 (De Mondenard, *op. cit.*).

3. Cahier de la Ville de Troyes (Bailliage de Troyes, I, 237-38.

4. Cahier du Tiers du Bailliage de Troyes, III, 189.

5. Cahier des commensaux et bourgeois vivant noblement (Troyes, I, 25) avec la note de M. J.-J. Vernier sur les commensaux.

resserrer ni les reculer, sans ébranler les fondements de la concorde du sacerdoce et de l'Empire ». Cependant cette loi « oubliée par les uns, éludée par les autres, a besoin d'une nouvelle promulgation qui lui rende toute son énergie et tout son éclat ». Elle a besoin en outre qu'on ne la laisse pas attaquer par les théologiens adverses, et ce cahier n'hésite pas à requérir le roi d'intervenir contre le théologien Pierre Collet, lazariste, dont l'ouvrage « est une de ces misérables productions qui n'échappent à une proscription solennelle que par une espèce de prodige — se joue des libertés de l'Eglise gallicane — fait du pape un évêque universel — ouvrage attentatoire à l'autorité des souverains » (1). L'opinion de ces « bourgeois » champenois aisés, n'était certes pas isolée, elle exprime à quelques nuances près, l'opinion des bourgeois français sur le gallicanisme, quand ils en avaient une.

On peut en rapprocher les derniers échos du Jansénisme transmis par les cahiers. C'est par ailleurs qu'il faut connaître les controverses passionnées déchaînées par cette question, car les assemblées du

1. *Le Manuel* du P. Collet, lazariste, s'était substitué dans un certain nombre de séminaires au *Manuel* de Habert, aimé des jansénistes. Cette modification ne s'était pas faite sans résistances ni controverses notamment dans le diocèse de Troyes, dont on cite un cahier plus haut. Cf. P. Collet. *Institutiones theologicæ*. Paris, 1744 (7 vol. in-12). *Dénonciation de la théologie du P. Collet faite à l'évêque de Troyes* (1765, in-12, 2^e édit.). *Lettres sur la dénonciation du P. Collet* (1764, in-12).

Tiers en 1789 s'en sont rarement souvenues ou du moins ont rarement jugé utile un vœu sur ce sujet (1). On sait que la défaite du Jansénisme était consacrée par l'obligation pour tous les ecclésiastiques de signer le formulaire du pape Alexandre VII condamnant les cinq propositions de Jansénius (2) et par la *Bulle Unigenitus* du pape Clément XI reçue en 1713, non sans résistances. C'est donc sur la Bulle et sur le Formulaire que portèrent les critiques des cahiers où s'exprimèrent les sentiments des jansénistes irréductibles, ou plus simplement des hommes modérés et conciliants. Le cahier de la Ville de Paris est le plus important de ces textes. Empreint d'un grand esprit de tolérance en général, il ne pouvait être plus exigeant à l'égard des jansénistes qu'à l'égard des protestants. Voici comment il s'exprime : « Pour rendre libre l'entrée dans le ministère ecclésiastique et dans les universités, toute adhésion à des formules introduites depuis l'ordonnance d'Orléans sera supprimée » (3). La noblesse de Paris désire également que les Etats généraux « abolissent

1. Les vœux et doléances du clergé sur le même sujet seront exposés dans le paragraphe suivant.

2. Edit d'avril 1664, portant que les bulles d'Innocent X et d'Alexandre VII sur les cinq propositions de Jansénius seront publiées dans le royaume et que tous les ecclésiastiques séculiers et réguliers seront tenus de souscrire le formulaire donné par l'assemblée du clergé, le 17 mars 1657 (Isambert, XVIII, 32). — Déclaration en forme d'édit, d'avril 1665. (Isambert, XVIII, 49.)

3. Cahier du Tiers de la Ville de Paris (Chassin, *op. cit.*, III, 35-2)

entièrement la signature du formulaire qui a produit plus de cent mille lettres de cachet » (1). Parmi les cahiers primaires quelques-uns, de-ci, de-là, au hasard d'une influence locale se joignent à cette pétition. Celui-ci, pense certainement à la *Bulle unigenitus* et au formulaire en s'exprimant ainsi : « Que toutes les bulles et brefs de Rome contraires aux libertés de l'Eglise gallicane, à la sécurité et souveraineté de nos Rois, à la paix et à la tranquillité du royaume soient rejetés à perpétuité ». Il est l'œuvre d'un janséniste en effet (2). Les « bourgeois » de Troyes dont les sentiments gallicans ont déjà été rapportés ne sont pas moins nets contre les mesures anti-jansénistes que contre les théologiens ultramontains. La *Bulle unigenitus* ? « Supplier sa Majesté de remédier aux maux sans nombre » qu'elle a causés, et qu'elle « soit désormais regardée comme non avenue ». Il conviendrait même « d'ordonner l'enseignement public de cette incontestable maxime qui est la 91^e proposition condamnée ». Le formulaire d'Alexandre VII ? Qui est-ce qui ignore les maux que cette exaction a causés ? Et qui pourrait montrer les biens qu'elle a produits ? »

Telles sont quelques-unes des opinions relatives à

1. Cahier des citoyens nobles de la Ville de Paris (*Id. ibid.*, III, 326).

2. Cahier de Romagnat (Mège, *les Cahiers d'Auvergne*). — L'auteur du cahier, d'après M. Mège, serait Belaigne de Rabanese, connu pour janséniste dans sa région.

la question du jansénisme. Il n'y en a pas, dans les cahiers du Tiers, en faveur du Formulaire et de la politique qu'il symbolisait, tandis qu'il y en a en faveur des mesures contre les protestants. Est-ce à dire que l'opinion publique, parfois intolérante à l'égard des non-catholiques, est unanimement favorable à l'esprit janséniste ? Ce serait exagérer le sens d'une indifférence assez passive. En fait, il semble que s'il y avait encore quelques milieux que la question janséniste passionnait, il y en avait bien davantage qu'elle n'intéressait plus guère. Si le vieux camp janséniste gardait ses adversaires toujours vigilants et ses défenseurs qui continuèrent la lutte même au début du xix^e siècle, dans la nation l'apaisement s'était fait peu à peu. Le Formulaire, mesure de défense et de combat ne répondait plus aux dispositions pacifiques des esprits.

II. — Les Cahiers du Tiers et les Rapports du Roi et du Pape (*suite*) : La Question du Concordat.

Les principes gallicans inspirèrent quelques projets radicaux ; le Concordat de 1516, qui n'avait pas eu, on doit le reconnaître, de très bons effets pour l'Eglise de France, non pas tant à cause de ses dispositions, que par la mauvaise application que les rois successifs en avaient faite, était définitivement

condamné aux yeux de catholiques clairvoyants et très bien intentionnés. Un caractère commun rapproche les divers projets de rupture du Concordat, c'est le retour proposé au régime de la pragmatique sanction de Bourges de 1438, comportant l'élection des évêques et parfois des curés, le fonctionnement régulier du concile national, la suppression des annates — c'est-à-dire sur tous ces points importants la réduction des droits du Saint-Siège.

A Paris on y est résolu ; sans que les expressions de « pragmatique sanction » ou « d'abolition du concordat » soient employées, cela résulte du rapprochement de quelques-uns des articles du cahier du Tiers (chapitre Religion) (1) : « maintien du rétablissement des élections aux prélatures comme le plus sûr moyen d'avoir des ministres vertueux » (art. IX) ; application rigoureuse des dispositions anciennes de l'ordonnance d'Orléans interdisant « tout transport de deniers à Rome sous couleur d'annates, vacants ou autrement » (art VI) ; « que les dispenses ne soient accordées que par les ordinaires, et gratuitement » (art. VII) ; la juridiction ecclésiastique ne s'étend, en aucune manière sur le temporel ; son exercice extérieur est réglé par les lois de l'Etat » (art. VIII). Cependant et c'est une omission assez étonnante, le cahier de Paris ne

1. Cahier du Tiers de la Ville de Paris (Chassin, *op. cit.*, III, p. 350-354).

réclame ni la liberté des assemblées de curés, ni le rétablissement des synodes et conciles ; bien que par suite du relâchement des liens avec le Saint-Siège, le Concile national eût été un organe nécessaire au maintien de l'unité et de la discipline ecclésiastique.

Les résolutions de l'assemblée de Paris hors murs furent plus nettes (1) : « Le Concordat sera aboli ; les prélatures seront électives ; les paroisses se choisiront leurs curés... ; les droits de patronage et de collation seront réduits à l'honneur de confirmer les élections des paroisses. » En ce qui concerne les bénéfices : « Les privilèges des gradués, les résignations et permutations, et le droit de prévention seront abolis. Tous les titres de bénéfices sans charge d'âmes seront supprimés à mesure qu'ils deviendront vacants à l'exception des canonicats des cathédrales. » Quant au Pape, son rôle eût été bien réduit : « l'élection des évêques sera confirmée par le Roi ; les dispenses accordées par l'ordinaire, au refus duquel les cours y pourvoient ; il ne sera plus porté aucune somme à Rome pour annates, provisions ni dispenses. » Aucune allusion non plus au rétablissement des conciles. Peut-être le Tiers de Paris, ville et campagne, se défiait-il de cette insti-

1. Cahier du Tiers de la Prévôté et Vicomté de Paris (hors murs) (Chassin, *op. cit.*, IV, 443-446).

tution, et s'en remettait-il au Roi et aux Etats généraux du soin de l'administration supérieure et du contrôle des affaires ecclésiastiques.

Dans les provinces, notons les cahiers du Tiers de Bourges et de Rennes.

Bourges demande (1) : 1^o « que l'élection des archevêques et évêques soit rétablie suivant la disposition de l'article 1^{er} de l'ordonnance d'Orléans et leur consécration faite aux termes des saints canons » ; 2^o « que les préventions, résignations, permutations et dévolus soient supprimés » ; 3^o « qu'il soit pourvu à la nomination de toutes les cures en patronage ecclésiastique par les évêques, assistés d'un conseil de dix personnes prises parmi les curés du diocèse et dans lequel l'évêque aura seulement voix prépondérante ». Le droit des patrons laïques est par conséquent réservé ; 4^o « qu'il ne soit plus dorénavant payé aucun droit d'annate ». Tous les bénéfices simples y compris les abbayes en commendement devant d'autre part être supprimés, le pouvoir du Roi eût été réduit à un droit de haute surveillance puisqu'il n'eût plus rien eu à conférer, et celui du pape réduit à l'institution canonique des évêques et archevêques.

Le cahier général de la sénéchaussée de Rennes,

1. Cahier du Tiers du bailliage de Bourges ; articles 56 à 62 (bailliage de Bourges, p. 698).

pose la question encore plus nettement si possible (1) : « Souvent la corruption, l'intrigue, le despotisme, nous ont donné des pasteurs du premier et du second ordre, dont la conduite n'a que trop répondu au vice de leur promotion. Après deux siècles et demi d'une épreuve désastreuse, que le Concordat soit proscrit de nouveau, comme il l'a été aux Etats d'Orléans... ; que cette proscription soit irrévocable ; en conséquence élections des évêques rétablies ; et que la forme en soit perfectionnée d'après le principe d'une représentation nationale entière et complète ; les élections rendues aux curés, en tâchant de les concilier avec l'exercice du droit de patronage. Permis aux paroisses de s'affranchir à prix d'argent, des droits de nomination des patrons, lorsqu'il aura passé à prix d'argent dans des familles étrangères à celle du fondateur, ou lorsqu'il sera exercé par des communautés religieuses, à moins qu'elles ne prouvent avoir fondé l'église. » Le procédé électif a toute la faveur de l'opinion. « Les élections bien réglées feraient disparaître tous inconvénients », dit encore le cahier non sans quelque exagération, peut-être. Les conciles des divers degrés, oubliés à Bourges et à Paris, sont très minutieusement prévus à Rennes. « Les synodes diocésains et conciles provinciaux seront rétablis et tenus exactement, suivant

1. Cahier général de la Sénéchaussée de Rennes, article 79 (Rennes, IV, p. 255).

les ordonnances du royaume, pour le maintien de la discipline ecclésiastique, et le jugement des affaires purement spirituelles... sans exclure les appels comme d'abus. Il sera marqué des jours fixes pour la tenue de ces assemblées. » Enfin tous prétextes à envois d'argent à Rome seront abolis. « Les annates des évêques et des abbayes » qui se payent au pape seront également supprimées... Il ne sera plus expédié en Cour de Rome, aucune provision de bénéfices pour le Royaume, pas même sous prétexte de comende. Les dispenses de mariage et autres qui s'obtiennent en Cour de Rome seront données par les évêques et archevêques dans les synodes ou conciles, et du consentement de l'assemblée ». Les prohibitions nombreuses donnant lieu à ces dispenses seront d'ailleurs sensiblement réduites. Ce ne sont pas seulement les droits pécuniaires du pape qui sont ainsi abolis, ou peu s'en faut. Les prérogatives de chef spirituel sont également restreintes par le projet de Rennes. L'institution canonique des évêques en particulier ne lui appartiendra plus, « elle « appartiendra aux conciles provinciaux, suivant l'ancienne discipline ». Quant aux nouveaux règlements, ce sera l'œuvre des conciles, « un concile national pour rétablir et corriger uniformément la discipline ecclésiastique dans la France. Les canons des conciles diocésains et provinciaux seront présentés au Roi et aux Etats des provinces ; ceux des

conciles nationaux au Roi et aux Etats généraux, pour être confirmés si être doit, et n'auront force de loi avant cette confirmation (1). » C'était en somme introduire dans l'Eglise le gouvernement représentatif à tous les degrés, le pouvoir suprême de décision appartenant aux Etats généraux du Royaume, le pouvoir de promulgation au Roi. Quant au pape, on ne voit pas bien ce qui lui serait resté, si ce n'est de la déférence et de beaux souvenirs ; son pouvoir spirituel même, bien qu'incontesté, eût été plus théorique que pratique par les précautions prises contre son exercice en France.

D'autres assemblées demandèrent encore l'abrogation du Concordat, avec moins de détails que celle de Rennes : parmi les assemblées de bailliages, Blois, Coutances, Angoulême, entre autres ; d'autres qui sans la demander la supposent comme celle de Saint-Sauveur-le-Vicomte dans le Cotentin, qui réclame l'élection des évêques par le clergé pour supprimer la faveur (2). Parmi les assemblées primaires quelques-unes également sous l'influence d'un modèle ou de quelque homme de loi ; plusieurs en Bretagne où la question était en quelque sorte à l'ordre du jour (3) ; plusieurs dans l'Anjou groupés,

1. Cahier du Tiers de Rennes, art. 114 (Rennes, IV, p. 261).

2. Cahier de l'assemblée préliminaire du Tiers du bailliage de Saint-Laurent-le-Vicomte (Cotentin, III, p. 192).

3. Cf. Cahiers de Saint-Laurent de Rennes, Châteaugiron, etc.

sous une commune influence (1), plusieurs encore dans la région de Nîmes (2) où quelques cahiers demandent en outre l'annexion d'Avignon et du Comtat (3).

Au total cela ne fait pas un bien grand nombre de cahiers qui réclament formellement la fin du régime concordataire. Mais il faut y ajouter ceux qui témoignent de leur hostilité à la Cour de Rome en protestant contre les sommes qu'elle percevait en France à des titres divers, et notamment à titre de dispenses, d'annates, de provisions de bénéfices.

C'est surtout par ce côté financier de cette grande question que fut suscité l'intérêt d'un certain nombre de paroisses ; dans chaque bailliage quelques Cahiers protestent contre ces « sorties d'espèces du royaume » contre ces « immenses sommes d'or et d'argent envoyées à l'étranger » et qu'un Cahier évalue à sept ou huit millions par an (4). C'est une suppression radicale que l'on demande : « plus d'argent à Rome », le vœu se trouve dans des Cahiers de toutes les régions du royaume. « Que tous droits d'annates et de prélations accordés au pape soient abolis

1. Cf. Cahiers de Vibiers, Saint-Hilaire-du-Bois, Le Voide, Le Petit Paris, Saint-Martin-du-Fouilloux, Saint-Jean-de-Linières, Villemoiseau, Trémentines, Saint-André-de-la-Marche (Sénéchaussée d'Angers, t. II).

2. Cf. Cahiers de Roquemaure, Villeneuve, etc. (Nîmes, t. II).

3. Cf. Cahiers de Saint-Nazaire, Uzès (Nîmes, t. II).

4. Cahier de Saint-Laurent-la-Vernède, Sénéch. de Nîmes, t. II, p. 289.

comme contraires à la liberté de l'Eglise française et comme enlevant du royaume des richesses immenses », dit le Cahier d'Esternay (1). En ce qui concerne spécialement les annates, l'idée générale est que aucune autre autorité ne les percevra plus et qu'elles demeureront supprimées (2). — La Trésorerie romaine recevait encore les provisions des nouveaux bénéficiers ; le Cahier de Caen, entre autres, déclare ceci (3) : « comme le Roi est... le protecteur de tous les bénéfices, qu'il soit reconnu par la Nation, qu'à ce titre la nomination de tous les grands bénéfices lui appartient de droit sans que ses pourvus soient obligés de recourir à Rome pour en obtenir des bulles et qu'en conséquence tous droits d'annates et autres semblables soient anéantis ». — Enfin avec les annates et provisions de bénéfices, le produit des dispenses était une source de revenus pour le Saint-Siège. C'est peut-être sur ce point que les réclamations des paroisses sont le plus spontanées parce que les fidèles avaient pu en éprouver eux-mêmes la coûteuse incommodité. Sans espérer une suppression radicale des prohibitions, surtout de mariage, neces-

1. Cahier d'Esternay, bailliage de Sézanne, p. 261.

2. Parmi les Cahiers de petites paroisses demandant la suppression des annates : Cahiers de Chanteloup, Laguerche (Sénéch. de Rennes, t. II), Saint-Martin-de-Janzé (Rennes, t. I), Cahier des Huissiers de Saint-Maixent (Sénéch. de Niort et Saint-Maixent), Saint-Martin-d'Auxigny (bailliage de Bourges), Baslieux, Saint-Imoges, Ville-en-Tardenois (bailliage de Châtillon), Saint-Léonard (Blois, t. II), etc., etc.

3. Murlot, Cahier de la Ville de Caen, p. 173.

sitant des dispenses, ils en souhaitaient une notable diminution ; ils désiraient en outre n'avoir plus besoin de s'adresser à Rome, procédure longue et naturellement dispendieuse, et les obtenir des évêques (1) ; c'est un vœu assez fréquent (2). L'influence gallicane s'est manifestée par la proposition de créer un chef religieux propre à la France ; le chapitre des redevances payées à Rome a été l'occasion de ce vœu ; ce chef religieux, disait-on, eût évité le recours au Saint-Siège pour cette catégorie de questions. Une petite paroisse de l'Anjou écrit (3) : « Plus d'argent à Rome. L'archevêque de Paris, chef de la religion en France, ne reconnaîtrait pour supérieur que Dieu et le Roi. » La ville de Caen espère le même résultat grâce à une extension des droits jusqu'alors théoriques des primats (4) : « Que les primats des provinces reçoivent les résignations, accordent des provisions, etc. » Une petite paroisse de la Sénéchaussée

1. Il faut remarquer que l'attribution aux évêques du droit de dispense dans tous les cas était contraire au droit canonique. En principe l'autorité qui établit la règle a aussi le pouvoir d'en dispenser. L'évêque n'avait donc le droit de dispenser que des règlements diocésains. Il était rigoureusement juridique que le pape exerçât le droit de dispenses pour les prescriptions générales.

2. Les Cahiers sont assez nombreux, qui ont demandé que les dispenses fussent de la compétence de l'évêque. Voir bailliage de Troyes : Cahier de Jaucourt et quelques autres cahiers ; Cahier de Romilly-sur-Seine, Sénéchaussée de Rennes, bailliage de Saint-Malo, Cancale, Montauban, Monfort. Séuéch. de Nîmes : Cahier de Roquemaure, Saint-Laurent-des-Arbres, etc. etc.

3. Cahier de Ménil, sénéchaussée d'Angers, t. I.

4. Mourlot, Cahier de la Ville de Caen, p. 174.

de Niort demande aussi un chef pour la « paroisse ecclésiastique de France » (1). Une autre de la Sénéchaussée de Rennes (2) souhaite que tout soit payé à un primat. Jusqu'aux « aubergistes, cafetiers et limonadiers » de Bourges, jaloux peut-être de leurs confrères de Rome, qui eussent été flattés d'avoir un Patriarche dans leur ville « pour conserver les sommes considérables qui passent à Rome » (3).

Tels sont les vœux du Tiers état sur les rapports de l'Eglise de France avec la papauté; il est manifeste qu'il n'y a aucun courant d'opinion pour le resserrement de ces rapports. Y a-t-il par contre un véritable mouvement en faveur du Gallicanisme intégral avec toutes les conséquences qui en sont tirées dans un Cahier comme celui de Rennes, certes quelques milieux cultivés semblent y incliner, mais l'ensemble de la Nation ? La bourgeoisie même est loin d'être unanime, ce qui le prouve c'est qu'il n'y a qu'une minorité de Cahiers urbains ou de Cahiers de bailliage qui demandent formellement l'abrogation du Concordat. Les autres se contentent de demander des réformes de détails sur les annates, les bénéfices, les dispenses. Quant aux paroisses rurales, elles ne se sont intéressées qu'à ces questions pécuniaires et en petit nombre.

1. Cahier de Romans, Sénéchaussée de Niort, p. 247.

2. Cahier de Domagné, Sénéchaussée de Rennes, t. I.

3. Cahier de la corporation des aubergistes, cafetiers et limonadiers de Bourges (Bourges, 539).

Il est curieux de constater que les Cahiers de la Noblesse se rapprochent, sur cette grave question, des Cahiers des paysans ; sans se prononcer sur le Concordat, ils témoignent de leurs sentiments à l'égard de la Cour de Rome en demandant qu'il ne lui soit plus envoyé d'argent. Paris, Reims, Troyes, Orléans, Blois sont d'accord pour cette réforme.

III. — Les Cahiers du Clergé

Le Clergé, dans ses Cahiers, n'a pas adhéré aux projets d'abrogation du Concordat ; il demande certes des réformes nombreuses et importantes, sinon en théorie, du moins en pratique, mais il lui semble que ces réformes peuvent être réalisées sans transformer le statut fondamental de l'Eglise de France.

Voici en effet quels sont ses vœux. Certains ont déjà été exposés que l'on va rappeler brièvement ; ils concernent les nominations épiscopales, l'accès aux divers bénéfices, la nomination aux cures. On a vu se manifester en divers diocèses le regret que les évêques fussent choisis uniquement parmi la noblesse de Cour, à l'exclusion des prêtres vieilliss dans le ministère pastoral, et au grand dommage des règles canoniques de la résidence, de la visite et du conseil évangélique de pauvreté, tout au moins de simplicité. Mais on a vu aussi que pour remédier à cette

pratique, c'est du roi que l'on attendait une extension des choix. Il n'était pas question de tenter l'application du régime électif ; il ne s'agissait point par conséquent d'abroger le Concordat ; la pression n'était pas employée, il ne semble pas que l'idée ait été dans les esprits.

Les réformes demandées pour la nomination aux bénéfices étaient de même nature ; si le bailliage était presque unanime à se plaindre de la répartition des revenus et des fonctions ecclésiastiques et si le haut clergé ne se défendait souvent que mollement ce n'est pas de l'abrogation du Concordat que l'on attendait une amélioration, mais seulement de la volonté royale que le Concordat laissait libre.

Quant aux diverses transformations dans le régime temporel des biens du clergé, celles que souhaitait l'ordre lui-même ou auxquelles il consentait, ne nécessitaient pas la complication d'une grande réforme politique concomitante. Parfois même on a vu que les Cahiers du clergé, à propos des ordres religieux en particulier, spécifiaient que les réformes devaient se faire selon les voies canoniques.

Les vœux du clergé se rapprochent, il est vrai des Cahiers anti-concordataires sur un point : le rétablissement des synodes et conciles. Les uns et les autres veulent à côté des évêques et archevêques une assemblée élue, par le clergé du diocèse ou de la province et se réunissant périodiquement d'une

façon régulière. Les uns et les autres de plus, font valoir ou laissent deviner les mêmes arguments, rétablissement de la discipline, limitation du pouvoir de l'évêque. Un concile national, enfin, comprenant les représentants de toute l'Eglise de France, complète ce système par quoi on voulait remplacer celui des assemblées quinquennales qui votaient le don gratuit et répartissaient les décimes. Le rétablissement des conciles est certes l'un des vœux généraux les plus chers au clergé, surtout au bas clergé et l'un des plus fréquemment exprimés dans ses Cahiers (1). Etait-il contraire au Concordat ? En aucune façon. Ce n'est pas à la demande du Pape que les synodes et conciles avaient peu à peu cessé de fonctionner ; ce n'est pas à la demande du Pape que les assemblées de curés étaient strictement prohibées ; et comme les derniers conciles nationaux ne s'étaient réunis que sur l'ordre du Roi, s'il ne s'en réunissait plus c'est que le Roi n'y tenait pas (2). Le

1. Voir notamment Cahiers du Clergé des Bailliages et Sénéchaussées de Blois, Troyes, Châlons-sur-Marne, Sens, Coutances, Paris hors murs, Nîmes, Evreux, Angoulême, Orléans, Reims, Bailleul. Voir également Cahier de la Paroisse de Saint-Paul à Paris (Chassin, *op. cit.*, t. II), ainsi que Cahier du bas clergé du diocèse de Rennes.

2. Si les synodes et conciles n'étaient pas contraires aux dispositions concordataires, du moins est-il à remarquer que les Cahiers ne restaient pas fidèles à la tradition canonique, quoi qu'ils en aient dit parfois. Les Cahiers demandent des Assemblées élues soit par les fidèles, soit par le Clergé seul, à un ou plusieurs degrés selon l'importance du concile. Dans la tradition canonique les conciles étaient des assemblées d'évêques, d'abbés, de docteurs, plus généralement de dignitaires ecclésiastiques qui n'étaient nullement désignés par élection mais appelés à siéger en raison de leurs fonctions.

Concordat n'interdisait aucune de ces assemblées ; le clergé pouvait par conséquent les réclamer sans aucune pensée hostile au Concordat ; on en a une preuve de plus dans le fait que certains Cahiers unissent les deux dans leurs vœux (1).

Il convient d'ailleurs de remarquer que les cahiers du clergé ne reflètent aucune intention favorable à l'extension des droits du Saint-Siège, pourtant assez réduits par l'importance de ceux du Roi. Ils ne songent pas, pour la nomination des évêques en particulier, et malgré les essais assez souvent malheureux du gouvernement, à recourir au Pape, soit pour les nominations proprement dites, soit même pour l'exercice d'une sorte de droit de veto ; aucun cahier ne songe à cela, de plus le texte des délibérations ne révèle pas de divergences sur ce point important entre les diverses fractions des assemblées ecclésiastiques. Les réguliers mêmes qui protestèrent parfois contre des vœux tendant à léser leurs intérêts ou à violer leurs droits ne manifestent pas de tendances « romaines ». Il existe même certains vœux, qui sans doute avaient l'adhésion tacite d'une grande partie du clergé, tendant à restreindre les droits du Pape concernant la nomination aux bénéfices, no-

1. Le Cahier du Clergé du bailliage de Sens demande que le Concordat soit étendu au Clergé étranger. Le Cahier du clergé du bailliage d'Etampes demande que les dispositions du Concordat soient plus exactement observées.

tamment au sujet du droit de prévention exercé par le Saint-Siège aux dépens des collateurs ordinaires (1), et au sujet de l'exercice du droit de dévolution. Enfin, c'est tout à fait le ton de certains cahiers du Tiers, qu'emploie celui du clergé de Blois, pour se plaindre du « dommage que souffre le royaume des sommes considérables qui se dépensent annuellement pour frais d'expéditions en Cour de Rome (2) ».

Conclusion. — Le Gallicanisme n'est donc pas en question dans les cahiers du clergé ; le Concordat ne l'est pas plus. Ce n'est ni en faveur ni à l'encontre du Pape ou du Roi que des réformes sont demandées, c'est pour l'Eglise ; et c'est par le Roi qu'elles doivent être réalisées.

Tel est également le sentiment général du pays ; mais, là, il existe en outre une opinion, qui ne paraît pas être celle de la majorité, mais qui est celle de groupes instruits et combatifs, pour la dénonciation du Concordat, la rupture plus complète avec Rome, et le transfert par le moyen des élections, à la Nation et à ses représentants des droits de nomination du Pape et du Roi.

1. Cf. Cahier du clergé de Sens, Nîmes, Orléans.

2. Cf. Cahier du clergé de Blois, t. 13, II, 396.

CHAPITRE II

Le Rôle politique et social du clergé

I. La participation du clergé aux Etats généraux et l'opinion publique. — II. Les privilèges honorifiques du clergé et l'opinion des Cahiers. — III. Les attributions politiques et administratives du clergé dans l'opinion publique. — IV. Le privilège de juridiction ecclésiastique.

La sympathie qui entourait le clergé à la veille de la Révolution lui réservait un rang élevé et un rôle important dans le nouvel ordre de choses qui s'élaborait. Les nombreuses réformes souhaitées par la Nation, si elles semblaient menaçantes pour les biens de l'Eglise, n'étaient pas inspirées par un sentiment hostile à son égard, par ce qu'on appellera plus tard de l'anticléricalisme ; elles se conciliaient très bien dans la plupart des esprits avec le maintien au clergé de prérogatives honorifiques, et même, mais sous quelques réserves, de pouvoirs réels, politiques et administratifs.

I. — La participation du Clergé aux Etats généraux et l'opinion publique

Une certaine méfiance s'exprime à l'égard de l'ordre en ce qui concerne les prochains Etats généraux, dans presque tous les cahiers du Tiers des bailliages et dans un assez grand nombre de cahiers ruraux ; dans ceux-ci, il est vrai à l'instigation de divers personnages influents, mais en toute connaissance de cause.

Cette méfiance à l'égard du premier ordre en vue des prochains événements, s'est manifestée d'abord dans la question du doublement du Tiers et dans la question connexe du vote par tête. Il s'agissait manifestement de donner la majorité numérique aux représentants du Tiers état et de faire prévaloir leurs propositions sur celles des ordres privilégiés. On se défiait donc du clergé et de la noblesse, malgré leurs protestations de désintéressement. Le doublement du Tiers était déjà résolu quand les assemblées rédigèrent leurs cahiers (1) ; mais le vote par tête ne l'était pas encore, puisque la question restait en suspens quand les Etats généraux se réunirent à Versailles. Les cahiers, surtout ceux des villes et des bailliages, s'efforcèrent d'obtenir la solution favorable au Tiers.

1. Le doublement du Tiers était accordé depuis le 27 décembre 1788.

Certains cahiers même, insistent encore en faveur de la double députation du troisième ordre, déjà décidée ; ainsi à Angoulême et dans quelques villages de la région (1) afin que la mesure devienne définitive pour tous les Etats généraux que l'on s'imaginait devoir se succéder dans l'avenir ; ainsi encore dans un certain nombre de villes et villages bretons afin qu'elle s'applique également aux Etats provinciaux (2), ou même sans autre précision afin d'énoncer un principe fondamental qui figurait en tête des cahiers types de la région (3) ; ainsi encore dans les bailliages de Troyes, de Bar-sur-Seine (4), dans la sénéchaussée de Nîmes, etc. La question avait tellement passionné l'opinion pendant quelques semaines que l'écho en persistait même après une solution favorable ; d'ailleurs les cahiers modèles qui tendaient à être des projets abrégés de constitution ne pouvaient manquer de rappeler ce prin-

1. Sénéchaussée d'Angoulême ; Cahier des communes d'Angoulême, p. 61. Cahier de la Ville d'Angoulême, p. 98 ; Cahier de Proussay, p. 429. Cahier de Tessé-la-Forêt, p. 453. Cahier du Tiers état d'Angoumois, p. 482.

2. Cahier de Saint-Sauveur de Guingamp. Sénéch. de Rennes, IV, p. 57.

3. Sénéchaussée de Rennes, t. I, p. 14, 18, 25, 31, 40, 46, 47, 48, 50, 55, 78, 126, etc., etc., t. II, p. 30, 40, 45, 68, 75, 100, 126, etc., etc.

Le vœu est inspiré par un modèle qui a eu beaucoup d'influence dans la Sénéchaussée de Rennes : « Charges d'un bon citoyen de campagne » dont on connaît le texte mais dont on ne connaît pas le ou les auteurs.

4. Bailliages de Troyes et Bar-sur-Seine, t. I, p. 293, 342, 363, 400, 419, etc., t. II, p. 42, 133, 169, 212, 231, etc., t. III, p. 7, 184, 216, 311, 367, etc., etc.

cipe essentiel de la représentation nationale. Il n'est pas douteux en effet que les cahiers modèles et les influences individuelles diverses soient pour beaucoup dans l'adoption fréquente de ce vœu ; mais il n'est pas douteux non plus qu'il était conforme au sentiment de ceux qui n'y auraient peut-être pas songé spontanément mais qui l'adoptaient lorsqu'on le leur proposait.

Le vote par tête n'étant pas encore décidé il était plus logique de rencontrer des motions en sa faveur ; et en effet il y en a beaucoup. Tous ceux d'abord qui réclament pour le Tiers une députation égale à celle des deux autres ordres réunis, réclament aussi le vote par tête sans lequel le doublement des représentants n'eût été qu'une vaine et coûteuse faveur. D'autres cahiers qui ne demandaient pas le doublement, parce que c'était déjà fait, demandent par contre le vote par tête en termes très nets. Toutes les régions sont d'accord sur cette grave question politique ; elle n'implique pas une hostilité spéciale à l'égard du clergé, puisque l'ordre de la Noblesse est exactement dans la même situation ; à peine peut-on dire même, qu'elle implique de l'hostilité à l'égard de ces deux ordres, puisqu'il s'agit seulement pour le Tiers, « les quatre-vingt-seize centièmes de la nation » d'obtenir le moyen de défendre à nombre égal, ses opinions et surtout ses intérêts ; mais elle précise quelles limites on voulait

fixer à l'activité politique des ordres privilégiés par conséquent du clergé, et à ce titre elle rentre dans le cadre de cette étude.

Plus symptomatique d'un esprit de défiance, étaient les vœux, fréquents aussi, tendant à l'inéligibilité de certaines catégories de personnes comme députés du Tiers état. Les membres des ordres privilégiés, et ceux qui sans être privilégiés, avaient des intérêts étroitement liés à ces ordres comme certains officiers de justice étaient expressément ou tacitement désignés. On craignait que en cas d'opposition d'intérêts, ils ne trahissent la confiance de leurs électeurs ; on gardait peut-être aussi contre certains privilégiés ou leurs officiers, quelque rancune pour des vexations passées ; l'amour-propre enfin, surtout dans la bourgeoisie aisée et cultivée, suffisait pour faire voir avec quelque dépit l'élection de députés choisis dans un autre milieu. De plus, comme il était certain que le Clergé et la Noblesse se feraient représenter par des membres tirés de leur ordre, l'équilibre obtenu par le Tiers état grâce au doublement de ses députés, risquait d'être rompu s'il en choisissait un nombre important dans les deux autres ordres (1). En fait il n'y

1. Cf. Cahier de Bertignolles. Bailliage de Troyes I, 379 : « Qu'aux Etats généraux prochains le Tiers état soit représenté par des députés de son ordre exclusivement, à moins que les deux autres ordres ne prennent dans le sien autant de représentants que le Tiers en adopterait du leur. »

eût que deux prêtres et douze nobles élus par le Tiers état.

Sans qu'aucune prohibition ait été officiellement édictée, il paraît en effet que le dessein du Tiers état était bien ferme de choisir en lui-même ses représentants ; on en a la preuve dans des cahiers de toutes les régions. « Nous voulons que nos députés aux Etats généraux soient pris dans le Tiers état ; nous n'entendons pas qu'ils soient choisis dans le corps ni des ecclésiastiques ni des nobles... et protestons contre tous pouvoirs qui seraient donnés à autres qu'à des citoyens du Tiers état (1). » Une autre paroisse dit : « Tout privilège sera exclu » (2) et de telles formules ne sont pas rares.

On sent bien que cette « exclusive » ne concernait pas tant les curés que les puissants privilégiés. Ça et là perce même une certaine appréhension (3) de ne voir que des « notables » représenter le Tiers aux Etats généraux ; à plus forte raison devait-on redouter intimement ceux qui étaient doublement notables et par leur situation personnelle et par le rang de leur ordre. L'activité de certains grands seigneurs, la propagande qu'ils faisaient faire par leurs agents, comme le comte de Serrant en Anjou, le duc

1. Cf. Cahier de St-Pellerin, bailliage de Blois, I, p. 401. Dans le même sens, Cahier de Langey-en-Dunois, Blois, I, 404 ; Cahier du tiers de Blois.

2. Cahier de Chessy, bailliage de Troyes, I, 616.

3. Cf. Cahier de Couffy, bailliage de Blois, II, p. 261.

d'Orléans dans tous ses domaines, pouvait faire craindre en effet qu'un grand nombre de suffrages ne se portassent sur des représentants étrangers à l'ordre. Or ce n'est pas par amour-propre que l'on appréhendait une telle éventualité, mais bien par intérêt. L'amour-propre pouvait être engagé lorsqu'il s'agissait de bourgeois, propriétaires, négociants, avocats en rivalité plus ou moins avouée avec les privilégiés et à la recherche de quelque mandat électif, mais l'amour-propre des paysans, des ouvriers, des petits commerçants n'était pas plus blessé à être représenté par leur seigneur ou quelque dignitaire ecclésiastique que par un avocat ou un magistrat de bailliage ; cependant dès avant les élections, cette classe du Tiers état laisse percer sa défiance à l'égard des privilégiés. C'est qu'elle sentait que ses intérêts allaient être en jeu, qu'ils dépendaient des décisions que prendraient les Etats et que les plus grandes garanties n'étaient pas superflues. Il s'agissait de faire face aux besoins de l'Etat et d'alléger en même temps le fardeau fiscal si lourd qui pesait sur les taillables ; on ne voulait s'en remettre qu'à des taillables mêmes qui devaient avoir intérêt à diminuer le poids de l'impôt, et qui devant en payer leur part ne consentiraient qu'à bon escient le vote de nouveaux subsides.

II. — Les privilèges honorifiques du clergé et l'opinion des cahiers

Autant les privilèges pécuniaires du clergé étaient devenus insupportables, autant le pays continuait à s'accommoder fort bien de ses privilèges honorifiques et à les trouver tout naturels. C'est la preuve qu'il n'existait pas d'antipathie à l'égard du clergé.

Cet état d'esprit se présume surtout de l'absence de doléances dans les cahiers. Si fréquentes, si vives, si précises sur les questions foncières et fiscales on n'en trouve que quelques-unes rares et isolées sur cette question d'étiquette et de préséance. Le sentiment égalitaire des paysans et des bourgeois, en général, n'était pas froissé de la prééminence que la loi accordait au Premier ordre de l'Etat et des honneurs auxquels elle lui donnait droit.

Cette déférence traditionnelle s'est manifestée d'une façon plus directe dans certains passages destinés à bien préciser qu'on n'en voulait aucunement à la haute situation honorifique du clergé, et cela parfois dans des cahiers demandant par ailleurs de vastes réformes. On tenait évidemment à ne pas indisposer et effrayer le clergé sur un point qui lui tenait très à cœur. On écrit par exemple, dans une petite paroisse d'Angoumois (1) : « Nous avons le

1. Cahier de Palluand, sénéchaussée d'Angoumois, p. 216.

plus grand désir d'accorder toutes les préséances convenables au clergé, respectable par état et toujours respecté... » ; une paroisse du bailliage de Sens (1) reconnaît comme « juste que les seigneurs nobles et le clergé conservent quelques privilèges » ; une autre de la même région (2) qui voit « avec la douleur la plus amère » les privilèges pécuniaires ne refusera jamais « aux membres qui composent les deux [premiers] ordres les distinctions et privilèges honorifiques dus tant à leur naissance qu'aux places qu'ils occupent ». Le Tiers état de Nîmes admet aussi que « les prérogatives de chaque ordre » soient conservées (3).

Il semble bien, à vrai dire, que toutes ces réserves, aient été inspirées, plutôt par le désir de rassurer les privilégiés, que par un sentiment puissant et spontané. Le clergé en effet, semblable en cela à la noblesse, tenait beaucoup à la confirmation de ses privilèges honorifiques — même, et surtout lorsqu'il renonçait aux autres. Quelques passages de ses cahiers en font foi. Celui de Blois, assez audacieux sur la réforme du gouvernement ecclésiastique (4) « n'a jamais pensé que la constitution du Royaume eut besoin de réforme » ; il stipule « qu'on ne doit

1. Cahier de Foucherolles, bailliage de Sens, p. 176.

2. Cahier de Laignes, bailliage de Sens, p. 726.

3. Cahier du Tiers de la sénéchaussée de Nîmes, t. II, p. 602.

4. Cahier du clergé du bailliage de Blois, II, 404.

voter aux Etats généraux que par Ordre » ; cependant il est surtout l'œuvre du bas clergé et l'évêque n'assistait même pas aux séances. Celui d'Angoumois demande que l'Ordre (1) « soit maintenu dans ses honneurs et prérogatives, dans le droit de voter par ordre et dans celui de préséance. » Celui de Sens (2) « en offrant les sacrifices que les besoins de l'Etat attendent de sa générosité patriotique ne peut perdre de vue les privilèges, honneurs, préséances et distinctions dont il jouit depuis le commencement de la Monarchie et qui font partie de son existence légale. » Enfin voici un exemple qui montre combien était puissant l'attachement à ces droits honorifiques, c'est celui du clergé de Sézanne et Châtillon-sur-Marne (3). Non seulement il renonce formellement à ses privilèges pécuniaires, d'accord en cela avec une grande partie du clergé français mais il insère dans son cahier un vœu tout politique en faveur du Tiers état, en opposition avec l'opinion habituelle de l'ordre. « Le Tiers état aura toujours, dans les Etats généraux, un nombre de députés égal aux deux autres ordres ; les ordres travailleront ensemble, et les voix seront comptées par tête. » Oui, mais, malgré ces généreuses dispositions, « l'ordre du clergé

1. Cahier du clergé d'Angoumois, p. 495.

2. Cahier du clergé du bailliage de Sens, p. 791.

3. Cahier du clergé des bailliages réunis de Sézanne et Châtillon-sur-Marne. Châtillon-sur-Marne, 467 à 469.

réclame pour l'ordre de la noblesse comme pour le sien, la conservation et la confirmation des prérogatives personnelles attachées aux deux premiers ordres de l'Etat. »

En résumé, et d'une façon qui semble alors unanime, le clergé tient essentiellement à garder ses privilèges honorifiques. Quelques cahiers du Tiers s'associent à ce vœu ; la plupart l'admettent tacitement.

III. — Les attributions politiques et administratives du clergé, dans l'opinion publique.

La situation honorifique privilégiée que l'on était disposé en 1789 à laisser au clergé en droit et en fait, se fut accompagnée de pouvoirs plus réels. Cela résulte de ce qui a été exposé dans les précédents chapitres.

Le maintien de la reconnaissance officielle du clergé comme ordre, à lui seul, eut suffi déjà à lui assurer une influence, variable selon les circonstances mais supérieure à celle qu'il eut effectivement, lorsqu'il ne constitua plus qu'une catégorie de citoyens, bornés à l'action individuelle, sans représentants spéciaux. Cette influence se fût exercée sur le gouvernement et sur l'administration dans ses diverses branches. Sur le gouvernement elle se fût

produite par la participation de l'ordre aux Etats généraux ; malgré le doublement des députés du Tiers état, malgré le vote par tête, il n'est pas douteux que l'attribution à une fraction de la Nation d'une représentation propre, conférait ou laissait à cette fraction une influence plus grande que celle qu'elle eût eu par la confusion générale des suffrages ; d'autant plus que cette représentation restait proportionnellement plus nombreuse que celle de l'ensemble du pays. Or il n'apparaît pas qu'on ait voulu supprimer la représentation particulière du clergé, ni même que beaucoup y aient songé. Ceux qui se préoccupaient de l'établissement d'une Constitution demandaient la périodicité des Etats généraux, et admettaient par conséquent, comme une institution régulière, l'intervention des députés de l'ordre du clergé, avec toutes ses conséquences de droit et de fait. L'influence sur l'administration générale et surtout sur l'administration des provinces, se fût exercée par la participation de l'ordre aux Etats provinciaux, objets de vœux fréquents en 1789. Composés comme les Etats généraux du Royaume, les Etats provinciaux eussent permis au clergé d'exercer dans la province, concurremment avec les deux autres, une action analogue à celle qu'il eût exercée dans l'Etat par l'Assemblée nationale. Ce moyen d'action lui échappait par la suppression des assemblées provinciales ; en demandant le main-

tien de cette institution les cahiers consacraient la puissance politique du clergé en tant qu'ordre.

Il y a, en outre, dans les vœux et doléances de 1789, bien des propositions qui eussent entraîné ou établi une consolidation de l'influence ecclésiastique par les prérogatives reconnues aux divers membres du clergé. La participation individuelle des ministres du culte à la gestion des services publics, à raison de leur qualité de ministres du culte, constitue bien de la part de l'Etat, la reconnaissance à leur profit d'un certain droit privilégié et la concession de moyens auxiliaires d'action, puisque la lutte contre cette pratique, fut sous le nom de « laïcisation » un des caractères principaux du programme de ses adversaires, au siècle suivant. Or les réformateurs de 1789, avant les Etats généraux, ne songent guère à la « laïcisation » ; au contraire dans leur désir de mieux utiliser toutes les forces de la nation et en particulier les forces religieuses, ils souhaitent une participation plus active, à la vie sociale du clergé tant régulier que séculier.

Sans doute, en ce qui concerne le haut clergé certaines protestations pourraient faire croire au désir de restreindre ses membres à leurs fonctions sacerdotales ou épiscopales. On se plaint assez des charges occupées à la Cour par des dignitaires ecclésiastiques. On se plaint parfois aussi de l'ingérence des évêques dans les commissions provinciales chargées

de répartir les impôts. Mais il est aisé de voir les raisons de ces plaintes ; les charges de cour conférées à un évêque le retenaient trop longtemps hors de son diocèse, abus condamné par les laïques et les clercs, hormis ceux qui en profitaient ; elles étaient fort dispendieuses pour le Trésor et n'avaient guère d'utilité que pour le maintien de l'étiquette. L'intervention des évêques dans la répartition des impôts qu'ils ne supportaient pas, froissait ceux qui les devaient payer. L'immunité fiscale du clergé était un privilège suffisamment impopulaire ; les impôts royaux sur les paysans semblaient assez intolérables, pour que fût trouvée au moins inopportune cette forme de l'activité épiscopale. Mais bien d'autres formes leur restaient, même dans l'administration civile, surtout dans les pays d'Etat. On sait que depuis trente ou quarante ans ils s'intéressaient beaucoup à ces à-côtés de leurs fonctions. On en vit diriger le desséchement de marais, le creusement de canaux, des irrigations, des constructions et réparations de routes et de ponts, et même encourager et fonder des manufactures et des ateliers de charité. Les cahiers ne contiennent pas de doléances relatives à cette activité. Ils ne sont donc pas systématiquement opposés à toute ingérence des autorités ecclésiastiques dans l'administration civile, pourvu qu'elle soit discrète et bienfaisante.

Mais les cahiers de paroisses s'occupent peu du

haut clergé et c'est surtout par leurs vœux relatifs aux curés, qu'on peut juger de leur opinion. On sait déjà quelle situation importante ils leur réservent. Non seulement, dans l'esprit des cahiers, le curé doit avoir dans sa paroisse un rôle religieux capital, reconnu et protégé par la loi, facilité par une assez large indépendance et un traitement fort convenable le plaçant au-dessus de la plupart de ses paroissiens, mais il doit en outre participer à la vie municipale et bien des cahiers lui réservent des pouvoirs variés d'administration, de justice et même de police.

Pouvoirs d'administration : Il doit être de droit membre de la municipalité. La présider même, demande-t-on parfois, et sans aller jusqu'à dire que par leur absence de ces assemblées ils « laissent les habitants de la plupart des paroisses dans l'impossibilité de prendre des délibérations sensées et rédigées avec intelligence et clarté », comme le dit un cahier champenois, beaucoup d'autres réclament ou admettent la présence du curé.

Pouvoirs de justice (1) : en divers endroits on émet l'idée d'une sorte de justice de paix qui serait exercée par un bureau composé du curé et de deux habitants.

Pouvoirs de police : Un cahier propose que nul ne puisse fixer sa résidence en une paroisse sans un

1. Voir le paragraphe suivant au sujet du privilège de juridiction.

certificat de bonne vie et mœurs du curé de son ancienne paroisse. Témoignage isolé, sans doute, mais révélateur d'un état d'esprit qui ne devait pas être spécial aux rédacteurs de cet unique cahier.

Le curé apparaît aussi dans les cahiers, comme le contrôleur naturel des écoles et des maîtres d'écoles. Souvent on voudrait même un vicaire, un second prêtre pour instruire et éduquer les enfants. Mais c'est surtout le clergé régulier qui semble désigné pour cette mission, et les adversaires les plus nets de la vie monastique sont ceux qui demandent avec le plus d'insistance l'utilisation des religieux pour l'enseignement : Bénédictins, Carmes, Dominicains et tous religieux lettrés dans les collèges, Frères des écoles chrétiennes et autres dans les écoles primaires. Pour les religieuses cet emploi était d'autant plus indiqué qu'elles étaient à peu près les seules à l'exercer et à pouvoir l'exercer. On laissait donc au clergé par l'enseignement, une influence considérable sur la société : la formation de la jeunesse. Bien plus, on voulait accroître cette influence, contraindre à enseigner les corps réguliers ou séculiers qui ne s'y vouaient pas spontanément. Personne ne s'inquiétait de ce monopole de fait ni de ses conséquences.

Par là, en particulier, apparaît nettement, malgré les conflits d'intérêt et les doléances nombreuses, l'attachement confiant de la nation à la religion et au clergé catholique.

IV. — Le privilège de juridiction ecclésiastique (1).

Il restait bien peu de chose, au xviii^e siècle de la juridiction ecclésiastique, fors le principe dont les officiers royaux s'étaient attachés depuis plusieurs siècles à détruire toutes les conséquences.

De sa compétence sur les laïques elle avait perdu peu à peu toutes celles des causes matrimoniales ayant un caractère pécuniaire, et même depuis le développement de la législation royale une partie notable des demandes en nullité par le moyen de l'appel comme d'abus (2) ; elle avait perdu sa compétence en matière de contrats et en matière de testaments dans presque tout le royaume (3) ; elle l'avait perdue enfin pour les crimes et délits concernant la foi et la religion dont

1. Nous renvoyons pour l'évolution de la juridiction ecclésiastique à Esmein, *Histoire du droit français*, chap. VI, § 3. Pour l'organisation des officialités au moyen âge à Paul Fournier, *les Officialités au moyen âge*. Malgré l'effacement progressif de cette juridiction des ouvrages d'ensemble s'y consacrèrent encore au xviii^e siècle notamment abbé de Brézolles, *Traité de la juridiction ecclésiastique contentieuse* (Paris 1769, 2 vol.) ; Ducasse, *la Pratique de la juridiction ecclésiastique, volontaire, gracieuse et contentieuse* (Toulouse, 1712, 2 vol.).

2. Dans le cas d'appel comme d'abus on demandait au Parlement d'annuler un acte de l'autorité ecclésiastique comme contraire aux lois.

3. En Bretagne cependant les tribunaux ecclésiastiques continuaient à connaître de la force extérieure des testaments (très ancienne coutume de Bretagne, art. 337 ; Coutume de 1539, art. 2 et commentaire de d'Argentré, d'après Esmein : *Hist. du droit français*, 651).

les Parlements prétendaient connaître comme crimes de lèse majesté divine (1).

Elle ne s'était pas maintenue non plus à l'égard des clercs. Par l'extension incessante des cas privilégiés tous les crimes et délits importants des ecclésiastiques furent de la compétence des juges royaux ; sans supprimer il est vrai la procédure parallèle devant les juges d'Eglise, cette évolution supprimait en fait le privilège de clergie en attribuant aux tribunaux laïques le pouvoir répressif. Au civil, l'Eglise avait perdu la connaissance de presque toutes les causes bénéficiales, d'abord celles qui concernaient les bénéfices de collation royale, parce que le roi ne plaidait que devant ses propres tribunaux, puis celles qui ne comportaient qu'une décision sur le possessoire parce qu'il était du droit de police du roi de mettre fin aux troubles de possession ; mais le jugement sur le possessoire valait pour le pétitoire. La compétence ecclésiastique eût dû canoniquement se maintenir, en dehors des causes bénéficiales, pour les procès entre clercs ; mais le juge laïque ne se dessaisissait jamais d'office et il était rare que le clerc défendeur l'exigeât (2).

1. Dès le xvi^e siècle les réformés avaient été poursuivis plus activement par les commissions spéciales et les Parlements, que par les officialités diocésaines.

2. Fleury, *Institution*, t. II, p. 49. « En matière pure personnelle, un clerc poursuivant un clerc du même ressort va d'ordinaire devant le juge laïque parce que la justice y est plus prompte et que les jugements ont exécution forcée » (Esmein, *op. cit.*, p. 647).

Les tribunaux ecclésiastiques n'avaient guère conservé la connaissance exclusive que des ruptures de fiançailles, qui faisaient fréquemment alors l'objet d'un contrat préalable au mariage. Mais la persistance du principe de leur institution, pouvait leur attribuer parfois certaines autres affaires : crimes et délits des clercs poursuivis parallèlement devant les Parlements ; procès dans lesquels un ecclésiastique défendeur invoquait le privilège de clergie, causes bénéficiales soumises au juge par une action pétitoire (1) ; instances en nullité de mariage engagées directement devant l'officialité au lieu de l'être devant le Parlement par la voie de l'appel comme d'abus ; voilà ce qui absorbait l'activité bien réduite de la juridiction ecclésiastique. Bossuet eut pu s'écrier à plus juste titre encore : « Les tribunaux séculiers ne retentissent que des affaires ecclésiastiques (2) ».

C'était à la fois plus et moins que dans un régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'était plus, d'abord par le respect du principe de l'existence d'une juridiction ecclésiastique ; par l'attribution à cette juridiction d'une compétence qui bien que s'exerçant rarement persistait toujours néanmoins et donnait lieu à quelques applications. Mais c'était

1. Cela était très rare. Févret, *Traité de l'abus*, édit. Lausanne, t. I, p. 432 : « Les parties peuvent de gré à gré commencer par le pétitoire ; mais cela se fait rarement, voire presque point du tout ». (Esmein, *op. cit.*, p. 649).

2. *Oraison funèbre de Michel Le Tellier*.

moins par d'autres caractères, par des empiétements de la justice séculière en des matières purement religieuses, hérésies, profanations et sacrilèges, violation de vœux religieux et fautes disciplinaires des clercs, validité du sacrement de mariage.

Les cahiers témoignent par leur silence de l'affaiblissement où était tombée la juridiction ecclésiastique ; tandis qu'ils abondent en plaintes et en propositions concernant les tribunaux de tout ordre, ils sont généralement muets sur ceux de l'Eglise ; on voit par là combien ils contribuaient peu à la complication judiciaire de l'ancienne France. Il est hors de doute d'ailleurs que l'on s'accommodait fort bien de leur effacement ; on sait qu'en 1789 le désir était général d'une unification et d'une simplification de la procédure par réaction contre les nombreuses juridictions d'exception ; on sait qu'en bien des cas les parties portaient de préférence devant des tribunaux séculiers des causes de la compétence des tribunaux ecclésiastiques.

Quelques rares passages des cahiers confirment cet état d'esprit. Le Tiers état de Paris écrit : « La juridiction ecclésiastique ne s'étend en aucune manière sur le temporel ; son exercice extérieur est réglé par les lois de l'Etat (1) », ce qui n'est que la

1. Cahier du Tiers état de Paris (*intra-muros*). Chassin, *les Cahiers de Paris*, III, 351.

consécration de l'évolution déjà accomplie en fait. Le Tiers état de Rennes s'élève contre les fiançailles bénies par l'Eglise et contre la procédure nécessaire en cas de rupture, il en conclut : « La juridiction des officiaux pour prononcer la dissolution des fiançailles sera supprimée comme inutile et onéreuse (1) on a vu que les fiançailles étaient la seule matière pour laquelle les officialités avaient conservé une compétence exclusive.

Un autre cahier, en Champagne, parlant de tous les ecclésiastiques, dit : « Ils n'auront plus aucun droit de justice ; ce droit demeurera quant à leur égard supprimé et réuni au siège le plus proche (2) ». Il est vraisemblable que ce vœu concerne plutôt les justices seigneuriales exercées par des corps réguliers ou séculiers que la justice ecclésiastique propre. On a vu cependant qu'en plusieurs endroits on voulait constituer le curé en juge de paix (3). La contradiction n'est qu'apparente. Ces propositions sont inspirées par la même idée de simplification au profit des justiciables et pensent la servir, les unes par la suppression des petites juridictions d'exception, les autres par la création de tribunaux peu coûteux, peu compliqués, paternels, que les curés pouvaient très bien constituer.

1. Cahier du Tiers état de Rennes, Sée et Lesort, Sénéchaussée de Rennes, IV, 25.

2. Cahier de Bucey-en-Othe, baillage de Troyes, I, 464.

3. Voir le paragraphe précédent.

Les cahiers du clergé ne contiennent souvent aucune protestation contre les empiétements de la justice royale. Celui de Paris, cependant, émet le vœu : « Que la juridiction ecclésiastique soit conservée en son entier, et que la jurisprudence des cours soit rappelée à des principes clairs et invariables (1) ». Ce vœu est trop isolé pour qu'on puisse dire qu'il traduisait une des préoccupations essentielles de l'ordre. Cet autre, plus précis, trouvait aussi plus d'écho . « Que les appels comme d'abus soient contenus dans de justes bornes ; que les juges souverains soient astreints à marquer dans leurs arrêts en quoi consiste l'abus, et les parties obligées à remplacer les formalités rappelées par l'édit de 1595 (2) ». Le développement des appels comme d'abus enlevait en effet à l'Eglise la connaissance même des affaires purement spirituelles.

C'est surtout au sujet des monitoires que les protestations se font nombreuses. Le monitoire, sommation à toute personne intéressée de venir déposer dans une affaire en cours, à peine d'excommunication, était une institution canonique relativement récente, que les juges séculiers avaient trouvé pratique et employaient fréquemment. Le monitoire ne pouvait être accordé que par un juge ecclésiastique

1. Cahier du clergé de Paris, *intra-muros*. Chassin, *op. cit.* III, 311.

2. Edit. de 1695, portant règlement sur la juridiction ecclésiastique. Isambert, XX, 243.

mais de nombreux cahiers du clergé révèlent les abus de la pratique : fréquence exagérée des monitoires, contrainte exercée sur les officiaux. C'est ce qui résulte du cahier du clergé de Paris : « Que l'usage des monitoires soit aboli, si ce n'est dans des cas graves, comme crime d'Etat ou meurtre, et que le juge d'Eglise ne puisse être pris à partie pour cause de refus. » Du cahier du clergé de Troyes qui s'exprime d'une façon analogue (1) ; du cahier du clergé de Sens (2), demandant « qu'il soit laissé à l'official le droit de refuser les monitoires, car enfin le juge ecclésiastique doit avoir le droit de juger si le crime lui paraît mériter les plus grands châtimens de l'Eglise ». On voit par cet exemple des monitoires, combien les gens du Roi étaient habiles à faire tourner à leur avantage, tout ce qui pouvait leur être utile des institutions indépendantes qu'ils combattaient.

En fait la compétence des tribunaux d'Eglise n'intéressait plus que les juristes et les canonistes. La nation en était si peu gênée qu'elle n'a songé à demander ni leur suppression, ni leur réforme.

1. Cahier du clergé du bailliage de Troyes, Troyes III, 116.

2. Cahier du clergé du bailliage de Sens, Sens, 794.

CONCLUSION

L'examen est maintenant terminé des différents aspects de cette partie de l'opinion publique de 1789, qui s'est exprimée dans les cahiers de doléances. Ces documents reflètent malgré les influences et les abstentions, l'état d'esprit général du pays. On en va résumer l'essentiel.

Au premier plan, dans les préoccupations populaires, se place l'organisation matérielle de l'Eglise et du clergé. L'Eglise n'a pas dans la nation le régime convenant à sa fortune ; il faut donc qu'elle supporte les charges publiques de la même façon que l'ensemble des contribuables et pour plus de sûreté, dans la même forme. Plus de privilèges pécuniaires au profit de personne. — Les biens et les revenus de l'Eglise ne sont pas répartis au mieux des besoins matériels et moraux du clergé et des fidèles. Des menses épiscopales, des menses abbatiales ou conventuelles comprennent des domaines fonciers trop vastes ; elles ne sont pas grevées de charges proportionnées à leurs revenus. Il faut donc

modifier la répartition de ces biens ou plutôt en accroître les charges. En outre le paysan se sent souvent à l'étroit entre ces grandes propriétés inaliénables, il a des difficultés de voisinage avec les bénéficiers ou leurs fermiers ; il souhaite de pouvoir acquérir légitimement ces biens, de les voir mettre dans le commerce, et sans l'avouer généralement, il ne répugne pas à ce que l'opération soit faite, au besoin, par voie d'autorité. Les biens-fonds ecclésiastiques, sont en puissance la cause du divorce entre le peuple des campagnes et le clergé. — La dime est supportée avec plus de résignation que la lourdeur de son poids ne pourrait le faire présumer : cette institution séculaire est considérée comme le moyen le plus normal de subvenir aux frais du culte. Mais les décimateurs sont haïs, surtout lorsque, étrangers aux besoins des décimables, ils dépensent en une autre résidence le produit de leurs bénéfices, sans s'acquitter exactement de leurs charges. Le vœu général est que la dime soit attribuée au curé ou, mieux encore à la paroisse, à charge de tous les frais du culte et de l'assistance publique.

Utilisation de la dime dans les paroisses qui la paient, répartition des biens ecclésiastiques plus conforme aux intérêts collectifs des fidèles, suppression de leur inaliénabilité, suppression des immunités fiscales, tels sont les vœux principaux des cahiers concernant le patrimoine de l'Eglise.

A l'égard des divers membres du clergé, le sentiment populaire est fonction de leur utilité à la paroisse. Les curés et vicaires tiennent donc une place considérable dans les revendications des cahiers ; ce sont eux qui doivent profiter avec leurs paroissiens des diverses réformes proposées aux dépens des gros bénéfices et des biens monastiques ; ce sont eux qui doivent en même temps voir se fortifier leur situation morale par l'effet simultané de leur amélioration matérielle et de l'abaissement de leurs rivaux ecclésiastiques. — Une grande partie du haut clergé est en effet condamnée dans l'esprit du public ; si l'on ne demande pas unanimement la suppression des gros bénéficiers, on veut à la fois la réduction de leurs revenus et la transformation de leur recrutement au profit des curés. Quant aux évêques, peu connus dans les campagnes, on les souhaite moins grands seigneurs et pasteurs plus évangéliques ; leur autorité est d'avance limitée par les garanties stipulées en faveur des curés ; elle l'est encore, dans un certain nombre d'esprits, par l'obligation de suivre l'avis d'un conseil ou chapitre qui leur serait adjoint. — Le clergé régulier est certes de toutes les institutions ecclésiastiques la plus menacée dans les cahiers. Ce n'est pas, et loin de là, qu'il y ait à son encontre l'opposition systématique que l'on pourrait croire d'après sa dissolution rapide dans les années suivantes. Mais, tandis qu'il n'a que des

amis tièdes ou indifférents, il a dans les milieux les plus cultivés des adversaires résolus et bien peu de défenseurs. Dans l'ensemble on ne s'attend pas à sa suppression. Mais, pris entre ceux qui veulent utiliser ses membres et ceux qui veulent utiliser ses biens, il se trouve dans une fort dangereuse situation. Pour mener à bien sa réforme matérielle et morale il eut fallu un gouvernement et une nation pénétrés de bienveillance et de bonne volonté ; c'était trop demander. L'ordre du clergé lui-même, favorable au maintien des religieux, ne l'était pas avec assez d'énergie pour les soutenir utilement.

Quant aux questions d'organisation générale, elles préoccupaient moins les esprits ; surtout dans les campagnes. Il faut noter, cependant quelques sentiments indéniables, et bien caractéristiques de cette époque par l'évolution qu'ils marquent sur des temps antérieurs, et par la différence qui les sépare d'époques plus récentes. La religion est une affaire d'Etat au premier chef ; organisation, police du culte, discipline canonique sont matières pour lesquelles le gouvernement a le droit et le devoir de contrôler, de protéger, d'administrer. Aucun courant vers un régime analogue à la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; aucune voix, croyons-nous, ne s'est élevée en ce sens, dans les cahiers. Sans doute, la puissance temporelle de l'Eglise et la confusion qui en résultait des affaires religieuses et des affaires administra-

tives rendait-elle malaisé l'établissement et partant la conception d'un régime de séparation — qui, en fait, ne s'établit pour quelques années, que lorsque la puissance temporelle du clergé national fut abolie — mais la véritable raison est dans ce sentiment unanime que l'Etat ne peut pas se désintéresser d'une affaire aussi grave que la religion, que l'indifférence lui est normalement interdite, et qu'il doit par conséquent se conformer aux principes en faveur desquels il s'est prononcé. Un exemple entre beaucoup d'autres : le gouvernement veillait traditionnellement à l'observance des vœux religieux, les moines en rupture de cloître étaient, par les soins de la police, réintégrés dans leur monastère ; dans les cahiers les adversaires des réguliers demandent au gouvernement d'interdire les vœux monastiques, de proscrire la vie cloîtrée ; personne ne propose la solution libérale : laisser à chacun la faculté de vivre selon ses convictions ou ses goûts jusques et y compris le choix et l'abandon de la vie monastique. — Dans un tel régime les dissidents, les hérétiques, tous ceux qui ne professent pas la religion de l'Etat ne peuvent espérer qu'une large tolérance ; on n'en demande pas plus pour eux ; on ne le demande pas souvent, on trouve parfois même que c'est trop. Par contre on ne veut plus de mesures de rigueur. On veut leur laisser une existence paisible, mais souvent un peu inférieure.

Une autre conséquence, que tout le pays accepte, de la protection royale accordée à la religion, c'est de réduire presque au minimum l'autorité rivale, celle du Pape. On ne lui reconnaît volontiers que son pouvoir spirituel accompagné de grands honneurs ; aussi on supporte difficilement les droits qu'il exerce encore pour la collation des bénéfices ; un assez grand nombre de cahiers du Tiers les attaquent en alléguant les sommes importantes que cela fait sortir du royaume. Ceux qui demandent l'abrogation du Concordat espèrent obtenir une indépendance encore plus complète de l'Eglise gallicane.

Le prestige de l'autorité royale est tel qu'on ne songe qu'à elle pour l'exécution des réformes envisagées, sans entrevoir aucune nécessité de recourir à celle du Saint-Siège. De la part des réformateurs de culture juridique ou philosophique cela s'explique par le désir d'affaiblir tout pouvoir rival de celui de l'Etat, mais de la part de la masse de la nation, cela s'explique plus simplement par l'objet général des réformes. Aussi bien lorsqu'il s'agit des privilèges fiscaux du clergé, de ses propriétés, de la dime, que lorsqu'il s'agit de l'organisation de la paroisse, du choix et du traitement des curés, de l'utilisation des réguliers, le but de toutes les réformes est essentiellement pratique. Il s'agit de mieux adapter aux besoins actuels, matériels et moraux, des institutions entachées de quelques abus ; il s'agit de tirer un

meilleur parti des ressources et des hommes ; les affaires paroissiales inspirent un plus vif intérêt, parce qu'elles ont sur les fidèles des répercussions beaucoup plus directes que les affaires générales de l'Eglise. Souvent on conçoit la réalisation de ce programme sous forme de nombreuses réformes partielles : suppression de tel bénéfice simple au profit de telle fabrique, création de telle institution charitable à la charge des décimateurs, amélioration du traitement de tel curé aux dépens de telle collégiale, installation d'un collège ou d'un hospice dans telle abbaye voisine, toutes réformes autant administratives que religieuses que l'on était habitué à voir réaliser par l'autorité royale.

Ce n'est peut-être même pas assez, pour caractériser l'esprit réformateur populaire, de dire qu'il est pratique : il est en effet surtout attiré par l'aspect pécuniaire des diverses questions pratiques. Il se serait à la rigueur accommodé de toute l'organisation ecclésiastique réalisée par l'ancien régime, mais il attendait avec impatience le rajeunissement des institutions financières de l'Eglise ; privilèges fiscaux, dilapidation du patrimoine foncier, gaspillage des dîmes, voilà ce qui révoltait bourgeois et paysans catholiques ; ils ne pouvaient admettre qu'avec des ressources si importantes on n'obtint pas de meilleurs résultats ; pour eux, en 1789, on peut dire que les questions religieuses sont des questions d'argent.

Le Bas clergé, dont les cahiers de l'ordre révèlent l'opinion, partageait les mêmes préoccupations matérielles, tout en ayant d'une autre nature. Moins que personne il se désintéressait des biens et des revenus de l'Eglise, y compris la dime ; et quelles que fussent les opinions de ses membres sur la discipline et la politique, il tenait par intérêt, par esprit de corps, par conviction, à sauvegarder l'intégrité du patrimoine ecclésiastique. C'est à cette condition seulement qu'il était disposé à approuver les diverses réformes le concernant, dont on s'entretenait pendant les élections aux Etats généraux. Ses vœux en faveur des paroisses étaient ceux du peuple : finances prospères, curés « honnêtement » traités, large autonomie ; ainsi eût été réalisée la meilleure répartition des revenus, question essentielle ; sans tendresse bien vive pour les religieux, souvent ses rivaux ou ses « patrons », il était néanmoins sensible au prestige, à la légitimité, à l'utilité de l'institution monastique ; il ne demandait pas (et ne pouvait pas demander) son abolition ; mais, bien plutôt, une réforme vigoureuse, selon les voies canoniques, avec utilisation — par l'Eglise — (sauf concessions temporaires à l'Etat) des ressources ainsi libérées —. Au point de vue général il souhaitait un raffermissement de la discipline, en songeant au haut clergé ; et l'accès des prêtres méritants — la durée des services étant un des éléments du mérite — aux dignités réservées à la noblesse.

Il espérait beaucoup du rétablissement des synodes et conciles — d'abord parce que cela lui paraissait conforme à la tradition canonique, et aussi parce qu'il comptait y participer. Au surplus c'est au Roi qu'il s'en remettait, pour toutes les réformes espérées, comme c'est de lui qu'il attendait une protection active et exclusive de la religion catholique.

On voit les aspirations que l'œuvre de l'Assemblée nationale réalisa et celles qu'elles déçut. Mais, il importe de remarquer, que si vaste fût-elle, sa politique était possible, parce qu'elle ne dépassait pas les pouvoirs que l'on reconnaissait, à peu près sans contestation, au gouvernement, en matière ecclésiastique, et que l'Assemblée ne fit que substituer son action à l'action personnelle du Roi. La Constitution civile du clergé, construction systématique de théoriciens qui pensaient ainsi fondre en un seul les projets fragmentaires et incomplets de leurs commettants, instaura à la fois plus et moins que ce que la majorité du peuple et du clergé avaient demandé dans leurs cahiers. — Le regroupement des diocèses satisfaisait un besoin d'unification assez général ; encore certains diocèses moyens de l'ancienne organisation n'étaient-ils trouvés ni trop grands, ni trop petits. — Le rétablissement du régime électif n'avait été que rarement demandé par le Tiers et plus rarement encore par le Clergé qui surtout songeait plutôt à des élections par les prêtres eux-mêmes que par les fidèles. Les uns

firent confiance à ce nouveau système par hostilité aux anciens abus ; certains peut-être par ambition ; la plupart des curés déjà installés dans leurs paroisses et que la réforme ne touchait pas durent l'accueillir avec indifférence ; mais, ceux qui par scrupule canonique, par intérêt personnel, ou par hostilité politique s'en déclarèrent les adversaires réussirent sans doute assez facilement à trouver des partisans dans les divers milieux de la nation gratifiés d'une réforme qu'ils n'avaient pas demandée. On peut en dire autant d'autres dispositions de la constitution civile, qui certes n'étaient pas contraires à la volonté nationale mais qui la dépassaient, la devançaient, n'étant encore ni attendues ni désirées. Que le clergé se déclarât contre ces innovations et il devait certainement trouver des appuis, des approbations tout au moins, parmi les fidèles dont on sait qu'il avait la confiance et la sympathie. L'Assemblée nationale tint essentiellement à ôter au Pape l'investiture canonique des évêques ; c'était là une pure question de principe que les cahiers n'avaient presque jamais soulevée et dont on peut dire que la nation y était indifférente ; elle n'eût probablement pas combattu la réforme une fois réalisée, mais elle n'y tenait pas. Or, le clergé, chez qui les réformateurs supposaient une hostilité au Saint-Siège que les cahiers ne confirment nullement, mais qui avait seulement perdu l'habitude d'en recevoir des ordres et s'en trouvait

bien, le clergé se trouvant en présence d'une condamnation solennelle du Pape se soumit en partie à son chef spirituel. Il est naturel que bien des gens, voyant leur curé blâmer la nouvelle constitution et n'y tenant pas eux-mêmes, se soient rangés à son opinion. Le clergé avait un plus grave sujet de déception dans la nationalisation de ses biens ; ses cahiers y étaient formellement opposés et ceux du Tiers — sauf exceptions — n'en demandaient pas tant. Il n'est pas douteux que riches évêques et modestes curés furent humiliés, irrités et peînés de ce sacrifice imposé par les circonstances, et qui en diminuant leur situation consacrait la dispersion des biens dont ils avaient la garde. La nation au moins voyait-elle par cette mesure combler ses espérances ? Non ; car si elle en bénéficiait bien ce n'est pas sous la forme qu'elle attendait. Sans doute certains cahiers proposent-ils déjà la nationalisation générale des biens d'église, sous réserve de traitement « convenables » à ses membres, mais la plupart des paroisses rurales espéraient en tirer un profit plus direct, et non pas voir s'engouffrer toutes ces richesses dans le déficit de l'Etat. Là, encore, à cause de cette déception, il y avait des germes de mécontentement. Ce n'est pas le programme des cahiers de doléances que réalisait la constitution civile du clergé ; on s'explique ainsi son insuccès. Elle a mécontenté beaucoup de monde ; elle a laissé les autres indifférents.

Il serait injuste de ne pas se demander si les Constituants pouvaient faire mieux. Ils n'ont pas réalisé les vœux du pays en matière religieuse, mais pouvaient-ils les réaliser ? A ne considérer que ces vœux, sans tenir compte de la situation générale, on les trouve généralement sages, modérés, inspirés par un esprit véritablement pratique et conciliant. Il s'agissait seulement de supprimer des abus et d'attribuer aux curés et aux vicaires pauvres, ainsi qu'aux œuvres de bienfaisance, les biens et les revenus consommés sans profit pour l'Eglise ni pour les fidèles ; le clergé, dans l'ensemble, demandait ou acceptait ces réformes ; le peuple dans l'ensemble, n'exigeait pas celles que le clergé refusait. Mais, plus critique que la situation des curés et des paroisses, était celle du trésor public ; la banqueroute menaçante pesait sur toutes les délibérations de l'Assemblée constituante ; il fallait des ressources ; et partout, du sein même du clergé, on dénonçait le mauvais emploi de celles de l'Eglise ; on suppliait le gouvernement d'en modifier l'affectation ; l'assemblée invitée à disposer ainsi de ces biens crut pouvoir le faire en faveur d'un intérêt plus pressant, celui de l'Etat. Ce faisant elle s'engagea dans une voie qui n'évita pas la banqueroute et conduisit aux troubles religieux ; il est plus difficile de prévoir les événements que de les enregistrer après leur accomplissement ; cependant, il y avait peut-être dans les modestes et pratiques cahiers

de doléances plus de bon sens et de clairvoyance que dans l'œuvre logique et systématique de l'Assemblée constituante, puisque tout en menaçant les biens ecclésiastiques dans l'intérêt général, ils rassuraient le clergé par la sympathie qu'ils lui témoignaient, la prééminence qu'ils lui reconnaissaient et la réserve qu'ils observaient dans les questions de principes.

Vu : le Doyen
F. LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse,
P. FOURNIER

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. POINCARÉ

APPENDICE

I. — Dans la première colonne on a donné les noms des bailliages ou juridictions assimilées dont des cahiers ont été publiés.

II. — Dans la seconde colonne on a indiqué pour chaque bailliage le nombre des paroisses, ou communautés ayant un rôle d'impositions séparé, et comme telles appelées à rédiger un cahier. Ce chiffre est généralement celui qui résulte du procès-verbal de comparution des paroisses au chef-lieu des bailliages, tel qu'il est également donné par Brette, *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux* — et *Atlas* — Quand cette source a fait défaut on a eu recours au *Dictionnaire* d'Expilly et l'on a marqué d'un * les chiffres ainsi obtenus.

III. — Dans la troisième colonne on a indiqué le nombre des cahiers de paroisses publiés ; on a imprimé en chiffres plus forts ceux dont le procédé de publication permet de penser qu'il n'en reste pas d'inédits dans le même ressort et que ceux qui manquent sont perdus.

IV. — Dans la quatrième colonne on a indiqué le nombre des cahiers de corporations ou communautés urbaines, publiés pour quelques villes.

TABEAU
par bailliages des cahiers de doléances publiés

BAILLIAGES OU SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du bailliage	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉS DE LILLE ET AMIENS			
Bailliage d'Aire.....	74*	135	
Gouvernance d'Arras.....	183*		
Bailliage de Bapaume.....	72*		
Gouvernance de Béthune.....	38*		
Bailliage d'Hesdin.....	90*		
Bailliage de Lens.....	109*	40	
Sénéchaussée de Saint-Pol.....	122		
Bailliage de Douai.....	42*		
Siège royal de Calais.....	25*	128	
Bailliage d'Ardres.....	19*		
Sénéchaussée de Boulogne.....	148*		
Bailliage de Montreuil-sur-Mer....	24*	133	23
Bailliage de Bailleul.....	142		
Total pour les généralités de Lille et Amiens.....	1,088	436	23
GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS			
Bailliage de Laon.....	271	69	
Total pour la généralité de Soissons.	271	69	
GÉNÉRALITÉ DE CHALONS-SUR-MARNE			
Bailliage de Châlons-sur-Marne...	170	162	Perdus 43
Bailliage de Sézanne.....	134	131	
Bailliage de Châtillon-sur-Marne..	82	76	
Bailliage de Reims.....	330	22	
Bailliage d'Épernay.....	48	42	
Bailliage de Vitry-le-François.....	134	11	
Bailliage de Troyes.....	300	249	
Bailliage de Nogent-sur-Seine.....	7	Perdus	
Bailliage de Mery-sur-Seine.....	9	5	
Bailliage de Rumilly-les-Vaudes...	2	2	
Bailliage de Virey-sous Bar.....	2	2	
Bailliage de Bar-sur-Seine.....	23	23	
Total pour la généralité de Châlons.	1,241	725	43

BAILLIAGES OU SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du bailliage	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉ DE PARIS			
Prévôté et Vicomté de Paris (<i>Intra muros</i>).....	60	35	
Prévôté et Vicomté de Paris hors murs.....	519		
Bailliage de Choisy-le-Roi.....	1		
Bailliage de Vincennes.....	1		
Bailliage de Meudon.....	5		
Bailliage de Versailles.....	19		
Bailliage de Pontoise.....	63		
Bailliage de Sens.....	243		
Bailliage de Villeneuve-le-Roi.....	23	110	
Bailliage d'Etampes.....	100	Perdus 92	
Total pour la généralité de Paris..	1.033	692	
GÉNÉRALITÉ D'ORLÉANS			
Bailliage d'Orléans.....	174	170	52
Bailliage de Blois.....	250		
Bailliage de Romorantin.....	12	178	
Total pour la généralité d'Orléans.	436	348	52
GÉNÉRALITÉ DE BOURGES			
Bailliage de Bourges.....	107		
Bailliage de Vierzon.....	2		
Bailliage de Henrichemont.....	4		
Bailliage de Concressault.....	37		
Bailliage de Dun-le-Roi.....	40		
Bailliage de Mehun-sur-Yèvre.....	14		
Total pour la généralité de Bourges.	204	113	11
GÉNÉRALITÉ DE MOULINS			
Sénéchaussée de Haute-Marche à Guéret.....	236	6	
Total pour la généralité de Moulins.	236	6	

BAILLIAGES ET SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du ressort	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES			
Sénéchaussée de Limoges.....	161	»	34
Sénéchaussée de Tulle.....	138	38	
Sénéchaussée d'Uzerche.....	41		
Sénéchaussée d'Angoulême.....	361	91	9
Siège royal de Cognac.....	30		
Total pour la généralité de Limoges..	731	129	43
GÉNÉRALITÉ DE RIOM			
Sénéchaussée de Riom.....	137	80	
Sénéchaussée de Clermont.....	109		
Bailliage de Saint-Flour.....	81		
Bailliage d'Aurillac.....	95		
Bailliage de Vic-en-Carladez.....	38		
Total pour la généralité de Riom..	460	80	
GÉNÉRALITÉ DE MAUTAUBAN			
Sénéchaussée de Cahors.....	131	107	
Total pour la généralité de Mautau- ban	131	107	
GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX			
Sénéchaussée de Bazas.....	141	11	
Sénéchaussée de Libourne.....	118	46	
Total pour la généralité de Bor- deaux.....	259	57	
GÉNÉRALITÉ D'AUCH			
Pays de Soule.....	69	53	
Sénéchaussée de Pamiers (Comté de Foix).....	152	8	
Souveraineté de Béarn.....	417	62	
Sénéchaussée de Pau.....			
Sénéchaussée de Morlaas.....			
Sénéchaussée d'Orthez.....			
Sénéchaussée d'Oloron.....			
Sénéchaussée de Sauveterre.....			
Total pour la généralité d'Auch....	638	123	

BAILLIAGES ET SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du ressort	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉ DE POITIERS			
Sénéchaussée de Saint-Maixent....	72	99	25
Siège royal de Niort.....	57		
Total pour la généralité de Poitiers..	129	99	25
GÉNÉRALITÉ DE TOURS			
Sénéchaussée du Mans.....	338	356	
Siège royal de Laval.....	65		
Siège royal de Beaumont-le-Vicomte..	30		
Bailliage de Fresnay-le-Vicomte...	13		
Sénéchaussée de Sainte-Suzanne..	25		
Bailliage de Mamers.....	47		
Sénéchaussée de Château-du-Loir..	46	178	65
Sénéchaussée d'Angers.....	311		
Total pour la généralité de Tours..	875	534	65
GÉNÉRALITÉ DE CAEN			
Ville de Caen.....	1	1	39
Bailliage de Torigny.....	59	14	
Bailliage de Vire.....	111	36	117
Bailliage de Coutances.....	127	2	
Bailliage de Saint-Lô.....	36	Perdus	2
Bailliage d'Avranches.....	97	2	
Bailliage de Carentan.....	49	Perdus	2
Bailliage de Cérances.....	11	Perdus	
Bailliage de Mortain.....	71	Perdus	2
Bailliage de St-Sauveur-Lendelin..	50	123	
Bailliage de Valognes.....	131	Perdus	2
Bailliage de Saint Sauveur-le-Vte..	65	2	
Siège royal de Tinchebray.....	36		
Total pour la généralité de Caen..	844	300	39
GÉNÉRALITÉ D'ALENÇON			
Bailliage d'Alençon.....	131	115	
Bailliage de Mortagne.....	148*	75	
Total pour la généralité d'Alençon..	279	190	

BAILLIAGES ET SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du ressort	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉ DE ROUEN			
Siège royal d'Honfleur.....	23	23	
Bailliage de Pont-Audemer.....	157*	10	
Bailliage d'Evreux.....	165*	12	
Bailliage d'Orbec.....	140	57	
Bailliage de Cany.....	94	94	
Bailliage de Neufchâtel.....	195	172	
Total pour la généralité de Rouen.	774	368	
GÉNÉRALITÉ DE NANCY			
Bailliage de Sarreguemines.....	62	Perdus	
Bailliage de Dieuze.....	70	70	
Bailliage de Château Salins.....	35	Perdus	
Bailliage de Bitche.....	42	Perdus	
Bailliage de Boulay.....	82	73	
Bailliage de Bouzonville.....	128	449	
Bailliage de Lixheim.....	17	Perdus	
Bailliage de Fénéstrange.....	14	Perdus	
Bailliage de Bruyères.....	57	53	
Bailliage de Mirecourt.....	51	50	
Total pour la généralité de Nancy.	558	365	
GÉNÉRALITÉ DE METZ			
Ville de Metz.....	1	1	
Bailliage de Sarrelouis.....	6	Perdus	
Bailliage de Sarrebourg.....	10	Perdus	
Bailliage de Vic.....	176	161	
Ville de Verdun.....	1	1	2
Total pour la généralité de Metz..	194	163	2
INTENDANCE DE STRASBOURG			
Ville de Strasbourg.....	1	1	
Total pour Strasbourg	1	1	

BAILLIAGES ET SÉNÉCHAUSSEES	Nombre de paroisses du ressort	Nombre de cahiers de paroisses publiés	Nbre de cahiers de cor- pora- tions
GÉNÉRALITÉ DE DIJON			
Bailliage d'Autun	80*	221	
Bailliage de Montcenis	50*		
Bailliage de Semur	215*		
Bailliage de Bourbon-Lancy	19*		
Bailliage de Châlons-sur-Saône	156		
Bailliage de Charolles	84*	12	
Bailliage de Mâcon	176*		
Bailliage de Bourg-en-Bresse	243*		
Bailliage de Belley	219*		
Bailliage de Gex	25*		
Sénéchaussée de Trévoux	45	143	
Bailliage d'Auxerre	178		
Total pour la généralité de Dijon ..	1.490	376	
GÉNÉRALITÉ D'AIX			
Ville et basse ville d'Arles	1	1	5
Sénéchaussée de Marseille	8	3	45
Sénéchaussée de Draguignan	59*	53	
Sénéchaussée d'Aix	118	112	
Total pour Aix	186	169	50
GÉNÉRALITÉ DE MONTPELLIER			
Sénéchaussée de Nîmes	341	286	
Total pour Montpellier	341	286	
GÉNÉRALITÉ DE RENNES			
Sénéchaussée de Rennes	382	382	2
Sénéchaussée de Fougères	41	3	
Sénéchaussée de Saint-Aubin-du- Cormier	8	Perdus	
Sénéchaussée de Hédé	9	Perdus	
Total pour la généralité de Rennes ..	440	385	2
Total général	12.839	6.121	355
133 bailliages ou juridictions assimilées			

BIBLIOGRAPHIE

A. — DOCUMENTS

I. — Recueils de cahiers.

GÉNÉRALITÉS DE LILLE, VALENCIENNES, AMIENS, SOISSONS

De Saint-Léger (A.) et Ph. Sagnac. — Les cahiers de la Flandre maritime en 1789 (Dunkerque et Paris, 1906-1910, 3 vol. 8°).

Loriquet. — Cahiers de doléances en 1789, dans le département du Pas-de-Calais (Arras, 1891, 2 vol. 8°).

Fayon. — Etats généraux de 1789 ; assemblées du Boulonnais, cahiers de remontrances et doléances des trois ordres, cahiers de doléances des paroisses et communautés (Boulogne, 1869, 4°). — Cité par Brette : Recueil de documents. N'existe pas à la Bibliothèque Nationale.

Fleury (E.). — Baillage de Vermandois. Elections aux Etats généraux de 1789. Procès-verbaux ; doléances, cahiers et documents (Laon, 1872, 8°). Bibl. Nat. Le 23/230. — 69 cahiers in extenso ou par extraits. Il en existe d'autres.

Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la Ville d'Amiens. Etats généraux de 1789 ; élections ; rédaction des cahiers (Paris, Charavay, 1889, 8°). — Cahiers des trois ordres du bailliage d'Amiens.

Combier. — Cahier du Tiers du bailliage de Laon (Senlis,

1889, 8^o brochure). — N'existe pas à la Bib. Nat. Cité par Brette : Recueil.

Périn. — Cahier du Clergé et du Tiers du bailliage de Soissons (Soissons: Fossé Darcosse, 1869, 8^o). N'existe pas à la Bib. Nat.

GÉNÉRALITÉ DE CHALONS-SUR-MARNE.

Laurent (G.). — Département de la Marne. Cahiers de doléances pour les Etats généraux de 1789. Tome I, Bailliage de Châlons-sur-Marne. Tome II, Bailliage de Sézanne. Tome III, Bailliage de Châtillon-sur-Marne (Epernay, 1911, 3 vol. 8^o).

Pélicier. — Cahiers des doléances des communes du bailliage d'Epernay en 1789 (Châlons-sur-Marne, 1900, 8^o). Bib. Nat. Le 24/320.

Paris (Henri). — Les cahiers du bailliage de Reims aux Etats généraux de 1789. (Reims, 1869, 8^o). Bib. Nat. Le 24/228. — Ne donne que 22 cahiers sur 330 paroisses. Très incomplet.

Puiseux. — Les cahiers de doléances du Tiers état rural du bailliage de Châlons-sur-Marne en 1789 (Châlons, 1884, 8^o). Bib. Nat. Le 24/260. — Très incomplet.

Hérelle. — Documents inédits sur les Etats généraux tirés des Archives de Vitry-le-François (Paris, 1879, 8^o). — Parmi les documents publiés, 11 cahiers du bailliage de Vitry-le-François.

Fraville (G. de). — Cahiers du bailliage de Chaumont (Hte-Marne) en 1789 (St-Germain, 1869, 8^o). Bib. Nat. Le 24/227. — Pas de cahiers de paroisses.

Vernier. — Cahiers de doléances du bailliage de Troyes (principal et secondaires) et du bailliage de Bar-sur-Seine, pour les Etats généraux de 1789 (Troyes, 1909-1911, 3 vol. 8^o).

GÉNÉRALITÉ DE PARIS

- Chassin.* — Les élections et les cahiers de Paris en 1789 (Paris, 1888-1889, 4 volumes 8°). — Beaucoup de cahiers primaires ne sont donnés que par extraits; beaucoup d'autres ne sont pas publiés. Par contre un grand nombre de mémoires particuliers en forme de cahiers sont présentés sur le même plan. — On peut consulter aussi les « Archives Parlementaires » mais il n'y a pas encore de recueil complet des cahiers subsistants de la Prévoté et vicomté de Paris.
- Thénard.* — Bailliages de Versailles et de Meudon. Les cahiers des paroisses (Versailles, 1889, in-12), — 25 cahiers inédits jusqu'à cette date.
- Les élections et le cahier du bailliage de Pontoise en 1789 (Paris, 1889, 8°) Bib. Nat. Le 23/277.
- Coüard et Lorin.* — Cahiers de Montfort-l'Amaury (in Mémoires de la Société de Rambouillet, 1902).
- Rey (Aug.)* — Les cahiers de St-Prix et de la subdélégation d'Enghien (Paris, 1892, 8°). — Long commentaire du cahier de St-Prix. Analyse des cahiers modèles.
- Porée (Ch.)*. — Cahiers de doléances du bailliage de Sens pour les Etats généraux de 1789 (Auxerre, 1908, in-8°).
- Legrand et Marquis.* — 1789. Le bailliage d'Etampes, cahiers de la ville et des paroisses (Etampes 1898, 2 volumes 8°) Bibl. Nat. Le 23/287. — Publication in-extenso de tous les cahiers. Portraits des députés aux Etats généraux.

GÉNÉRALITÉS D'ORLÉANS ET DE BOURGES

- Bloch.* — Cahiers de doléances du bailliage d'Orléans pour les Etats généraux de 1789 (Paris, 1906, 2 vol. 8°).

Paroisses du bailliage d'Orléans, corporations de la ville, et cahiers des bailliages secondaires.

Lesueur et Cauchie. — Cahiers de doléances du bailliage de Blois et du baillage secondaire de Romorantin pour les Etats généraux de 1789 (Blois 1907, 2 vol. 8°).

Gandilhon. — Cahiers de doléances du bailliage de Bourges et des bailliages secondaires de Vierzon et Henrichemont, pour les Etats généraux de 1789 (Bourges, 1910, 8°).

GÉNÉRALITÉS DE MOULINS, LIMOGES ET RIOM

Duval. — Cahiers de la Marche et assemblée du département de Guéret (Paris et Guéret, 1873, 8°) Bibl. Nat. Le 24/233. — Seulement 9 cahiers de la sénéchaussée de Guéret qui comptait 209 paroisses.

Labot. — Cahiers de doléances du Nivernais (1866).

Boissonnade. — Cahiers de doléances de la sénéchaussée d'Angoulême et du siège Royal de Cognac pour les Etats généraux de 1789 (Paris, 1907, 8°).

Leroux. — Doléances paroissiales de 1889). Bibl. Nat. L. R. 4/2018.

— Cahiers des corps et corporations de Limoges (Archives historiques de la Marche et du Limousin, t. I, 1887).

— Cahiers de 34 corps ou corporation.

Audorde. — Archives révolutionnaires de la Creuse. Nouveaux cahiers de doléances paroissiales 1789 (Guéret; 1890, 8°) Bibl. Nat. Le 24/284.

Fray-Fournier. — Archives historiques du Limousin; cahiers de doléances (Limoges 1893, 8°). — N'est pas à la Bibl. Nat. 8 cahiers de paroisses.

Mège. — Les cahiers des bailliages et sénéchaussées d'Auvergne en 1789 (Clermont, 1903, 8°). — 18 cahiers dont 12 du Tiers et 6 des deux autres ordres.

— Cahiers des paroisses d'Auvergne en 1789 (Clermont

- Ferrand, 1899, 8°). — 52 cahiers in-extenso, 24 par extraits.
- Leblanc (Paul) et Vernière.* — Brioude (Brioude, 1879, 8°). — Cahier de Brioude.
- Daniel Riom.* — L'Auvergne en 1789 (1868). — Cahier de Langeac.
- Boyer (Fr.).* — L'Auvergne historique (Riom, 1894). — Cahier de Salers. Voir également Archives Parlementaires t. V, p. 514, le cahier de Montaigut, sénéchaussée de Riom.
- Hugues.* — Etats généraux de 1789. Cahiers des plaintes et doléances du Bas Limousin (Tulle, 1892, 8°). Bibl. Nat. Le 24/294. — Ces cahiers sont pour le plus grand nombre ceux des paroisses de la sénéchaussée d'Uzerches.

GÉNÉRALITÉS DE MONTAUBAN, AUCH, BORDEAUX

- Fourastié.* — Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Cahors pour les Etats généraux de 1789 (Cahors, 8°).
- Combarieu.* — Assemblées des sénéchaussées de Quercy, pour l'élection des députés aux Etats généraux de 1789, Procès-verbaux des séances, listes des députés, cahiers de doléances (Cahors, 1878, 8°). — Cahiers des trois ordres seulement.
- Tholin.* — Cahiers et doléances du Tiers état du pays d'Agenais aux Etats généraux, 1885. — Pas de cahiers de paroisse.
- Mondenard (A.) de.* — Nos cahiers de 1789. Cahiers de l'Agenais (Villeneuve-sur-Lot, 1830, 8°) Bibl. Nat. Le 24/283. — Cahiers des trois ordres.
- Barrau.* — 1789 en Rouergue, t. I. Sénéchaussée de Rodez, (Rodez, 1873).
- Pasquier.* — Ariège. Cahiers communaux de doléances en 1789 (in 16). Bibl. Nat. Le 24/300.

- Mémoire contenant les doléances du pays souverain de Donezan (Foix, 1890, 8°) Bibl. Nat. Le 24/291.
- Vinson.* — Cahiers des vœux des Basques Souletains (Bulletin de la Société des Sciences et Arts de Bayonne, 1882). Bib. Nat. Z 196.
- Larrieu (D^r).* — Cahiers des griefs des communautés de Soule (Bulletin de la Société des Sciences, Lettres, Arts de Pau, 2^e série, t. XVI, XVII, XXI, Pau, 1887). Bib. Nat. Z 1326. — 53 cahiers pour 69 paroisses du pays de Soule.
- Cahiers des griefs rédigés par les communautés du Béarn en 1789 (Pau, 1888, 4°). Bib. Nat., L. R. 2/3866. — 17 cahiers de la sénéchaussée de Pau. 43 cahiers de la sénéchaussée de Morlaas.
- Cahier des griefs rédigés par la communauté de Pau (Pau, 1889, 8°). Bibl. Nat. Le 24/272.
- Batcave.* — Cahier des griefs de la communauté de Castetis (Pau, 1892). Bib. Nat. Le 20/295.
- Marion.* — Cahiers de doléances des cantons de Castillon, Sainte-Foy, Velines (Archives historiques de la Gironde, t. XXXV, 1900). — 46 cahiers.
- Cahiers de doléances des paroisses des cantons de Branne et Targon (Archives historiques de la Gironde, t. XXXVI, 1901). — 11 cahiers.

GÉNÉRALITÉS DE LA ROCHELLE, POITIERS, TOURS

- Rondeau.* — Les cahiers pour les Etats généraux en Aunis et Saintonge, particulièrement à Rochefort (Rochefort, 1886, in-12).
- Cahiers des communautés de Rochefort-sur-Mer, en 1789 (Archives historiques de la Saintonge, 1888). Bib. Université de Paris, H. F., p. 12^a.
- Antonin-Proust.* — Archives de l'ouest (6 volumes in-8°).
 - Pas de cahiers de paroisses.

- Dugast-Matifeux.* — Documents relatifs aux Etats généraux de Fontenay-le-Comte (Fontenay, 1850, 8°). Bib. Nat. Le 23/155. — Cahier de la paroisse de la Roche-Servière.
- Beauchet-Filleau.* — Tiers état du Poitou en 1789. Procès-verbaux ; cahier de doléances et listes des électeurs (Fontenay le-Comte, 1888, 8°). Bib. Nat. Le 24/276.
- Clergé du Poitou en 1789. Procès-verbaux. Cahier de doléances, etc. (1888, 8°).
- Cathelineau.* — Cahiers de doléances des sénéchaussées de Niort et de Saint-Maixent, et des communautés et corporations de Niort et de Saint-Maixent, pour les Etats généraux de 1789 (Niort, 1912, 8°).
- Gouturier.* — La préparation des Etats généraux de 1789 en Poitou, principalement d'après les cahiers des paroisses et des corps (Poitiers, 1909, 8°). — Quelques cahiers ont été réimprimés par Cathelineau pour Niort et Saint-Maixent.
- Prouhet.* — Notes et documents pour servir à l'histoire de la Révolution dans le canton de la Mothe Saint-Héray (Mémoires de la Société historique des Deux-Sèvres, t. V, 1909). — 1 cahier, réimprimé par Cathelineau.
- Faye.* — Doléances du Tiers de Tours aux Etats généraux de 1789 (Tours, 1894, 8°).
- Bellée, Duchemin, Denoyer de Ségonzac et Brindeau.* — Cahiers des plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine pour les Etats généraux de 1789 (Le Mans, 1881-1892, 4 vol. in-18). Bib. Nat. Le 24/254.
- Le Moy (A.).* — Cahiers de doléances des corporations de la Ville d'Angers et des paroisses de la sénéchaussée particulière d'Angers pour les Etats généraux de 1789 (Angers, 1915, 2 vol. in 8°).
- Laurain.* — Le cahier de Bazouges (de la sénéchaussée de

- Château-Gontier) (Revue historique et archéologique du Maine, t. LXII, p. 223 sq).
- Uzureau (abbé)*. — Cahier collectif de la sénéchaussée de Baugé (Andegaviana, t. II, p. 169 sq).
- Cahier collectif de la sénéchaussée de Beaufort (Andegaviana, t. II, p. 336 sq).
- Cahier collectif de la sénéchaussée de Château-Gontier (la province du Maine, août et septembre 1903).
- Cahier collectif de la sénéchaussée de La Flèche (Revue historique et archéologique du Maine (mars, avril 1903).
- Cahier de Morannes (les Annales fléchoises, mai, novembre 1905).

GÉNÉRALITÉS DE CAEN, ALENÇON, ROUEN

- Hippeau*. — Le gouvernement de Normandie aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (Caen, 1863-1869, 9 vol. 8°), t. VII et VIII. — Fait connaître notamment 12 cahiers de paroisses du bailliage du Perche et 57 cahiers de paroisses du bailliage d'Orbec qui n'ont pas été publiés depuis ; 43 cahiers du bailliage de Valognes l'ont été beaucoup mieux dans Bridrey « *les Cahiers du Cotentin* ».
- Bridrey*. — Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin (Coutances et secondaire) pour les Etats généraux de 1789 (Paris, 1914, 3 vol. 8°).
- Duval*. — Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon en 1789 (Alençon, 1889, in-12). Bib. Nat. Le 24/266.
- Veucelin (E.)* — Cahier du Tiers état. Ville de Bernay (Bernay, 1879, 8°).
- Montier*. — Cahier des plaintes, doléances et représentations des citoyens du Tiers état de la Ville de Pont-Audemer (Pont-Audemer, 1889, 8°). — Cahier du bailliage.

- Mourlot.* — Le cahier d'observations et doléances du Tiers-état de la Ville de Caen en 1789 (Paris, 1912, 8°).
- Anquetil.* — Etats généraux de 1789, cahier du Tiers état de Bayeux (Bayeux, 1883, 8°).
- Blossier.* — Cahiers de doléances du bailliage de Honfleur. (Caen, 1913, 8°).
- Le Parquier.* — Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Neufchâtel-en-Bray, secondaire de Caux (Rouen, 1908, 8°).
- Romain.* — Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Caux, secondaire de Caux (Rouen, 1909, 8°).
- De la Sicotière.* — Documents pour servir à l'histoire de l'élection des députés aux Etats généraux de 1789 dans la généralité d'Alençon.

GÉNÉRALITÉ DE NANCY ET METZ.

- Etienne.* — Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les Etats généraux de 1789. Tome I, Bailliage de Vic. Tome II, Bailliage de Dieuze (Nancy, 1910-1912, 2 vol. 8°).
- D'Arbois de Jubainville.* — Les cahiers de doléances de Verdun en 1789 (s. l. 1909, 8°) Bib. Nat. Le 24/336. Extrait des Mémoires de la Société des L. Sc. et A. de Bar-le-Duc.
- Lemasson.* — Les cahiers de doléances du bailliage de Bruyères (La Révolution dans les Vosges, 1910 1911) Bib. Nat. Le 20/78. — 53 cahiers sont analysés.
- Cahier de la ville de Bruyères (Bulletin de la Société d'émulation des Vosges, 1898).
- Froment.* — Corcieux en 1789 (1889, in-12). — Cahier de la paroisse de Corcieux.
- Martin.* — Bailliage de Mirecourt. Cahiers de doléances (Révolution dans les Vosges, 1911-1912). — 50 cahiers.
- Dorvaux et Lesprand.* — Cahiers des doléances des com-

munautés lorraines en 1789. Bailliages de Boulay et de Bouzonvillers (Quellen zur lothringischen geschichte, IX, Metz, 1908, 8°).

Lesprand (abbé). — Election du député direct et cahiers du Tiers état de la Ville de Metz en 1789 (Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie lorraine, 1903, t. XV, p. 158-206).

GÉNÉRALITÉS DE DIJON ET LYON.

Demay. — Cahiers de doléances du bailliage d'Auxerre (Auxerre, 1886, 8°). Extrait du Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Bib. Nat. Le 24/335.

Lex (Léonce). — Département de Saône-et-Loire. Cahiers de doléances pour les Etats généraux de 1789 (Mâcon, 1910, 8°) Bib. Nat. Le 24/340.

Guillemant. — Histoire de la Révolution dans le Louhannais. 1789-1792 (1899, 8°). — 3 cahiers du bailliage de Châlon-sur-Saône.

Niepce. — Histoire du canton de Sennecey-le-Grand, t. II, p. 404-420 (Châlons-sur-Saône, 1837, 8°). — 1 cahier in extenso; extraits de 3 autres du bailliage de Châlon-sur-Saône.

Bazin. — Notice historique sur le village de Laives (dans les mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Châlon-sur-Saône, 2^e série. T. II, 1^{re} partie, 19078). — Cahier de Laives.

Jeanton et Ravenet. — L'ancienne paroisse de Préty-en-Mâconnais. Bib. Nat. Lk 7/35952. — 2 cahiers de paroisses.

Dubois. — Les Préliminaires de la Révolution dans l'Ain, cahiers de doléances des bailliages de Bourg, Belley et Gex, et de la sénéchaussée de Trévoux. (Bourg, 8°, 1913). Bib. Nat. Le 24/349. — 12 cahiers de paroisses, 11 cahiers des trois ordres.

De Charmasse. — Cahiers de doléances des paroisses du

bailliage d'Autun (Autun, 1895, 8°) Bib. Nat. Le 24/299. — Certains cahiers ne sont donnés que par extraits.

Roque (de la). — Recueil des cahiers de 1789... Lyonnais, Beaujolais, Forez (Paris, 1867, in-8°). Bib. Nat. Le 24/231. — Seulement les cahiers des trois ordres. Pas de cahier de paroisses.

GÉNÉRALITÉS D'AIX, MONTPELLIER, TOULOUSE

Fournier (Joseph). — Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille pour les Etats généraux de 1789 (Marseille, 1908, in-8°).

Mireur. — Cahiers de doléances des communautés de la sénéchaussée de Draguignan (Draguignan, 1889, in-12).

Bligny-Bondurand. — Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les Etats généraux de 1789 (Nîmes, 1909, 2 vol. in-8°).

Jonquière (de la). — Castres. Cahiers de doléances de 1789 (Castres, 1867).

Rumeau. — Cahiers de doléances de Launac et de Thil, canton de Grenade, prélude des Etats généraux de 1789 (Toulouse, 1892, in-8°).

GÉNÉRALITÉ DE RENNES

Sée et Lesort. — Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les Etats généraux de 1789 (Rennes, 1909-1912, 4 vol. in-8°).

Perrier. — Le District d'Ancenis. — Quelques cahiers en appendice.

RECUEIL GÉNÉRAL DE CAHIERS

Mavidal et Laurent. — Archives Parlementaires de 1787 à 1860, 1^{re} série, t. I à IV (Cahiers des Etats généraux).

raux de 1789). — Ce recueil comprend notamment outre les cahiers généraux des bailliages, les cahiers primitifs de la sénéchaussée d'Aix au nombre de 112, les cahiers de la Prévôté et vicomté de Paris hors murs au nombre de 455, et 36 cahiers du bailliage de Douai.

II. — Documents historiques autres que les cahiers

Brette (Armand). — Recueil des documents relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789 (Paris, 1894-1904, 3 vol. in f^o), t. IV en 1915.

— Atlas des bailliages ou juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789 (Paris, 1904, gr. in-f^o).

Le « Recueil des documents » qui n'est malheureusement pas terminé, donne par bailliages la bibliographie des sources principales et des travaux relatifs à la convocation des Etats généraux et à la rédaction des cahiers. Nous ne pourrions qu'en reproduire les résultats très complets. Il convient cependant pour les bailliages contenus dans le tome III d'y ajouter les travaux parus depuis 1904, et pour le tome IV les travaux encore rares, parus depuis 1915.

Rébillon (A.). — La Situation économique du Clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré (Rennes, 1913, in-8^o). — Voir également la bibliographie très importante et l'introduction de ce recueil.

Guillaume (abbé). — Recueil des Réponses faites par les communautés de l'élection de Gap au questionnaire envoyé par la commission intermédiaire des Etats du Dauphiné (Paris, 1908, in-8^o).

Necker. — De l'Administration des finances de la France

(1784, 3 vol. in-8°). — Notamment le tome I en ce qui concerne le clergé.

Monin. — L'Etat de Paris en 1789 (Paris, 1889, in-8°).

Mondenard (A. de). — La Féodalité en Agenais en 1789.

Manuscrit d'un curé de campagne (Agen, 1789).
(Mémoires de l'abbé Signy, curé de Sauveterre).

III. — Recueil de textes législatifs

Isambert. — Recueil général des anciennes lois françaises (Paris, 1823-1827, 39 vol. in-8°). — Recueil principal pour les textes de la législation royale.

OUVRAGES

I — Ouvrages généraux historiques

Lavoisse. — Histoire de France, t. IX, 1. Le règne de Louis XVI.

Taine. — Les origines de la France contemporaine ; 1^{re} partie : l'Ancien régime. — A rapprocher : Aulard, Taine historien de la Révolution française (Paris, 1908), notamment le chapitre II : l'Ancien régime.

Aulard. — Histoire politique de la Révolution française (Paris, 4^e édition, 1909, 8°). — Les chapitres I et II sont consacrés aux préliminaires de la Révolution.

Mathiez. — La Révolution et l'Eglise (Paris, 1910, in-16).

De la Gorce. — Histoire religieuse de la Révolution française. Tome I (Paris, 1912, 8°).

Madelin. — La Révolution (Paris, 1911, 8°).

Sicard (abbé). — L'ancien clergé de France (Paris, 1893-1894, 2 vol. 8°).

Pisani (abbé). — L'Eglise de Paris et la Révolution (Paris).

Méric. — Le clergé sous l'ancien régime (Paris, 1892).

De Tocqueville. — L'Ancien régime et la Révolution.

Boiteau. — Etat de la France en 1789 (2^e édit., Paris, 1889).

Picot. — Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle (Paris, 1853-1857, 7 volumes).

Wallon. — Le clergé de quatre vingt neuf ; le Pape, le Roi, la Nation ; fin de l'ancien régime (Paris, 1876).

Mathieu (Cardinal). — L'Ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois (1698-1789) (1879, 8^e).

Expilly. — Dictionnaire géographique des Gaules et de la France (Paris, 1762-1770, 6 vol. in-fol). — Inachevé.

II — Ouvrages généraux juridiques et canoniques

Esmein. — Histoire du droit français (Paris, 6^e édition, 1905, 8^e)

Viollet. — Histoire des institutions politiques et administratives de la France (Paris, 1890-1908, 3 vol. 8^e)

Migne. — Encyclopédie théologique. T. IX et X. — André : Cours de droit canon (Paris, 1844, 2 vol. 4^e)

Thomassin. — Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise (Ed. française. Lyon, 1725, 3 vol. fol.)

Durand de Maillane. — Histoire du droit canonique (Lyon, 1770).

Durand de Maillane. — Dictionnaire de droit canonique (Avignon, 1761).

Fleury. — Institution au droit ecclésiastique (Paris, 1676).

Du Roussaud de la Combe. — Recueil de Jurisprudence canonique et bénéficiale (Paris, 1748).

De Héricourt. — Les lois ecclésiastiques de France (Paris, 1756).

Mater (André). — L'Eglise. Sa constitution. Son administration (Paris, 1906, in-16). — Avec une bibliographie des principaux ouvrages de droit canonique.

Gayot. — Répertoire universel de Jurisprudence (Paris, 1784-1785, 17 volumes 4^e).

III. — Ouvrages et travaux spéciaux relatifs
à la préparation des Etats généraux et aux cahiers

Champion (Edme). — La France d'après les cahiers de 1789 (Paris, 1897, in-18).

Poncins (Léon de). — Les cahiers de 1789 et les vrais principes libéraux (Paris, 1889, in-8°).

Vialay (Amédée). — Les cahiers de doléances du Tiers état aux Etats généraux de 1789 (Paris, 1910, 8°). — (Voir la critique de cet ouvrage dans la Revue de la Révolution française, t. LX, p. 267).

Chassin. — Les cahiers des curés en 1789 (Paris, 1882, 8°).

Menussier. — Les cahiers de l'Eglise de France. L'état de l'Eglise de France en 1789 (Paris, 1891, 8°).

Ampoulange. — Le clergé et la convocation aux Etats généraux de 1789 dans la sénéchaussée principale du Périgord. Thèse de doctorat en droit. Montpellier, 1912, 8°. — (Voir la critique de cet ouvrage dans la Révolution française).

Vaschal (de). — Le Vivarais aux Etats généraux de 1789 (1889, 8°). Bib. Nat. Lk² 3750.

Viguiér. — La convocation des Etats généraux en Provence. (Paris, 1896, 8°). — Compte rendu dans Révolution française, t. XXI, p. 285.

Mourlot. — La convocation des Etats généraux de 1789 dans le bailliage de Vire (Revue de la Révolution française, t. XXXI, p. 300 à 346 et 414 à 427).

Bruneau. — Les débuts de la Révolution dans le département du Cher et de l'Indre (Bourges, 1902, 8°).

— Les élections et les cahiers du Tiers de la ville de Bourges en 1789 (Mémoires de la Société historique du Cher, 1888-1889).

Lesprand. — Cahiers lorrains (bailliages de Thionville, Bou-

lay, Dieuze et Château-Salins dans *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie lorraine*, 1904, t. XVI, p. 175-227).

— Quelques mots sur les cahiers de doléances des communes en 1789 (même *Annuaire*, 1906, t. XVIII, p. 165-204). Etude sur leur valeur documentaire.

Couard. — Les cahiers du Dauphiné en 1789 (Révolution française, t. XLIV, p. 481 sq.).

Onou. — La comparution des paroisses en 1789 (Révolution française, année 1897).

Onou. — Les élections de 1789 en France et les cahiers de 1789 au point de vue de leur coïncidence avec la mentalité de la nation (publié en russe en 1908). (Révolution française, t. LVI, p. 509).

Wahl. — Studien zur Vorgeschichte der franzoesischen Revolution (Tubingen, 1901, 8°). — Etude sur la sincérité et la spontanéité des cahiers.

Cochin (Aug.) et Charpentier (Ch.). — La campagne électorale de 1789 en Bourgogne (Paris, 1904, 8°). *Bib. Nat.* Le³³ 319. — Critique de cette étude dans *Révolution française*, t. XLVIII, p. 557.

Sagnac. — Les cahiers de 1789 et leur valeur (*Revue d'histoire moderne*, 1907).

Sée. — La rédaction et la valeur des cahiers de paroisses (*Revue historique*, 1910).

Pécheur (abbé). — Les cahiers du baillage de Soissons pour les Etats généraux. (Soissons, 1866).

Lods. — L'attitude du clergé catholique à l'égard des Protestants en 1789 (Révolution française, t. XXXII, p. 128-138). — Relevé sommaire des demandes de réforme del'édit de 1787, figurant dans les cahiers du clergé.

Paris (J.-A.). — La jeunesse de Robespierre et la convocation des Etats généraux en Artois, 1870.

Sée. — Les cahiers de paroisses de la Bretagne en 1789

(Révolution française, t. XLVI, p. 481-513 et t. XLVII, p. 28-46).

Baboin. — Cahiers des paroisses rurales des élections de Valence, Romans, Montélimar en 1789 (sp. 1890). — Brochure inspirée des cahiers, mais ne les publiant pas.

IV. — Ouvrages relatifs à des questions spéciales.

CONTRIBUTIONS ECCLÉSIASTIQUES

Marion. — Histoire financière de la France 1715-1789, t. I, Paris, 1914, 8°.

Cans. — L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV. Thèse de doctorat es-lettres (Paris, 1910, 8°).

— La contribution du clergé de France à l'impôt pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV, 1689-1715. Thèse de doctorat es-lettres (Paris, 1910, 8°).

Gagnol²(abbé). — Les décimes et dons gratuits (Paris, 1911, 8°). Bib. Nat. E 10.101.

PROPRIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE

Loutchisky. — La petite propriété en France avant la révolution et la vente des biens nationaux (Paris, 1897, 8°).

Lecarpentier. — La propriété foncière du clergé sous l'ancien régime (Paris, 1902). Bib. Nat., 8° R., 14.946.

— La propriété foncière du clergé dans la Seine-Inférieure (Rouen, 1902). Etude portant sur le district de Caudebec.

Lemonnier. — La propriété foncière du clergé et la vente des biens nationaux dans la Charente-Inférieure (La Rochelle, 1906). Bib. Nat. L. R¹ 2666, brochure.

Fèvre. — De la propriété des biens ecclésiastiques (Paris, 1893). — Etude de droit canonique.

Anglade. — De la sécularisation des biens du clergé sous la révolution (Paris, 1901).

DÎME ECCLÉSIASTIQUE

Gagnol (abbé). — La dîme ecclésiastique (Paris, 1911, in-8°).
Bib. Nat. E. 10.102.

Marion (Henri). — La dîme ecclésiastique du XVIII^e siècle et sa suppression. Etude d'histoire du droit suivie d'un aperçu sur les dîmes inféodées à la même époque. Thèse de doctorat en droit (Bordeaux, 1912, in-8°).
— Avec une bibliographie du sujet.

Durand. — La dîme ecclésiastique au XVIII^e siècle. Etude d'histoire du droit. Thèse de doct. en droit (Poitiers, 1898, in-8°).

Villemonte de la Clergerie. — La dîme dans notre ancien droit français et son abolition. Thèse de doctorat en droit (Bordeaux, 1908, in-8°).

Michel. — Recherches sur la perception de la dîme en Champagne (s. l., 1873).

Gauthier. — La dîme religieuse et le droit de suite au XVIII^e siècle (Bulletin de la Société Nivernaise des Lettres, Sciences et Arts, 1899).

ADMINISTRATION ECCLÉSIASTIQUE

Sevestre (abbé). — L'organisation du clergé paroissial à la veille de la Révolution (Paris, 1911, in-8°). Bib. Nat., 8°, Ld³ 533.

Sicard (abbé). — La nomination aux bénéfices sous l'ancien régime.

Bourlon (abbé). — Les assemblées du clergé et le Jansénisme (Paris, 1909, in-8°, Ld³ 513).

— Les assemblées du clergé et le protestantisme. Bib. Nat., 8° R. 14.946.

Latreille. — Le Gallicanisme et la Révolution.

ORDRES RELIGIEUX

- Pocquet du Haut-Jessé.* — La vie temporelle des communautés de femmes à Rennes au xvii^e et xviii^e siècles (Paris, 1916, in-8°).
- Ageorges.* — La vie et l'organisation du clergé sous l'ancien régime. I. Les réguliers (Paris, 1905 brochure in-16).
Bib. Nat., 8° R. 14.946.
- Gérin.* — Etudes sur la commission des réguliers (Revue des questions historiques, 1875, 1876, 1877).
- Lecestre.* — Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France (Paris, 1902).
- Prat.* — Essai historique sur la destruction des ordres religieux en France au xviii^e siècle (Paris, 1845).
- Migne.* — Encyclopédie. Dictionnaire des ordres religieux. (Paris, 1847, 4 vol., in-4°).
- Dictionnaire des abbayes (Paris, 1856, in-4°).

V. — Histoires locales et régionales.

- Paul Fournier.* — Chaligny, ses seigneurs et son comté ; histoire et institutions d'une seigneurie lorraine (Nancy, 1907, in-8°).
- Le clergé du diocèse de Saint-Brieuc avant, pendant et après la Révolution (Mémoires de la Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord, 2^e Série, 1889, t. III, p. 285-326).
- Grégoire* (abbé). — Etat du diocèse de Nantes, en 1790 (Nantes, 1882, in-8°).
- Rabeau.* — Histoire de Troyes pendant la Révolution, t. I. (Paris, 1873, in-8°).
- Le Village sous l'ancien régime (Paris, in-8°) Lt. 95/44, Bib. Nat.
- La vie rurale dans l'ancienne France (Paris, 1885, in-8°). Bib. Nat. Ll^e 82.

- Chandellier.* — La Révolution à Saint-Phal (Aube) (Arcis-sur-Aube, 1910, in-8°). — Renseignements sur la répartition des terres.
- Fleury.* — La Ville et le district de Mamers pendant la Révolution (Mamers, 1909, in-8°) t. I.
- Mireur.* — Le Tiers Etat à Draguignan ; étude sociologique. Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan, t. XVII, année 1908-1909).
- Ch. Daniel.* — L'Auvergne en 1789. La Basse-Auvergne (Riom, 1968). Bib. Nat. LK. 2|2332.
- Dupont.* — La condition des paysans dans la Sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution (Paris et Rennes, 1901, in-8°).
- Meynier.* — Un représentant de la bourgeoisie Angevine à l'Assemblée Nationale et à la Convention : La Réveillère-Lepeaux (Paris, 1905, in-8°).
- Lebègue.* — La vie et l'œuvre d'un constituant : Thouret (Paris, 1910, in-8°).
Thouret a joué un rôle actif en Normandie pendant les élections aux Etats généraux.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
I. Objet de l'étude.....	5
II. Sources.....	10
III. Plan de l'ouvrage.....	22
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>La Rédaction et l'inspiration des cahiers</i>	30
I. La Campagne électorale. Les Polémiques.....	32
II. Brochures et modèles imprimés.....	43
III. Les Présidents d'assemblées.....	53
IV. Influences individuelles diverses.....	63
V. Conclusion.....	68

PREMIÈRE PARTIE

LA PROPRIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Eglise et l'impôt</i>	73
I. L'Eglise et les charges publiques à la fin de l'ancien régime.....	74
II. L'Opinion des cahiers et des privilèges pécuniaires du clergé.....	85
III. Les Cahiers du clergé et la suppression des privilèges pécuniaires.....	100
Conclusion.....	107
CHAPITRE II. — <i>La Dette du clergé</i>	108
I. Origine et importance de la dette du clergé.....	108
II. L'Opinion des cahiers du Tiers.....	112

III. La Question de la dette dans les cahiers du clergé.....	120
Conclusion.....	125
CHAPITRE III. — <i>Les Biens ecclésiastiques</i>	126
I. Régime et importance des biens ecclésiastiques.....	126
A. Régime de la propriété ecclésiastique.....	126
B. Importance et répartition des biens ecclésiastiques.....	129
II. Les Projets de réformes partielles dans les cahiers.....	134
III. Projets de nationalisation des biens ecclésiastiques.....	148
Conclusion.....	155
CHAPITRE IV. — <i>La Dîme</i>	157
I. La Dîme ecclésiastique à la fin du XVIII ^e siècle. Législation et pratique. Personnes assujetties. Produits dîmables. Taux. Répartition.....	157
II. La Dîme et les revendications des cahiers.....	175
1 ^o Réformes ramenant les formes de la perception, le taux de la dîme et les produits dîmables.....	176
2 ^o Réformes concernant les décimateurs.....	203
3 ^o La Dîme aux curés et aux paroisses.....	212
4 ^o Les Projets de suppression de la dîme.....	228
5 ^o Aperçu sur les cahiers de la Noblesse.....	239
III. <i>La Dîme</i> dans les cahiers du clergé.....	241
Conclusion.....	252

DEUXIÈME PARTIE

LES MEMBRES DU CLERGÉ

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Curé et la paroisse</i>	255
I. La Paroisse sous l'ancien régime.....	255
II. Le Clergé paroissial dans les cahiers.....	267
III. L'Administration paroissiale dans les cahiers.....	287

IV. Les Sentiments du clergé et le régime de la paroisse.....	291
Conclusion	299
CHAPITRE II. — <i>Le Haut clergé</i>	301
I. L'Evêque	301
II. Les Bénéficiers.....	310
III. Les Vœux du clergé concernant les évêques et les bénéficiers.....	322
CHAPITRE III. — <i>Les Ordres religieux</i>	328
I. La situation matérielle et morale des ordres religieux en 1789.....	328
II. L'Opinion des cahiers et les réguliers.....	347
1. Les Partisans de la suppression.....	348
2. Les Ordres mendiants.....	359
3. Les Propositions de réforme.....	364
4. Les Cahiers favorables aux ordres religieux.....	377
III. Les Cahiers du clergé et la réforme des ordres religieux.....	385
Conclusion.....	392
CHAPITRE IV. — <i>Les Non-catholiques et l'indifférence religieuse</i>	394
I. La Philosophie irreligieuse.....	395
1. Le Clergé et l'irreligion.....	396
2. Le Tiers état et l'irreligion.....	407
II. Les Protestants.....	414
1. Dans les cahiers du clergé.....	416
2. Dans les cahiers du Tiers état.....	420
III. Les Juifs.....	427

TROISIÈME PARTIE

L'EGLISE ET L'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Rapports de l'Eglise, du Pape et du Roi</i>	435
--	-----

I. Les Cahiers du Tiers et les rapports du Roi et du Pape : Gallicanisme et Jansénisme.....	436
II. Les Cahiers du Tiers et les rapports du Roi et du Pape (<i>suite</i>) : La Question du Concordat..	441
III. Les Cahiers du clergé.....	452
Conclusion.....	456
CHAPITRE II. — <i>Le Rôle politique et social du clergé..</i>	457
I. La Participation du clergé aux Etats généraux et l'opinion publique.....	458
II. Les Privilèges honorifiques du clergé et l'opinion des cahiers.....	464
III. Les Attributions politiques et administratives du clergé dans l'opinion publique.....	467
IV. Le Privilège de juridiction ecclésiastique.....	473
CONCLUSION.....	481
APPENDICE : Tableau par bailliages des cahiers publiés.	495
BIBLIOGRAPHIE.....	502

Imp. de la Faculté de Médecine, 15, rue Racine, Paris. — 3973-19.
